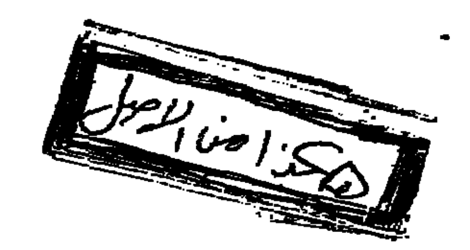


Avec ce numéro, supplément « Initiatives »


# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14245 – 5 F

MERCREDI 14 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE


Les défilés de jeunes, les violences à Paris et l'annonce d'un « plan d'urgence »

## L'exception française

LES événements intervenus lundi à Paris seraient-ils imaginables à Londres ou à Bonn ? L'idée pourrait-elle germer dans l'esprit des lycéens britanniques ou allemands de converger vers leur capitale respective pour y exposer leurs griefs, attirer l'attention des plus hautes autorités de l'Etat, priées soudain de s'intéresser à des murs lézardés, des cours de récréation concentrationnaires, des professeurs absents ou réputés incompétents, des laboratoires de langue inexistants ou vétustes, des classes aussi surchargées que jadis ?

La réponse à toutes ces questions est négative. Car, malgré certains efforts récents en matière de décentralisation, la France reste ce pays jacobin où tout, pense-t-on – le bon comme le mauvais – ne peut venir que de Paris et où il ne peut y avoir de fructueux mouvement de société sans ébranlement du pouvoir, voire sans crise de régime.

Il en va tout autrement chez nos voisins allemands, où personne n'aurait l'idée de s'en remettre à un ministre fédéral de l'enseignement. Si les lycéens de Bavière ou de Hambourg étaient mécontents de leurs conditions de vie, c'est au ministre de l'enseignement de leur Land qu'ils s'en prendraient, ou aux autorités municipales, dont les pouvoirs de gestion sont importants.

Ce n'est d'ailleurs pas le cas : baisse de natalité aidant, les élèves allemands sont sans doute les plus choyés de l'Europe tout comme leurs maîtres, infiniment mieux payés que leurs collègues français, même s'ils n'ont pas, pour la plupart, le droit de grève. Une infinité de passerelles avec un enseignement professionnel très développé contribuent à désacraliser un bac qui est devenu en France une véritable obsession en même temps qu'un leurre. Une sorte de roulette russe, aussi, à laquelle trop d'adolescents ont conscience de jouer leur avenir.

LA Grande-Bretagne, victime du « communalisme », c'est-à-dire de la prise du pouvoir dans telle ou telle ville, tel ou tel quartier, d'une communauté ethnique, s'interroge en revanche sur la faillite d'un système scolaire à deux vitesses dont plus de 50 % de ceux qui le quittent n'ont strictement aucune formation ni diplôme. Paradoxalement, c'est Mme Thatcher qui plaide là pour l'avènement d'un certain centralisme, pour l'imposition d'un programme national minimum aux commissions scolaires locales dont les pouvoirs sont exorbitants. Vaste entreprise qui se heurte à une tradition bien ancrée et, comme en France, à une grave détérioration de la condition et des capacités du corps enseignant.

La situation de l'enseignement secondaire n'est guère plus brillante en Italie, où le centralisme à la française est cependant tempéré par une régionalisation depuis longtemps entrée dans les mœurs. Le mouvement est plus récent en Espagne, puisqu'il s'agissait d'y briser le carcan centralisateur franquiste. C'est chose faite : de nombreuses entités autonomes (Catalogne, Andalousie, Pays basque, Navarre, etc.) ont bénéficié d'importants transferts de compétences en matière d'éducation. Un domaine dans lequel presque tout reste encore à faire en France.



# • Le préfet de police fait son autocritique
# • Des lycéens manifesteront à nouveau

*Les manifestations ont rassemblé environ 300 000 lycéens dans toute la France, lundi 12 novembre. L'oppposition met en cause la responsabilité du ministre de l'intérieur, après les violences commises à Paris par des « casseurs ». Il y a eu plus de cent blessés parmi les forces de l'ordre. Le préfet de police admet, dans un entretien au « Monde », sa responsabilité. En dépit de l'annonce, par M. Jospin, d'un « plan d'urgence », une partie des lycéens a déjà appelé à des manifestations régionales vendredi 16 novembre.*




## Le vieil homme et la casse

par Bruno Frappat

Un homme, une houle lycéenne et un millier de casseurs. Un chef de l'Etat, tonton tutélaire toujours prêt, de révolte en révolte, à « comprendre », à « entendre », indulgent et paterne. Des dizaines de milliers d'élèves, ne sachant trop à quel slogan se vouer, à quel meneur se fier, à quelle coordination se coordonner, traversant tout Paris et arrivant, exténués, pour comprendre qu'on leur avait volé leur manif, comme il se pique, chaque jour, des dizaines de walkmans. Des casseurs nouveau style, vedettes incontestées d'une journée de tromperie, dominant pour un soir sur tous les écrans de télé, gros plans sur la violence, le vol, les autos qui brûlent comme au bon vieux temps et alimentant, de leurs figures entraperçues, le racisme ordinaire. Triste bilan de la « marche nationale pour l'éducation ».

Au soir du 12 novembre, la colère des lycéens s'était faite amertume, et à cette amertume répondait l'embarras des adultes qui nous gouvernent, désemparés – comme l'avouerait le préfet de police – par le gâchis.

Un mouvement social, pour avoir quelque chance de réussir, doit être animé par un refus précis, par des perspectives claires ou, à défaut, par une émotion forte.


*Lire la suite page 11 - section B*



*Lire également*

- « Les vitrines brisées du mouvement ».
- « Un rendez-vous désastreux » par GÉRARD COURTOIS.
- *Un entretien avec* M. Pierre Verbrugghe par ERICH INCIYAN.
- La stratégie du PC par ALAIN ROLLAT.

*pages 10 à 15 - section B*

- L'ombre de la rivalité Mitterrand-Rocard par PATRICK JARREAU.

*page 40 - section D*



**Les relations entre l'Union soviétique et la Russie**
MM. Gorbatchev et Eltsine d'accord sur le traité de l'Union
page 5

**Le Cameroun sur la voie du multipartisme**
L'ouverture, à pas comptés
page 7

**Subventions agricoles**
Les Etats-Unis et les partenaires de « l'Uruguay Round » rejettent les propositions de la CEE
page 25 - section C

**Ecrans plats**
L'énorme avancée de l'industrie japonaise
page 28 - section C

**Quartiers défavorisés**
Les ratés de la rénovation
page 26 - section C

**Butin des douanes**
Le ministre du budget a remis au ministre de la culture des objets d'art saisis
page 17 - section B

**La Corse et son statut**
Un point de fixation : la notion de « peuple »
page 9

**La Bourse aux stages**
page 28 - section C

*« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C*


# Les Saoudiens dans les turbulences du Golfe

*Ryad cherche à maintenir l'équilibre entre des religieux omniprésents et une population qui aspire à plus de liberté*

RYAD
*de notre envoyée spéciale*

Une manifestation de femmes au volant de leurs voitures en plein Ryad, l'annonce par le roi Fahd de la prochaine installation d'un conseil consultatif : les ondes de choc de la crise du Golfe n'ont pas fini de s'étendre et, même si les deux événements n'ont apparemment pas grand-chose à voir, il ne fait pas de doute qu'ils relèvent tous les deux, à des degrés divers, des conséquences d'une crise qui a ouvert les yeux de beaucoup et ébranlé certaines certitudes.

Spectaculaire et « révolutionnaire » dans un pays où les débats restent internes, la manifestation de ces quarante-sept femmes qui ont conduit dans les rues de Ryad n'est pourtant que l'expression publique d'une revendication ancienne et qui touche globalement au statut de la femme. L'exemple des femmes koweïtiennes fuyant leur pays, avec leurs enfants, au volant de leursvoitures ainsi que la crainte de la guerre ont été les éléments déterminants d'un mouvement sans leader, parti de deux groupes de femmes qui ont osé braver un interdit plus social que légal – aucune disposition ne précisant que la femme n'a pas le droit de conduire. Ce mouvement de femmes – dont beaucoup sont issues des grandes familles du royaume, la plupart très éduquées (professeurs à l'université, médecins, femmes d'affaires), mais aussi femmes au foyer – a fait éclater au grand jour un débat de fond qui divise aujourd'hui le pays et dont les conséquences n'ont pas fini de se faire sentir.

Parmi les adversaires les plus farouches de cette manifestation – majoritairement approuvée par les nombreux badauds incrédules qui s'étaient approchés, – on trouve les religieux, en particulier les mouttawaa's, cette police religieuse visible partout en Arabie saoudite et qui se veut gardienne des bonnes mœurs mais qui est honnie par la majorité de la population.

FRANÇOISE CHIPAUX


*Lire la suite page 4*




## SCIENCES ◆ MÉDECINE

### La guerre du feu stellaire

Les grandes manœuvres politico-financières autour de la recherche sur la fusion thermo-nucléaire menacent la suprématie européenne.

### Les débris d'un mystère

Trois jours auront suffi pour donner une explication à un phénomène étrange apparu dans le ciel d'Europe.

*Point de vue : « La mort main dans la main », par Geneviève Laroque*


*pages 21 à 23 - section B*


### Le sida serait en partie d'origine bactérienne

Les travaux d'une équipe française, dirigée par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), apportent de nouveaux arguments en faveur du rôle pathogène de certaines bactéries dans l'évolution de l'épidémie de sida. Si des preuves irréfutables confirmaient cette théorie, selon laquelle la maladie serait due à l'action conjointe d'un virus et d'une bactérie, un nouveau traitement, associant des produits antiviraux à des produits antibiotiques, pourrait ouvrir des perspectives de guérison.


*Lire page 16 - section B, l'article de JEAN-YVES NAU ainsi que page 22 - section B notre enquête sur la prévention de l'épidémie*



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,25 $.

# DÉBATS

Union politique

## Contre l'Europe de l'apartheid

par Charles Pasqua

L'EUROPE peut enfin choisir son destin. Pour la première fois de ce siècle, elle est à même de renouer avec ce que le général de Gaulle qualifiait de *« rêve des sages et ambition des puissants »* : son unité. Et pour la première fois de son histoire, elle est en mesure de le faire pacifiquement.

Chacun perçoit bien l'alternative qui s'ouvre à elle après qu'elle s'est soit libérée d'un demi-siècle de division, d'occupation et de dictatures. Soit elle efface son passé, soit elle le pérennise. Le sentiment, l'intérêt, l'opportunité commandent évidemment qu'elle l'efface en traçant immédiatement le cadre de son avenir commun. Ce n'est cependant pas la voie dans laquelle elle s'engage depuis les sommets de Strasbourg, de Dublin et de Rome.

Un an à peine après le formidable espoir né à Prague, à Budapest, à Berlin, à Bucarest, il ne semble rester qu'une illusion. L'Europe – enfin ce que nous, nous appelons l'Europe – hésite, tarde à se séparer des certitudes tranquilles héritées de la guerre froide, déjà prête à renoncer à son ambition ultime, l'union de toutes les nations européennes, au profit de la fusion de quelques-unes de ces nations seulement.

Europe fédérale à douze, voire moins, ou Confédération de l'Europe tout entière ? Voilà l'alternative, le choix le plus important que, de tout temps, les peuples européens aient eu à effectuer. Pourtant ce choix est escamoté, étouffé, truqué.

Escamoté, car les citoyens sont moins que jamais associés et qu'ils n'auront à se prononcer qu'une fois le processus achevé ; étouffé, sous les orgues de la nouvelle religion officielle : hors de la Communauté, point de salut ; truqué, parce qu'entièrement manipulé par une technocratie qui s'est souverainement érigée juge et partie.

### De l'Atlantique à l'Oural

Une véritable idéologie impose jour après jour ses postulats. Le premier d'entre eux voudrait qu'on ne puisse élargir l'Europe avant de l'avoir « approfondie ». L'« approfondissement », c'est-à-dire l'union économique, monétaire et politique des douze, ne nous est pas proposé comme un choix politique, mais comme une évidence que seuls quelques rêveurs ou quelques fieffés nationalistes auraient l'outrecuidance de contester.

Ce postulat, qui gagne jusque dans nos rangs, ne résiste pas à l'analyse. D'abord parce qu'il contredit la façon même dont cette sacro-sainte Europe des Douze s'est elle-même construite. Le noyau initial – les six pays signataires du traité de Rome – s'est progressivement élargi à neuf, en 1972, puis à dix et à douze dans les années 80, avant de franchir en 1986 une première étape vers l'approfondissement, l'Acte unique.

On sait aussi que, sans les événements de l'Est, de nouveaux Etats membres auraient été admis au sein de la CEE. Enfin l'intégration immédiate de la RDA démontre bien que le même droit aurait pu être spontanément reconnu sans plus ni moins de dommage, à la Tchécoslovaquie ou à la Hongrie.

Il y a, disait de Gaulle, deux conceptions de l'Europe. L'une, la nôtre, se donne pour finalité l'union de tous les Etats de notre continent, « de l'Atlantique à l'Oural ». L'autre a pour raison d'être – et ce n'est pas méprisable – la constitution d'un Etat unique, intégré, fédéral, sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique. Mais, pas plus que les Etats-Unis ne réunissent toute l'Amérique, les Etats-Unis d'Europe n'ont pour ambition de rassembler toute l'Europe.

Pour les tenants de la supranationalité, le degré d'intégration obtenu est beaucoup plus important que le nombre de pays effectivement réunis. Le sommet de Rome vient de démontrer de façon exemplaire que l'objectif recherché par la Commission de Bruxelles est l'intégration et non pas l'union.

Peut-on tout à la fois fédérer économiquement et politiquement la partie de l'Europe la plus riche, parce que la plus favorisée en 1945, et proposer à l'autre moitié une formule d'association au rabais, puisqu'elle ne serait par définition ni complètement économique ni vraiment politique ? L'Europe de l'apartheid, en quelque sorte...

Notre vision des choses est à l'opposé. Nous pensons qu'il est possible de réunir sans délai toutes les nations européennes qui ont rompu avec le totalitarisme dans un ensemble commun : la Confédération européenne.

C'est d'une nouvelle donne, à partir des réalités nouvelles, que l'Europe a besoin. Il nous faut rompre avec le raisonnement qui voudrait que l'union politique ne puisse procéder que d'une union économique préalable, syllogisme qui conduit tout naturellement à exclure les pays qui n'ont pas atteint un développement comparable au nôtre et, partant, à repousser à jamais l'union effective de toute l'Europe.

Ni la Grèce, ni le Portugal, ni l'Irlande, n'avaient, au moment de leur entrée dans le Marché commun, un niveau de développement économique, ni même souvent politique, comparable à la France ou à l'Allemagne. L'adhésion a précédé et entraîné le développement, et non pas l'inverse comme on semble aujourd'hui l'exiger des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale.

Aujourd'hui, le sentiment comme la raison exigent que l'on cesse de mélanger les différents aspects de la question européenne – le politique, le militaire, l'économique – et que l'on restaure la primauté du politique. Bref, il suffit de le vouloir. Il n'est pour s'en convaincre que de voir comment l'Allemagne, en marche vers son unité, a eu raison de tous les obstacles et de tous les scepticismes.

Le principe de la Confédération est essentiellement politique. En cela, sa création, sa date de naissance, ne dépendent que de la volonté politique. Héritiers d'une seule et même civilisation, tous les pays européens ont vocation à faire partie de la même organisation politique. D'ores et déjà, on voit mal ce qui empêcherait de jeter les bases de cette Confédération entre les pays membres de la CEE, ceux de l'AELE et les pays de l'Est ayant définitivement rompu avec le passé.

Nul doute que la naissance d'un tel ensemble serait à très court terme facteur d'attirance et donc accélérateur des réformes dans les pays dont la transition vers la démocratie n'est pas achevée, Union soviétique comprise. Nul doute qu'il associerait d'ici à la fin de ce siècle – dans moins de dix ans – notre continent tout entier.

### Un nouveau traité

Sans doute reviendra-t-il à la Communauté le rôle majeur dans l'édification de l'espace économique européen de demain. Mais la construction politique est d'une autre nature et il faut avoir la lucidité de reconnaître que la rationalité politique de l'Europe à Douze s'est effondrée avec le mur de Berlin.

Le repliement de l'Europe sur elle-même, à Douze ou à moins encore, serait d'autant plus incompréhensible et insupportable qu'en matière d'union politique, tout reste à inventer. Rien n'indique *a priori* que l'espace politique à imaginer doive reposer sur une superposition ou une juxtaposition d'institutions concurrentes. A l'évidence, chacune de ces institutions chercherait à avoir sa politique et ses alliances propres. Si les objectifs de l'union politique sont bien, comme nous le pensons, la paix à l'intérieur des frontières et la solidarité vis-à-vis de l'extérieur, alors la nécessité d'une seule et même institution s'impose.

Une Europe « concentrique » ne serait que la pénalisation perpétuelle des nations que Yalta a abandonnées à Staline et la reconstitution de cette Mittel-Europa dont l'Histoire nous enseigne qu'elle est plus source de drame que d'espoir.

Ce « néo-cartiérisme » européen, dont le plan Delors est le plus remarquable, mais pas la seule illustration, aurait l'inconvénient majeur, à nos yeux rédhibitoire, d'empêcher qu'émerge jamais une coopération paneuropéenne en matière de sécurité. Se coulant paresseusement dans le moule de l'alliance atlantique, laissant la Russie à l'écart du concert des nations européennes, auquel elle appartient de plein droit, cette Europe-là insulterait gravement l'avenir de notre continent.

Aussi faut-il sortir du cercle vicié dans lequel le débat sur l'avenir politique de l'Europe est en train de s'étouffer. La communauté ne saurait être le cadre adéquat de l'union politique.

L'union politique doit faire l'objet d'une création originale à partir d'un nouveau traité. Ce traité, instituant la confédération européenne, doit être ouvert à tous les Etats européens membres de la CSCE, tant il nous apparaît essentiel que les limites géographiques de l'union politique coïncident avec celles de la zone de sécurité collective souhaitée.

Il est clair qu'à ce traité devraient adhérer directement les Etats, y compris ceux membres de la CEE, sans préjudice de leur appartenance à celle-ci mais sans délégation de leur souveraineté au sein du nouvel ensemble. Il y va de la cohésion de l'entité ainsi constituée, dont on voit mal, sinon, comment elle pourrait éviter ou la satellisation ou la sécession des pays qui ne seraient pas membres du « noyau central ».

L'« empire » ne nous paraît pas être le modèle de l'Europe de demain.

Certes, la Confédération ainsi créée n'aurait aucune prétention supranationale, ni l'ambition de résoudre tous les problèmes à la place des nations. Mais qui ne voit, en revanche, que seule l'unité de tout le continent, de tous les peuples de *« même race blanche, de même origine chrétienne, de même manière de vivre »* que le général de Gaulle appelait dans ses *Mémoires d'espoir* à *« former un tout, ayant au milieu du monde son caractère et son organisation »*, ne soit le seul défi qui vaille à l'aube du troisième millénaire ?

**► Charles Pasqua est sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine.**



TRAIT LIBRE

BIBLIOGRAPHIE

## Gorbatchev et la mafia

**L'EMPIRE CORROMPU**
*de Renata Lesnik et Hélène Blanc.*
*Editions Robert Laffont*
*265 p.*, 100 F.

Lorsqu'il dirigeait l'URSS, Andropov laissait à ses adjoints le traitement des dossiers de dissidents, même s'il prenait parfois le temps et le plaisir de converser avec un prisonnier contestataire de haut niveau. Lui-même se consacrait plutôt à l'étude de la corruption, une spécialité qui n'avait guère les honneurs de la presse. S'il arrivait au pouvoir de faire battage autour d'un trafiquant démasqué, c'est qu'il fallait bien rendre quelque hommage à la vertu en sacrifiant un gredin qui avait rempli des poches trop grandes pour lui.

L'envers du décor donnait une tout autre image et, hors d'URSS, de solides études avaient été publiées sur les trafics généralisés du haut en bas de l'échelle. Il fallut cependant attendre la perestroïka pour avoir une idée de l'ampleur des dégâts. Dans *l'Empire corrompu*, Renata Lesnik, ancienne journaliste à Radio Moscou maintenant installée à Paris, et Hélène Blanc, chercheur au CNRS, font le compte *« des mafias qui, des kolkhozes au Kremlin gangrènent l'URSS »*. A Moscou, le mal n'est plus ignoré, bien au contraire. Il suffit, pour brosser le tableau, de ramasser les informations de la presse soviétique et même de rapporter ses diagnostics sur l'origine du mal. C'est le professeur Maïdaniok qui affirmait en mars 1990 dans une interview aux *Izvestia* : *« La nature même de notre économie officielle donne naissance à l'économie criminelle. Elles sont jumelles »*.

Cette corruption a commencé sous Khrouchtchev à atteindre les hautes sphères du régime. Elle s'est étalée sous Brejnev. C'est pendant les années dites de stagnation que des apparatchiks suprêmes ont mis en coupe réglée des territoires dont ils avaient la charge. Ces gens qui s'étaient hissés jusqu'au bureau politique faisaient profiter de leurs largesses Brejnev et ses proches, ce qui les mettait à l'abri du châtiment – du moins tant qu'Ilyitch II vivait.

### Véritable armée de mercenaires

Grâce à la *transparence*, les vices naguère cachés sont dévoilés. Il faut cependant reconnaître, que loin d'apporter la guérison, la *restructuration* a élargi le terrain où s'épanouit la criminalité. Des coopératives voient le jour. Aussitôt se mettent en place des bandes de racketeurs, dont le seul objet est de rançonner les nouvelles entreprises : payez sinon nous vous détruisons. Une véritable armée de mercenaires s'est constituée. Le commandant Kazakov estime par exemple que *« les racketeurs contrôlent environ 75 % des nouvelles entreprises. Chaque bande se compose d'au moins trois hommes. On aurait donc affaire à près de 100 000 mafiosi »*.

Et que fait Gorbatchev ? Ses ennemis prétendent qu'il s'accommode d'un mal qui lui vaut même des avantages personnels. D'autres estiment qu'il est complètement dépassé par l'ampleur du phénomène. Le parti dont il reste le chef rêvait, au temps de l'utopie, qu'il allait engendrer la société sans classes. Il a simplement mis bas un inextricable et jusqu'à présent incontournable réseau de mafias.

**BERNARD FÉRON**

Lycéens

## On veut des claques !

par André Bercoff

LE trop-plein, l'infinité du vide. Des dizaines de milliers de jeunes dans les rues, en quête de pères sévères et d'ordre enfin rétabli : et, le même jour, dans ce terrain vague appelé encore Palais-Bourbon, quelques zombies errant encore en week-end de Toussaint ne se demandent même plus à quoi ils servent. Au Journal de 20 heures, cette jeune fille, blonde, mutine, les yeux clairs : *« Au fond, nous sommes peut-être moins mûrs que ceux de 68. Nous avons besoin d'être pris en main, et, pourquoi pas, des maîtres qui nous fichent des claques de temps en temps... »*. Un peu plus tard, sur la même lucarne cathodique, notre Jospin quotidien, qui émet, dignement pathétique, ses lancinantes interrogations : mais que diantre veulent les lycéens ? Qu'ils le disent. Qu'ils parlent d'une seule voix et nous irons jusqu'au président de la République, espoir suprême des implosions politico-représentatives en déroute...

Il fait ce qu'il peut, le gestionnaire de l'avenir de nos chères têtes blondes, brunes ou métissées ; le problème est qu'il n'y aura plus jamais « une seule voix ». Entre ceux qui veulent sortir à tout prix de la banlieue – purgatoire – et ne voient aucune raison de ne pas profiter, ici et maintenant, des signes extérieurs de richesse que la publicité tresse et que l'image célèbre, et ceux qui réclament flics, pions et gardiens pour les protéger de la rage avide des premiers, il n'y a de dénominateur commun que l'insatisfaction. L'absence de perspectives, le poème de Kipling ainsi reformulé par nos productivistes humanisants : *« Tu seras un bachelier, mon fils »* et l'impasse du chômage ou de la déqualification au bout du parcours n'ont certes pas de quoi réveiller les enthousiasmes les plus délirants. Les lycéens veulent du pain, c'est-à-dire, en 1990, une assurance détaillée sur l'avenir avec contrat de confiance et plan de carrière ; on leur donne de la brioche, c'est-à-dire des subventions et des augmentations de postes d'encadrement sans se demander une minute si la filiale universitaire est la seule qui vaille, à l'heure où le travail a changé de signe et où professions, métiers et rentes de situation s'écroulent par pans entiers dans la redistribution mondiale de l'offre et de la demande.

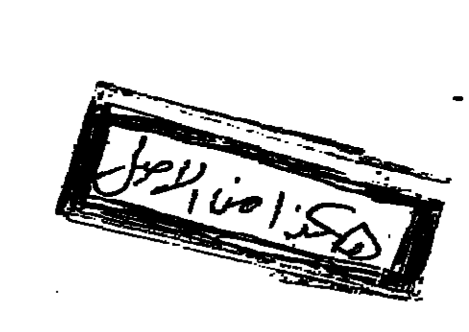
### Ne pas quitter les berceaux

Au fond, les rues des grandes villes tintinnabulantes de frustrations et l'Assemblée nationale déserte confortent la théorie des vases communicants : représentants et rejetons du peuple se succèdent au micro dans un dialogue impossible, qui signe bien la formidable incertitude dans laquelle nous sommes rentrés et que nous ne quitterons pas de sitôt. Jospin fait front, crânement : mais il ne peut rien contre la massive conspiration d'inertie de tous les citoyens qui, faute de vision et d'avenir formulés, n'ont plus, mais plus du tout, envie de quitter leurs berceaux subventionnés, et leurs biberons garantis.

Quant aux autres, ceux de la marge, les laissés-pour-compte de l'expansion, les « pertes » des profits de la crise, ceux-là ont bien l'intention de ne pas se laisser mourir sans ébranler fortement les colonnes du temple. Et le spectacle de cette Assemblée vide achève la décomposition du vieil ordre exécutif-législatif-judiciaire. Que reste-t-il de nos amours républicaines d'antan ? L'Elysée-Matignon, la télévision, la rue. Ce qui, on le reconnaîtra, promet quelques beaux embrasements.

**► André Bercoff est journaliste et écrivain.**

Le Monde
Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé
*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F
*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR





# LA CRISE DU GOLFE

Le débat aux Etats-Unis sur l'engagement militaire

## La perspective d'une offensive contre l'Irak suscite des réticences croissantes

**WASHINGTON**

*de notre correspondant*

Le président Bush sera-t-il en *mesure de mener jusqu'à son* terme la politique qu'il a définie à l'égard de l'Irak, ou sera-t-il lâché en chemin par l'opinion et le Congrès, avant de l'être peut-être par certains de ses alliés au sein de la coalition anti-irakienne? Depuis que M. Bush a annoncé l'envoi de renforts massifs dans le Golfe, les échéances semblent se préciser : l'Irak dispose d'un délai supplé*mentaire de quelques mois pour se* décider à évacuer sans condition le Koweït, mais à partir du moment où les renforts américains seront en place, c'est-à-dire vers le mois de janvier ou de février, les Etats-Unis ne pourront attendre bien longtemps. Du coup, la classe politique américaine, qui, dans les dernières semaines de la campagne électorale, avait un peu mis l'affaire du Golfe sous le boisseau, s'interroge. Les critiques viennent, bien entendu, des deux bords.

*Les « va-t-en guerre » protestent* contre l'attente supplémentaire qui leur est imposée. Le plus bruyant d'entre eux, l'éditorialiste William Safire, regrette *« chaque mois qui passe sans que l'Irak soit bombardé »*. En termes beaucoup plus enveloppés, l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger estime que *« lorsqu'il sera devenu évident que les sanctions ne peuvent réussir, une option militaire crédible n'existera probablement plus »*. Jeane Kirkpatrick, l'énergique ex-ambassadrice américaine auprès des Nations unies, et qui paraissait très réservée à l'égard de l'intervention américaine dans le Golfe, semble avoir *changé d'avis, depuis qu'elle* a trouvé une élégante solution au problème qui est au centre de toute la discussion aux Etats-Unis, le nombre de victimes américaines d'un éventuel conflit : l'offensive terrestre, celle qui est la plus coûteuse en hommes, devra, selon elle, être menée par des troupes arabes; les Américains se réservant les attaques aériennes et les bombardements.

Mais c'est surtout dans le camp d'en face, parmi ceux qui doutent des vertus d'une guerre dans le Golfe, que les récentes décisions de M. Bush ont suscité les réactions les plus vives. Le président va *« trop loin, trop vite »*, estimait dimanche le *New York Times* dans un éditorial, et lundi c'est la conférence des évêques catholiques américains qui, à une écrasante majorité, a estimé *« immoral »* de recourir à la force avant que toutes les autres options aient été épuisées, ce qui, d'après les évêques, est loin d'être le cas.

*Dans le même temps*, les pacifistes traditionnels se font entendre avec plus de vigueur qu'au début de la crise du Golfe et, même si les campus universitaires restent encore relativement amorphes, la gauche libérale commence à joindre ses *voix à celle des « isolationnistes »* de droite, tel le publiciste Pat Buchanan, même si ces alliés de circonstance, que tout par ailleurs sépare, préfèrent s'ignorer superbement.

Enfin – et surtout – il y a le *Congrès, qui après avoir, dans* les premières semaines de la crise, fait corps avec le président, semble désormais réticent à le suivre plus avant. Le démocrate Sam Nunn, le président de la commission des forces armées du Sénat, a été le premier à lancer, dimanche, un avertissement remarqué, en se demandant à haute voix pourquoi le président *« précipitait les choses »*, alors que *« la guerre devrait être l'option ultime »*. Et de reprocher, comme beaucoup d'autres, à M. Bush de n'avoir toujours pas su expliquer de manière convaincante ce qui pouvait justifier l'engagement des Etats-Unis dans ce conflit lointain.

Un ton au-dessous du sénateur Nunn, son homologue de la Chambre des représentants, Les Aspin, et le leader démocrate au Sénat, George Mitchell, rappellent que la décision d'entrer en guerre ne saurait être prise sans consultation du Congrès. Un *« jugement collectif »* – par opposition à celui du seul *président – sera nécessaire pour* déterminer si l'on a suffisamment attendu avant de recourir à la force, estime, par exemple, M. Aspin. Quant au sénateur démocrate Patrick Moynihan, il rappelle lui aussi que seul le Congrès a le pouvoir de déclarer la guerre, mais agrémente ce rappel de propos fort désagréables : M. Bush, affirme-t-il, va *« provoquer la ruine de notre armée »*, *« et il s'apprête à ruiner sa présidence dans le sable d'Arabie »*...

### Conflit de compétences

Tous ces avertissements, qu'ils soient discrets ou flamboyants, viennent des rangs démocrates et, au lendemain d'élections qui ont *consacré la faiblesse actuelle du* président, il est naturel que ses adversaires lui indiquent les limites de sa latitude d'action. Mais même certains républicains s'apprêtent à se rappeler au bon souvenir de M. Bush – l'influent sénateur Richard Lugar devait ainsi demander mardi au président de convoquer le Congrès (avant sa rentrée normale de la fin janvier) pour débattre d'une éventuelle déclaration de guerre à l'Irak.

Un tel conflit de compétences entre le Capitole et la Maison Blanche est traditionnel. Les présidents américains s'en tirent d'ordi*naire à leur avantage, tant* les impératifs de la guerre moderne semblent incompatibles avec les délais imposés par des débats parlementaires. *Mais cette fois la* situation se complique un peu dans le mesure où, l'échéance semblant repoussée à quelques mois, la contestation a largement le temps de s'organiser. Le Congrès sera *« consulté à chaque pas »*, a cependant déclaré lundi le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater.

Mais le porte-parole a aussi rappelé que *« des provocations imprévues pourraient conduire à l'obligation de prendre des mesures avant* [de consulter] *»*. Ce serait là bien sûr la solution de loin la plus simple pour M. Bush, une manière pour le président d'éviter un débat *difficile et de s'assurer du soutien* de l'opinion. Mais encore faudrait-il pour cela qu'il soit suffisamment clair que cette *« provocation »* n'ait pas elle-même été *« provoquée »*. Déjà, la presse américaine bruisse de rumeurs souvent non fondées, mais évoquant des manœuvres pour pousser Saddam Hussein à la faute. M. Bush a encore fort à faire pour gagner ses *concitoyens à sa politique. Et c'est* sans doute parce qu'il n'est pas très sûr de ses arrières qu'il s'est abstenu jusqu'à présent de lancer à Saddam Hussein un ultimatum aussi explicite que celui de Mme Thatcher : le retrait ou la guerre.

**JAN KRAUZE**

## Une démarche des Douze en faveur des otages

**L'ancien premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, de retour à Wellington, mardi 13 novembre, après une visite en Irak, a annoncé que ses seize compatriotes retenus en otage par Bagdad seraient prochainement libérés. D'autre part, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé de demander l'aide d'une quarantaine de pays pour tenter de faire libérer les Occidentaux retenus en Irak.**

**BRUXELLES**

*(Communautés européennes)*
*de notre correspondant*

Grands dispensateurs d'aide aux pays moins bien lotis, les Douze souhaitent parfois être payés en retour.

Réunis à Bruxelles, lundi 12 novembre, au niveau des ministres des affaires étrangères, pour un conseil dit *« des affaires générales »*, ils ont décidé d'*« envoyer quarante messages »*, selon la présidence italienne de la Communauté, à des pays islamiques ou non alignés pour leur demander d'intervenir auprès de l'Irak en faveur des otages.

*Cette initiative va de pair* avec le souhait que les Nations unies renforcent l'efficacité de l'embargo terrestre en aidant les pays qui – telle la Jordanie – ont du mal à faire respecter les décisions de la communauté internationale en rai*son de contingences économiques.*

Les premiers interlocuteurs des ministres européens pour cette ini*tiative relative aux otages ont été* leurs homologues de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qu'ont constituée l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, dans l'espoir, justement, de parvenir à constituer, un jour lointain, *une entité analogue à celle des* Douze.

Qualifié de *« réunion informelle »*, un déjeuner a réuni les uns et les autres en marge du conseil. Non seulement une telle rencontre était sans précédent mais encore *c'était la première fois qu'un* représentant de la Libye dialoguait ainsi avec les Douze puisque ce pays est le seul, avec la Bulgarie, à ne bénéficier d'aucun accord de coopération avec la CEE, étant même l'objet de sanctions.

*« La Libye souhaite des relations normales avec tous les pays »*, a affirmé, au cours d'une conférence de presse, M. Ghozali, ministre algérien des affaires étrangères, apparemment conscient du caractère insolite de la présence du « secrétaire du bureau populaire aux relations extérieures » dans ces instances bruxelloises où il représenta longtemps son pays et où il *compte de nombreuses amitiés.*

### « Le dialogue euro-arabe »

M. Roland Dumas s'est félicité de cette première rencontre avec l'UMA, *« qui scelle la coopération dans le cadre du dialogue euro-arabe »* souhaité par M. Mitterrand. Selon le ministre français des affaires étrangères, le point de vue commun des membres de l'UMA *sur la crise du Golfe – au moins tel* qu'il a été présenté par M. Ghozali à ses commensaux – est le suivant : rejet total de l'agression contre un voisin; rejet non moins total de la destruction d'un pays (c'est-à-dire l'Irak en cas d'attaque américaine); affirmation du caractère indispensable d'une solution pacifique; prise en compte nécessaire du problème palestinien.

**JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE**

## Un ciel bien encombré

Les satellites espions américains ne sont pas les seuls à survoler la région du Golfe : trois sociétés privées, dont une soviétique, proposent à la vente des images satellitaires de cette région, pouvant fournir des renseignements sur le déploiement des forces en présence.

Un porte-parole du Pentagone a indiqué, lundi 12 novembre, que, bien que le gouvernement américain n'ait pas tenté jusqu'à présent de bloquer la vente de ces photographies, nettement moins précises que celles des satellites espions, la révélation de détails opérationnels par leur intermédiaire serait un sujet de *« préoccupation »* pour le département de la défense.

Sur les trois sociétés – la soviétique Soyouzkarta, la française SPOT Image et l'américaine Landsat –, les images fournies par Soyouzkarta sont les plus précises, révélant des détails de l'ordre de 5 mètres (10 mètres pour SPOT et 30 mètres pour Landstat).

### « Des images jamais vues »

Un professeur de l'université de Georgetown, à Washington, M. Peter Zimmermann, qui a examiné ces images, a estimé qu'il s'agissait *« des images* [satellitaires] *non secrètes les meilleures qu'il ait jamais vues »*.

Selon les spécialistes, les photos diffusées par Soyouzkarta, officiellement représentée aux Etats-Unis, proviennent en partie de satellites espions soviétiques. Mais ces documents soviétiques posent un problème dans la mesure où il s'agit souvent de clichés photographiques et non d'images numériques pouvant être traitées par ordinateur pour faire apparaître des détails supplémentaires.

Les trois sociétés ont rappelé qu'aux termes des résolutions des Nations unies, il leur était interdit de vendre ces images à l'Irak.

Pour éviter la guerre

## M. Saddam Hussein se dit prêt à des « sacrifices »

Recevant, lundi 12 novembre à Bagdad, le ministre chinois des affaires étrangères Qian Qichen, avant son départ pour Djedda, le président Saddam Hussein s'est déclaré disposé à *« consentir des sacrifices »* pour sauvegarder la paix dans le Golfe. Mais, a-t-il ajouté, *« les menaces et le recours à la force ne nous obligeront pas à adopter la position de ceux qui menacent d'utiliser la force »*.

La grande majorité des Etats arabes n'avaient pas encore réagi mardi à la proposition marocaine d'un sommet arabe exceptionnel. Seuls quelques pays ont fait connaître leur position sur la proposition du roi Hassan II, que l'Irak a implicitement rejetée en estimant qu'elle risquait d'aggraver les divergences interarabes et de servir de couverture à une offensive *« américano-sioniste »*.

Il s'agit du Yémen, de l'OLP et de la Mauritanie, qui soutiennent la position irakienne en faveur d'une solution arabe. *La Jordanie*, l'un des rares Etats à maintenir des liens directs avec Saddam Hussein, s'est félicitée de l'initiative marocaine, mais un responsable jordanien a dit que la tenue d'un sommet dépendrait surtout des *« alliés traditionnels »* du Maroc, dont l'Egypte et l'Arabie saoudite, qui ont rejoint la coalition anti-irakienne et qui n'ont pas réagi. En revanche, le Koweïtien Abdallah Bichara, secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, a affirmé que la proposition marocaine ne servait à rien parce qu'elle arrivait *« un peu trop tard »*.

A Tokyo, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, s'est déclaré *« déçu »* devant la *« dureté de l'Irak »* au cours d'un entretien lundi avec M. Michel Rocard. Il a notamment regretté que M. Saddam Hussein ne donne *« pas de signes de vouloir appliquer les résolutions des Nations unies ni de vouloir évacuer le Koweït »*. *« Il est désormais difficile d'espérer une solution pacifique. Il n'y a plus guère de marge de manœuvre »*, a-t-il dit par ailleurs au cours d'une rencontre avec le premier ministre japonais, M. Kaifu.

A Londres, le premier ministre britannique, Mme Thatcher, s'est une nouvelle fois déclaré déterminée à recourir à la force s'il le fallait pour contraindre les Irakiens à se retirer du Koweït. Elle a également laissé entendre qu'il ne fallait pas laisser l'Irak conserver une puissance militaire importante. – *(AFP, Reuter, AP.)*

## A Bagdad, un singulier « camp de la paix »

**BAGDAD**

*de notre envoyé spécial*

*« Les émissaires de la paix saluent Saddam Hussein, l'homme de la situation. »* Ce slogan suffisait à donner le ton de la cérémonie d'inauguration, lundi 12 novembre à Bagdad, du *« camp de l'amitié et de la paix mondiale »*.

Dans une île du Tigre, les locaux d'un village de vacances déserté par les touristes ont été convertis pour accueillir une trentaine d'étrangers, en majorité italiens, *« volontaires pour la paix au Moyen-Orient »*. Ils viennent délibérément servir de *« bouclier humain »* quand tant d'autres sont contraints de le faire sur les trop fameux *« sites stratégiques »*.

La scène est décorée d'un grand portrait fleuri du président irakien, tout sourire. Ses militants chantent la paix sur un rythme endiablé : *« Pace, pace »*, *« salem, Salam »*, *« Oh, oh, oh Bagdad ! »*... Une chorale irakienne leur répond sur une non moins entraînante musique arabo-disco : *« Peace, peace, peace... »* Le premier rang *de l'assistance, celui des officiels,* applaudit; pas les autres, occupés par des spectateurs au visage fermé : une centaine d'otages européens et japonais. Ils ont été *« invités »* à cette cérémonie et préfèrent rester muets. Mais leur regard dit assez bien qu'ils apprécient le spectacle à sa juste valeur.

Un spectacle agrémenté d'inscriptions telles que : *« Affamer les enfants est un crime abominable »*, *« Il vaut mieux trancher la gorge des gens que de les priver de leur pain quotidien. »* Reste que, malgré cette maxime peu pacifique, la famine reste à prouver en Irak, quels que soient les premiers effets de l'embargo. Autre slogan, certainement du goût de quiconque est gardé en otage pour dissuader les siens où leurs alliés de bombarder l'endroit où il se trouve : *« Les droits de l'homme sont menacés, les Etats-Unis en sont responsables »*.

### Cat Stevens et le « Baron noir »

Que M. Anker Jörgensen, ancien premier ministre danois, ou M. Ramsey Clark, ancien ministre américain de la justice, aient cautionné une telle *« fête »* de leur présence et de leur discours – même *« nuancé »* – a de quoi faire réfléchir. Il y avait aussi un *« marcheur de la paix »*, un jeune Palestinien ayant *« symboliquement »* enfreint l'embargo pour apporter du lait et une boîte de médicaments au peuple irakien en prétendant avoir rallié à pied Bagdad depuis Amman...

Neuf cents kilomètres – 90 par jour – à travers le désert avec, à l'arrivée, un sac à dos immaculé et *des chaussures à peine usées*. Il ne manquait que quelques adeptes de la méditation transcendentale qui, à force de se concentrer pour imposer la paix dans les esprits, s'étaient déjà évanouis.

Ou encore Cat Stevens, vedette pop qui a embrassé la foi musulmane et dont on attend le retour imminent – il a ses habitudes à Bagdad depuis trois mois. Sans compter le « Baron noir », aviateur ayant à diverses et notoires reprises hanté les nuits de l'espace aérien parisien, qui a proposé – en vain – ses services de pilote au président Saddam Hussein et *est reparti dépité*.

Au terme de cette fête singulière, sous les yeux des otages toujours figés, seules quelques colombes ont été relâchées.

**FRANCIS CORNU**

□ **Une centaine de soldats irakiens ont demandé l'asile politique à la Turquie.** – Une centaine de soldats irakiens et trente civils ont demandé l'asile politique à la Turquie après avoir franchi ensemble la frontière, a révélé, lundi 12 novembre, le gouverneur de la province de Van, dans l'est du pays. *« Les autorités étudient leurs demandes d'asile »*, a précisé M. Adnan Darendeliler. Parmi les réfugiés, figurent deux officiers, six sergents, trois caporaux et quatre vingt-huit appelés, a-t-il ajouté, sans vouloir révéler la date de leur entrée en territoire turc. – *(Reuter.)*

□ **Expulsion réciproque de diplomates entre Londres et Bagdad.** – Le gouvernement britannique a annoncé, lundi 12 novembre, l'expulsion d'un diplomate irakien en représailles à l'expulsion par l'Irak de l'attaché de presse de l'ambassade de Grande-Bretagne à Bagdad. Le Foreign Office a précisé que le gouvernement irakien avait signifié vendredi à l'attaché de presse britannique James Tansley – accusé d'avoir tenu des propos hostiles au président Saddam Hussein au cours d'une intervention en public – qu'il avait dix jours pour quitter le pays. – *(Reuter.)*

# LA CRISE DU GOLFE

## Les Saoudiens dans les turbulences

*Suite de la première page*

Cette manifestation est pour elle un défi inacceptable. Mais si les interrogatoires par des agents de ce qu'on pourrait appeler les renseignements généraux se sont prolongés une bonne partie de la nuit, toutes les femmes ont été relâchées à l'issue de ceux-ci, leurs maris dûment convoqués pour venir les chercher.

L'affaire n'est toutefois pas finie pour autant. Le prince Salman, gouverneur de Ryad, a d'abord reçu les maris ou frères de ces femmes pour les avertir de la gravité qu'aurait le renouvellement d'une telle affaire; puis il s'est entretenu avec les principaux responsables des mouttawaa's pour, sans doute, calmer leur colère.

Entre-temps, prenant leur revanche dans les mosquées, un certain nombre d'imams ne se sont pas privés de traîner – parfois nommément – les femmes dans la boue, les accusant de toutes les turpitudes. Selon l'un d'eux, cette action *« est le début du désastre. Aujourd'hui elles veulent conduire, demain elles voudront travailler à égalité avec les hommes puis sortir dévoilées, c'est le commencement de la fin »*. Les femmes avaient pourtant pris soin, au cours de leur manifestation, de se couvrir totalement, ne dévoilant que leurs yeux.

### *Equilibre délicat*

Plus que le fait lui-même, c'est le moment choisi – à une époque où la crise du Golfe complique les choses et où l'attention sur l'Arabie saoudite est plus grande – qui, dit-on, a brusqué les autorités. Celles-ci n'ont cependant pris aucune mesure punitive, à ce jour, contre les récalcitrantes (1). La crainte existe toutefois que, sous la pression des mouttawaa's, déjà peu enclins à « bénir » la présence de troupes étrangères dans le royaume et qui font circuler à ce sujet des cassettes clandestines, le gouvernement prenne quelques mesures pour que le défi à leur pouvoir ne soit pas trop grand.

L'équilibre à maintenir entre les religieux omniprésents et une population qui, tout en respectant strictement l'islam, aspire à plus de liberté est un exercice délicat pour les autorités; mais ce ne serait pas la première fois que celles-ci trancheraient dans le sens de l'ouverture. On remarque à cet égard que, « promu » au début de l'année conseiller du roi, le chef des mouttawaa's n'a toujours pas été remplacé et la crainte de ceux-ci de perdre un peu de leur pouvoir n'est pas étrangère à leur volonté de faire sanctionner cette manifestation.

Du côté des manifestantes, on insiste sur le fait que cet acte n'est en rien dirigé contre le gouvernement. Sans rejeter cette requête, le prince Salman leur aurait simplement fait dire d'attendre mais, la réponse n'étant pas parvenue à temps, ces femmes auraient plus ou moins cru à un accord tacite.

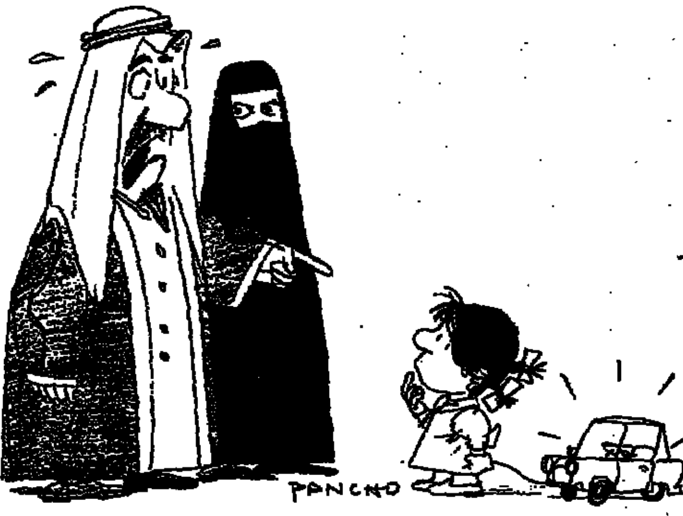
Chacun ici est conscient qu'une évolution, quelle qu'elle soit, ne peut se faire que lentement et progressivement; mais, comme nombre de femmes le soulignent, si on en est arrivé là c'est aussi que toutes les requêtes faites depuis des années n'ont reçu aucune réponse circonstanciée. Acte politique, l'appel du roi à l'engagement des femmes dans le service sanitaire des armées pour participer à la défense du pays laisse toutefois espérer à certains une petite évolution dans le sens de l'ouverture.

### *Resserrer les rangs*

Cette manifestation sans précédent a-t-elle accéléré l'annonce par le roi qu'il *« étudiait des recommandations finales, pour la prochaine adoption d'une loi fondamentale, de la création d'un conseil consultatif et d'une réforme des structures des provinces »*? Beaucoup le pensent ici, même si l'affaire était dans l'air depuis le début de l'année et si elle n'est pas nouvelle.

Vieux débat, la perspective de création d'un conseil consultatif – qui sera en tout état de cause nommé – remonte au temps du roi Fayçal et ressurgit de temps à autre, en particulier dans les périodes de crise. Restera-t-il encore cette fois au stade de vœu pieux?

Il est trop tôt pour le dire même si des réformes, comme l'a bien souligné le roi Fahd, se feront dans le cadre de la charia –la loi islamique – qui *« demeure la seule source de législation dans le royaume »*. Rappelant que son père, le roi Abd El Aziz, fondateur de l'Arabie saoudite, avait établi un tel conseil, le roi a d'ailleurs affirmé que *« l'islam a fait du principe de la consultation la base du gouvernement et que le prophète avait adhéré à ces principes tout au long de sa vie »*.




Le moment choisi pour cette annonce n'est, en tout cas, pas innocent et semble montrer que, conscient du malaise que connaît la société saoudienne, brusquement jetée dans une très grave crise aux conséquences incalculables, le roi cherche à resserrer les rangs d'un pays, certes construit et développé économiquement en quarante ans, mais qui ne constitue pas encore une véritable nation. Le premier réflexe de peur passé, l'heure est à la réflexion et au bilan, qui a révélé aux Saoudiens incrédules la vulnérabilité de leur pays. Sans remettre en cause le régime, nombre de Saoudiens souhaiteraient aujourd'hui une plus grande participation à la vie publique et, surtout, une mainmise moins pesante du pouvoir sur tous les aspects de la vie. Comme l'affirme un homme d'affaires, *« le roi Abd El Aziz avait conseillé à ses fils de gouverner ou de faire des affaires, ceux-ci font un peu trop les deux »*. Certains princes, dit-on, auraient déjà compris cette revendication fondamentale d'une bourgeoisie éduquée – souvent dans les grandes universités américaines – et qui aspire à plus de rigueur et de justice dans ce domaine. Les Saoudiens, affirme un bon observateur, *« sont devenus plus exigeants à l'égard de l'Etat, du gouvernement, et cette crise pourrait faciliter une évolution vers moins de laxisme et d'inefficacité »*.

Autre développement attendu par beaucoup : la création d'une véritable armée, plus largement ouverte à tous et donc plus nombreuse, qui pourrait constituer le creuset national qui fait encore défaut au pays.

En faisant s'interroger les Saoudiens sur eux-mêmes, cette crise a, sans aucun doute, révélé les lacunes d'un pays encore jeune, dont la population peut mesurer à l'extérieur les avantages et les défauts d'un système que personne ne remet véritablement en question mais qui devra sans doute tenir compte de nécessaires adaptations. La réorganisation des provinces, qui pourraient être redécoupées pour être plus nombreuses et rapprocher ainsi les dirigeants des gouvernés, pourrait ainsi donner lieu à des changements de gouverneurs, dont les nominations relèveraient plus de la compétence que de la seule appartenance familiale.

Confrontés à une crise sans précédent, les dirigeants saoudiens sont interpellés par une bourgeoisie d'affaires qui souhaite plus de liberté ainsi que par des femmes qui veulent voir reconnus et acceptés leur présence et leur rôle. Observées par les gouvernements occidentaux – venus à leur rescousse avant tout pour leurs intérêts économiques et non pour la défense du régime, surtout s'il devenait trop fragile, – les autorités doivent avancer avec prudence et circonspection pour ne heurter personne.

En annonçant ces réformes politiques – mais il faudra attendre pour voir si elles entrent réellement en vigueur, – le roi a incontestablement voulu montrer à son peuple et, sans doute, à l'opinion américaine qu'il était prêt à lâcher du lest tout en attendant de voir comment évoluera une crise dont tout le monde souhaite ici qu'elle se règle pacifiquement.

**FRANÇOISE CHIPAUX**

(1) Selon l'agence AP, toutefois, qui cite de bonne sources à Ryad, six des quarante-sept manifestantes auraient été suspendues de leur poste universitaire.

# PROCHE-ORIENT

IRAN : la lutte pour le pouvoir

## Les « khomeinistes » livrent un combat d'arrière-garde au Parlement

**L'élimination des religieux de la tendance radicale de l'Assemblée des experts au début d'octobre (*le Monde* du 11 octobre) a exacerbé la lutte feutrée qui oppose depuis la mort de l'imam Khomeiny le nouveau pouvoir présidé par le tandem Rafsandjani-Khamenei à ceux qui s'accrochent encore, contre vents et marées, aux principes et à l'idéologie d'un khomeinisme *pur et dur*.**

Disposant du soutien de près de 140 députés du Majlis (sur un total de 230), les tenants de la ligne de l'imam, rendus furieux par leur éviction de l'Assemblée des experts, ont, vers la mi-octobre, déclenché un véritable tir de barrage au Parlement contre l'aile conservatrice du clergé, le pouvoir judiciaire, le Conseil des gardiens de la révolution, le chef de l'Etat, le président Rafsandjani et le guide spirituel – l'ayatollah Khamenei-accusés en bloc de vouloir monopoliser le pouvoir. Le député de Téhéran, M. Ashkarzade, ancien porte-parole des étudiants de la ligne de l'imam, a reproché aux actuels détenteurs du pouvoir d'avoir entamé une *« purge générale »* destinée à éliminer les *« révolutionnaires »* de toutes les instances de l'Etat pour laisser le champ libre aux tenants de l' *« islam américain »*. *« Force est de reconnaître*, a renchéri le député Nadjaf Gholi Habibi, *que la dékhomeinisation dont parle la presse occidentale malveillante a bel et bien commencé et a pour but d'éliminer tous les partisans de la ligne de l'imam des différents organes du pouvoir »*, et ce *« dans le but de faire plaisir aux Américains et aux Occidentaux »*.

Mis nommément en cause, l'ayatollah Khamenei a riposté en accusant ses détracteurs – qualifiés d'individus *« arrogants et ignorants »* – de vouloir *« déstabiliser les fondements de la République islamique »* en se servant d'arguments empruntés au vocabulaire des *« speakers de la Voix d'Israël »*. Deux jours plus tard, le 26 octobre, l'ayatollah Mohammed Yazdi, le chef du pouvoir judiciaire, prenant la parole au cours de la prière du vendredi, a affirmé avec force que *« la justice ne pouvait laisser les irresponsables utiliser le Parlement pour faire de la propagande contre la République islamique et alimenter la presse malveillante étrangère en rumeurs et informations sans fondement »*. Le président du Majlis, M. Mehdi Karroubi, a aussitôt répliqué sur un ton vif en affirmant que *« le pouvoir judiciaire ne devait pas intervenir dans les affaires intérieures du Parlement, qui refuse de se laisser intimider par de tels procédés »*.

Fin octobre, la lutte verbale entre les pragmatistes au pouvoir et l'opposition radicale a gagné la rue. A Qom, les partisans de MM. Rafsandjani et Khamenei ont défilé aux cris de *« Les adversaires de notre direction sont les adversaires de l'islam »*, *« Mort aux ennemis du* velayate faguih » (le guide de l'Iran). Des affrontements, parfois violents, ont opposé les deux factions politico-religieuses. Les comités révolutionnaires de Téhéran, qui appuient le tandem Rafsandjani-Khamenei, ont procédé à de nombreuses arrestations parmi les *bassidji* (volontaires) manifestant en faveur des *« députés en colère »*.

Le dimanche 4 novembre, des étudiants islamistes qui manifestaient à Chiraz pour le onzième anniversaire de l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran ont été dispersés brutalement par les forces de l'ordre. Celles-ci étaient intervenues pour la première fois à Téhéran le 14 octobre contre des *« hezbollahs »* qui manifestaient contre des femmes *« qui ne respectent pas les critères de la tenue islamique »*.

Tout semble indiquer que la lutte entre le pouvoir et l'opposition radicale – qui a l'impression de mener au Parlement une bataille d'arrière-garde – ira en s'accentuant. *Déjà au Majlis, le chef du pouvoir judiciaire,* M. Mohamed Yazdi a menacé de diminuer le temps de parole imparti aux députés de manière à les réduire pratiquement au silence. Le *« débat libre »* au Majlis dont la République islamique s'enorgueillissait jusqu'à présent risque bientôt de ne plus être qu'un souvenir.

### *Haro sur les libéraux*

Curieusement, opposés sur la quasi-totalité des problèmes, pragmatistes et radicaux se rejoignent dans leur attitude à l'égard des libéraux de M. Bazargan, dont une vingtaine sont *détenus* depuis près de cinq mois, sans jugement et au mépris de toutes les garanties prévues par la Constitution islamique, sous le prétexte fallacieux qu'ils entretenaient des liens avec les Etats-Unis.

Lors des manifestations du 4 novembre devant l'ambassade des Etats-Unis, les étudiants de la ligne de l'imam ont réclamé *« l'exécution des espions américains »*, tandis qu'on apprenait que plusieurs des libéraux détenus, dont les anciens ministres Ezzedine Sahabi, Reza Sadr et Hachem Sabbaghian et le propre fils de M. Bazargan, avaient été torturés en prison pour les contraindre à admettre qu'ils étaient des *« espions au service des Etats-Unis »*.

Les autorités iraniennes ont même attribué à M. Galindo Pol, l'expert chargé par la commission des droits de l'homme de l'ONU de mener une enquête sur la répression en Iran, des propos laissant entendre que les libéraux *détenus* auraient admis en sa présence être des *« espions américains »*. De quoi justifier leur exécution? Faut-il croire que ces « otages » d'un genre nouveau que sont devenus les amis de M. Bazargan ne sont détenus par les pragmatistes au pouvoir à Téhéran que dans le but de démontrer à leurs détracteurs que la République islamique demeure toujours, malgré son rapprochement avec l'Occident, opposée au Grand Satan? Même s'ils devaient pour cela entâcher leur nouvelle auréole de régime ouvert et modéré.

**JEAN GUEYRAS**

# EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : un entretien avec le ministre de l'économie

## La difficile transition vers le marché

**Prague annoncera entre les 3 et 9 décembre qui, de Renault-Volvo ou de Volkswagen, emporte le très convoité contrat de reprise du constructeur automobile Skoda. De passage à Paris, le ministre tchécoslovaque de l'économie, M. Vladimir Dlouhy, a fait le point pour *le Monde* sur cette affaire, ainsi que sur l'évolution économique de son pays.**

*« L'affaire n'est pas encore conclue. »* Au terme d'un séjour de trois jours en France, le ministre tchécoslovaque de l'économie, M. Vladimir Dlouhy, longuement chapitré par tous ses interlocuteurs français sur l'importance que Paris attache à la candidature de Renault-Volvo dans l'accord de partenariat avec le constructeur automobile Skoda, ne se laissera pas prendre à commettre les mêmes imprudences que son premier ministre, M. Marian Calfa.

Les confidences de celui-ci, fin octobre, à *la Tribune de l'Expansion* sur l'avantage pris par Volkswagen, grand concurrent de Renault dans l'affaire, avaient causé un grand émoi à Paris.

Pour M. Dlouhy donc, francophile (il a d'ailleurs un conseiller français dans son équipe) et grand admirateur de Raymond Levy, le PDG de Renault, la dernière proposition des Français, *« très intéressante, place les deux constructeurs ouest-européens au même niveau dans la compétition »*, a-t-il déclaré dimanche 11 novembre au *Monde*. *« Je suis tout à fait conscient de la manière dont cette affaire est ressentie en France et du poids politique qui y est attaché »*, a-t-il ajouté.

Les Français ne font en effet aucun mystère du contexte diplomatique dans lequel ils placent l'affaire Skoda : si Prague veut diversifier sa coopération économique, c'est-à-dire ne pas se placer uniquement dans la sphère allemande, alors Skoda doit s'allier avec Renault-Volvo. Logiquement donc, si M. Dlouhy et ses collègues sont sensibles à cet argument – et plusieurs signes laissent à penser qu'ils le sont, – le constructeur français devrait être favori puisque, techniquement, sa dernière proposition est tout aussi séduisante que l'allemande.

Cette logique ne tient cependant pas compte des aléas de la politique intérieure tchécoslovaque, et en particulier des rapports entre gouvernements nationaux (tchèque et slovaque) et fédéral. Les négociations avec Skoda ont été compliquées par la difficulté, pour les Français, arrivés après les Allemands, de localiser le vrai niveau de prise de décision en Tchécoslovaquie. *« La décision finale,* affirme M. Dlouhy, *appartient au gouvernement tchèque, sur recommandation de son ministère des machines et de l'électronique. »* C'est-à-dire qu'en fin de compte *« la voix de l'entreprise Skoda est déterminante »*.

Or les hommes de Skoda sont naturellement plus familiarisés avec la proposition de Volkswagen, qui est la même depuis le début, qu'avec celle de Renault, qui a changé son fusil d'épaule plusieurs fois avant de finir par proposer la production de la R 19 Chamade. Réponse, donc, début décembre.

### Turbulences sociales

M. Dlouhy qui, à trente-cinq ans, promène un air d'étudiant de troisième cycle rafraîchissant parmi ces hommes sur lesquels reposent des réformes économiques cruciales, n'a pas que ce souci sur les bras. La transition vers le marché est lente à démarrer en Tchécoslovaquie en particulier dans les domaines des privatisations et de l'introduction du capital étranger ; mais, rétorque-t-il, *« permettre l'injection de capital étranger dans une économie non réformée, c'est prendre le risque de le voir disparaître sans avoir produit aucun effet ; nous avons été prudents au début et nous avions peur de nous brader mais, maintenant, le moment est venu d'appuyer le capital étranger »*.

Vladimir Dlouhy s'attend que son pays entre très vite dans une zone de turbulences sociales, sous l'effet conjugué des réformes économiques et de facteurs externes tels que la crise du Golfe, la réunification de l'Allemagne, l'effondrement économique de l'URSS et des règles du COMECON. Ces facteurs externes *« peuvent tout menacer »*. Exemple : la Tchécoslovaquie a l'intention d'introduire la convertibilité de la couronne le 1er janvier 1991. Si l'URSS exige, comme il en est théoriquement question, le paiement intégral de son pétrole en devises, au prix où il est actuellement Prague n'aura pas les moyens de lancer la convertibilité, *« qui est la pierre d'angle de notre réforme économique »*.

Une politique sociale peut-elle prévenir les troubles redoutés ? *« La politique sociale sera toujours un problème,* répond le ministre de l'économie, *car l'Etat n'aura jamais les ressources suffisantes pour le social. Mais ce serait une erreur de retarder les réformes économiques à cause de cela. »* M. Dlouhy a peut-être les dents moins longues, politiquement, que son coéquipier Vaclav Klaus, le ministre des finances décidé à mener la croisade de la droite à la tête du Forum civique, mais il n'en est pas moins déterminé : *« Nous ne devons pas reculer,* dit-il. *Nous devons avancer de telle sorte que même ceux qui gouverneront après nous seront contraints d'emprunter la même voie. »*

SYLVIE KAUFFMANN

URSS : le sommet soviéto-russe

## M. Gorbatchev et M. Eltsine sont parvenus à un accord sur la question du traité de l'Union

**Le président de la République de Russie, M. Boris Eltsine, a rendu compte mardi 13 novembre devant les députés russes de ses entretiens de dimanche avec le président soviétique. Les deux hommes se sont entendus sur les moyens d'aborder les relations entre l'URSS et la Russie.**

MOSCOU

*de notre envoyée spéciale*

Confrontés chacun à son niveau à des problèmes semblables, MM. Gorbatchev et Eltsine ont choisi la trêve. Le second l'a annoncé lundi 12 novembre, expliquant que leur rencontre de la veille, la première depuis août, avait permis d'aboutir à un accord sur la question du traité d'union qui doit être signé entre *« Républiques souveraines »* et pouvoir central, plus précisément sur la procédure devant mener à sa signature par la Russie.

M. Boris Eltsine n'a jamais dit qu'il pourrait accepter un démembrement de l'Union Soviétique, même s'il a tenu des propos ambigus qui ont pu, dans un premier temps, lui attirer la sympathie de divers indépendantistes. Mais jamais il n'a été aussi clairement en faveur du maintien de l'Union que lundi.

*« Je suis pour une Union forte et pour le traité de l'Union »* a t-il dit, en démentant qu'il ait jamais voulu son *« effondrement »*.

Les présidents soviétique et russe ont donc décidé de créer deux commissions parallèles, l'une au niveau central, l'autre à celui de la Russie, qui vont travailler en consultation pour définir la répartition des compétences dans le cadre de la réforme économique. M. Eltsine a cité en particulier la répartition, entre le pouvoir central et celui de Russie, de la propriété et des ressources naturelles, ainsi que les questions bancaires et monétaires. Une autre commission, mixte cette fois, devra rédiger dans les prochains jours un protocole du *« sommet soviéto-russe »*, signe que M. Eltsine n'a pas abandonné toute méfiance après avoir été *« trahi »* par M. Gorbatchev à la suite de leur accord avorté sur l'adoption d'un plan de réforme économique radical.

Tout en soulignant que leur entretien de dimanche s'est déroulé *« de façon constructive, sans hausse de ton »*, M. Eltsine a affirmé avoir été soumis à des pressions en vue de signer le traité avant de régler toutes les questions qu'il pose, en acceptant provisoirement la compétence du centre à leur sujet.

### Gouvernement de confiance nationale

Ce ralliement officiel du chef de la plus grande partie de l'URSS à l'idée de traité d'union ne mettra cependant pas fin aux débats qui agitent nombre de députés russes souhaitant l'« indépendance » de la fédération de Russie, « débarrassée » à la fois du pouvoir central communiste et du « poids » des autres républiques.

La commission constitutionnelle du Parlement russe que présidait lundi M. Eltsine a décidé de publier dans huit jours un projet de Constitution bâti sur le plus pur modèle de démocratie occidentale et qui ne fait aucune mention de l'Union soviétique, même si un de ses articles prévoit la possibilité pour la Fédération de Russie de s'associer à un ou plusieurs Etats.

Mardi, M. Eltsine a commencé à rendre compte en détail de sa rencontre avec M. Gorbatchev devant le Soviet suprême de Russie. Il a annoncé avoir débattu d'un autre sujet, celui du partage du pouvoir, du *« gouvernement de confiance nationale »* prôné fin octobre par le Parlement russe. Le président soviétique en a soutenu l'idée, a affirmé M. Eltsine, et celle-ci sera intégrée aux discussions soviéto-russes. Le futur cabinet de coalition ne serait de toute façon pas un conseil des ministres soviétique classique, car il devra tenir compte des nouvelles structures de l'Union, une Union de gouvernements à part entière au niveau des Républiques, a souligné le président de Russie.

L'abandon de l'exigence de démission immédiate du gouvernement central de M. Nikolaï Ryjkov, en contrepartie d'une collaboration, a aussi une autre explication : le vice premier ministre de Russie chargé de l'économie, M. Guennadi Filchine, nous déclarait en effet lundi qu'il était opposé à un départ de M. Ryjkov dans les conditions actuelles : *« Il faut qu'il porte toute la responsabilité de la politique qu'il a imposée, celle de la hausse des prix de gros qui vont amener très rapidement une flambée des prix de détail »*, a-t-il dit, tout en estimant que de nouvelles structures de gouvernement central de coalition seraient sans doute en place avant la fin de l'année.

Finalement, des trois scénarios définis il y a un mois par M. Boris Eltsine pour les rapports entre la Russie et le centre – confrontation, partage du pouvoir, ou mise de la Russie *« en réserve de l'Union »* dans l'attente de la catastrophe – c'est un mélange instable des trois qui est sorti de la rencontre de dimanche. Avec cependant une très nette mise en veilleuse de l'affrontement, au grand soulagement de l'opinion en Russie, mais qui n'est pas faite pour calmer les inquiétudes dans les autres républiques.

SOPHIE SHIHAB

GRANDE-BRETAGNE : Mme Thatcher face aux Tories contestataires

## *Politique et leçons de cricket*

LONDRES

*de notre correspondant*

La température monte à mesure que se rapproche la clôture des inscriptions pour les candidatures au poste de leader du Parti conservateur. Quiconque veut défier « la Dame de fer » doit déposer son nom avant le jeudi 15 novembre à midi. Mme Thatcher est encore officiellement seule en lice, mais il est presque acquis que l'ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine, se présentera contre elle au dernier moment au nom de la tendance pro-européenne. D'autres candidatures de dernière minute ne sont pas exclues. Le collège électoral est formé par les 372 députés conservateurs, et le vote doit avoir lieu, mardi 20 novembre, à bulletin secret, dans une salle du Parlement. Une révolution de palais est désormais possible, même si elle reste encore improbable.

Mme Thatcher a, pour la première fois, évoqué, lundi 12 novembre, le combat qui s'annonce dans un discours prononcé lors du banquet annuel du lord-maire devant les banquiers de la City et leurs épouses en tenue de soirée. Elle l'a fait de façon imagée, en employant des métaphores empruntées au cricket, qui ont fait se tordre de rire l'assistance, mais qui doivent être expliquées, dans la mesure où la chose est possible, aux non-initiés.

### « Tarzan » est prévenu

Mme Thatcher visait les prétendants à sa succession, au premier chef M. Heseltine, surnommé « Tarzan » par la presse populaire en raison de son physique avantageux et de sa longue chevelure. Elle s'est elle-même comparée au joueur qui tient la batte devant les « guichets », ces bâtons de bois plantés dans le sol que le lanceur de balles, appartenant au camp adverse, essaye de faire tomber. *« Depuis onze ans que je tiens la batte, je suis toujours à mon poste, bien que les balles aient été plutôt dures ces derniers temps. Au cas où quelqu'un aurait un doute quelconque là-dessus, je peux vous assurer qu'il n'est pas question que j'en esquive aucune, que je pratique un jeu défensif ou que je joue la montre. Je vais envoyer la balle valser à travers tout le terrain. Tel est mon style »*, a déclaré Mme Thatcher.

« Tarzan » est donc averti. Mme Thatcher est bien décidée à se battre, et plus il enverra fort la balle, plus celle-ci rebondira loin sur le terrain, lui infligeant ainsi une humiliante défaite. « La Dame de fer » estime d'ailleurs qu'on lui fait un faux procès à propos de l'Europe. Elle conteste les titres des journaux qui proclament « Maggie isolée ». C'est elle, s'empresse de rappeler le premier ministre, qui a signé avec M. Mitterrand le traité qui a permis le percement du tunnel sous la Manche. Elle n'est pas anti-européenne, comme M. Heseltine et Sir Geoffrey Howe, l'ancien vice-premier ministre, veulent le faire croire. *« Notre avenir est en Europe. Mais nous, nous avons tendance à envisager les choses d'une autre manière que certains de nos partenaires de la communauté »*, explique-t-elle.

A cette occasion, M. Saddam Hussein a eu droit à un traitement comparable à celui de M. Heseltine. Si les sanctions n'aboutissent pas, il n'y aura pas d'autre solution que le recours à la force. *« Ne vous y trompez pas. Nous libérerons le Koweït »*, a-t-elle dit aux banquiers de la City qui l'ont, comme il est d'usage lors du banquet du lord-maire et quelles que soient leurs arrière-pensées, chaleureusement applaudie.

DOMINIQUE DHOMBRES

## *M. Ligatchev et les fosses communes de Sibérie*

L'ancien dirigeant conservateur Egor Ligatchev a été mis en cause dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Literatournaïa Gazeta*, qui le soupçonne d'avoir ordonné la destruction de fosses communes de victimes des purges staliniennes en Sibérie. En 1979, à Kolpachovo (180 km au nord de Tomsk, sud de la Sibérie), le dégel avait provoqué des éboulements, et des restes humains étaient apparus.

Un ancien dirigeant du PC de la ville, M. Kostariev, raconte dans l'hebdomadaire qu'en 1965 des responsables du KGB de Moscou lui avaient remis une lettre confirmant qu'en 1937 des « ennemis du peuple » avaient été fusillés et enterrés près du bâtiment du NKVD – ancêtre du KGB – de la ville, mais que des restes humains pouvaient réapparaître. La lettre donnait l'ordre de *« faire disparaître toute trace de ce crime »*. M. Egor Ligatchev, devenu premier secrétaire du PC pour la région de Tomsk quelques mois après cet épisode, *« ne pouvait pas ne pas être au courant »*, estime M. Kostariev, qui affirme avoir reçu un an plus tard de M. Ligatchev lui-même l'ordre de détruire des sépultures à Tomsk. – *(AFP.)*

# AMÉRIQUES

## GUATEMALA : au coude à coude pour le second tour

# Les deux candidats de la droite à l'élection présidentielle en appellent à « l'union nationale »

GUATEMALA

*de notre correspondant en Amérique centrale*

Le candidat du Mouvement d'action solidaire (MAS) M. Jorge Serrano, qui avait une avance substantielle lundi 12 novembre, au premier tour de l'élection présidentielle est passé en deuxième position. Le candidat de l'Union du centre national (UCN), M. Jorge Carpio, qui était en troisième position, est désormais en tête avec environ 26 % des suffrages, contre 25 % à M. Serrano. Le dépouillement des bulletins étant presque terminé, ces résultats peuvent être considérés comme définitifs.

Le troisième candidat de la droite, M. Alvaro Arzu, chute de 32 % à environ 17 % et perd ainsi la possibilité de se présenter au deuxième tour qui verra donc s'affronter le 6 janvier MM. Serrano et Carpio. Le représentant de la Démocratie-chrétienne M. Alfonso Cabrera, fait une remontée spectaculaire, passant de 7 % à plus de 17 % grâce à la forte organisation du parti au pouvoir en province. Quant au candidat de la gauche, M. René de Leon, son score reste extrêmement faible avec moins de 4 % des voix.

Rayonnant malgré la modification à la baisse de son résultat, M. Serrano a affirmé lundi soir qu'il était *« absolument certain »* de remporter le deuxième tour, tout en se prononçant en faveur d'un gouvernement d'union nationale pour mettre fin à la guerre civile et relancer l'économie. Il a annoncé que des négociations étaient déjà en cours avec plusieurs formations politiques, en particulier la Démocratie chrétienne et le Parti pour l'avancement national (PAN) de M. Arzu, *« qui nous appuieront au deuxième tour »*.

Son adversaire, M. Carpio est apparu plus tendu en dépit de sa légère avance. Il n'a pas oublié en effet qu'aux élections précédentes, en 1985, il avait été largement battu au deuxième tour par l'actuel président démocrate-chrétien, M. Vinicio Cerezo, qui avait obtenu plus de 68 % des suffrages. Un de ses plus proches collaborateurs reconnaît que M. Carpio est *« loin d'avoir la popularité »* de M. Serrano, mais ajoute : *« notre équipe est plus forte sur le plan de l'organisation politique et nous avons une capacité administrative pour former le prochain gouvernement. »*

Comme M. Serrano, M. Carpio a lancé un appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale, affirmant qu'il souhaitait la *« collaboration de la droite progressiste et de la gauche démocratique »*. Il est peu probable que son appel soit entendu car il s'est entouré de plusieurs personnalités originaires de l'extrême droite, en particulier son candidat à la vice-présidence M. Manuel Ayau. MM. Carpio et Serrano proposent tous deux de développer une *« économie sociale de marché »* qui consiste à limiter les effets de la loi du marché par des programmes sociaux.

Le candidat du MAS apparaît cependant plus convaincant. La ressemblance entre les programmes et l'absence de tradition démocratique font que les électeurs votent essentiellement en fonction de la personnalité du candidat. Or sur ce plan il ne fait aucun doute que M. Serrano détient l'avantage. Même les socialistes qui ont obtenu des résultats très inférieurs à leurs espoirs, mais comparables à ceux de 1985, considèrent que M. Serrano est *« le candidat de droite qui a le plus de vision politique et le seul avec lequel nous pourrions collaborer »*.

### « Guerre de religion »

Celui-ci se fait fort de *« rétablir l'Etat de droit »* et de convaincre l'armée de ne pas empêcher l'ouverture d'un dialogue avec la guérilla. *« Je suis prêt*, nous a-t-il déclaré, *à offrir aux insurgés des garanties pour leur sécurité ainsi que des réformes constitutionnelles, et même une participation à un gouvernement d'union nationale. »* Les militaires l'accepteront-ils ? *« L'armée me fait confiance* répond-il *et je puis vous assurer que l'époque des coups d'Etat est définitivement révolue au Guatemala. »*

M. Serrano est davantage préoccupé par la menace d'une *« guerre de religion »*, qu'il accuse son adversaire M. Carpio de vouloir déclencher entre les deux tours pour essayer d'empêcher un protestant d'arriver à la présidence de la République dans un pays largement catholique (les évangélistes représentent environ 30 % de la population) : *« La majorité de mes électeurs et de mes collaborateurs sont catholiques*, dit-il. *J'entretiens d'excellentes relations avec les évêques et je serai le président de tous les Guatémaltèques. Notre pays a suffisamment de problèmes pour ne pas en rajouter un autre. »*

L'évêque auxiliaire de la capitale Mgr Juan Gerardi reconnaît qu'il ne faut *« surtout pas mélanger la politique et la religion car ce serait explosif »*. *« Nous sommes cependant préoccupés par ce phénomène nouveau,* ajoute-t-il, *car, si M. Jorge Serrano était élu, ce serait la première fois qu'un pays d'Amérique latine aurait un président non catholique. »*

BERTRAND DE LA GRANGE

## La « parenthèse démocratique » Arevalo

Les élections qui viennent de se dérouler interviennent juste un mois après la mort, le 7 octobre à l'âge de quatre-vingt-six ans, de l'ancien président Juan-José Arevalo. Elu en 1944, au sortir de décennies de despotisme et de quatorze ans de dictature du général Ubico, cet universitaire libéral a attaché son nom à la première expérience démocratique de l'histoire du pays.

En 1935, alors qu'il se trouvait en exil, Juan-José Arevalo s'était fait connaître en publiant Isthmanie, vibrant plaidoyer en vue de l'unité centraméricaine. De retour au Guatemala après la chute d'Ubico, il remporte haut la main l'élection présidentielle. Durant son mandat de 1945 à 1951, il promulgue une nouvelle Constitution, entame un début de réformes économiques et sociales et tente de desserrer les liens de dépendance de l'étranger. Mais sa politique nationaliste qui remet en cause l'omnipotence de la United Fruit Company entre en conflit avec les intérêts américains.

Soumis à des pressions croissantes, Juan-José Arevalo aura éventé pas moins d'une vingtaine de tentatives de coups d'Etat en six ans. Les événements devaient se précipiter sous la présidence de son dauphin et successeur, le colonel Jacobo Arbens, renversé en 1954 par des rebelles soutenus par les Etats-Unis. Arevalo reprend le chemin de l'exil.

Tirant les leçons de l'échec de l'expérience démocratique de son pays, il publie, en 1955, à Mexico, un ouvrage devenu célèbre pour caractériser le constant déséquilibre des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine : la Fable du requin et des sardines.

J.-C. B.

# AFRIQUE

## TCHAD : les combats à la frontière soudanaise

# N'Djamena est déterminée à repousser « l'invasion étrangère »

A N'Djamena, plusieurs milliers de personnes ont participé, lundi 12 novembre, à l'appel de l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (UNIR, parti unique au pouvoir), à une marche de soutien au président Hissène Habré et de protestation contre la Libye et le Soudan, accusés par les autorités tchadiennes d'être à l'origine des derniers affrontements dans l'est du pays (*le Monde* du 13 novembre).

Dans une motion de soutien, les manifestants, dénonçant *« l'agression criminelle de la Libye et du Soudan contre le Tchad »*, ont appelé à la *« mobilisation générale et à l'effort de guerre pour faire face à la nouvelle situation »*.

Les autorités avaient signalé, samedi après-midi, que des combats se déroulaient depuis le matin à la frontière tchado-soudanaise, entre les forces armées nationales tchadiennes (FANT) et des *« hordes de mercenaires venues de Libye et du Soudan »*.

Le haut commandement militaire tchadien avait annoncé dimanche soir, que les assaillants avaient été repoussés après vintgt-quatre heures de violents accrochages – dont on ne connaît toujours pas le bilan. Ce cri de victoire a-t-il été lancé de manière prématurée ? Dans un nouveau communiqué, les militaires tchadiens, fustigeant *« l'invasion étrangère »*, ont dû admettre, sans fournir de précisions, que les combats se poursuivaient lundi en début de soirée. – *(AFP, AP.)*

## Une lettre de l'ambassade

# L'esclavage en Mauritanie (suite)

*A la suite de l'article « Les esclaves oubliés de Mauritanie » de notre collaborateur Roland-Pierre Paringaux (le Monde du 27 octobre), l'ambassade de Mauritanie en France nous écrit :*

(...) Le reportage de votre « envoyé spécial », tout entier confectionné autour du « témoignage » presque unique, si ce n'est réel, et en tout cas taillé sur mesure d'un certain « Bilal », souffre d'un défaut rédhibitoire : il est totalement unilatéral. Faut-il s'étonner de l'usage pour le moins sélectif que M. Paringaux fait du rapport de la mission des Nations unies de 1984 ? S'il s'était donné la peine de le relire, il aurait pu, entre autres, y relever la phrase suivante : *« L'esclavage en tant qu'institution bénéficiant de la protection de la loi est réellement aboli en Mauritanie. »*

Faut-il s'indigner du mépris avec lequel le même journaliste parle de ceux qu'il appelle *« les beydanes »*, qui, *« à l'ombre des tentes, passent leurs journées à somnoler, palabrer, boire le thé... Arc-boutés sur le passé... murés dans d'orgueilleuses certitudes »* ? Nous sommes trop habitués à ce genre de clichés coloniaux pour nous en offusquer encore. Les Mauritaniens, voyez-vous, sont des gens tolérants, trop peut-être (...).

Pas un mot dans ce reportage sur ceux que M. Paringaux appelle *« les descendants d'esclaves »* et qui sont membres du comité militaire de salut national, ministres, PDG de sociétés d'Etat, maires démocratiquement élus, armateurs ou pilotes de ligne. Pourquoi ne pas les avoir fait parler ? Pourquoi ne pas avoir cherché à les rencontrer ? Si M. Paringaux s'était donné cette peine, il aurait sans nul doute relevé qu'il n'existe aucune loi privant qui que ce soit de l'accès à la fonction publique, à l'éducation ou aux responsabilités et que, si tel ou tel citoyen n'est pas ministre ou PDG de sociétés, ce n'est sûrement pas à cause d'un prétendu rang social. En Mauritanie, l'égalité devant la justice, l'obligation du salariat et l'accès au bulletin de vote (...) sont garantis.

En Mauritanie, a eu lieu, il y a quelques années, une réforme agraire capitale qui a octroyé des terres à ceux qui les travaillaient, extirpant ainsi les dernières racines du système des castes.

En Mauritanie, il existe, depuis six ans, un ministère spécifiquement chargé de l'alphabétisation dont l'un des buts fondamentaux est d'assurer la promotion de tous ceux qui n'avaient pas eu la chance d'aller à l'école. En Mauritanie, il y a d'anciens chefs de tribu ou de canton dans le besoin de ceux que vous appelez les anciens esclaves prospères.

Abolie *de facto* par la Constitution de 1961 (...), liquidée depuis dans ses dernières séquelles, la notion d'esclavage est morte en Mauritanie. Certes, nous avons l'objectivité de reconnaître que certains comportements isolés peuvent subsister. Tout comme en France, les lois contre le racisme n'ont pas fait disparaître le racisme. L'important est de combattre avec acharnement tout récalcitrant éventuel, en lui opposant à la fois le droit et l'ordre public (...).

**[Ces arguments illustrent, eux aussi, le décalage qui persiste entre : *de facto* et *de jure*. Sans volonté politique de les traduire dans les faits, les meilleurs textes n'abolissent pas les pires pratiques. Si l'esclavage avait été *« aboli de facto »* en 1961, pourquoi avoir proclamé une fois de plus son abolition vingt ans après ? Pourquoi – décision extraordinaire – une mission des Nations unies sur cette question, en 1984 ? Et pourquoi ces bonnes dispositions juridiques n'ont-elles pas été traduites par des mesures officielles spécifiques ? Toute la question est là. Dans l'administration comme dans le secteur privé, les personnalités maures, très ouvertes dans les entretiens privés, n'ont pas été les dernières à attirer notre attention sur ce point, entre autres. – R.-P. P.]**

# A TRAVERS LE MONDE

### YOUGOSLAVIE

*Les communistes rénovés en tête des élections en Macédoine*

Le Parti du changement démocratique (ex-communiste) et le Mouvement réformiste du premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, sont nettement en tête des premières élections libres, qui se sont déroulées dimanche 11 novembre en Macédoine. Selon des résultats officieux et partiels publiés mardi par le quotidien de Belgrade *Borba*, le Parti de prospérité démocratique de Macédoine (PPDM), regroupant uniquement des Albanais de souche, est en troisième position. Près de 80 % des quelque 1,3 million d'électeurs macédoniens se sont présentés dimanche aux urnes. Le scrutin a été annulé dans sept bureaux de vote à Tetovo, ville de l'ouest de la Macédoine, peuplée à 90 % d'Albanais de souche. Les résultats officiels du premier tour de scrutin devraient être publiés jeudi 15 novembre. – *(AFP.)*

### BULGARIE

*La crise politique s'aggrave*

Alors que le gouvernement de M. Andreï Loukanov (Parti socialiste, ex-communiste) est totalement paralysé, une manifestation a rassemblé, samedi 10 novembre à Sofia, une vingtaine de milliers de sympathisants communistes. Au cours de celle-ci, pour la première fois, une échauffourée a éclaté : cinq personnes ont été blessées lorsqu'un groupe de contre-manifestants a été pris à partie par des membres du PSB.

Le PSB ne dispose plus de la majorité au Parlement, après la décision, vendredi, de seize députés de son groupe parlementaire d'agir désormais de façon indépendante. Cette scission accroît la précarité du gouvernement, dont l'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), réclame la démission.

L'UFD est partagée sur l'opportunité de former un gouvernement, où elle détiendrait le poste de premier ministre et les ministères-clés. Vendredi, l'un des députés qui ont fait scission, M. Boris Dimovski, n'a pas exclu que ce nouveau groupe vote en faveur d'un chef de gouvernement de l'UFD.

Les négociations entre représentants des diverses forces politiques n'ont jusqu'ici rien donné. Après avoir menacé de démissionner, M. Loukanov a déclaré samedi qu'il ne partirait pas *« sous la pression des hooligans et des fascistes »*. Par ailleurs, huit anciens responsables communistes bulgares ont été exclus du Parti socialiste (PSB, ex-PC) à l'approche de l'anniversaire de la chute de Todor Jivkov, a annoncé la presse samedi 10 novembre. – *(AFP, Reuter.)*

### NICARAGUA

*Nouveaux affrontements meurtriers entre l'armée et les anciens « contras »*

Plusieurs morts et plus de cinquante blessés, tel est le premier bilan d'un affrontement armé qui s'est produit, dimanche 11 novembre, à Boaco, à quelque 90 kilomètres de Managua, entre forces de l'ordre et ex-« contras » qui voulaient dresser des barricades pour empêcher l'accès à la ville. Les ex-« contras » ont été refoulés après l'intervention de cent cinquante policiers anti-émeutes, appuyés par trois hélicoptères. D'autre part, des journaux d'opposition, *Barricada* et *El Nuevo Diario*, ont affirmé lundi qu'il existait un plan d'anciens rebelles de la Contra pour enlever et séquestrer la présidente Violeta Chamorro.

De violentes manifestations, organisées par d'anciens rebelles de la Contra, s'étaient déjà déroulées, samedi, dans la petite ville de Conception, près de Managua. Des manifestants avaient érigé des barricades et ouvert le feu sur la police, faisant plusieurs blessés. Vendredi, une première fusillade avait éclaté entre policiers et « contras », à Nueva-Guinea, dans le Sud-Est, faisant quatre morts et quarante-quatre blessés.

# DIPLOMATIE

## La succession de M. Delors en 1993

# Le petit jeu des désistements entre M. Lubbers et M. Martens

**Jeu intrigant que celui auquel se livrent depuis plusieurs semaines les premiers ministres néerlandais et belge, MM. Ruud Lubbers et Wilfried Martens, à propos de la succession de M. Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne. Le mandat de ce dernier a été renouvelé jusqu'au 1er janvier 1993, mais la rumeur donne déjà pour prétendants – entre autres – les chefs de gouvernement de La Haye et de Bruxelles.**

LA HAYE

*de notre correspondant*

Alors qu'ils ne se sont jamais déclarés candidats – du moins au grand jour, – M. Lubbers et M. Martens n'en finissent pas de se désister en faveur l'un de l'autre. Dans un entretien publié mardi 6 novembre par le quotidien belge de langue flamande *Gazet Van Antwerpen*, M. Lubbers se retire de la course à la succession de M. Delors en affirmant qu'il ne sera pas disponible à la date prévue – la coalition qu'il dirige depuis le 7 novembre 1989 devant en principe siéger jusqu'à la fin de l'été 1993 – et en recommandant son ami de Bruxelles : M. Martens est non seulement doté de *« grands mérites »* mais il a de plus l'atout de l'expérience, *« avec Margaret Thatcher, il est le membre du conseil européen en fonctions depuis le plus longtemps »*.

Ce disant, le premier ministre néerlandais ne fait jamais que rendre la politesse, voire renvoyer l'ascenseur, au premier ministre belge. A la mi-octobre, M. Martens avait profité d'une allocution prononcée aux Pays-Bas, devant le congrès du dixième anniversaire du Parti chrétien-démocrate, pour ... soutenir ouvertement la candidature de M. Lubbers au détriment de son propre destin européen.

En se mettant mutuellement sur le devant de la scène, les deux hommes cherchent-ils à se neutraliser ou tentent-ils de se faire à tour de rôle la courte échelle ? Entre Ruud et Wilfried, Jacques préférerait le premier, à qui il aurait personnellement demandé d'être candidat. Un scénario serait même en préparation à la Commission pour permettre au chef du gouvernement néerlandais de ne pas échanger son mandat à La Haye contre celui de Bruxelles : la présidence de M. Delors serait tout simplement une nouvelle fois prorogée pour deux ans.

CHRISTIAN CHARTIER

## Sommet franco-espagnol à Paris

Les thèmes internationaux, plus particulièrement la crise du Golfe et la construction européenne, devaient occuper l'essentiel des entretiens de M. Felipe Gonzalez avec M. Mitterrand, lors du sommet franco-espagnol du mardi 13 novembre à Paris.

Concernant le Golfe, les deux pays maintiennent des positions relativement semblables, mais leur degré d'implication dans la crise est différent : l'Espagne n'envisage pas d'envoyer d'effectifs terrestres dans la zone, et le gouvernement de Madrid maintient en public une position plus feutrée que celle de Paris, étant donné les réticences de l'opinion publique espagnole face à toute participation à une action militaire en dehors des frontières.

MM. Mitterrand et Gonzalez devaient également aborder la construction de la nouvelle *« architecture européenne »*, à quelques jours du sommet de la CSCE, qui donnera d'ailleurs lieu à une nouvelle visite à Paris du premier ministre espagnol.

## EN BREF

□ **CAMBODGE : Le prince Sihanouk a rencontré un haut diplomate soviétique.** – Le prince Norodom Sihanouk, chef de la résistance cambodgienne, a rencontré à Pyongyang l'ambassadeur d'Union Soviétique en Corée du Nord, premier responsable soviétique avec lequel il s'entretient depuis le début du conflit cambodgien il y a douze ans, a annoncé, lundi 12 novembre, le bureau de l'ancien souverain à Bangkok. L'ambassadeur, M. Guennadi Bartachevitch, est allé rendre visite au prince Sihanouk, qui séjourne actuellement en Corée du Nord, à l'occasion de son soixante-huitième anniversaire, le 31 octobre, a-t-on précisé de même source et lui *« a dit des choses encourageantes en ce qui concerne la paix au Cambodge »*. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : Deux policiers et cinq enfants tués par des guérilleros.** – Deux policiers et cinq enfants de huit à quatorze ans, membres de la « police civique juvénile », ont été tués, lundi 12 novembre, dans une embuscade tendue par des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), près de Neiva, dans le sud du pays. Samedi, dix militaires et vingt-neuf guérilleros sont morts au cours d'attaques lancées par les FARC contre trois localités de la province d'Antioquia. – *(AFP, Reuter.)*

□ **GABON : le principal mouvement d'opposition ne participera pas au nouveau gouvernement.** – Le MORENA-Bûcheron, principal parti d'opposition, a réitéré, lundi 12 novembre, son refus de participer au gouvernement d'union nationale qui sera formé dans les prochains jours. Le MORENA-Bûcheron, qui dispose de vingt députés sur les cent vingt que compte l'Assemblée nationale, avait réclamé l'annulation des récentes élections législatives en raison de fraudes, et avait appelé au boycottage du dernier tour du scrutin. – *(AFP.)*

□ **KENYA : les Etats-Unis retirent leur aide militaire.** – Les Etats-Unis ont retiré 15 millions de dollars d'aide militaire au Kenya et cette suspension durera tant qu'il ne sera pas mis fin aux violations des droits de l'homme dans le pays, a déclaré, lundi 12 novembre, le sénateur américain Patrick Leahy, de passage à Nairobi. Washington maintiendra cependant son aide au développement, soit près de 30 millions de dollars pour 1991. – *(AFP.)*

□ **PÉROU : le numéro deux du Sentier lumineux condamné à vingt ans de prison.** – Le numéro deux de l'organisation de guérilla maoïste Sentier lumineux, Osman Morote Barrionuevo, a été condamné, lundi 12 novembre à Lima, à vingt ans de prison par un tribunal spécial qui l'a jugé coupable des délits de *« terrorisme, attaque à main armée, vol et dommages au préjudice de l'Etat »*.

# Le Cameroun sur la voie du multipartisme

## *Tout en continuant à malmener les droits de l'homme, le régime de M. Paul Biya poursuit, à pas comptés, sa politique d'ouverture*

**Le Parlement a commencé à examiner, la semaine dernière, à Yaoundé, les conclusions de la Commission de révision des législations en matière de libertés publiques, créée le 20 juillet par le chef de l'Etat. Le débat devait notamment porter sur la levée des lois d'exception, qui interdisent les associations à caractère politique. Le vote des députés pourrait donc marquer un premier pas vers le multipartisme.**

**BAMENDA**
**(Nord-ouest du Cameroun)**

*de notre envoyée spéciale*

Au moindre bourdonnement de moteur, des gosses hilares, surgis de l'ombre moite des bananiers, viennent agiter leurs offrandes de gibiers – cadavres de singes ou de porcs-épics – sous le nez des voitures, tandis qu'un peu plus loin, sous un auvent planté en bord de route, des hommes jouent tranquillement aux dames. Depuis les fusillades du 26 mai, la route de Bamenda, capitale de la province du Nord-Ouest, a retrouvé son calme.

Les chars de l'armée ont déserté le paysage. Les postes de contrôle ont disparu. Et les quelque deux cents à trois cents personnes interpellées en mai ont été relâchées. Il suffirait d'un rien, pourtant, pour que la fièvre monte à nouveau. Car c'est ici, à Bamenda, fief du Social Democratic Front (SDF), que l'histoire du multipartisme camerounais a commencé de s'écrire. Dans la violence et dans le sang.

Au départ, la marche organisée par le parti anglophone *«n'avait rien d'une manifestation de protestation»*, assure John Fru Ndi, trente-neuf ans, président du SDF. Soucieux de se donner une image légaliste, les fondateurs du SDF avaient déposé les statuts de leur organisation le 16 mars auprès du gouverneur de province. Après tout, plaident-ils, le multipartisme n'est-il pas inscrit dans la Constitution? Et, bien que l'arsenal des lois d'exception ait toujours réussi à entraver la liberté d'association, les promesses répétées du président Paul Biya en faveur de la démocratie et du pluralisme ne laissaient-elles pas présager une certaine souplesse? Les démarches administratives du SDF ne reçurent aucune réponse de la part des autorités.

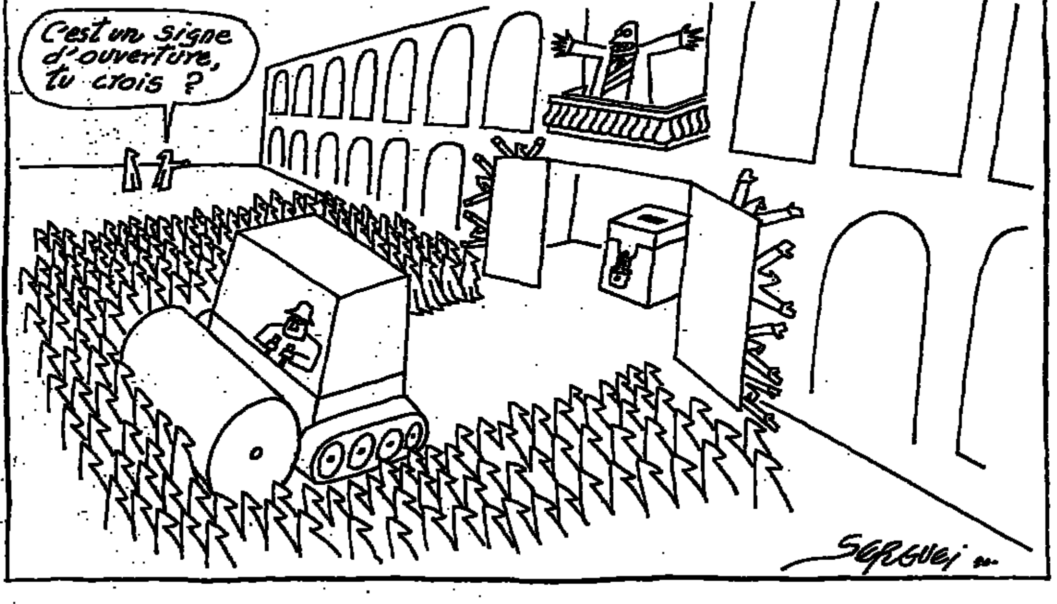
Loin de se laisser démonter, John Fru Ndi et ses partisans décidèrent alors qu'à défaut d'un feu vert officiel c'est la rue qui célébrerait, le 26 mai, le «baptême» de leur mouvement. Rien de clandestin, là non plus. Et rien, surtout, de séditieux : sur les photos, prises au tout début de la marche, on voit de jeunes sympathisants du SDF brandir des pancartes où l'on souhaite *«longue vie à Son Excellence Paul Biya»*, félicité pour ses *«efforts pour l'instauration du multipartisme»*. Pourtant, la kermesse tourna vite au tragique.

L'armée fut prise de panique devant le raz de marée. *«Jamais il n'y avait eu une telle manifestation à Bamenda, les gens étaient venus de partout, ils étaient plus de vingt mille dans les rues!»*, raconte un prêtre. Il verra, de ses yeux, à la morgue de l'hôpital, les cadavres de six jeunes, tués par les balles des soldats. A Yaoundé, la presse pro-gouvernementale affirmera que les victimes ont été piétinées par la foule. En privé, les cercles officiels parlent d'une *«bavure»* militaire. Les Camerounais, eux, s'interrogent. *«Avant la fusillade de Bamenda, on pensait que le président Biya pouvait être l'homme de la transition. A présent, on en doute»*, souligne John Fru Ndi.

Le SDF, qui comptait *«une centaine de militants»* au moment de sa création, revendique désormais *«près de deux millions de sympathisants»*. Même si ces chiffres sont exagérés, nul doute que, dans la période de changement politique qui s'annonce, le chef de l'Etat devra compter avec le poids des anglophones (environ 20 % de la population) et, en particulier, avec le SDF, qui prévoit, *«dans les semaines qui viennent»*, des rassemblements à travers tout le pays.

Parmi la vingtaine d'associations politiques en attente de légalisation, certaines ont déjà acquis un embryon de popularité : l'avocat Yondo Black, leader du Mouvement national pour la démocratie (MND), ou l'homme d'affaires Anicet Ekané, un des porte-parole de la mythique mais très divisée Union des populations du Cameroun (UPC), ne ménagent pas leurs efforts médiatiques depuis leur sortie de prison. Les deux hommes, condamnés le 5 avril dernier pour «subversion» et «outrage» au chef de l'Etat, ont finalement été graciés à la mi-août. Leur témoignage, plus percutant que leur programme politique, n'est pas fait pour redorer le blason du régime : *«Les prisons camerounaises sont de véritables mouroirs. A Yaoundé, la nourriture est tellement insuffisante que certains détenus mangent des souris crues!»*, affirme Anicet Ekané.

Même si les droits de l'homme ne sont respectés que de manière très approximative par les autorités, il serait cependant ridicule de nier les efforts d'ouverture entrepris par le chef de l'Etat. Malgré des exceptions notables, comme la saisie récente de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, la censure de la presse se fait moins tatillonne et le ministère de l'intérieur n'a plus la main aussi lourde que par le passé. *«Il y a encore un an ou deux, je ne pouvais pas passer un mois sans être inquiété ou arrêté par la police»*, se rappelle le journaliste Célestin Monga, trente ans. *«Ils débarquaient chez moi et emportaient toutes mes affaires : une fois, ils sont même repartis avec la télé et la Cocotte-Minute!»*, s'esclaffe-t-il. Economiste de profession, ce jeune intellectuel de Douala avait vu son passeport confisqué en mars 1988. On le lui a rendu en juin dernier. Et, si certains de ses articles publiés dans *le Messager* – un des hebdomadaires parmi les plus mordants et les plus lus de la presse privée – font encore, ici et là, de mauvaises rencontres avec les ciseaux de la censure, le talentueux polémiste est l'un des premiers à se féliciter de la plus grande liberté de parole qui règne dans le pays.




### *Un pays «malade de la cleptocratie»*

*Le Messager* n'est pas le seul à s'être engouffré dans la brèche. De *la Détente* au *Combattant*, de *la Gazette* à l'*International News Hebdo* – sans oublier *Football-élite*, indispensable au royaume des Lions indomptables, – les lecteurs camerounais ont plus d'une histoire croustillante à se mettre sous la dent. Les détournements de fonds et autres gabegies étatiques ont la faveur des premières pages. *«Le pays est malade de la cleptocratie»*, diagnostiquait, en août, l'*International News Hebdo*, selon lequel *«650 milliards de francs CFA* [environ 13 milliards de FF] *ont été détournés en quatre ans»*.

Ailleurs, on cite l'exemple de la SCB, ex-filiale du Crédit lyonnais, dont *«le directeur général est parti avec des dizaines de milliards de francs CFA»*, et qui coulerait actuellement des jours paisibles *«en Suisse»*. Ou celui de l'Office national du commerce des produits de base (ONCB), dont le patron, soupçonné d'avoir détourné *«près de 40 milliards de francs CFA»*, bénéficie d'une *«totale impunité»*.

*«La fraude a toujours existé»*, commente Emmanuel Noumbissi, un des permanents de la rédaction du *Messager*. *Seulement, avant, il y avait toujours des miettes qui tombaient. Maintenant, plus rien ne tombe.»* A en croire nombre d'intellectuels, la *«crise mondiale»* dont se gargarisent les milieux gouvernementaux pour justifier les difficultés de l'économie camerounaise n'explique pas tout. *«Compte tenu de notre potentiel économique – le café, le cacao, le coton, sans parler du pétrole – et des nombreux signaux d'alarme dont nous disposions, on aurait pu, non pas empêcher totalement les effets de la crise, mais en limiter les dégâts»*, s'insurge un universitaire de Yaoundé.

Colère et inquiétude sont partagées par certains hommes d'affaires. *«Le vol de l'argent de l'Etat est devenu tellement banal que ça ne choque plus personne. Moi, ça me scandalise!»*, s'exclame Protais Ayangma Amang, trente-huit ans, fondateur de la Compagnie nationale d'assurances (CNA), première société d'assurances 100 % camerounaise, et dirigeant de la Financière, sorte de tontine modernisée transafricaine. Sans cacher sa défiance vis-à-vis des politiciens, ce patron dynamique, membre du Rotary Club, n'en considère pas moins le multipartisme comme *«une condition minimale – mais non suffisante – pour libérer les énergies et redonner sa vitalité au pays, en créant des contre-pouvoirs»*. Mais pour lui, comme pour beaucoup d'intellectuels, le vrai défi serait d'ordre moral : *«Nous devons revaloriser les notions d'Etat, de nation, redonner tout son sens à la valeur humaine et, surtout, nous mettre au travail!»* Pour désigner le pourrissement des organes du pouvoir, les mauvaises langues parlent, elles, de la *«bêtisation»* des postes-clés, ironique raccourci évoquant l'ethnie Beti à laquelle appartient le chef de l'Etat. C'est qu'il y a, bien sûr, dans le débat qui s'ouvre – et qui cause de forts grincements de dents au sein même du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti unique au *pouvoir, – un arrière-fond tribal et* régional.

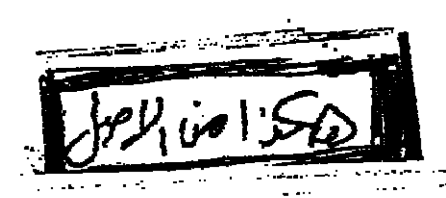
L'élimination brutale, au lendemain du putsch manqué de 1984, des élites musulmanes du Nord, et le silence persistant de la communauté bamiléké – une des plus influentes sur le plan économique – expliquent, en partie, la faiblesse actuelle de l'opposition. De ce vide relatif, le SDF a su tirer les fruits. Son succès provisoire est à double-tranchant.

Dans les cercles gouvernementaux, on agite fréquemment la thèse du *«complot anglophone»*. Certains n'hésitent pas à voir, dans la contestation qui a vu le jour à Bamenda le 26 mai, la main du Nigéria voisin, voire de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. *«Tout ça, c'est de la blague! La vérité, c'est que le mécontentement est partout dans le pays»*, rétorque un partisan du SDF.

Les étudiants de l'université de Yaoundé ne lui donneront pas tort. La manifestation, qu'ils avaient organisée *«par solidarité»* avec les «marcheurs» de Bamenda, a, elle aussi, été sévèrement réprimée. De source universitaire, on précise que deux étudiants, arrêtés par les militaires, *«sont morts en détention, des suites de tortures»*. Cette «bavure»-là n'aura guère fait de bruit. Evoquant, de manière sibylline, les incidents du campus, la presse officielle s'est contentée d'insinuer que les étudiants avaient *«chanté l'hymne nigérian»*. Une accusation un peu courte, qui, faute de convaincre, semble traduire le désarroi d'une classe dirigeante en manque d'arguments.

Le président Biya – qui aime à se poser en *«grand ami de François Mitterrand»* et dont le régime bénéficie de la traditionnelle bienveillance de Paris – ne cesse, depuis cinq ans, de vanter les vertus (à venir) de la démocratie et de l'ouverture politique. La commission consultative pourrait proposer d'abolir les lois d'exception et de réviser la législation sur les libertés publiques. Son rapport, remis fin octobre au chef de l'Etat, doit être à présent discuté par l'Assemblée nationale. De l'issue de ces débats dépendra la naissance officielle du multipartisme. A moins que les impatiences de la rue ne viennent, une nouvelle fois, bousculer le calendrier?

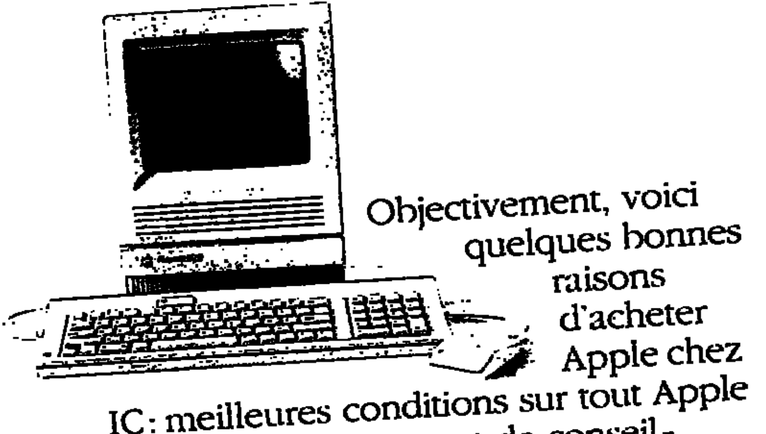
**CATHERINE SIMON**





**VOICI QUELQUES EXEMPLES DE POLICES DE CARACTERES ACTUELLEMENT DISPONIBLES SUR MACINTOSH**

# Achetez Apple chez IC
# Achetez Apple chez IC
# Achetez Apple chez IC
# Achetez Apple chez IC
# Achetez Apple chez IC
# *Achetez Apple chez IC*
# **Achetez Apple chez IC**
# Αψηετεζ Αππλε ψηεζ ΙΨ
# Achetez Apple chez IC



Objectivement, voici quelques bonnes raisons d'acheter Apple chez IC : meilleures conditions sur tout Apple - 10 ans d'expérience et de conseil - maintenance performante et économique - hot line gratuite - suivi d'installation - formation - et, sans doute le plus important, disponibilité et sourire.

International Computer est le premier distributeur Apple en Europe. Sa puissance d'achat en volume vous fera bénéficier d'une disponibilité immédiate sur les nouveaux Macintosh IIsi, et Classic, mais aussi sur toute la gamme Apple. Pour mieux connaître les nombreux avantages IC, téléphonez nous vite ou venez nous voir, 6 jours sur 7, de 10 h à 19 h et même à 18 h 55 nous ferons certainement affaire ensemble.

**(1) 42 72 26 26**




**10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE**

*APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26*
*APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90*
*IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03*
*IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL 61 25 62 32*
*IC NANTES SA 3 ALLEE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES TEL 40 47 08 62*

WELLCOME

La réforme des professions judiciaires et juridiques

# Les tourments sénatoriaux de M. Nallet

**Les sénateurs ont repris, lundi 12 novembre, l'examen du projet de loi portant réforme des professions judiciaires et juridiques, rejeté en juin dernier par l'Assemblée nationale, et présenté, au nom du gouvernement, par M. Henri Nallet, garde des sceaux (*le Monde* du 9 novembre). A la demande de la majorité sénatoriale, la séance de nuit a toutefois été suspendue, afin de protester contre les violences commises pendant la manifestation des lycéens le jour même dans les rues de Paris. L'examen du projet devait se poursuivre mardi 13 novembre.**

Décidément, ce texte joue de malchance. Après avoir été, à l'Assemblée nationale, l'objet d'un enjeu qui le dépassait largement entre les états-majors des groupes de l'opposition, voilà que, cette fois, ce sont les lycéens, ou plutôt les «casseurs» qui les accompagnaient malgré eux, qui retardent encore son examen au Sénat... Peu à peu, et douloureusement, une nouvelle profession d'avocat est pourtant en train de naître, qui doit mieux préparer les professionnels aux échéances de 1993.

Sur ce texte, qui bouleverse tant de traditions, les plus conservateurs ne sont pas toujours là où on les attendait. Et, au cours des deux séances déjà consacrées à ce projet, une étrange alliance s'est parfois dessinée entre le ministre de la justice, le rapporteur au nom de la commission des lois, M. Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique) et la majorité sénatoriale, contre le groupe communiste et, dans certains cas, les sénateurs socialistes eux-mêmes.

C'est ainsi que, sur l'une des principales dispositions du projet de loi, l'ouverture du droit au salariat chez l'avocat, les plus ardents défenseurs du maintien du caractère libéral de la profession, furent l'orateur communiste, M. Charles Lederman (Val-de-Marne) et le sénateur socialiste, M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort).

*« L'interdiction du salariat pour les avocats reflétait l'exigence de leur indépendance*, a indiqué M. Lederman. *Face au juge, à l'administration, au pouvoir, l'avocat est seul, n'ayant à rendre compte qu'à son seul client et à sa conscience : que reste-t-il de tout cela si l'avocat est un salarié qui reçoit des ordres ? »* Cette vision apocalyptique du salariat a tout de même suscité une certaine surprise chez M. Guy Allouche (PS, Nord), qui a estimé que *« mettre en avant l'indépendance, pour refuser le salariat, c'est faire injure aux millions de salariés de notre pays et considérer que tout salarié est dépendant, j'allais dire acheté »*.

Ce sentiment a été partagé par M. Marcel Rudloff (U. C, Bas-Rhin), selon lequel le débat entre indépendance et salariat *« relève un peu de la théologie et beaucoup de la sémantique »*. Quant au garde des sceaux, soulignant *« l'hypocrisie »* des arguments contre le salariat, il a indiqué que nombre de « collaborateurs » d'avocats étaient aujourd'hui *« dans une situation de dépendance bien plus étroite que celle de salariés qui, eux, bénéficient des droits acquis et du code du travail »*.

C'est encore à ses propres amis politiques que M. Nallet a dû s'opposer à propos des mesures transitoires prises pour faciliter l'accès des autres professionnels du droit au nouveau métier d'avocat institué par le projet de loi. Partageant le souci du rapporteur, de faciliter les «passerelles» entre les professions, le garde des sceaux s'est, cette fois, trouvé confronté à l'ensemble du groupe socialiste et aux sénateurs communistes, qui voyaient dans ces mesures une volonté de *« brader la profession d'avocat de manière scandaleuse »*.

### *La pression des intérêts catégoriels*

M. Nallet a, en revanche, subi contre son gré, la loi de la majorité sénatoriale, attachée à la création de conseils régionaux et d'un conseil supérieur du barreau pour représenter les avocats auprès des pouvoirs publics. Mais le garde des sceaux n'était pas encore au bout de ses peines.

Tous les sénateurs, quelle que soit leur couleur politique, ont ainsi défendu avec acharnement le maintien de mesures exorbitantes du droit commun pour les avocats.

Ils ont notamment adopté à l'unanimité un amendement déposé, au nom de la commission des lois, par M. Dejoie, prévoyant l'affiliation de tous les avocats, salariés ou non, à la Caisse nationale des barreaux français (CNBF), à l'exception des actuels conseils juridiques salariés qui choisiraient le nouveau statut institué par le projet de loi et resteraient inscrits au régime général de la sécurité sociale.

Cette unanimité, et la menace qui l'accompagnait de la part de certains groupes de la majorité d'un vote contre l'ensemble du texte, au cas où le gouvernement tenterait de revenir sur cette volonté sénatoriale, a ébranlé M. Nallet. Tout en rappelant que *« les règles générales de la Sécurité sociale devaient s'appliquer »*, le garde des sceaux s'est montré compréhensif à l'égard de *« l'attachement justifié »* des avocats à leur propre régime de protection sociale et de leur crainte de voir l'équilibre de la CNBF mis en péril par le salariat.

Aussi s'en est-il prudemment remis sur ce point à la « sagesse » de la Haute Assemblée, en précisant toutefois qu'il avait entamé des négociations avec le ministre chargé de la santé et de la solidarité, M. Claude Evin, ainsi qu'avec le premier ministre, M. Michel Rocard, pour exaucer les vœux des sénateurs. L'adoption de cette mesure ne devrait donc pas être remise en cause à l'Assemblée nationale.

Face à des intérêts catégoriels omniprésents, relayés avec passion par les sénateurs, en dépit des démentis d'usage, ce projet a décidément vu presque autant d'alliances surprise, ou de fronts contre nature que le mémorable texte sur la limitation de la publicité relative au tabac et à l'alcool...

PASCALE ROBERT-DIARD

## *Les principales modifications apportées*

● **Salariat de l'avocat.** – Dans la perspective de la fusion des deux professions d'avocat et de conseil juridique, le projet de loi prévoit la possibilité de recourir au salariat pour l'avocat. Cette disposition essentielle du projet de loi suscitait l'hostilité absolue du groupe communiste, qui avait déposé un amendement de suppression, et celle, au sein du groupe socialiste, de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Chez les professionnels, cette mesure est accueillie favorablement par les gros cabinets parisiens et les jeunes avocats, alors que les petits cabinets sont inquiets des charges nouvelles ainsi créées. Pour ses adversaires, le salariat est, en outre, incompatible avec la nécessaire indépendance de l'avocat.

Afin de tenir compte de ce dernier argument et du statut particulier de l'avocat, les sénateurs ont modifié la version initiale du projet de loi, en créant, pour l'avocat salarié, des dispositions exorbitantes du droit commun. Un premier amendement de la commission des lois précise explicitement que l'avocat salarié *« dans l'exercice des missions qui lui sont confiées, bénéficie de l'indépendance que comporte son serment »*.

De même, en cas de conflit avec son employeur, un autre amendement précise que les litiges nés à l'occasion de l'exécution d'un contrat de travail *« sont soumis à l'arbitrage du bâtonnier, à charge d'appel devant la cour d'appel siégeant en chambre du conseil »*. La majorité sénatoriale s'est donc opposée sur ce point au gouvernement qui souhaitait, pour sa part, soumettre les litiges entre avocats au conseil des prud'hommes, après toutefois le recours à la médiation préalable du bâtonnier.

● **Conditions d'accès à la profession d'avocat pour les étrangers.** – Reprenant à son compte les modifications proposées au printemps par l'Assemblée nationale, la majorité sénatoriale a adopté un amendement de la commission des lois, étendant aux étrangers non ressortissants de la communauté européenne le droit de s'installer en France, sous réserve d'une condition de réciprocité : l'accès à la profession d'avocat, pour les étrangers hors CEE, sera accordé à condition que leur pays d'origine donne aux Français la faculté d'exercer, sous les mêmes conditions, l'activité qu'ils se proposent de pratiquer en France. Un autre amendement précise que l'avocat non ressortissant de la CEE, s'il n'est pas titulaire du certificat d'aptitude professionnelle à la profession d'avocat (CAPA), devra subir, pour s'inscrire au barreau français, un examen de contrôle des connaissances en droit français, dont les modalités seront fixées par décret en conseil d'Etat.

● **Formation professionnelle des avocats.** – Là encore, la majorité sénatoriale a repris les propositions de l'Assemblée nationale, en adoptant un amendement du gouvernement qui modifie le projet de loi : la formation professionnelle des avocats s'accomplira en trois années : un an de théorie et deux ans de pratique (le texte initial prévoyait deux ans de théorie, un an de pratique). Au cours de leur formation, les élèves avocats, qui effectuent des stages dans des juridictions, pourront assister aux délibérés et seront donc soumis au secret. Dans le même esprit, les auditeurs de justice pourront également plaider, dans le cadre de leur stage dans un cabinet d'avocat.

Les sénateurs ont, en revanche, rejeté un amendement du gouvernement qui prévoyait l'institution d'un centre national de la formation professionnelle, doté de la personnalité morale, et chargé de coordonner les actions de formation des centres régionaux, ainsi que de répartir le financement des activités de formation.

● **Conseils régionaux et conseil supérieur des barreaux.** – Les sénateurs ont institué, contre l'avis du gouvernement, des conseils régionaux des barreaux, auprès de chaque cour d'appel, chargés de représenter les avocats, de concilier ou de trancher les différends d'ordre professionnel entre les conseils de l'ordre ou entre les avocats du ressort de la cour d'appel. Ils sont composés des bâtonniers des barreaux et de délégués élus par les conseils de l'ordre, pour un mandat de quatre ans, renouvelable par moitié tous les deux ans.

A l'échelon national, les sénateurs ont créé un conseil supérieur des barreaux, chargé de représenter la profession auprès des pouvoirs publics. Le garde des sceaux et la majorité sénatoriale se sont opposés sur la composition de ce conseil. L'amendement du gouvernement prévoyait une élection de ses membres au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. Mais les sénateurs ont adopté un amendement de la commission des lois, instituant un système censitaire : le conseil supérieur est composé des présidents des conseils régionaux des barreaux et de délégués élus dans le ressort de chaque conseil régional pour un mandat de quatre ans, avec renouvellement partiel tous les deux ans.

● **Protection sociale.** – Les sénateurs ont adopté un amendement de la commission des lois prévoyant l'affiliation de tous les avocats, salariés ou non, à la Caisse nationale des barreaux français (CNBF), à l'exception des conseils juridiques choisissent le nouveau statut d'avocat institué par le projet de loi, qui continuent de dépendre du régime général de la sécurité sociale. Contre l'avis du gouvernement, l'ensemble des sénateurs s'est également prononcé en faveur de l'affiliation des salariés non avocats de la nouvelle profession, à la caisse de retraite du personnel des avocats et des avoués près la cour d'appel.

● **Convention collective.** – Le texte rejeté par l'Assemblée nationale disposait que, dans les cas de regroupement ou de fusion d'anciens avocats ou d'anciens conseils juridiques au sein d'une société la convention collective qui s'appliquait était celle de l'activité dominante. Les sénateurs lui ont préféré la convention collective la plus favorable. Pour le personnel qui entrera, après la publication de ce projet de loi, c'est la convention collective des avocats qui sera appliquée. Le garde des sceaux a insisté sur l'urgence, pour les professionnels, à se doter d'une nouvelle convention collective répondant aux exigences du nouveau statut d'avocat.

● **Passerelles entre les professions juridiques.** – Les sénateurs ont adopté un amendement accordant un délai de cinq ans (le projet de loi initial n'en prévoyait pas) aux avocats ou aux conseils juridiques qui ne choisissent pas le nouveau statut, pour accéder aux fonctions d'avocat au conseil d'Etat, à la cour de cassation, d'avoués près les cours d'appel, notaires, commissaires-priseurs, etc. sous réserve du respect des autres conditions (nationalités, diplômes...).

● **Dispositions transitoires pour l'accès à la nouvelle profession d'avocat.** – Les sénateurs ont adopté une série de mesures transitoires, destinées à faciliter l'accès des anciennes professions juridiques au nouveau statut, notamment en accordant des dérogations à l'obligation de passer le Certificat d'aptitude professionnelle à la profession d'avocat (CAPA). Ces facilités ont été élargies par le Sénat, avec l'accord du gouvernement, contre le PS, le PC et certains membres des groupes de droite. Un amendement de suppression de certaines de ces dispositions, déposé par le groupe socialiste, a été rejeté de justesse, par cent soixante et une voix contre cent cinquante sept.

P. R.-D.

# M. Fabius s'entretient avec M. Poher de la rénovation du travail parlementaire

L'Europe et la rénovation du fonctionnement du Parlement ont été les deux thèmes de l'entrevue, lundi 12 novembre, de MM. Alain Poher et Laurent Fabius, présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Ils ont évoqué les prochaines assises de la Conférence des Parlements de la Communauté, du 27 au 30 novembre à Rome, à laquelle prendront part dix sénateurs et seize députés français. M. Poher a fait part des travaux de la délégation sénatoriale qui vient de publier un rapport très complet et a affirmé sa détermination de poursuivre sa réflexion sur l'amélioration du fonctionnement du Sénat. M. Fabius a, de son côté, rappelé les suggestions qu'il a faites sur l'allongement de la durée des sessions et sur une meilleure organisation de l'ordre du jour.

M. Fabius enregistre, d'ailleurs, le renfort d'un député de l'opposition. Député UDF de l'Isère, M. Georges Colombier, vice-président du conseil général de ce département, vient en effet de déposer une proposition de loi constitutionnelle tendant à instituer la session parlementaire unique. Cette proposition entre dans le cadre d'une entreprise de *« réhabilitation »* de la politique, précise M. Colombier. Le député UDF est persuadé que ces mesures *« sont indispensables pour résorber le fossé si préjudiciable qui ne cesse de grandir entre les Français et les hommes politiques »*.




A l'Assemblée nationale

# DOM-TOM : M. Le Pensec relance le débat institutionnel

**L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre, par 294 voix contre 4, le budget des départements et territoires d'outre-mer (2,17 milliards de francs, soit une augmentation de 5,44 % par rapport à l'an passé), défendu par M. Louis Le Pensec. Le RPR, l'UDF, l'UDC et le PC se sont abstenus. Les quatre votes négatifs sont ceux de Mme Michaux-Chevry, MM. Legros, Chirac (RPR), et Vernandon (non inscrit). Le ministre des DOM-TOM a profité du débat pour confirmer son intention de relancer les réformes institutionnelles dans les DOM en se référant implicitement au nouveau statut projeté pour la Corse.**

Il se passe toujours plein de choses dans un débat budgétaire sur les DOM-TOM. Même quand la France a l'esprit ailleurs comme c'était le cas, lundi après-midi 12 novembre, alors que les lycéens défilaient par dizaines de milliers dans les rues de Paris.

Cette fois, par exemple, M. Le Pensec s'est franchement mis en colère, ce qui n'est pas fréquent chez ce Breton tranquille, quand la volcanique Mme Lucette Michaux-Chevry, député de la Guadeloupe, au nom du RPR, lui a reproché, d'une part, de *« banaliser »* le revenu minimum d'insertion, outre-mer, en remplaçant *« la dignité et la responsabilité du citoyen par l'assistanat »* et, d'autre part, d'avoir augmenté *« de 400 % »* les crédits de frais de réception et de voyages officiels de son ministère.

M. Le Pensec a fait sèchement remarquer à Mme Michaux-Chevry qu'elle n'est pas *« la dernière à se plaindre »* quand le ministre des DOM-TOM ne vient pas assez souvent en Guadeloupe, et il lui a demandé si elle regrettait que les populations des DOM bénéficient des ressources du RMI. Ce qui obligea l'ancien secrétaire d'Etat à approuver cette *« mesure généreuse »*, tout en déplorant que l'insertion ne suive pas l'assistanat.

### *Un beau lièvre*

En outre, beaucoup d'orateurs, toutes étiquettes confondues, ont levé un beau lièvre en dénonçant un amendement du rapporteur général du budget, M. Alain Richard, qui se propose de revenir, à la fin de la semaine, sur les mesures de défiscalisation prises en 1987 par le gouvernement de M. Jacques Chirac pour favoriser les investissements dans les DOM. Devant le tollé, M. Le Pensec a affirmé que le gouvernement *« n'estime pas possible »* de reprendre cet amendement à son compte. Certes, a-t-il expliqué, la défiscalisation a eu *« des effets pervers »* puisqu'elle a notamment développé la spéculation foncière, mais elle a eu aussi *« des effets à conserver. »*

L'essentiel était pourtant ailleurs. En réponse à diverses sollicitations, le ministre des DOM-TOM a indiqué, en effet, que *« c'est dans les départements d'outre-mer que le débat sur l'évolution institutionnelle sera le plus d'actualité en 1991 »* parce que, huit ans après la loi de décentralisation de 1982, il convient de procéder aux retouches rendues impératives par la pratique, même si les points de vue varient beaucoup d'un DOM à l'autre.

*« Le minimum est de s'interroger sur les frontières des compétences entre le conseil général et le conseil régional ; celles-ci ne sont pas intangibles »*, a souligné M. Le Pensec en se référant à *« tous les exemples qui s'appliquent ou sont en gestation »*. Allusion évidente à la Corse. Il est désormais clair que le nouveau statut de l'île de Beauté, inspiré du statut d'autonomie interne du territoire polynésien, servira bientôt de référence pour l'avenir statutaire des départements d'outre-mer, promis apparemment à des institutions sur mesures, conformément aux vœux de la plupart des élus locaux. Juste retour des choses...

A. R.

Le projet de statut de M. Joxe

# La discussion sur le « peuple corse » inquiète les nationalistes

BASTIA

*de notre envoyé spécial*

A Paris, on entend les parlementaires du MRG corses joindre leurs voix à celles des dirigeants nationaux du RPR et de l'UDF pour condamner vivement, avec l'accord à demi-silencieux de certains socialistes, la définition du *« peuple corse »*, donnée par l'article premier du projet de loi présenté par M. Pierre Joxe prévoyant un nouveau statut pour l'île. En Corse, on pèse les risques de retour à la violence qu'entraînerait la remise en cause de cette définition ou la suppression totale de l'article premier : *« Il ne faut pas se faire d'illusion. Enlever cet article, ce serait la fin de la trêve, la fin de la paix civile. Les nationalistes auraient l'impression d'avoir été trompés. »* C'est ce que dit M. Laurent Croce, premier secrétaire fédéral du PS en Haute-Corse. Il est l'un des interlocuteurs privilégiés du ministre de l'intérieur sur l'île. Il est aussi considéré comme l'une des personnalités non nationalistes bien informées de ce qui se passe à l'intérieur de cette famille.

Tel qu'il était dans la version rédigée par M. Joxe, l'article premier du projet n'allait évidemment pas assez loin pour les nationalistes, mais il n'avait pas suscité de leur part de vives désapprobations. En revanche, en ajoutant, à la demande du président de la République, que le peuple corse est une *« composante du peuple français »*, le conseil des ministres du 31 octobre a déçu les nationalistes. M. Yves Stella, directeur de l'hebdomadaire nationaliste *« U Ribomu »* a jugé, lundi 12 novembre, au micro de RCFM-Bastia que la définition proposée n'a plus guère de sens à force d'être *« corsetée »* dans tant de précautions. Pour M. Stella, *« la barre est très basse »* et le Parlement risque de l'abaisser encore.

Tout le problème est là. M. Joxe avait mis au point une rédaction aux termes soigneusement pesés qu'il a défendue pendant le conseil des ministres. En la modifiant, une sorte d'équilibre délicat a été rompu et le ministre de l'intérieur le sait. C'est pourquoi, depuis des semaines, il répète qu'il a pris ses propres *« responsabilités »* et que c'est maintenant au gouvernement puis aux parlementaires de prendre les leurs...

Dans le jeu compliqué, où chaque mot est lourd de symbole, qui se joue en Corse, on considère habituellement que les nationalistes auraient mieux compris que la définition du *« peuple corse »* soit modifiée par le Parlement. En édulcorant son propre texte, le gouvernement leur a donné l'impression de ne pas aller jusqu'au bout de la logique de M. Joxe.

### *Atmosphère lourde*

Bien que l'éclatement, tant sur le plan public que clandestin du mouvement nationaliste, rende difficile toute prévision, il semble que malgré cette déception, la majorité des nationalistes reste soucieuse de préserver la nouvelle *« ambiance »* introduite en Corse par l'action de M. Joxe.

Autrement dit, la trêve des actions armées ne serait pas pour le moment remise majoritairement en cause. En revanche, M. Croce est loin d'être le seul à se montrer pessimiste au cas où le Parlement, moins au fait des enjeux corses que M. Joxe, supprimerait carrément l'article premier qui suscite sur le continent la levée de boucliers que l'on sait.

L'atmosphère est donc relativement lourde sur l'île tant le débat s'est focalisé sur l'affaire du *« peuple corse »*. En dehors de ce problème, en effet, seule la refonte des listes électorales provoque de vives oppositions, mais M. Croce pense que le maintien de la refonte des listes est, avec le maintien de l'article premier, une condition nécessaire pour obtenir que les nationalistes prolongent leur attitude de neutralité vis-à-vis de l'action du gouvernement.

Quant aux anti-nationalistes, ils en sont au stade des menaces. Lundi, M. Croce a reçu une lettre lui signifiant que ses jours sont comptés, signée par le MASC, un mouvement qui avait déjà revendiqué des attentats contre le garage et les bureaux d'un militant nationaliste.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

## Plus de cent mille jeunes ont participé, à Paris, à la « marche nationale pour l'éducation »

# Les vitrines brisées du mouvement

**En réunissant à Paris plus de 100 000 manifestants et près de 200 000 dans les grandes villes de province, les lycéens ont réussi lundi 12 novembre leur démonstration de force. Mais des scènes de pillage et de violence ont eu lieu dans la capitale, près du pont de l'Alma, jusque vers 21 heures. Le dernier bilan faisait état d'une centaine de membres des forces de l'ordre blessés, dont 18 hospitalisés, d'un jeune blessé grièvement au visage, d'une centaine de véhicules détruits ou endommagés et de 91 interpellations de « casseurs ». 83 personnes étaient gardées à vue mardi 13 au matin. La coordination animée par les jeunes communistes, trotskistes et les socialistes du courant Chevènement, a appelé à de nouvelles manifestations régionales vendredi 16 novembre. L'autre coordination, animée par la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL), devait se réunir mercredi 14 novembre.**

*« Ca sniffe la révolution. »* Haute comme trois pommes, venue de sa banlieue, marchant seule boulevard du Montparnasse, Carole a du nez. Depuis un moment, elle s'est glissée en tête de manifestation. Devant le service d'ordre. Humant l'air électrique. Soudain, 200 mètres plus loin, une cinquantaine de jeunes se mettent à cavaler vers la Place-du-18-Juin. Elle détale à son tour pour les rejoindre et respirer enfin l'odeur de poudre qu'elle était venue chercher à Paris. Les vitrines du centre commercial Maine-Montparnasse subissent les premiers assauts. Le miroir que les lycéens voulaient tendre à la société, aux adultes, aux politiques vole en éclats.

Comme Carole, ils sont alors des dizaines, des centaines à avoir quitté la marée du cortège lycéen, du défilé « officiel » parti deux heures plus tôt de la Bastille. Le cordon de policiers volontaires de la FASP, badgés de vert, leur *« donne les boules »*.

Tout comme l'armada de gros bras de la CGT qui forment un deuxième rempart en tête de la manifestation. Portant casquette et foulard, équipés pour le « baston », harnachés du petit sac à dos qui va parfois se révéler bien utile pour « faire les courses » dans les magasins pillés, ces centaines de jeunes sont visiblement peu préoccupés par le renouveau de la pédagogie au lycée.

Avec de vrais airs de conspirateurs, ils écartent sans ménagement quiconque ose s'intéresser de trop près à leur manège. Livrés à eux-mêmes dans les beaux quartiers, les exclus du système scolaire vivent leur jour de gloire, faisant la nique au ministre, aux journalistes, à la société tout entière. Ces recalés de la société à deux vitesses vont faire exploser la manif.

Il a suffi que quelques éléments de cet avant-cortège courrent à l'assaut des vitrines du magasin C. & A, peu avant 16 heures, pour provoquer un mouvement de foule incontrôlé. Contempler les « casseurs » ou les empêcher d'agir ? La foule lycéenne ne cessera d'osciller. Les vigiles du centre commercial, accompagnés de chiens, bouclent les accès aux magasins, lancent des lacrymogènes. Les photographes qui ont immortalisé les assaillants se font menacer, courser ; deux jeunes, dont seuls les yeux dépassent d'un foulard, s'acharnent sur une équipe de TF 1, blessant à la tête un preneur de son, matraquant la caméra. Des lycéens assistent en simples spectateurs à ces violences : *« On n'est pas là pour faire la police »*, remarquent-ils seulement.

Soudain, une rumeur de charge policière se répand : *« Les CRS!!! »*. Pas un seul uniforme ne pointe à l'horizon, mais la panique est immédiate. Effrayée par *« cette manif qui dégénère en bataille »*, une brochette de lycéennes de Bobigny songe sérieusement à *« se casser »*.

Les « casseurs », eux, ne sont pas partis bien loin. A 16 h 10, une trentaine d'entre eux se massent à nouveau devant le magasin C & A. Les coups de pieds et de matraques volent dans la vitrine déjà fendue, tandis qu'un homme d'environ vingt-cinq ans, visage barbu découvert, achève, un parpaing dans les mains, d'abattre l'épaisse glace. Lorsque la vitre s'effondre, il se recule et se désintéresse totalement des blousons et des pulls sur lesquels se jette déjà une première vague d'adolescents.

Une trentaine de CRS viennent alors barrer l'entrée du centre commercial provoquant le reflux des pilleurs. Mais voyant que les forces de sécurité ne protègent pas la devanture, ceux-ci reviennent à l'assaut. Un brassard blanc du service d'ordre autour du bras, un lycéen tente alors de s'interposer. Un coup de poing l'atteint en plein visage. Il s'effondre, puis évacue le passage. Des dizaines de jeunes s'engouffrent dans le magasin et en ressortent quelques secondes plus tards alourdis de blousons, de pulls ou de robes. Dix minutes se sont passées depuis l'arrivée des premiers uniformes.

Dans le cortège lycéen, la plupart des manifestants n'ont rien vu et, même si les bruits courent qu'*« il y a eu du baston »*, beaucoup passent devant le centre commercial sans rien remarquer. Depuis la Bastille, par grappes compactes regoupées autour de leurs banderoles graffitées et « taguées » comme des bandes dessinées, ils ont répété, à en perdre haleine, les slogans souvent rudimentaires lancés depuis trois semaines dans les manifestations parisiennes et provinciales : *« On sait ce qu'on veut, des moyens pour étudier », « Lycéens en colère, y'en a marre de la galère », « Oh lé lé, Oh la la, on veut du pognon pour l'éducation »* ou encore l'inusable *« Jospin t'es foutu, les lycées sont dans la rue. »*

PAS ENCORE
CHÔMEURS
ET
DÉJÀ AIGRIS!

PESSIN

Et ils ont semé à tous vents, boulevard de l'Hopital et boulevard Saint-Marcel, aux Gobelins et à Port Royal, les traces brouillonnes, brutales ou drôles de leurs attentes ou de leur désarroi. *« On en a marre d'être pris pour des cons, ignorés, méprisés, relégués dans des bahuts crasseux. On est l'avenir et on n'a pas envie de vivre dans la merde »*, lance un lycéen de Seine-Saint-Denis. A l'image de ce monde qu'ils vivent syncopé et en rupture, un jeune noir, en survêtement bleu, chante des slogans sur un air de rap ; derrière lui, ses copains du lycée polyvalent de Villepinte tapent dans leurs mains pour marquer le rythme.

Plus loin, les lycéens de Montluçon avancent en rangs serrés sous une large banderole. *« Chez nous aussi, c'est le souk,* explique l'un d'eux. *On veut prouver qu'on existe et qu'on a des problèmes, même si on est en province »*. La province ?

Elle est partout présente, venue de Perpignan ou de Lorient, de Marseille ou de Vierzon, de Dijon ou de Lisieux et plus colorée, souvent, que les délégations des banlieues parisiennes. Maryline, montée du lycée Bonaparte de Toulon, est ainsi ravie de sa petite trouvaille : pas de pancarte, mais deux mots inscrits en lettres vertes sur un petit morceau de tissu : *« Coucou, maman »*. Et elle explique : *« Des banderoles sur le pognon et sur Jospin, on savait qu'il y en aurait des centaines et on voulait montrer qu'on sait aussi rigoler. Ce qui ne nous empêche pas d'être sérieux et déterminés »*.

### « Des actes, pas des promesses »

Déterminés, ils le sont. Pour égrener sans lassitude tout ce qui est, à leurs yeux, inadmissible dans leur lycée : les classes surchargées, les professeurs non remplacés lors des congés, l'absence de communication dans les établissements, les horaires trop lourds... Stéphane et Franck, arrivent du LEP Alfred-Costes à Bobigny. *« Jospain, si thu fêt le « malin », ont saira là demain ! »* proclame l'affiche cartonnée que Franck tient à bout de bras. *« Il nous prend pour des cons. Il dit qu'on n'exprime pas de revendications, même lorsqu'on lui fournit une liste d'exigences précises. Peut-être que dit comme ça, il nous écoutera un peu. »*

Dans la section Métiers du livre, expliquent-ils, *« on est allé à trois manifestations mais on n'a pas fait grève. Il faut être raisonnable. On ne peut pas demander simultanément davantage de profs et sécher les cours. »* Leur premier souci, c'est *« la sécurité dans les ateliers »*. *« On nous apprend des normes que l'on ne respecte jamais dans nos bahuts*, proteste Franck. *Les mécanos, ils font de la soudure à l'arc dans une salle où dès qu'il pleut, il y a des flaques d'eau. Et les mecs des Télécoms, ils apprennent sur des claviers tellement vieux que dès qu'ils arrivent dans la vie active, ils doivent refaire des stages d'insertion. »*

Déterminés, ils le sont aussi, plus que jamais, depuis le début du mouvement lycéen, pour exiger *« des actes, pas des promesses »*, récusant volontiers les tables rondes *« bidon »* évoquées par le ministre de l'éducation. Ce qu'ils veulent, ce sont des milliards, du concret. Et cette méfiance instinctive à l'égard des responsables politiques trouve un écho immédiat parmi les enseignants venus à l'appel du SNES (enseignants du second degré) ou du SGEN-CFDT et perdus dans la masse lycéenne. *« Jospin va leur lâcher des miettes sur les droits des lycéens. Il fait passer la démagogie pour de la démocratie »*, laisse tomber un professeur de lettres classiques de Clichy.

Au-delà de ce soutien moral, les bataillons de profs, de parents ou d'étudiants dont la solidarité était attendue avec impatience pour élargir le mouvement, se sont avérés bien maigres. Certes les militants des deux UNEF étaient présents, notamment pour épauler le service d'ordre quasi inexistant en dehors de la tête de manifestation.

De même, les responsables de la FEN (en l'absence de M. Simbron, secrétaire général, retenu par des problèmes de santé) étaient bien là, devant la gare d'Auzterlitz pour saluer le cortège lycéen. Avec, à leur côtés, le président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, M. Maille, et le secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, M. Barbarant. Et Mme Vuaillat, secrétaire générale du SNES, ne perdait pas l'occasion de renouveler ses avertissements au gouvernement s'il s'avisait d'utiliser la grogne des élèves pour tenter de faire passer une réforme des programmes et des horaires de lycée.

### Un vent mauvais...

Lycéens exigeants, profs méfiants, parents un peu anxieux : tout était donc dans l'ordre des choses. Jusqu'aux désormais traditionnelles délégations de lycéens chargées de faire le tour des autorités de l'Etat. La première est reçue à partir de 15 h 45 à l'hôtel de Lassay par le président de l'Assemblée nationale, M. Fabius. Prévue pour quelques minutes, la rencontre durera près d'une heure et laissera les lycéens plutôt séduits, mais pas dupes : s'il est peut-être mieux à même de comprendre notre situation, estiment-ils, Laurent Fabius n'en reste pas moins *« coupé des fonctions de décision »*.

Pendant ce temps, Lionel Jospin, premier ministre par intérim, poireaute à l'Hôtel Matignon. La première partie de la délégation, composée de lycéens de la FIDL, est arrivée à l'heure dite ; en revanche, les délégués désignés par la seconde coordination, trop pressés d'aller à l'Elysée, ont quelque mal à retraverser la Seine. Ils arriveront avec près d'une heure de retard pour s'entendre proposer un plan d'urgence pour les lycées et une offre de négociation dès que possible. A 17 heures, tout est dit de ce côté-là.

Tout commence, en revanche, aux abords de l'Ecole militaire et des Invalides. *« Im-pa-tients-mais-non-vio-lents »*, scandent les marcheurs pour conjurer le vent mauvais qui commence à souffler sur le cortège. Les policiers de la FASP sont apostrophés par une mère de famille qui leur demande d'intervenir car, dit-elle *« j'ai mon fils dans la manif »*. Réponse aussi polie qu'impuissante : *« Moi aussi, Madame. »*

Et le cortège continue sa course. Sous leur drapeau noir, les anarchistes s'en prennent à *« l'Etat policier »*. Vers 17 heures, ce sont eux et les « Sections carrément anti-Le Pen » qui, en un clin d'oeil, se placent en tête du cortège avec leur banderole : *« Lycéens, prends-toi en main »* et distribuent un tract intitulé : *« Nous n'avons rien, nous voulons tout, nous aurons tout »*, qui dénonce les *« magouilleurs »* des coordinations. *« La FIDL monopolise le micro, et fait appel à la FASP qui est responsable de la mort de Malik. Si ça ne se radicalise pas, c'est la dernière manif »*, tonne une militante. Les voilà prêts à « établir le contact » avec les CRS qui bloquent le pont de l'Alma, massés derrière de hautes grilles.

### « Ca va mal finir »

C'est là, sur cette place de la Résistance dépourvue de bouche de métro, que viendront buter les manifestants, dépités de ne pouvoir traverser la Seine jusqu'aux Champs-Elysées, comme prévu, ou simplement décidés à en découdre. Très vite, l'atmosphère s'alourdit. Les premiers projectiles, des pierres et des morceaux de ciment prélevés sur des jardinières, fusent. Des grenades lacrymogènes répondent en écho. Pour la plupart, c'est un baptême du feu, grisant au moins au début. Des lycéens proprets regardent des collègues au look zonard se préparer à la bagarre. *« Que font les flics ?*, s'interrogent-ils. *Ca va mal se finir. »*

Peut-être est-ce ce que pense le président de la République au moment où il accueille, à 18 heures précises, une vingtaine de lycéens au visage grave. Entouré de plusieurs conseillers dont M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, M. Christian Sauter, secrétaire général adjoint, et Mlle Isabelle Thomas, égérie du mouvement étudiant de 1986 et chargée de mission pour la jeunesse à la présidence de la République, M. François Mitterrand va converser pendant quarante-cinq minutes avec la délégation dans le jardin d'hiver. A la sortie de l'entrevue, Nasser Ramdan (membre de la FIDL) affirme que M. Mitterrand s'est montré *« d'accord »* avec les revendications lycéennes. *« C'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités et de faire quelque chose pour nos lycées. »*

Ces subtilités politiques sont depuis longtemps oubliées du côté du pont de l'Alma. Le spectacle va durer près de quatre heures, répétant inlassablement un scénario à succès-jet de projectiles divers, riposte lacrymogène, débandade générale, nouvelle offensive-sous les yeux généralement approbateurs, parfois scandalisés des manifestants qui ne cessent d'affluer.

L'apparition du canon à eau sur le pont de l'Alma réamorce les passions. *« C'est la guerre, ils nous déclarent la guerre »*, braille un très jeune, enthousiasmé par ce western urbain grandeur nature. Un petit casseur qui a opéré à Montparnasse a sorti un treillis et des lunettes de natation de son sac à dos. Tout est prêt pour le grand jeu. A l'angle du quai d'Orsay une première voiture part en fumée et se consume longtemps avant qu'un camion de pompiers ne parviennent à se frayer un chemin.

C'est le signal. Systématiquement, les premières voitures en stationnement avenue Bosquet sont retournés, les vitres en sont brisées. D'une Golf plantée les quatre roues en l'air s'échappe le son tonitruant de l'auto-radio qui donne... les informations sur la manif. Spectacle surréaliste mais non unique.

Près de la petite gare du RER Pont-de-l'Alma, une Renault est mise à sac ; ailleurs, ce sont les abribus qui sont pris pour cible par des amateurs de chamboule-tout, qui opèrent dans la bonne humeur, sous le regard de centaines de manifestants transformés en spectateurs hagards ou complices. *« Nous sommes tous de Vaulx-en-Velin »*, a bombé quelqu'un sur les murs de l'ambassade de Bulgarie. Les salves de lacrymogène se multiplient mais les jeunes reviennet toujours, chancelant, les yeux rougis, hurlant leur « haine » contre les « keufs » ( « flic » en verlan) et les *« CRS-SS »*.

Une puissante sono tente de mobiliser les jeunes contre la violence. *« Lycéens pacifistes », « lycéens pas casseurs »*, crient certains à perdre haleine. Peine perdue. L'engrenage attaque-riposte est enclenché depuis trop longtemps pour se laisser fléchir par de belles paroles. Entre les deux jeunesses, celle qui croit à la promotion par la scolarité, et celle qui en a été écarté, les positions sont inconciliables. Prémices de guerre civile dans la jeunesse à deux vitesses. Les premiers chantent *Give peace a chance*, hurlent, les poings serrés qu'ils sont pacifiques ; les seconds ricanent en « massacrant » les limousines des *« bourgeois »*. Sur le quai d'Orsay, où une demi-douzaine de voitures sont déja carbonisées et plus d'une vingtaine fracturées, le saccage continue. Des lycéens de Lorient tentent de s'interposer vainement.

Dialogue impossible entre deux jeunes beurs :

– *« Comment, tu réagirais si tu retrouvais ta caisse démolie ? »*

– *« Avec Jospin, vos discussions ne donnent rien, alors faut aller plus loin, continuer à casser des voitures.*

– *« Je comprends que t'aies la haine, mais imagine les journaux demain ! »* Grisés par la bataille rangée qu'ils vivent, des jeunes commencent pourtant à être choqués par le massacre des voitures. Mais la force du défoulement collectif dépasse tout. Ils cavalent sous les fumigènes, hoquètent sous les gaz, trépignent de rage mais n'ont aucune envie de « se faire *massacrer »*. Un grand gaillard hors de lui frappe toutes les voitures qu'il trouve au bout de sa matraque mais s'inquiète de l'état de santé de la petite troupe qui le suit dans l'odeur âcre des lacrymogènes : *« Y'a personne qui fait de l'asthme, au moins ! »*

19 h 45. Les CRS remontent l'avenue Bosquet, prenant en tenaille le dernier carré des irréductibles de la place de la Réstance. Ils reflueront par l'avenue Rapp, brûlant encore de nombreuses voitures avant de disparaitre dans la nuit parisienne, laissant les traces d'un saccage jamais vu depuis mai 68.

**Récit des services société, informations générales et politique**



A la télévision

## Chronique de violences attendues

Tous les journaux télévisés ouvrent, lundi soir, sur des images de voitures en flammes. Mais, passé ce premier moment, chaque chaîne retrouve vite sa personnalité. La Cinq montre : les casseurs en action. TF 1 démontre : l'erreur d'une manifestation nationale. A 2 en remontre : aux policiers débordés.

La Cinq bat le pavé, là où ça chauffe, détaille une violence *« inévitable, incontournable »*, tente de répondre aux questions sèches de Guillaume Durand : *« Qui sont les casseurs, combien sont-ils, que font-ils ? »*

Reportage, direct, et très vite un commentaire sur TF 1. Gérard Carreyrou peut fustiger *« l'erreur d'une manifestation nationale, car c'était de la dynamite »*, l'erreur de *« ceux qui l'ont encouragée »*, et s'inquiète de la *« forte coloration ethnique »* du mouvement.

Suit, comme sur les autres chaînes, la ronde des délégations, le triangle Assemblée-Matignon-Elysée, jusqu'à ce jardin d'hiver d'où sortira un Nasser Ramdane – omniprésente vedette lycéenne – *« satisfait »*, mais rappelant le gouvernement Rocard à ses responsabilités.

Antenne 2 cherche justement à établir les responsabilités... de la police. *« Malgré des effectifs considérables, c'est l'échec des précautions contre les incidents »*, lance Albert du Roy au directeur de cabinet du préfet de police. *« Les hommes politiques n'ont pas été avares de promesses »*, note le même éditorialiste. Les hommes politiques furent pourtant les grands absents du petit écran. On ne fit qu'entrevoir Lionel Jospin annonçant son plan d'urgence, un président assis entre des jeunes, un Laurent Fabius *« ostensiblement à l'écoute des lycéens »* ( A 2 dixit). Seule FR 3-Ile de France avait dérogé à la règle. Elle avait trouvé un manifestant, barbu, et sénateur socialiste de son état.

M. Jean-Luc Mélenchon donnait un conseil à M. Jospin : *« décrocher de son bureau le portrait de Devaquet, parce que l'histoire ne se répète pas »*. Au générique final, la journée se résumait par « affrontements » sur Antenne 2 et « émeutes » sur la Cinq.

**M. C. I.**

# DES LYCÉENS

## Les violences en marge du défilé parisien

## « Je revendique la responsabilité de tout ce qui a été fait »

*nous déclare M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris*

**Préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe a répondu aux questions du *Monde* au soir de la manifestation lycéenne du 12 novembre.**

***« Composé de quinze compagnies républicaines de sécurité (CRS) et d'autant d'escadrons de gendarmerie, le dispositif de maintien de l'ordre a-t-il failli ?***

– Dès le départ du cortège, le service d'ordre des lycéens a été débordé par un millier de casseurs que, pour des raisons compréhensibles, il n'est jamais parvenu à contrôler . Ce millier de jeunes venaient pour piller des magasins et casser du flic. Ils ont agi avec une rapidité, une violence et un cynisme tranquille qui nous ont surpris. Ils se sont d'emblée placés en avant du cortège, ce qui rendait difficile, sur le terrain, une intervention : derrière les 1 000 casseurs, il y avait les 100 000 lycéens ; et nous étions obligés d'en tenir compte.

» A la suite des nombreux contacts que nous avons eus avec les organisateurs de la manifestation, il a été décidé de tenir les forces de l'ordre le plus loin possible du cortège. Ce qui explique le temps de décalage constaté – une dizaine de minutes – lorsqu'elles sont intervenues contre le saccage des magasins à Montparnasse. C'est un fait : nous n'avons pas été assez *mobiles*.

» Après ce saccage, j'ai demandé aux organisateurs d'ordonner très rapidement la dispersion. Mais disperser une manifestation de cent *mille participants prend du temps*. Aussi les forces de l'ordre ont-elles dû gérer, deux heures durant, une situation très difficile : il était impossible de charger les éléments les plus violents, devant le pont de l'Alma, alors même que le gros de la manifestation ne s'était pas encore dispersé. C'est pour éviter de nouveaux incidents sur la rive droite que j'ai pris la décision d'empêcher toute traversée de la Seine et de couper les ponts.

***– Regrettez-vous les consignes de tolérance et de modération que vous aviez données, la semaine dernière, aux forces de l'ordre ?***

– Non seulement je ne les regrette pas, mais je revendique la responsabilité de tout ce qui a été fait. La sécurité de lycéens âgés de treize à dix-sept ans devait être garantie. Elle l'a été. La semaine dernière, aucun jeune n'a été blessé. Cette fois-ci, la violence physique a presque totalement épargné le camp des jeunes. Tandis que nous déplorons une centaine de blessés du côté des forces de l'ordre, ainsi que des dégradations de magasins et de véhicules.

Les dérapages apparus lors de telles manifestations ne doivent évidemment pas remettre en cause la liberté de manifester. La Grande-Bretagne a ses hooligans. Aux Etats-Unis, les concerts de rock vont rarement sans violences. A Paris, nous sommes confrontés à des groupes de casseurs. Bien qu'ultra-minoritaires, ils constituent une espèce de pollu*tion qui touche l'ensemble des mou*vements de jeunesse, qu'il soient sportifs, culturels ou sociaux. Les manifestations des dernières semaines avaient visiblement donné l'occasion à ces bandes de s'entraîner et de s'organiser.

***– Environ huit cents policiers en civil étaient chargés d'interpeller les casseurs et les voleurs en flagrant délit. On ne les a guère vus...***

– Quand des bandes de deux ou trois cents individus sont en action, il est très délicat de faire intervenir des policiers en civil. La sécurité des fonctionnaires se trouve directement menacée. Néammoins cinquante-deux personnes ont été interpellées en flagrant délit de vol ou de casse. Elles *ont été immédiatement défé*rées devant les services de la police judiciaire.

Propos recueillis par
**ERICH INCIYAN**

## *Les casseurs-pillards modèle 1990*

*« Benetton, ton-ton »*. Le cortège n'avait pas encore démarré que, sur l'air des lampions, un premier pillage visait une boutique de pulls toute proche de la Bastille. Aux marges de la manifestation, plusieurs centaines de casseurs-pilleurs vont s'en donner à cœur joie.

Ce sont des presque mômes, entre treize et dix-sept ans. Rien à voir avec les « autonomes » des années 70, mais à l'inverse, rien ne les distingue des autres adolescents venus des banlieues : mêmes vêtements d'allure sportive, mêmes origines africaines. Rien, sauf leur violence – ils ont *« la haine », « la rage »*, – et l'absence de filles dans leurs rangs.

Nul doute que certains sont encore au collège ou au lycée professionnel. La plupart semblent se connaître et s'interpellent par le prénom. Quelques-uns, les moins farouches, quémandent une cigarette. L'un s'avoue provincial et explique qu'il suit le mouvement en touriste, *« pour voir »*. Tout juste *remarque-t-on des petits sacs* à dos qui s'enfleront au fur et à mesure que les vitrines se désintégreront. S'ils cassent, c'est pour voler.

*Etre toujours en mouvement*, voilà leur secret. D'un sprint sur les trottoirs, ils ont eu vite fait de prendre la tête de la manifestation. Des vitrines se brisent à leur passage. Comme des rangées de CRS ferment le boulevard Saint-Marcel, la « nébuleuse » violente s'engouffre dans les rues adjacentes.

Une centaine de trublions *commencent par jouer à saute*-capots sur des voitures en stationnement. Toujours en courant, ils se racontent des histoires de Vaulx-en-Velin et de « canardages » de CRS pendant la dernière manifestation parisienne. Ils blaguent, en rappant, sur le slogan *« Lycéens pacifistes »*. Puis jettent leur dévolu sur des magasins qui, pour leur malheur, vont croiser leur course.

### *Une technique bien rodée*

Certaines enseignes font office d'aimants. Ainsi des « carottes » de bureaux de tabac et des *rouges calicots des magasins* Levi's. Avec un sens aigu de la consommation, les jeunes se bousculent vers les magasins de « hifi », de disques laser et de *« vidéo »*. *Ils dégarnissent* les étalages de leurs plus beaux blousons en cuir et les cintres volent par terre.

La technique de pillage est bien *rodée* : soit les voleurs s'abattent en nuée sur les rayons du magasin, soit ils démolissent sa devanture pour mieux se servir. Peu ou prou, une trentaine de boutiques seront ainsi saccagées par la bande, qui se ravitaillera dans des épiceries et des pâtisseries. Pour faire bonne mesure, le porte-monnaie d'une passante *sera arraché. A cheval sur le trei*zième et le quatorzième arrondissements, bien loin de l'itinéraire officiel de la manifestation, la razzia aura duré plus d'une heure.

Modeste est l'arsenal du casseur moyen : des caillasses et des canettes de bière respecti*vement ramassées et vidées en* marchant ; très rarement des bâtons ou des manches de pioche. Photographes et cameramen sont honnis par le casseur : s'ils filment des scènes de pillage, ils auront droit à des coups de pieds et à des jets de gaz lacrymogène. Puisqu'il est en bande, il opère sans se soucier des trois ou quatre gardiens de la paix en cyclomoteur qui ont suivi ses pérégrinations. Une poignée de traînards seront toutefois *« serrés par des flics en civil »*, comme diront leurs comparses avant de s'engouffrer dans une bouche de métro. Direction Montparnasse, où les plus virulents seront remarqués parmi les pilleurs de la place du 18-Juin-1940.

E. In.

## Réactions contrastées des syndicats de policiers

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue, proche de la gauche), qui avait délégué quatre cents de ses militants en tête du cortège, a indiqué que cette initiative *« tout à fait exceptionnelle (...) n'avait d'autre but que d'empêcher un drame »* dans une manifestation composée de jeunes gens âgés de douze à dix-sept ans. La présence des délégués syndicaux a permis à leurs collègues en service *« de distinguer les manifestants lycéens pacifiques des casseurs et d'autres voyous »*, a estimé la fédération, dans un communiqué diffusé lundi 12 novembre en fin de soirée. La FASP a rendu hommage à *« l'attitude remarquable »* des fonctionnaires des CRS et des autres forces confrontées à la violence, considérant que *« leur calme et leur sang-froid ont permis d'éviter le pire »*.

### *Mise en garde*

L'Union des syndicats catégoriels de la police (USC, 29,5 % des voix chez les policiers en tenue, proche de l'opposition) s'est étonnée de la participation de la FASP à la manifestation des lycéens. L'USC remarque que *« l'encadrement d'une manifestation revient aux organisateurs, et non à des policiers syndicalistes. Sinon, pourquoi d'autres syndicats de police n'encadreraient-ils pas demain d'autres manifestations d'agriculteurs ou de commerçants, par exemple ? »* Les syndicats catégoriels mettent en garde le ministère de l'intérieur contre *« les conséquences de telles pratiques »* qui, si elles devaient se poursuivre, pourraient conduire à *« la création de deux catégories de policiers : les premiers seraient les bons policiers qui auraient encadré une manifestation ; les seconds seraient des mauvais policiers qui auraient rétabli l'ordre après que des manifestations encadrées par des policiers eurent dégénéré »*.

## Le vieil homme et la casse

*Suite de la première page*

Rien de tout cela, au stade actuel, dans le mouvement des lycéens. Pas de projet de loi ou de réforme contestée dont le retrait pourrait être considéré comme une victoire. Pas de personnage-repoussoir dont la démission mettrait les foules en liesse : Lionel Jospin est brocardé gentiment, il n'est pas détesté. Pas de tragédie sur fond de répression comme ce fut le cas en 1986 après la mort de Malik Oussekine. La colère des lycéens est une colère plate, dont la charge émotionnelle n'est pas évidente.

Lundi, en fin d'après-midi, passant devant les Invalides, un animateur à bord d'une camionnette-sono, en tête de la manif, las de s'égosiller seul, lança à la foule suiveuse : *« Si vous avez des slogans, on est preneurs ! »* Comment mieux avouer l'absence d'inventivité qui caractérise ce mouvement par rapport à ses devanciers ? Un long cortège, certes, mais effiloché, peu ardent – et si fête il y avait elle n'était guère joyeuse.

La bienveillance, pourtant, était générale. Consignes de modération du préfet de police, militants de la Fédération autonome des syndicats de police faisant rempart de leurs corps (contre quoi ? on se le demande encore...), indulgence des parents, autorités de l'Etat stationnant dans tous leurs palais pour recevoir des délégués, médias attentifs toutes caméras braquées, professeurs discrets mais présents. Mais le cœur n'y était pas. Cette foule était un peu comme un adolescent à qui l'on demande ce qui *« ne va pas »* et qui répond : *« Rien... enfin, tout »*.

Malaise diffus, multiforme, anxiété sourde face à l'avenir, tout cela est connu et traverse les générations qui se succèdent sur le pavé de Paris. La nouveauté, c'est l'argent. Il revient comme un thème obsédant : pognon, fric, thune, Jospin à la caisse, des sous... Tout se passe comme si les jeunes de cette génération avaient, contrairement à celle de 1968 qui se voulait pro*phétique*, accepté le rôle de l'argent dans la société où ils s'apprêtent à entrer.

### *Quelle part du gâteau ?*

Comme s'ils savaient que, au-dessus des discours généreux et du consensus mou, trônait le vrai roi du monde adulte. Nous voulons réussir, disaient les étudiants de 1986. Leurs petits frères de 1990 précisent la demande : pour réussir, il nous faut des moyens, nous voulons être armés pour une société de compétition. Au fond, ce que chacun recherche, c'est une assurance sur la vie professionnelle future : à la collectivité de cotiser.

Et puis, il y a les casseurs, ces *cancres de la manif. Ils se moquent* de la réussite scolaire, et de la réussite professionnelle, comme de Colin-Tampon. Pour une raison très simple : ils savent peu de choses, mais il y a une chose qu'ils savent, c'est que, du gâteau de l'opulence, ils n'auront qu'une part dérisoire. Car l'école, déjà, les a *largués. Alors ils se servent. Les* pillages n'ont pas d'autre sens : fringues et hi-fi, dans les marges de la manifestation du 12 novembre, on n'a pas cassé au hasard et aucun *libraire n'a été inquiété*.

Une ou deux jeunesses ? Ils ne nous ressemblent pas, disaient les lycéens frustrés. Sans doute, mais ils symbolisent assez, ces zonards, *la forme extrême des échecs qu'ils* redoutent tous. Ils sont au-delà de la prétendue égalité des chances. La manif du 12 novembre leur aura permis d'être, momentanément, puissants dans la Ville-Lumière. Vaulx-en-Velin, ce soir-là, n'était pas loin de la tour Montparnasse. Des ghettos débordaient sur la ville riche.

Que peut l'Etat, titulaire de la force et maître du discours ? Au plus haut, il caresse la jeunesse dans le sens du poil. On l'observe dans bien des familles : les grands-parents sont souvent plus indulgents que les parents. Mais cette thérapie de soutien a-t-elle d'autre effet que dans le domaine de l'affectivité ? On a observé à juste titre, depuis le début de cette éruption lycéenne, le flou des demandes. Mais que veulent-ils ? La question la plus importante n'est sans doute plus celle-là, elle est de savoir ce que veulent les pouvoirs – éducatif, politique, économique, culturel, – ce qu'ils offrent, eux, comme perspective à cette jeunesse qui fait pression sans trop savoir ce qu'elle réclame.

La directrice du lycée Fénelon, à Paris, Mme Gentzbittel, proposait lundi matin que l'éducation nationale s'organise, comme le fit naguère l'Eglise catholique, en « concile ». Pour s'arrêter, faire le point, faire son nettoyage de printemps. Il est à craindre qu'il ne faille élargir l'idée à l'ensemble de la société si l'on ne veut pas que cette génération, comme la précédente, rentre dans le rang, chacun cherchant à tirer profit pour son propre compte d'un système dont on aura momentanément dénoncé l'injustice avant d'en bénéficier ou d'en être victime.

**BRUNO FRAPPAT**



## Un rendez-vous désastreux

par Gérard Courtois

TOUT le monde était au rendez-vous du 12 novembre. *Les* lycéens, les politiques et les casseurs. Ce rendez-vous, tout le monde l'attendait après trois semaines d'agitation croissante, *désordonnée, incertaine*.

Au-delà de leurs divisions parisiennes, les lycéens y voyaient enfin l'occasion de faire une démonstration de force suffisante pour que les pouvoirs publics ne se contentent plus de les écouter mais leur apportent des réponses concrètes.

Le gouvernement, Lionel Jospin en tête, espérait que sa pédagogie patiente de la négociation finirait par porter ses fruits. Avec, à la clef, une mise à plat rapide de tous les problèmes, de toutes les attentes et une discussion point par point des solutions possibles.

Les casseurs, eux, rongeaient leur frein depuis le 22 octobre, date de la première manifestation devant le ministère de l'éducation. La faiblesse de leur nombre comme la placidité des forces de l'ordre ne leur avaient pas encore permis de faire de la capitale le théâtre de faits d'armes plus glorieux.

Ce rendez-vous du 12 novembre, seuls les casseurs ne l'ont pas manqué. Protégés par le nombre, nageant dans le cortège lycéen comme poissons dans l'eau, filant entre les mailles d'un service d'ordre insuffisant et statique, bénéficiant enfin d'une sorte de solidarité tacite de génération, ils ont confisqué, à leur profit, l'image de la manifestation.

En direct devant les caméras de télévision, ils ont réussi à marier tous les fantasmes de violence : le moderne western urbain des bandes de banlieue et les images enfouies de mai 1968 : voitures en feu, cocktails Molotov et *scènes d'émeute dans les beaux* quartiers sur fond de pillage de magasins et de ce que l'on appelait naguère à l'époque du gauchisme musclé - *« la récupération prolétarienne »*.

En profondeur, le résultat est désastreux pour le gouvernement. Le dérapage de la manifestation offre à la droite l'occasion inespérée de faire oublier ses querelles de chefs et de retrouver le terrain sûr de la défense de l'ordre et de la sécurité. L'attitude des sénateurs, dans la soirée du 10 novembre, interrompant leur séance de nuit pour protester contre la non-intervention des forces de l'ordre, dit assez le ton de la polémique qui risque de se développer dans les prochains jours.

A l'extrême droite, plus encore, on jubile avec discrétion. La composition, principalement *« black »* et *« beur »* des bandes de jeunes casseurs de boutiques ou de voi*tures permet au Front national* d'enfourcher son cheval favori. *Dès lundi soir, M. Le Pen dénon*çait la *« surpopulation étrangère »* dans les lycées de l'Hexagone.

Pour l'immédiat, c'est toute la tactique du gouvernement pour circonscrire le malaise des jeunes et ramener le débat sur le terrain de l'éducation, qui menace d'être rendue caduque.

Fidèle à sa ligne de conduite de ces dernières semaines, M. Jospin a ainsi proposé d'ouvrir très vite, au ministère de l'éducation nationale, une discussion globale avec les représentants du mouvement lycéen. Aucun sujet ne doit être écarté, a t-il précisé, depuis les *« nouveaux moyens humains et matériels pour les lycées »* jusqu'à l'organisation des études ou des rythmes scolaires en passant par les conditions de vie à l'intérieur des établissements ou les droits et obligations des lycéens. Et, pour donner plus de rigueur à ces *« sujets de discussion et de décision »* ; il entend les inscrire dans le cadre d'un *« plan d'urgence »* dont le principe a été décidé par le gouvernement.

### Un sérieux pas en avant

Si les mots ont un sens, il s'agit d'un sérieux pas en avant en direction des lycéens. Non seulement le ministre ouvre la porte à une rallonge budgétaire, mais il laisse entendre que sur tous les thèmes *évoqués les dossiers sont prêts* pour une concertation précise. Ainsi de la rénovation des lycées : le gouvernement n'exclut pas que les collectivités locales qui en sont responsables puissent bénéficier de bonifications d'intérêts en fonction de l'enveloppe financière qu'elles seraient prêtes à consentir.

De même, l'élargissement du droit d'expression des lycéens pourrait être accompagné de crédits pour la formation des délégués des élèves. Quant aux réflexions sur l'avenir des lycées, M. Jospin prend bien garde d'y associer tous les partenaires de la communauté éducative et en particulier les enseignants. Une réunion du Conseil supérieur de l'éducation est, à cet égard, envisagée dès cette semaine.

Bref, tous *« les moyens d'une issue positive sont réunis »* selon les termes du ministre de l'éducation. Qui voudra les saisir ? Et au-delà du débat sur l'éducation et les lycées, la crise larvée depuis trois semaines n'est-elle pas en train de déboucher sur une déflagration politique plus profonde ? Ce sont les deux questions essentielles aujourd'hui.

Les lycéens – troisième acteur de cette journée du 12 novembre *– ont manifesté pour demander « du pognon pour l'éducation »* certes, mais surtout *« des actes, pas des promesses »*. Or le ministre de l'éducation, pour ne pas abattre toutes ses cartes d'entrée de jeu, trace une démarche qui risque d'être assimilée aux secondes plus qu'aux premiers. Remplissons, par la négociation, le cadre du plan d'urgence, leur propose-t-il. *Combien de milliards mettez*-vous sur la table lui répondent les lycéens ?

### Partie de poker

Au-delà de cette partie de poker aléatoire tout le problème est de savoir si les deux « coordinations » de lycéens auront, demain, la volonté de saisir la perche tendue. Sont-elles assez fortes, assez représentatives, assez implantées *dans les lycées pour s'engager* dans une négociation complexe dont elles pourraient ensuite faire une victoire de leur mouvement ? Ne seront-elles pas plutôt tentées, surtout après les encouragements du président de la République, de prolonger le cycle plus commode des manifestations ?

Au côté de la coordination animée par les Jeunes communistes, trotskistes et socialistes du courant Chevènement, la réponse est venue dès lundi soir : le rendez-vous est pris, pour de nouvelles manifs vendredi 15 novembre, jour du vote à l'Assemblée nationale sur tous les budgets réservés, dont celui de l'éducation.

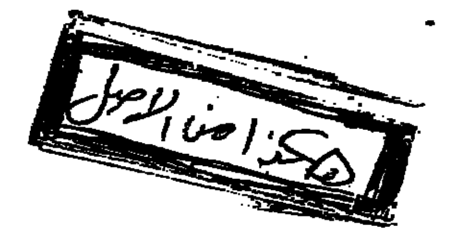
L'attitude de la coordination animée par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), proche de SOS-Racisme, *était plus prudente lundi soir*. Tous les thèmes de discussions proposés par M. Jospin sont trop proches de sa propre plate-forme de revendications pour qu'elle puisse les écarter d'un revers de la main. A moins que les parrains politiques de la FIDL, notamment MM. Dray, député de l'Essonne et Mélenchon sénateur de l'Essonne, les responsables de la Nouvelle école socialiste, aient décidé de faire l'impasse sur les problèmes éducatifs et leur dimension « syndicale » pour privilégier des objectifs politiques.

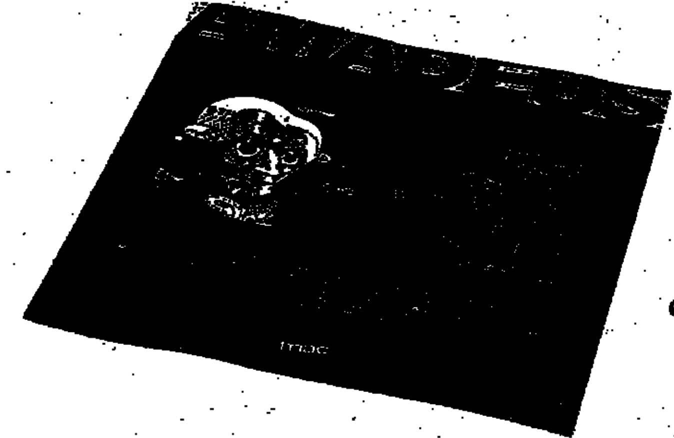
L'attitude de Nacer Ramdane, militant de la FIDL, qui déclarait en sortant de l'Elysée le 12 novembre *« c'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités »* n'est-elle pas le signe que le chef de l'Etat lui-même donne aux partisans de la politique du pire le feu vert qu'ils attendaient ?

Mozart, l'éternelle rencontre
de la musique et de l'âme.

RENCONTREZ M

...T... SURT







RENCONTR

# Des défilés sans incidents dans les autres villes de France

**Au total, deux cent mille jeunes lycéens ont manifesté lundi 12 novembre dans les grandes villes de province. Les principaux rassemblements ont eu lieu à Brest, à Bordeaux, à Toulouse (de quinze à vingt mille), à Grenoble (douze mille), à Lyon et à Nantes (dix mille), à Montpellier, à Nice, à Strasbourg, etc.**

□ **Lyon.** – Les lycéens lyonnais étaient plus de 10 000, réunis place Bellecour pour la manifestation de lundi. Le matin, seule la moitié d'un convoi avait quitté le quai pour Paris, au lieu des deux trains prévus. Les élèves des établissements de Lyon et de la banlieue avaient préféré se réunir dans leur ville, sous la direction de l'unique coordination locale.

Face au podium érigé par la mairie de Lyon, les jeunes ont égrené, lycée après lycée, leurs revendications. Les élèves des lycées professionnels ont surtout réclamé cantine et foyer, alors que ceux de l'enseignement général ont ajouté aux revendications habituelles un désir d'expression au sein de leurs établissements. Un providentiel musicien est venu mettre un peu d'ambiance, trompette à l'appui. Il fut rapidement détrôné par un « rappeur » qui déclina les slogans sur un rythme syncopé.

C'est en se divisant pour aller en délégation au rectorat et à l'hôtel de ville que se produisirent les seuls incidents de la journée. Le groupe de manifestants en route pour la mairie s'engagea dans une rue commerçante. Deux vitrines ont alors volé en éclats. Elles contenaient des vêtements de marque, et les « doudounes » furent raflées. Et c'est dans un nuage de plumes que les jeunes casseurs se partagèrent le butin, pendant qu'un membre de la coordination tentait de ramener les cintres à l'intérieur des magasins. *(Corresp.)*

□ **Marseille.** – On n'avait pas vu autant de monde défiler dans les rues du centre de Marseille depuis 1986... lors du dernier mouvement étudiant. Ils étaient de 10 000 à 15 000 à participer, durant plusieurs heures, de la Canebière à la préfecture en passant par l'hôtel de région et l'inspection d'académie, à la manifestation, qui s'est déroulée sans incidents.

Les manifestants, venus de la plupart des lycées des Bouches-du-Rhône – tandis que trois cents des leurs étaient « montés » à Paris, – ont eux-mêmes assuré le service d'ordre, reconnaissable aux brassards de couleur distinguant chaque établissement. Des enseignants nombreux avaient tenu à s'associer à la manifestation et suivaient le cortège des jeunes derrière les banderoles de leurs organisations syndicales. *(Corresp.)*

□ **Toulouse.** – Dans les rues de la ville, les quelque 10 000 manifestants qui ont paralysé le centre, lundi pendant plusieurs heures, avaient l'oreille tendue au moindre bruit venu de la capitale. Chacun sentait que le cortège toulousain ne serait jamais qu'une sorte d'image projetée et réduite du mouvement parisien. Quelque 700 jeunes, dimanche soir, avaient obtenu de la SNCF le droit de voyager gratuitement dans le train de nuit Toulouse-Paris.

Image différente à coup sûr de Paris : pas de débordements, pas de vitrines cassées, à peine deux ou trois petits incidents, rue Saint-Rome. Sage Toulouse, qui a voulu, à l'instar des autres villes de la région, Tarbes, Albi, Cahors, Rodez, donner de son défilé lycéen un spectacle à la hauteur des causes défendues. Les slogans, comme : *« Jospin, montre-nous tes bourses »*, que soulignait un dessin suggestif, étaient à peine plus impertinents que lors des précédentes manifestations. Mais derrière la fête, perçait l'inquiétude pour l'issue du mouvement. *(Corresp.)*

□ **Besançon.** – *« On a préféré manifester ici plutôt qu'à Paris, pour ne pas être mêlés à la violence »*, explique une lycéenne. Comme elle, ils étaient environ 10 000, lundi dans les rues de Besançon, rejoints par un millier d'étudiants en lettres, des enseignants et quelques parents d'élèves. *« Des sous pour l'éducation, pas pour les canons »*, disaient les banderoles, rappelant aux Francs-Comtois que *« l'Etat devrait se préoccuper de former ceux qui feront la nation de demain, plutôt que de se préparer à la guerre du pétrole »*.

Descendus dans la rue tardivement, les lycéens bisontins se sont vite organisés, mettant en place une seule coordination, qui s'est efforcée, avec plus ou moins de succès, de faire bouger à la fois l'université et les LEP. En refusant de se rattacher à l'un ou l'autre des courants parisiens, les délégués de cette coordination affirment à la fois leur autonomie et une prise de conscience de la réalité régionale. Et si M. Jospin reste la cible préférée des lycéens, un document a été remis conjointement au recteur et au président du conseil régional de Franche-Comté, à l'issue de la manifestation du 12 novembre, dispersée sans incident. D'autres dossiers devraient être constitués dans chaque lycée et transmis au recteur par l'administration de l'établissement. *(Corresp.)*

□ **Clermont-Ferrand.** – *« Ici, nous voulons rester indépendants. En aucun cas, nous ne tomberons dans le piège de la politisation. Car, lorsqu'il y a politisation, il y a récupération et déstabilisation du mouvement !... »* Celui qui s'exprime ainsi est l'un des responsables de la coordination lycéenne indépendante clermontoise, à l'initiative de la manifestation de lundi, qui a attiré cinq mille lycéens sur la place de Jaude.

Une délégation s'est entretenue pendant plus d'une heure avec le recteur. *« A Paris*, explique un responsable, *nous sommes partis en petit nombre, pour exprimer notre désaccord avec la politisation du mouvement. »* Et ce n'est pas par hasard que les banderoles du SNES, du SGEN-CFDT et du SNLC-FO ont fermé la marche. Les lycéens clermontois avaient également décidé de reprendre les cours dès mardi matin, sans pour autant renoncer à leur action, la coordination indépendante lycéenne clermontoise s'appellant désormais « comité des lycéens ». *(Corresp.)*

□ **Lille.** – Sur la grand-place de la ville, 3 000 jeunes ont circulé, quasiment sans mot d'ordre, sans itinéraire précis, sans slogans. Les autres avaient pris le train pour Paris, certains même du lycée de Villeneuve-d'Ascq ayant fait le déplacement à vélo. De nombreux élus avaient cédé à la pression des jeunes dans la rue pour accorder des facilités de transport, bus et autres. Seul M. Mauroy, député, maire de Lille et premier secrétaire du PS, s'y était refusé : *« Je ne donnerai pas un sou pour aller manifester à Paris dans la confusion ou pour participer à je ne sais quel jamboree ou surprise-partie. »*

M. Michel Delebarre, vice-président du conseil régional, a reçu une délégation des 1 500 lycéens du secteur de Roubaix-Tourcoing, soulignant l'effort – réel – de la région en faveur de la construction et de la rénovation des lycées. La constitution, auprès du conseil régional, d'un conseil permanent de lycéens est en projet. En attendant, rendez-vous a été pris pour janvier, au moment de la discussion budgétaire à la région. Le ministre a demandé aux lycéens de fixer leurs priorités. *(Corresp.)*

## Plus de soixante mille manifestants dans toute la Bretagne

**RENNES**

*de notre correspondant*

Encadrés par la CGT, dont la plupart des permanents étaient présents à la manifestation de Rennes, encouragés par les syndicats d'enseignants, dont les mots d'ordre de grève n'ont cependant guère été suivis, les lycéens, en Bretagne, ont réuni près de soixante-cinq mille manifestants.

Ils étaient 20 000 à Brest, où le mouvement semble le plus dur. On en comptait aussi 15 000 dans les rues de Rennes, 10 000 à Quimper. A Redon, un millier de lycéens ont retardé de 25 à 45 minutes des trains entre Rennes et Nantes ou Quimper. Ils ont aussi bloqué un pont routier entre l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan et la Loire-Atlantique. 3 000 manifestants à Saint-Brieuc, 8 000 à Vannes, 5 000 à Lorient, des centaines encore à Saint-Malo, Vitré, Fougères, Guingamp et Lannion : la Bretagne du *« bac pour tous »* était lundi dans les rues.

### « C'est dans les provinces qu'il faut agir »

M. Pierre Méhaignerie, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine et président du CDS, a lancé un appel : *« Qu'on ne parle plus de 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, cela ne veut rien dire. Mais*, ajoute t-il, *que l'on décide tout de suite d'offrir un métier à 100 % d'une classe d'âge ! »*

Deux cents lycéens du LEP de Tinteniac ont retardé la circulation sur la route Rennes-Saint-Malo pendant quelques heures. Même chose pour le lycée agricole situé près de La Roche-Derrien (Côtes-d'Armor), où plus d'une centaine d'élèves ont bloqué un pont, avec cette double revendication : *« De l'argent pour les écoles et pas pour la guerre du pétrole »* et *« N'allons pas à Paris, c'est dans les provinces qu'il faut agir »*.

La FEN-Bretagne a souhaité, lundi soir, la réunion d'urgence d'un conseil académique, ouvert aux lycéens désignés par leur coordination. Le conseil régional a suggéré quant à lui la rapide mise en place d'un « conseil régional de jeunes ». L'idée a également germé de la réunion d'états généraux de lycéens, appuyés par des carnets de doléances.

**CHRISTIAN TUAL**

Les communistes au cœur de la fronde

## M. Lajoinie à l'écoute de... Krishnamurti !

M. André Lajoinie a l'air benoît d'un surveillant général un jour de distribution des prix. Flanqué de Mme Hélène Luc, sénateur du Val-de-Marne, et de Mme Danielle Bidard-Reydet, sénateur de Seine-Saint-Denis, il sourit paternellement en regardant les deux jeunes lycéennes intimidées poser leurs sacs à dos sur le parquet du quatrième bureau du Palais-Bourbon avant de s'asseoir devant lui.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale est sûr de son affaire. Depuis le début de la fronde lycéenne, son parti se situe à la pointe des événements. Ce sont les jeunes communistes des lycées de Seine-Saint-Denis qui ont lancé le mouvement, le mois dernier, en reprenant les slogans essayés à la Fête de l'Huma, et le succès croissant des manifestations, qui culmine aujourd'hui, conforte le PCF dans sa stratégie : c'est en participant aux « luttes » sur le terrain, sans chercher systématiquement à contrôler les mouvements revendicatifs, comme le faisaient leurs aînés, que les militants communistes feront valoir leur différence aux yeux des autres Français.

*L'Humanité* a mis le « paquet ». Ce lundi matin 12 novembre, encore, le quotidien du PCF consacre toute sa « une » et douze pages à la *« force lycéenne »*. Dans son éditorial, Claude Cabanes a écrit que *« cette grande marche pour l'éducation (...) va ouvrir une grande trouée bleue et créer un immense appel d'air pur... »*.

Le PCF se sent rajeunir au contact de ces jeunes venus des anciennes banlieues « rouges » pour crier leur « ras-le-bol ». Il se sent en phase avec eux. Mieux, pour lui, ce qui se passe en ce moment même dans les rues de Paris constitue assurément l'acte fondateur de son nouvel essor, la preuve de son renouveau assuré, et, par la même occasion, un démenti aux prétendus « refondateurs » du parti. M. Lajoinie n'en finit pas de sourire aux anges... Il a tout prévu. Bien sûr, les parlementaires sont totalement d'accord avec les manifestants. Leur plate-forme revendicative est justifiée, l'attitude du gouvernement condamnable. Le communiqué final est prêt. Il se résume en quatre mots : *« Nous sommes avec vous ! »*

### « Le problème est l'éducation de l'éducateur... »

*« J'ai vachement de choses à dire ! »* Déléguée de la FIDL, Emmanuelle, dix-sept ans, visage mutin ourlé de fines tresses noires, élève au lycée « autogéré » de Vaugirard, fouille dans son sac et ouvre un livre. *« D'abord, je veux vous lire çà, page 114... »* Elle cite un texte philosophique qui invite les adolescents à se montrer attentifs à autrui... Un texte de... Krishnamurti, adressé aux étudiants. Krishnamurti ! Le penseur indien qui récusait tous les systèmes, tous les cultes, tous les partis, tous les gourous ! Cet esprit libre qui savait si bien parler de l'école et des enseignants : *« L'éducateur n'est pas un simple agent de renseignement ; il oriente vers la sagesse, vers la vérité. La vérité est beaucoup plus importante que le maître. La recherche de la vérité est religion. Et la vérité n'est d'aucun pays, d'aucune foi. Elle ne peut être trouvée dans aucun temple, église ou mosquée. Sans cette recherche de la vérité, une société se décompose rapidement (...) La vraie éducation commence par celle de l'éducateur. Il doit se comprendre lui-même et être affranchi des façons de penser stéréotypées. Car son enseignement est à l'image de ce qu'il est. Lorsque l'instruction qu'il a reçue n'a pas une base de vérité, que peut-il enseigner, si ce n'est le savoir mécanique qu'il possède ? Le problème, donc, n'est pas l'enfant mais les parents et le maître. Le problème est l'éducation de l'éducateur... (1) »*

Emmanuelle n'en finit pas de lire. Sa copine, la blonde Sophie, élève au lycée du Raincy, l'écoute sagement. Déconcerté par cette entrée en matière, M. Lajoinie ne sait pas quelle contenance adopter. Il en devient emprunté. « Quelle *leçon vous en tirez ? »*, demande-t-il à la jeune fille. Emmanuelle replonge dans son livre et cite de nouveau Krishnamurti : *« ... Vous-même devez vous voir tel que vous êtes... »* Un ange passe dans le quatrième bureau.

*« Et vos revendications ? Votre plate-forme ?*, interroge doucement M. Lajoinie. *Vous savez, nous, nous avons voté contre le projet de budget de l'éducation nationale et nous serons à votre disposition... »* Emmanuelle allume une cigarette et interrompt le président du groupe communiste : *« Vous savez, moi, je n'arrive pas à suivre le charabia politique... »*

Sophie s'en mêle poliment : *« Pouvez-vous nous dire dans quel sens vous voulez modifier le budget de l'éducation nationale ? »* Mme Luc intervient : *« Vous savez, André Lajoinie, qui a été candidat à l'élection présidentielle, a toujours dit qu'il faudrait réduire de 40 milliards les dépenses d'armement pour les affecter à l'éducation nationale et à la recherche... »* Emmanuelle opine du chef. M. Lajoinie s'enhardit : *« Nous ne voulons pas vous raconter d'histoires. Regardez un peu la courbe des crédits de l'éducation nationale par rapport au PIB... Vos propositions rejoignent tout à fait les nôtres... »* Emmanuelle lui offre une affiche. *« Vous pourrez m'écrire tout ce que vous me dites*, demande-t-elle à Mme Luc. *J'en ai plein la tête... »*

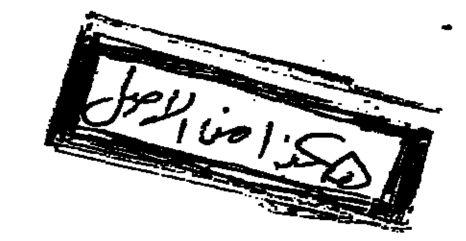
### « Il essaie de vous tromper »

La jeune fille raconte sa vie, son plaisir de vivre en autogestion dans son lycée, ses angoisses personnelles, ses parents divorcés, ses démêlés avec les dirigeants du foyer de la DASS où elle séjourne et où elle vient d'être *« tabassée »* par un surveillant. *« Ecrivez vite au président du conseil général ! »*, recommande Mme Luc. Emmanuelle paraît lasse : *« Nous ne sommes que des fourmis, de petites fourmis qui se battent ensemble pour des causes individuelles... »* Elle en veut à tous les *« beaux parleurs »* et à M. Jospin en particulier : *« Il nous a pris pour des abrutis. Aujourd'hui, il a du mal à trouver de l'oxygène. Il ne comprend pas qu'un jour il mourra et que nous nous serons encore là, dans cette société où les jeunes stagnent. C'est absurde ! C'est Picasso dans l'éducation nationale ! Nous sommes plus importants que lui, non ? » « Il essaie de vous tromper ! »*, renchérit Mme Luc. M. Lajoinie a retrouvé son sourire. Un sourire qui se fige quand Emmanuelle replonge dans son sac. Elle en sort un manifeste libertaire – *« un texte très classe »*, dit-elle – signé d'un « Collectif pour la liquidation de toutes les illusions », puis un poème – *« L'amitié, c'est comme le cristal... »* – et, de nouveau, Krishnamurti : *« Nous proclamons si facilement notre amour pour les enfants ! Mais y a-t-il de l'amour dans nos cœurs lorsque nous acceptons les présentes conditions sociales, lorsque nous ne voulons pas transformer radicalement cette société destructrice... »*

C'est alors qu'on annonce l'arrivée de l'autre délégation, celle qui comprend les délégués des jeunes communistes. M. Lajoinie reprend la pose du proviseur paternel. Retour à la norme.

**ALAIN ROLLAT**

(1) *De l'éducation*, Delachaux et Niestlé éditeurs, 1972.







# ATIONS DES LYCÉENS

*Les réactions dans les milieux politiques*

## Le Front national dénonce les « voyous et casseurs d'origine immigrée »

*« Génération gâchée ! », « Facs bondées! ». « Insécurité au lycée ! », « Diplômes bidons ! », « Merci qui ? »*, demande le RPR sur l'air d'une publicité bien connue d'une gamme de produits laitiers destinés aux bambins. Cette question fait l'objet de la campagne lancée, lundi matin 12 novembre, par les jeunes du parti chiraquien. Elle figure sur quatre affiches représentant respectivement MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Pierre Joxe et Lionel Jospin dont les yeux sont cachés par un rectangle blanc.

### M. Mauroy : « Un malaise face à l'avenir »

Comme en écho, le Front national a ajouté, en substance, dans l'après-midi : « Les casseurs dans rue ! Merci qui ? » Même motif, même punition : merci les socialistes, répond-on ici et là. *« Le socialisme, c'est le désordre »*, résume M. Bruno Mégret. *« Au-delà des légitimes revendications de la jeunesse concernant la sécurité dans les écoles*, constate le délégué général du parti d'extrême droite, *la manifestation, récupérée par des coordinations politisées et investies par des bandes organisées de voyous et de casseurs d'origine immigrée, a dégénéré parce que le gouvernement a lié les mains des forces de l'ordre et toléré les débordements des précédents cortèges. »*

Dans la soirée, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué qu'il fallait *« être plus exigeant tant à l'égard des maîtres que des élèves »*. Le président du Front national, qui soutenait un candidat de son parti à une prochaine élection cantonale, n'a pas manqué de souligner que sur une population de près de *« cinq millions de lycéens, 30 % sont des étrangers »*. Et pour préciser le tout, M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN du conseil régional d'Ile-de-France, a rappelé que, *« depuis des mois »*, son parti *« demande le démantèlement des bandes de zoulous qui sèment la terreur dans les transports en commun, les lycées et les cités »* et qu'il *« réclame l'expulsion des voyous étrangers »*. Les irresponsables, merci qui ? a rétorqué, dans la soirée, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), en désignant certains de dirigeants de droite et d'extrême droite. Il condamne *« les tentatives d'assimilation des casseurs aux immigrés et les déclarations qui accusent le gouvernement de faire le jeu de la violence »*. Sur un autre registre, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, s'est inquiété, sur RTL, de *« cette espèce de rejet fort de l'opposition et d'une certaine manière de la majorité »*, craignant que tout cela *« ne profite qu'à ceux qui sont antipolitiques »*.

Au moment où la manifestion lycéenne commençait, M. Pierre Mauroy remarquait que ce mouvement *« témoigne d'une inquiétude, d'un malaise face à l'avenir, d'une génération qui attend de la société d'autres perspectives »*. Le premier secrétaire du PS mettait en évidence les *« gros efforts »* faits, ces deux dernières années, par le gouvernement pour l'éducation nationale, et, par précaution, il ajoutait : *« Aujourd'hui, il est possible de se comprendre, il nous faut donc dialoguer. »*

### M. Méhaignerie : « Un besoin d'écoute »

L'appel de M. Mauroy n'ayant pas été entendu par quelques centaines d'excités, M. Henri Nallet a dit, par avance, merci au parquet. Le ministre de la justice s'est ému des *« violences commises sur les membres des forces de l'ordre chargés d'assurer la protection des jeunes »*, et, *« en conséquence »*, il a donné des *« instruction au parquet de Paris »* pour poursuivre *« avec fermeté »* les auteurs de ces violences.

La violence verbale fait la pige aux violences physiques. *« Malheureusement, les casseurs l'ont emporté sur les lycéens. Il restera de cette grande mobilisation des lycéens français des images de violence et de délinquance provoquées par des voyous »*, s'est lamenté M. Ladislas Poniatowski, député de l'Eure et porte-parole du Parti républicain. *« Le ministre socialiste de l'intérieur, M. Joxe, en porte la grande responsabilité. Où était-il ? Quelle consigne avait-il donnée ? »* s'est demandé M. Poniatowski. Défenseur des *« lycéens français »*, il laisse au ministre de l'intérieur le choix entre l'incompétence et la complicité objective avec les casseurs *« pour détourner l'attention de l'opinion des vrais problèmes des lycées »*.

Pour le Mouvement des jeunes giscardiens, *« la manifestation lycéenne a échoué : elle a montré une nouvelle fois un visage politicien, car encadrée par des association de gauche. (...) Le président de la République, quant à lui, a su développer son habituelle démagogie et se conduit en petit père gâteux et irresponsable des lycéens »*.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a indiqué que *« les jeunes ont peur d'être largués et ont besoin d'écoute »*.

### M. Chirac : indemnisation

Invité d'Europe 1, mardi matin, M. Jacques Chirac a affirmé que *« le dialogue avec les lycéens est nécessaire ; l'augmentation de quelques crédits ne suffira pas. Il faut aller jusqu'à la remise en cause d'un système tout à fait sclérosé pour le faire évoluer »*. Et le président du RPR d'ajouter : *« C'est un peu facile de souligner exclusivement les carences de la police. Le problème est celui des ordres politiques qu'elle a reçus. C'est de la responsabilité du ministre de l'intérieur, qui n'a pas bien apprécié les risques courus. »* Le maire de Paris suggère une indemnisation *« immédiate »* des *« victimes des voyous et des casseurs »*. Merci qui ?

O. B.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 10 novembre :

DES DÉCRETS

– N° 90-997 du 8 novembre 1990 relatif à l'ordre des vétérinaires.

– N° 90-998 du 8 novembre 1990 portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.

– N° 90-1000 du 8 novembre 1990 portant modification du code des postes et télécommunications, de la réglementation et des prix du service des télécommunications dans le régime intérieur.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 11 novembre :

DES LOIS

– Organique n° 90-1001 du 7 novembre 1990 relative à la représentation des activités économiques et sociales de l'outre-mer au sein du Conseil économique et social.

– N° 90-1002 du 7 novembre 1990 modifiant l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés.

UN DÉCRET

– N° 90-1003 du 7 novembre 1990 fixant les conditions exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat aux échelles de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et des professeurs de lycée professionnel.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5390

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | ■ | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | ■ | | |
| IV | | | ■ | ■ | | | | | |
| V | | | | | ■ | | | | |
| VI | | ■ | | | | | | | ■ |
| VII | | | | | ■ | | | | |
| VIII | | | | ■ | | | ■ | | |
| IX | | | ■ | | | | | | |
| X | | | | | | ■ | | | |
| XI | ■ | | | | | | ■ | | |

HORIZONTALEMENT

I. Occasion de donner la réplique. – II. Laissent entendre. – III. Est bien attaché. « Sème » en toutes saisons. – IV. Conjonction. Le père d'un capitaine. – V. Gros bras. A souvent des dames à ses côtés. – VI. Va au violon. – VII. Récolte des miettes. Annonce un départ. – VIII. Annonce de nombreux départs. Sont en nombre croissant. – IX. Se donne en spectacle. Qui sont donc. – X. Est sur le Pô. A éveiller. – XI. Elément d'une pompe. Qui ne vit donc plus caché.

VERTICALEMENT

1. Bon pour le service. – 2. Fut un homme à la mer. Moyen d'arriver. – 3. Suscite des réactions. Voie de bois. A beaucoup fait cuire. – 4. Doit quitter le foyer. Grande époque. Poil que l'on ne saurait avoir dans la main. – 5. Est américain. Cours de Pise. – 6. De quoi faire l'appel. – 7. Poussé à la méfiance. Montrent les dents ou bien donnent des coups de bec. – 8. Sont mêlés à des attaques. Un homme et une femme. – 9. Sur un affluent du Rhin. *Cherche à mieux connaître.*

Solution du problème n° 5389

*Horizontalement*

I. Cigarière. – II. Adamantin. – III. Semainier. – IV. Seine. Rua. – V. Parc. – VI. Speech. – VII. Or. Rotin. – VIII. Goi. Ibère. – IX. Epeires. – X. Insérer. – XI. Su. Seau.

*Verticalement*

1. Cassis. Gris. – 2. Idée. Pou. Nu. – 3. Gamineries. – 4. Aman. Peu. – 5. Raie. Crier. – 6. Inn. Phobies. – 7. Etira. Terre. – 8. Rieur. Ire. – 9. Enracinés.

GUY BROUTY

# SOCIÉTÉ

JUSTICE

*Les suites judiciaires de l'accident de l'Airbus de Mulhouse-Habsheim*

## La diffamation en préface

**Le commandant Michel Asseline, pilote de l'Airbus A-320 qui s'est écrasé le 26 juin 1988 près de l'aéroport de Mulhouse-Habsheim, n'a pas attendu le procès où seront établies les responsabilités de cet accident, ayant provoqué trois morts et une cinquantaine de blessés, pour présenter sa défense. A plusieurs reprises, il s'est confié à la presse et c'est ce comportement qui lui vaut de comparaître depuis le lundi 12 novembre *devant la dix-septième chambre* correctionnelle de Paris pour répondre du délit de diffamation envers l'administration du ministère des transports et envers M. Daniel Tenenbaum, directeur général de l'aviation civile, et M. Robert Davidson, responsable du bureau enquête accident de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC).**

Ce procès est celui de M. Asseline. C'est *son* audience, à laquelle il est venu avec son coinculpé, M. Norbert Jacquet, président d'un syndicat de pilotes, ses témoins, ses cassettes vidéo et ses documents, qui sont projetés sur un écran au fur et à mesure qu'il les évoque. Aussi n'était-il pas question que cette poursuite connaisse le sort habituellement réservé aux procès en diffamation, en subissant un renvoi à une date ultérieure pour de mesquines raisons de procédure. Et, si Mᵉ Jean-Michel Agron a soulevé, du bout des lèvres, quelques arguments de sursis à statuer, ce n'était pas l'avis de M. Asseline et de Mᵉ Christian Charrière-Bournazel, qui étaient bien décidés à en découdre au plus vite, dans un prélude au procès de l'accident.

Pour ce pilote, celui que l'on juge aujourd'hui c'est l'Airbus A-320, *« un appareil dans lequel nous avions totalement confiance »*, insiste M. Asseline, en lâchant cette formule féroce : *« C'était l'avion qui ne décrochait pas, tout comme le* Titanic *ne pouvait pas couler. »* Et il explique les circonstances qui ont précédé l'accident de cet avion, survenu lors d'un vol de démonstration effectué avec cent quarante passagers à bord. Il croyait voler à 100 pieds (33 mètres), alors que l'appareil n'était qu'à 30 pieds (10 mètres). Cette différence, il l'impute à un mauvais fonctionnement de l'altimètre barométrique, qui aurait donné une indication avec une erreur de 65 à 70 pieds. Quant à l'altimètre radio-sonde, un appareil dont la voix synthétique énumère les altitudes, il n'a pas pu l'entendre, car, à l'époque, ce circuit était raccordé à un haut-parleur et non pas au casque des pilotes.

Mais, surtout, M. Asseline accuse les commandes électriques très sophistiquées de l'Airbus et le logiciel de contrôle, qui ont, selon lui, mis trop de temps à réagir lorsqu'il a manœuvré la manette des gaz pour prendre de l'altitude, afin d'éviter les arbres. *« Je pousse la manette, et puis j'attends. Qu'est-ce qui se passe ? Rien. J'ai pas de moteur. »* Et l'appareil s'est écrasé dans la forêt qui borde la piste.

### Les boîtes noires

Enfin, le pilote présente un troisième grief : les boîtes noires contenant les enregistrements des paramètres de vol, et qui ont été soumises aux enquêtes judiciaires et administratives, sont fausses. Si, au début de son propos, il les soupçonnait d'avoir été trafiquées, en affirmant qu'il connaissait des services techniques où l'on peut *« fabriquer des bandes comme on veut »*, il soutient ensuite : *« Les boîtes noires, ça ne se trafique pas, ça s'échange. (...) Ce ne sont pas les mêmes, et je pèse bien mes mots. »* En tout cas, il a relevé ce que Mᵉ Agron appelle des *« anomalies »* et des *« incohérences »* dans l'enregistrement des données. Et l'avocat parle, lui aussi, de *« falsification »*.

*« Ce vol s'est fait en contradiction avec les règles élémentaires du bon sens »*, estime M. Tenenbaum, qui répète tout net que faire voler un appareil en démonstration avec des passagers est *« une connerie »*. Et, pour lui, les choses sont simples : *« Le pilote a remis les gaz trop tard. Tout le monde sait qu'il faut six à huit secondes pour que les moteurs atteignent leur plein régime. »*

Il reste que l'enregistrement des bruits et des conversations, plus compréhensible au tribunal que le listing des paramètres techniques, ne semble pas parfait. Plusieurs versions de la transcription ne portent pas les mêmes indications. Et le président Alain Lacabarats s'étonne que la mention *« boum, boum »* ait été supprimée dans un rapport définitif. Pour M. Davidson, c'est le bruit de l'impact du fuselage sur les branches. Mais M. Asseline soutient qu'il pourrait s'agir d'un *« pompage »*, une sorte de raté des moteurs se traduisant par des explosions. Ce n'est pas l'avis de M. Claude Bechet, président de la commission d'enquête administrative nommée par M. Louis Mermaz, à l'époque ministre des transports : *« Tous les éléments montrent que les moteurs repartent normalement mieux que dans la certification et sans aucune trace de pompage. »*

Des transcriptions incomplètes, un croquis mal réalisé, des paramètres incohérents, des erreurs d'interprétation : tout cela conforte Mᵉ Agron dans son idée d'un complot destiné à couvrir des défauts de l'appareil pour des raisons économiques. Le tribunal ne lui répondra pas sur ce point et se bornera à dire, dans un mois, si M. Asseline a tenu des propos diffamatoires ou si, peut-être, quelques erreurs dans les enquêtes lui ont permis de croire, de bonne foi, à une falsification.

C'était un peu le sens du témoignage de M. Yves Stephan, membre du bureau du Syndicat national des pilotes de lignes, qui a déclaré : *« Personnellement, je regrette que les procédures judiciaires n'aient pas été respectées dans la transmission des boîtes noires à la commission d'enquête. Sans contrôle judiciaire, ça laisse tout supposer. »* Quant aux caractéristiques de l'appareil, elles sont désormais irréprochables, car ce pilote précise : *« L'A-320 qui vole aujourd'hui n'est pas celui de 1988 ; le logiciel a été changé. »*

MAURICE PEYROT

FAITS DIVERS

*Dans le quartier du Sentier, à Paris*

## Six morts dans l'incendie d'un immeuble

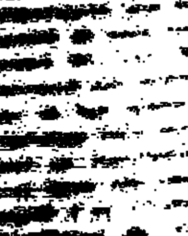
Six personnes sont mortes et six autres ont été légèrement blessées dans un incendie qui a ravagé un immeuble, 18, rue Léopold-Bellan, dans le quartier du Sentier, à Paris (2ᵉ), dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre. Le sinistre, qui s'est déclaré vers 1 h 30, a été extrêmement violent, puisqu'il a ravagé les six étages de cet immeuble comprenant un hôtel meublé et des logements individuels.

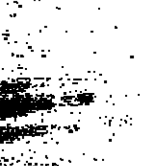
Rapidement sur place, les sapeurs-pompiers ont réussi à maîtriser l'incendie vers 3 heures du matin. C'est au cours de leurs recherches qu'ils ont découvert, dans une courette intérieure, cinq cadavres carbonisés et un sixième au dernier étage de l'immeuble.

Selon les sapeurs-pompiers, il semble qu'une explosion, dont la nature n'était pas déterminée mardi matin, se soit produite au premier étage de l'immeuble et se soit propagée par la courette intérieure, et par la cage d'escalier jusqu'au dernier étage, ravageant entièrement l'immeuble.

□ **Seconde tentative de suicide de Cheyenne Brando à Tahiti.** – La fille de Marlon Brando, Cheyenne, vingt ans, inculpée de complicité d'assassinat après le meurtre, le 16 mai, de son ami Dag Drollet par son demi-frère, Christian Brando, a tenté, une nouvelle fois, de se donner la mort, par pendaison, dimanche 11 novembre, à Papeete, au domicile de sa mère, l'actrice tahitienne Tarita. La mère de la jeune fille l'a découverte inanimée dans sa chambre, quelques minutes après le drame. Immédiatement conduite au service de réanimation de l'hôpital territorial Mamao de Papeete, Cheyenne a pu être sauvée *in extremis* et placée sous respirateur artificiel.











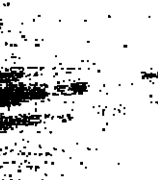


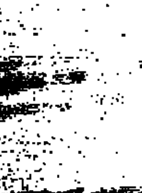


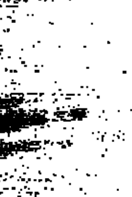














# SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

Stationnées en Allemagne

### Douze formations militaires françaises seront dissoutes dès 1991

Le ministère de la défense a confirmé, lundi 12 novembre, des informations de source parlementaire (*le Monde* du 10 novembre) selon lesquelles l'armée de terre commencera, en 1991, de dissoudre un certain nombre de ses régiments.

Ce programme de dissolution de régiments devrait s'étaler entre 1991 et 1994, dans la perspective d'une diminution des effectifs globaux de l'armée de terre qui passeront de 285 000 à environ 250 000, suite à l'exécution du plan « Armées 2000 ».

Dès 1991, cette décision concerne la 3e division blindée (DB) installée dans la région de Fribourg, en Allemagne, puisque le chef de l'Etat a pris l'initiative de réduire de moitié, en 1991 et 1992, le corps d'armée français outre-Rhin. Il s'agit de l'état-major de la 3e DB et du 3e régiment de commandement et de soutien (à Fribourg); des 42e régiment d'infanterie, 11e régiment d'artillerie et de la 64e batterie d'artillerie de corps d'armée (à Offenburg); du 135e régiment du train (à Karlsruhe); du 11e régiment du génie (à Rastatt); des 12e régiment de cuirassiers et 34e régiment d'artillerie (à Müllheim); du 24e groupe de chasseurs (à Tübingen); du 2e régiment de cuirassiers (à Reutlingen), et, enfin, du 32e régiment du génie (à Kehl).

Le commandement des forces françaises en Allemagne a précisé, de son côté, que c'est durant l'été de 1991 que les personnels des unités concernées seront mutés et que leurs matériels seront redistribués dans des formations en France.

*« La paix n'est pas un acquis définitif,* a expliqué le général Noël Chazarin, le « patron » du corps d'armée français en Allemagne, *et nos unités continueront leur entraînement pour la préserver. Le moment venu, les militaires de carrière des unités dissoutes iront enrichir d'autres formations de leur savoir-faire de professionnels de la sécurité extérieure. »*

### M. Chevènement : le réseau « Glaive » a été démantelé en France

A Europe 1, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a reconnu, lundi 12 novembre, l'existence en France, dans les années 50, du réseau « Glaive », qui, selon des informations de source italienne, était clandestin et chargé de s'opposer, le cas échéant, à une éventuelle invasion de forces armées soviétiques dans plusieurs pays européens.

M. Chevènement a affirmé que cette structure, proche des services secrets dans chaque pays et, aussi, des services de renseignement de l'alliance atlantique, avait été dissoute *« sur ordre du président de la République »*, sans préciser à quelle date. *« Il est exact,* a expliqué le ministre, *qu'une structure a existé, mise en place au début des années 50 pour permettre la liaison entre un gouvernement qui aurait dû se réfugier à l'étranger dans l'hypothèse de l'occupation de son pays. Cette structure a été dissoute sur l'ordre du président de la République. Elle n'a jamais eu à ma connaissance qu'un rôle dormant et un rôle de liaison. »* Prié de dire si cette affaire pourrait provoquer des remous politiques en France, comme en Italie, M. Chevènement a répondu : *« Je ne pense pas. »*

## MÉDECINE

Selon l'équipe du professeur Montagnier

### Le sida pourrait être à la fois d'origine virale et bactérienne

**Une équipe française dirigée par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) a annoncé, le 12 novembre devant l'Académie des sciences, les résultats de travaux qui apportent de nouveaux arguments en faveur du rôle pathogène de certaines bactéries de la famille des mycoplasmes dans le développement de l'infection par le virus du sida (1). Après un premier travail sur le même traitement publié dans *les Annales de l'Institut Pasteur* (*le Monde* daté 20-21 mai), ces résultats viennent conforter une théorie – généralement considérée comme audacieuse – qui soutient que le sida serait la conséquence de l'action conjointe du virus VIH et de certains mycoplasmes. Si elle était vérifiée, cette théorie ouvrirait de larges espoirs dans la thérapeutique de cette maladie.**

Il y a quelques mois, une équipe française associant des chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris et du centre de recherche de la firme Rhône-Poulenc démontrait *in vitro* que les mycoplasmes (2) pouvaient jouer un rôle dans le développement de l'infection des cellules par le virus du sida. Cette équipe annonçait alors que certains antibiotiques actifs sur les mycoplasmes pouvaient réduire la destruction cytopathogène des cellules *infectées par les virus VIH 1 ou* VIH 2. Aujourd'hui, la communication faite devant l'Académie des sciences apporte un nouvel argument de poids pour soutenir cette *théorie. Les chercheurs démontrent* en effet que les anticorps dirigés contre une région particulière d'un mycoplasme est capable *in vitro* d'inhiber l'infection cellulaire par ce même virus.

*Ce travail original a été mené à* partir de *Mycoplasma genitalium*, une espèce pathogène présente sur les différentes muqueuses *humaines (trachéale, pulmonaire,* rectale et génitale) et qui a déjà été identifiée par l'équipe du professeur Montagnier sur les globules rouges et les lymphocytes d'un *malade* atteint du sida. La zone retenue pour la fabrication des anticorps est celle, suppose-t-on, qui permet l'adhésion de bactéries aux cellules qu'elles parasitent.

*Ces anticorps ont été fabriqués* selon une technique habituelle grâce à l'immunisation de lapins avec cette fraction bactérienne. *Leur* utilisation sur différentes classes de cellules attaquées par des souches de VIH 1 et VIH 2 a eu pour effet d'inhiber à plus de 90 % *la production de virus*. Cette inhibition a été calculée de différentes façons (mesure de l'enzyme transcriptase inverse, dosage de l'antigène viral p.25, *observation* de l'effet cytopathogène) et permet de conclure à une inhibition de la multiplication de l'infectiosité de la *souche* virale.

*Comment expliquer un tel phénomène?* Pour les chercheurs, la seule hypothèse à retenir est que l'anticorps ainsi utilisé bloque l'action des mycoplasmes qui, sinon, joue un rôle essentiel sur l'infection des cellules par le virus. *« Plusieurs de nos observations récentes indiquent que de nombreux isolats du VIH sont, à différents degrés, contaminés par des mycoplasmes que nous sommes actuellement en train de caractériser,* nous a expliqué le professeur Montagnier. *D'autre part, des irradiations de type gamma, capables de détruire les mycoplasmes, entraînent une diminution significative de l'infectiosité du VIH. »*

Ces observations confirment le rôle important – voire déterminant – de certains mycoplasmes dans le développement du sida. Cette *théorie*, qui a été dernièrement développée dans le cadre du colloque international des « Cent Gardes » (*le Monde* du 31 octobre), est souvent qualifiée d'*« audacieuse »*, quand elle n'est pas sévèrement critiquée dans les milieux internationaux de la virologie. Beaucoup de spécialistes n'envisagent pas en effet sans réticence qu'on puisse remettre en cause le « dogme » de l'origine virale du sida. Une *incompréhension* d'autant plus étonnante que la remise en cause émane aujourd'hui de celui dont personne ne conteste le rôle majeur dans la découverte *en 1983 du virus du sida.*

#### L'association d'un antiviral et d'un antibiotique

Dans l'attente de futures preuves expérimentales venant conforter cette théorie, il convient de souligner que ces dernières, séduisantes pour l'esprit, permettraient d'expliquer plusieurs des caractéristiques historiques et géographiques de l'épidémie de sida.

Elles offrent également de nouvelles perspectives thérapeutiques dans la mesure où l'infection pourrait être traitée à partir d'une association médicamenteuse réunissant un produit antiviral (contre le VIH) et un antibiotique actif contre certains types de mycoplasmes. Rien toutefois n'est encore acquis. *Il ne s'agit que de perspectives.* Des travaux expérimentaux doivent encore être menés chez l'homme avec la plus extrême prudence par des équipes spécialisées.

*« Nous ne disposons pas, à l'heure actuelle, de la totalité des arguments qui permettraient de dire que notre théorie est exacte,* explique le professeur Montagnier. *Plusieurs travaux sont en cours dans plusieurs laboratoires dont le nôtre. Plusieurs firmes pharmaceutiques sont également très intéressées. »* En toute hypothèse, l'équipe française n'exclut nullement d'être amenée à reconnaître que ses grands espoirs sont infondés, – on devrait savoir à court terme si le sida est, contrairement à ce qu'on pense, une affection due à l'action conjointe d'un virus et d'une bactérie.

**J.-Y. N.**

1) Cette communication sera publiée dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (1990, série 3, tome 311). *Elle est signée par* L. Montagnier, D. Berneman, D. Guétard, A. Blanchard, S. Chamaret, V. Rame (Institut Pasteur, Paris) et J. Van Rietschoten, K. Mabrouk et E. Bahraoui (CNRS Marseille).

2) Les mycoplasmes constituent une catégorie particulière de bactéries situées le plus souvent à la surface des cellules qu'ils infectent dépourvues de membrane mais dotées du matériel génétique nécessaire à leur production d'énergie. Ils peuvent être définis comme la plus petite unité vivante autonome.

*Lire également page 22 l'article de JEAN-YVES NAU « Sida : prévenir en urgence ».*



## DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
*de l'Académie française*

### Voir ce mot

LOGIQUE. Nom féminin, du grec LOGOS : ensemble des moyens pour bien conduire sa raison vers les vérités qu'on ignore (Descartes). Raisonnement cohérent, suite dans les idées (même fausses).

Sens nouveaux apparus vers 1990 :

1) – Force propre aux événements, aux choses, découlant de leur nature même et semblant échapper à toute emprise humaine. Succession de faits inévitables, inexorables, fatals. Ex. : *« Nous sommes dans une logique de guerre. »*

L'expression risquant de laisser entendre qu'on prend son parti d'un tel enchaînement, l'homme public pourra profiter de son droit à l'incohérence en ajoutant aussitôt qu'il se place *« résolument, quant à lui, dans une logique de paix »*.

2) – Ensemble d'intérêts auxquels se soumet, sans discussion, un individu ou une collectivité. S'emploie avec les verbes *se placer, se situer, signes flatteurs de réalisme. En vous* étranglant financièrement, en vous licenciant, Untel se place dans *« la logique du marché »*, il lui *« obéit »* (non sans chagrin).

3) – Par extension : intérêt supérieur auquel on ne peut rien changer, auquel on a toutes les excuses de se plier. Le verbe *être* est alors *préféré au verbe se situer. Ex. : « Saddam Hussein était dans sa logique en annexant le Koweït ; George Bush est dans sa logique en renforçant ses troupes. »* Je suis, tu es, il est, dans ma, ta, sa, logique.

4) – Affirmation irrépressible d'un tempérament. Ex. : *si un ancien président de la République mise ouvertement sur le décès du président en place, au mépris de la « décence »* (voir ce mot) dont il avait naguère plein la bouche, s'il retrouve ainsi le réflexe qui le poussait déjà à percevoir sur le visage de son prédécesseur *« la griffe grise de la mort »*, c'est que sa *nature* de chasseur le fait regarder toutes choses à travers le croisillon d'un fusil à lunette ; on dira de lui qu'il est *« pleinement dans sa logique de tueur »*.

5) – Ensemble d'avantages acquis ou de privilèges dont on serait bien bête de se priver, comme de se vanter. Ex. : des *sénateurs* qui touchent chaque mois, en plus de leurs indemnités, une enveloppe de 18 000 francs en espèces et nets d'impôts, on dira qu'ils *« sont dans leur logique »*. Equivalent plus franc (vulgaire) : *« Je vais me gêner ! »*

6) – Résignation élégante devant des propos absurdes, des mœurs intellectuelles dégradées. *D'un lycéen qui n'a même pas assez lu pour savoir articuler un grief, et qui s'en prend à tout hasard à la pluie ou aux « médias », pour faire comme les grands,* on dira qu'il suit *« sa logique encore fragile d'adolescent »*. Même expression pour le présentateur de télévision qui interrompt les plus grands esprits au milieu d'une phrase pour glisser les chanteurs de flamenco prévus sur son « conducteur » : *« Il se plie à la logique de l'audimat »* (voir ce mot).

MOTS se référant aux nouveaux sens de LOGIQUE.

*AFFAIRES.* Au pluriel.

1) – Objets personnels, vêtements. Ex. : *« Pierrot, range tes affaires ! »*

2) – Activités commerciales indistinctes. Ex. : *« Je crois qu'il est dans les affaires, ou comme ça. »*

3) – Affaires (sous-entendu : publiques) : *responsabilités politiques suprêmes. La logique* est d'y revenir : le retour aux affaires.

4) – Sens apparu vers 1990 : manœuvres louches imputées aux dirigeants par ceux qui guignent leur place. Insinuations mal vérifiables mais qui, par leur nombre, font désordre, *suggèrent la déliquescence, la nécessité* d'un coup de balai. Ex. : *« Et puis, il y a les affaires » ; « Exploiter les affaires sans preuve est dans notre logique. »*

*AUDIMAT.* Mot nouveau apparu vers 1980 et invoqué à tout va vers 1990. Procédé, *contesté* mais admis, par lequel se mesurerait le *nombre de spectateurs présents devant* leur poste à un moment donné.

Par extension : règle de succès immédiat, imposée à toutes les manifestations audiovisuelles de l'activité artistique, du débat politique, de la vie de l'esprit. Ex. : *« L'audimat impose à tous sa logique. »*

*BONHEUR.* D'aimer, d'apprendre, de lire : état qui fait oublier les gouttes au plafond, par exemple au *lycée* (voir ce mot). Le bonheur ignore sa *logique.*

*DÉCENCE.* Comme le mot SÉRIEUX, sert à sanctifier sa propre *logique*, par opposition à *celle du voisin, taxée de manque de sérieux,* d'indécence.

*ENVIE.* Besoin organique ; désir de posséder ; convoitise, jalousie, à l'égard du bien d'autrui.

Sens nouveau : angoisse du *manque*, provoquée artificiellement dans le public pour déclencher l'achat d'un produit. *Ex.* : manipuler l'envie des *gens* est *« dans la logique des publicitaires »*.

*Par voie de conséquence* : expression systématique et maniaque des enfants à propos de toutes choses. Ex. : *« La mère de Gorbatchev a sans doute ressenti, en l'attendant, l'envie violente d'une autre logique. »*

*JUNGLE.* Triomphe de la *logique.*

*LIRE.* Meilleure façon de ne pas voir tomber la pluie dans la classe et d'échapper à toute *logique* (voir aussi le mot *BONHEUR*). Procédé *réputé* coûteux, à tort. *Dans la dernière édition « Folio », les huit volumes de la Recherche du temps perdu* coûtent au total 276,50 F.

*LYCÉE. Endroit où il a toujours plu.* Les élèves de 1990 s'en plaignent, c'est leur *logique.* Autrefois, la *logique* du délabrement ajoutait au pittoresque de la vie scolaire et au bonheur d'apprendre.

*MORALE.* Contraire de la *logique.*

*NATUREL, NATURELLEMENT.* Euphémisme en usage chez les hommes politiques de tous bords pour rejeter sur la faute à pas de chance la responsabilité de leurs *logiques.*

*ON.* Pronom mis pour l'Homme, tu, toi, nous, vous ; personne en particulier, tout le monde.

Sert également à ne pas désigner quelqu'un, *une relation inavouable.* Ex. (vieilli) : *« Et que fait-on, dans la vie ? »*, mis pour : que fait la maîtresse d'Untel ?

Sens nouveau : manière de ne pas nommer un réseau d'influences, de faire apparaître un diktat social (en matière de mode, d'économie, etc.) comme sans origine identifiable, comparable à un caprice météorologique, *éventuellement imputable à ses victimes,* bref *éminemment NATUREL* (voir ce mot). Ex. : *« Cet hiver, on portera la taille à sa place » ; « A l'ouverture, on se méfie des valeurs françaises, on craint la grève de mercredi »...* Certains ajouteront : en bonne *logique* gestionnaire.

*PROFS.* Synonyme, en 1990, de bons à rien incultes, de boucs-émissaires. Ex. : *« C'est la faute des profs si les gosses regardent trop la télé », « Si on manque de tourneurs-fraiseurs, ce métier si noble »...*

Figure inépuisable du prof : Cripure, le héros du roman de Louis Guilloux, *le Sang noir*, et de la pièce *Cripure*, que Marcel Maréchal reprend le 16 novembre, à Créteil.

Cripure est un professeur difforme, dans un lycée humide de Bretagne, en 1917. Pacifiste *troublé par les mutineries ; utopiste* fasciné par la *révolution* bolchevique ; homme de savoir accablé par l'impuissance de la pensée à changer la société et la vie. Mourra de ses contradictions et de ses espérances fracassées. Porte un lorgnon et une houppelande.

Malgré la fin du rêve soviétique, à cause des menaces de guerre et des manifestations de lycéens, Cripure demeure un exemple, en 1990, pour qui ne se résigne pas aux impasses des *logiques* modernes.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

*Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347*
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

# CULTURE

ARTS

## Un Anglais trop discret

### *Où l'on vérifie que Ben Nicholson fut le plus précieux des modernes britanniques de ce siècle*

Aussi extravagante que la chose puisse paraître, il semble que la dernière exposition personnelle de Ben Nicholson à Paris – et la seule de sa carrière – ait été organisée en 1956. A Londres, naturellement, où il est largement présenté à la Tate Gallery, mais encore à Rome, à Barcelone et à New-York, des *rétrospectives ont célébré son abs*traction déduite du cubisme. Mais pas en France ; on ne sait si c'est ignorance ou dédain. Cette indifférence est d'autant plus coupable que la peinture et les dessins de Nicholson sont non seulement inspirés, mais encore dominés par le cubisme parisien.

En 1921, à vingt-sept ans, ce natif de Denham, jusque-là héritier de l'impressionisme, voit pour la première fois des Picasso et des Braque cubistes. La commotion est si forte que, à peine deux ans plus tard, il exécute des œuvres abstraites, architectures de droites et de quadrilatères. Le dessin y importe plus que la couleur, qu'il préfère atténuée et mélange de blanc et de gris afin d'en diminuer l'éclat. Ainsi retenue, elle occupe les vides d'une géométrie très régulière, sans en déranger l'équilibre. Nicholson ne recherche ni la violence ni la provocation. Quoiqu'il *participe au mouvement abstrait* international, adhère à *Abstraction-Création*, fonde *Unit-One* avec Henry Moore et rencontre Mondrian, il se soucie peu d'accepter quelque théorie que ce soit. Comme celle d'Hélion durant la même période, sa peinture ne se réduit pas à un système, fût-il métaphysique. Elle est même si peu systématique que Nicholson, quand il voyage en France dans les années 30, exécute des croquis de paysage, de maisons et d'arbres où il ne s'interdit pas de représenter choses et volumes.

C'est du reste l'un des grands mérites de l'exposition actuelle que de montrer de tels dessins à proximité des abstractions qui leur sont contemporaines. D'une part, ils surprennent ; de l'autre, ils séduisent par le caractère faussement bancal, inachevé et comme maladroit du trait.

De clandestine, cette figuration gagne l'œuvre entière à partir des années 40. A nouveau, le fantôme d'Hélion passe dans la peinture, quoique, fidèle à son économie de moyens habituelle et à son culte de l'euphémisme, Nicholson ne suggère les objets que par leurs contours. Il les entrelace, les croise et les superpose à des plans colorés qui suggèrent reflets et lumières. Dans cet exercice, il est admirable de finesse et de subtilité. A qui le comparer alors, sinon à ses maîtres cubistes eux-mêmes, auxquels il *retourne, ayant traversé l'abstrac*tion comme un écran qui lui cachait les apparences ? Il y a du Braque dans ces natures mortes indécises et, inattendu, du Marcel Duchamp dans son ironique *Queen of Clubs*, reine d'échecs à la couronne de guingois.

**PHILIPPE DAGEN**

▶ Galerie Marwan Hoss, 12 rue d'Alger, 75001 Paris, tel. : 42-96-37-96 : jusqu'au 30 novembre.

## Les petits cadeaux de Michel Charasse

Tous les deux ou trois ans, le ministère des finances remet aux services du ministère de la culture une moisson plus ou moins riche : les œuvres d'art exportées frauduleusement et saisies par les douanes. En 1987, les finances pouvaient présenter fièrement deux tapisseries du dix-huitième siècle *signées* Claude Audran, découvertes à la frontière suisse au fond d'un camion, sous un amoncellement de caisses. Elles sont aujourd'hui au Musée du *Louvre. Cette année, sans être* négligeable, la manne est moins généreuse.

Un ensemble de manuscrits, repêché du côté du lac Léman, ira enrichir la Bibliothèque nationale : lettres de Fénelon, Nicolas Fouquet, Beaumarchais, Stendhal et Mérimée, fragments de *l'Histoire contemporaine,* d'Anatole France, albums poétiques de Lamartine, minute du rapport du Directoire sur l'expédition d'Irlande. A côté d'une série de des*sins peu exaltants* (Cabanel, Foujita, Fragonard fils, Nanteuil), un *beau* cavalier chinois de la dynastie Tang doit aller au Musée Guimet. Il a été récupéré à Londres, *peu de temps avant sa mise en* vente aux enchères. Une suite de vingt-quatre lithographies de Chagall sera versée au Musée Chagall de Nice. Les pièces les plus intéressantes sont signées Dalou et Carpeaux : cinquante-neuf chefs-modèles en bronze (les premiers tirages – parfaits – réalisés par une fonderie). Là encore, ils ont été rattrapés à Londres, où ils avaient été exportés sous la rubrique « matière première ». Ils doivent faire l'objet d'une exposition au Musée d'Orsay avant d'être répartis dans les collections publiques.

L'auteur d'une exportation frauduleuse peut soit opérer une *transaction* avec les douanes (payer une amende ou abandonner une partie des objets saisies), soit attendre un règlement judiciaire qui peut ordonner une *confiscation au profit de l'admi*nistration. « *Nous sommes le bras séculier de la culture,* affirme Michel Danet, de la direction générale des douanes. *Mais la densité des contrôles est faible, et la plupart de nos opérations sont faites sans renseignements préalables. Nous ne saisissons pas plus de 8 % à 10 % des objets qui passent frauduleusement la frontière. En revanche, certains professionnels suivent des pièces et peuvent les repérer à l'étranger avant leur vente. Nous essayons alors d'intervenir, parfois avec succès.* »

### *Un Poussin en alternance*

C'est ainsi que à la fin des années 70, un conservateur français remarqua dans un musée de Cleveland un tableau de Poussin qu'il savait appartenir à un particulier français. Vérification faite, l'œuvre n'avait reçu aucune autorisation de sortie. Son propriétaire l'avait emportée, discrètement roulée sous son bras. Les douaniers de l'aéroport de Roissy n'avaient rien vu. Arrivé à New-York, le fraudeur avait *déclaré son précieux bagage. En* règle avec la loi américaine, il avait pu légitimement le vendre au Musée de Cleveland. La justice française lui infligea une amende, qu'il paya. *Mais* comment récupérer le Poussin acheté légalement aux Etats-Unis par un établissement qui faisait valoir sa bonne foi ? Une décennie fut nécessaire pour trouver un compromis – provisoire : pendant dix ans le tableau sera exposé alternativement, six mois durant, à Cleveland et au Louvre. *D'ici là,* une solution définitive sera, on l'espère, imaginée.

D'autant qu'en 1993 les frontières de la CEE seront ouvertes et qu'il faudra définir la notion de patrimoine européen, aujourd'hui particulièrement floue. Michel Charasse a évoqué ce problème *en le noyant sous les idées générales : « Les frontière de 1993 seront ouvertes pour ce qui est licite, je pense aux stupéfiants, je pense aux armes, je pense aux œuvres d'art,* a-t-il déclaré. *L'Europe de demain sera celle de la culture, ce ne peut être l'Europe des fraudeurs.* »

**EMMANUEL DE ROUX**

□ **Feydeau à la Bibliothèque nationale.** – Une centaine de manuscrits de Georges Feydeau viennent d'être donnés par ses héritiers à la Bibliothèque nationale, soit plusieurs milliers de feuillets, parmi lesquels trente pièces fameuses comme *le Dindon, Un fil à la patte, Feu la mère de Madame,* des monologues, cahiers de notes, et même des scénarios de films. Cet ensemble assez unique d'un auteur de théâtre populaire pèse 25 kg et représente la majeure partie de son œuvre. Il était conservé dans une malle depuis la mort du dramaturge en 1921.

THÉATRE

## Promotions et subventions

### *M. Jack Lang a présenté les personnalités nommées à la tête de plusieurs centres dramatiques et du TNS*

Fidèle à ses amitiés, le ministre de la culture, en présentant les nouveaux responsables de centres dramatiques (*le Monde* du 13 novembre) a, avec insistance, rendu hommage à M. Bernard Dort, précédent directeur du théâtre et des spectacles, avant de reconnaître le « *travail de fourmi* » de M. Bernard Faivre d'Arcier, l'actuel directeur. Il est vrai que « BFA » a tenu les promesses faites pendant le Festival d'Avignon : il a réussi à négocier cas par cas l'installation des artistes, dans la transparence des problèmes financiers et culturels, afin d'éviter les conflits et frictions avec les collectivités locales. « *Les maires, pour la plupart, n'ont plus la même mentalité qu'il y a dix ans, ils ont compris l'importance des activités artistiques et sont ouverts aux expériences* », a déclaré M. Jack Lang.

Plusieurs de ces nouveaux directeurs ne sont pas encore connus. Leurs spectacles le sont plus que leurs noms. C'est que la nouvelle génération, moins flamboyante que celle des années 70, a misé sur les petits pas, le long terme, le professionnalisme. Et elle arrive juste au bon moment, au moment où le ministre de la culture veut réhabiliter le service public.

**Jean-Marie Villégier au Théâtre national de Strasbourg**

Né en 1937, ce normalien agrégé de philosophie succède à Jacques Lassalle, administrateur de la Comédie-Française. Jean-Marie Villégier, qui a commencé sa carrière de metteur en scène en montant *la Tentation de Saint-Antoine*, de Gustave Flaubert, en 1974, a une prédilection pour le théâtre baroque. Metteur en scène de *la Mort de Sénèque*, de Tristan L'Hermite (1984), il réalise ensuite *le Couronnement de Poppée*, de Monteverdi, *Atys*, de Lully, *les Galanteries du duc d'Ossone*, de Jean Mairet, *le Fidelle*, de Pierre Larivey, et récemment *le Malade imaginaire* de Molière et Marc-Antoine Charpentier. Jean-Marie Villégier a été professeur à l'Ecole supérieure d'art dramatique du Théâtre national de Strasbourg. Il souhaite que cette ville, au cœur de l'Europe, accueille des compagnies étrangères et invite en qualité de « résidentes » des troupes d'Europe de l'Est.

Strasbourg voit également arriver André Pomarat à la tête du Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse.

**Daniel Mesguisch à Lille**

Né en 1952 à Alger, élève au Conservatoire national d'art dramatique de Paris, où il monte son premier spectacle, *le Château*, de Kafka, Daniel Mesguisch fonde en 1974 la Compagnie du miroir, à laquelle il adjoint une école. Dès 1974, il monte *Candide, le Prince travesti, Britannicus, Tête d'or,* et toute une série de pièces de Shakespeare, Djuna Barnes, et encore *la Tétralogie* de Wagner en 1988 à l'Opéra de Nice.

Directeur du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis de 1986 à 1988, Daniel Mesguisch, qui poursuit parallèlement une carrière au cinéma et à la télévision, est professeur au Conservatoire d'art dramatique. Il succède à Gildas Bourdet.

**Brigitte Jaques et François Regnault à Aubervilliers**

Professeur d'art dramatique à la Rue Blanche depuis 1981, Brigitte Jaques met en scène *l'Eveil du printemps*, de Wedekind, *Elvire Jouvet 40* (1986), ou *Horace* (1989). Elle a monté *le Partage de midi*, de Claudel, actuellement à l'affiche au Théâtre de l'Atelier.

Philosophe et écrivain, François Regnault a *fondé* avec Brigitte Jaques la Compagnie du Théâtre Pandora en 1976. Traducteur, adaptateur, il a également travaillé avec Patrice Chéreau : *la Dispute* (1973), *le Ring*, de Wagner (1981), *la Fausse suivante*, de Marivaux (1985). Brigitte Jaques et François Regnault succèdent à Alfredo Arias.

***Christian Schiaretti à Reims***

Agé de trente-cinq ans, le successeur de Denis Guénoun, est le plus jeune directeur de centre dramatique de cette « promotion ». Co-créateur et co-directeur de l'école-théâtre La Belle de mai (maison de la culture de Créteil), metteur en scène (*Monsieur Vitrac, la Chute*, d'Antonin Artaud ou, récemment, *le Laboureur de Bohème*, au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis) Christian Schiaretti a également publié quatre ouvrages, dont *Léon la France, Hardi voyage vers l'Ouest américain.*

**René Loyon à Besançon**

Agé de quarante-deux ans, comédien et metteur en scène, le successeur de Denis Llorca a participé en tant que comédien ou metteur en scène au Théâtre populaire de Lorraine (1969-1975), avant de créer le Théâtre Je/Ils, avec Yannis Kokkos, en 1976.

**Patrick Pelloquet à Angers**

Comédien et metteur en scène de trente-six ans, Patrick Pelloquet succède à Jean Guichard.

MUSIQUES

# Keith Jarrett au point de perfection

## *En trio à la Salle Pleyel, le pianiste réinvente les grands standards*

C'est à une sorte d'opération d'émergence que se livre Keith Jarrett en trio. Longuement, il introduit la plupart des standards : aux harmonies, on croit deviner (Coltrane ? Rollins ? Bill Evans ?). On se trompe parfois.

Soudain, la mélodie tombe comme une pluie d'été. Dans l'instant, elle se lie au rythme en une danse à trois, fascinante et légère, où chacun semble jouer la musique de l'autre. Pas seulement l'anticiper, la prévenir, non : chacun la suggère pour l'autre.

Ce délicat dégagement du jazz – une composition connue apparaît quand l'introduction se retire comme une mer – est double. La seconde émergence, c'est celle de la musique propre au trio, sur ce fond de standards éprouvés. *Nardis*, par exemple, la composition attribuée à Miles Davis, est prise de biais en une polyrythmie vive, acerbe, inaccoutumée, rappelant au passage toutes les interprétations successives qu'elle décale.

Ombrageux, énigmatique, lumineux seulement devant son seul clavier, Keith Jarrett n'est jamais si créatif, si souverain que dans cette formule de trio. Il a marqué tous les orchestres dont il fut le pianiste. Il a poussé l'exercice du solo jusqu'à l'épuisement.

Son irruption dans le répertoire classique va plus loin qu'un simple exercice d'école, mais en trio, avec Gary Peacock (basse) et Jack DeJohnette (batterie), c'est comme s'il délivrait à l'arraché la vérité de sa musique, son mystère.

Les grands pianistes – qu'on se souvienne de Bill Evans – se reconnaissent au choix de ce compagnon de l'ombre qu'est le bassiste. Pas seulement au choix d'ailleurs, à l'amitié qui les lie en musique aussi. Gary Peacock, c'est net, prévient le calcul harmonique du piano. Il anticipe sur le hasard. Si le mot n'était pas équivoque, on pourrait parler de fusion.

Ce serait masquer au passage l'étrange sérénité où se fonde et rayonne le groupe : cette pudeur contredite par la gesticulation qui est la marque du jeu de Keith Jarrett, quand elle gouverne celui, retenu à la limite du silence, de Jack DeJohnette.

FRANCIS MARMANDE

▶ Discographie : Keith Jarrett, Gary Peacock, Jack DeJohnette. ECM Polygram.



D. R.

*Ombrageux, énigmatique, lumineux Keith Jarrett*

# Brahms au juste poids

## *Brahms, Brendel, Masur, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig : une leçon de mesure*

Le choral de Bach donné en bis (*Nun komm der heiden Heiland*, dans la transcription de Busoni) sonnait comme un *nota bene*. Comme une clef fournie *a posteriori* par Alfred Brendel pour nous faire mieux comprendre, mieux entendre, ce qui venait de précéder. Comme une possible voie d'accès proposée par l'interprète lui-même à son exécution, dimanche soir 11 novembre au Châtelet, à Paris, avec le Gewandhaus de Leipzig et Kurt Masur au pupitre, du *Premier Concerto* pour clavier de Brahms.

Exécution qui signale nettement (la première qualité du pianiste autrichien n'est-elle pas la netteté ?) tout ce qui distingue cette œuvre – charnière historique – du futur grand concerto romantique (Tchaïkovski, Saint-Saëns, Rachmaninov) tout ce qui lui « manque » encore, si l'on peut dire, d'égocentrisme, de triomphalisme, tout ce qui en fait une symphonie concertante magnifique : Brahms avait d'abord conçu ce *Premier Concerto* comme une symphonie ; c'est pourquoi le soliste n'y joue jamais sa partie en solitaire ni en exhibitionniste ; il doit se contenter – et pour lui, c'est toute la difficulté – de converser avec un orchestre particulièrement exubérant, foisonnant et indocile.

Avec son élégance de clergyman, Brendel n'a rien, à la scène comme à la ville, du soliste héroïque. Lyrisme, sous son toucher percutant et soigneusement surveillé, ne signifie ni abandon de soi ni souffle irrésistible, extérieur à soi. Quant à sa singulière technique, elle semble, d'une certaine façon, plus organistique que pianistique, plus visuelle qu'affective : les nuances, les couleurs, les phrasés se suivent ou se superposent sans se fondre jamais tout à fait : ainsi, à l'orgue, passe-t-on d'un registre ou d'une mixture à l'autre, au gré de moments, d'images, d'états bien caractérisés.

Jansénisme pianistique ? Façon toute personnelle de trouver le bonheur au clavier. C'est un régal de voir Brendel, le nez dressé avec gourmandise, le dos joyeusement tourné vers ses partenaires de l'orchestre, construire avec allégresse tous ces beaux moments de piano que lui propose le *Premier Concerto* de Brahms. C'est un délice de garder dans l'oreille l'entrée du premier thème en sixtes : l'accord naît avant même qu'on ait vu l'interprète attaquer le clavier. Brendel y pensait bien avant, il était dans l'orchestre, il n'a même pas eu à se montrer discret. Brendel vit le style d'une œuvre dans son corps même. Brendel est un pianiste épatant à regarder.

### *Transparence et finesse*

Il retrouvait dès le lendemain, dans le *Second Concerto* du même, Kurt Masur et le Gewandhaus de Leipzig, conviés en ce qui les concerne par le Châtelet à une intégrale des quatre symphonies. Voici un orchestre dont le quatuor à cordes reste merveilleusement équilibré, un orchestre en parfaite santé, dont on remarque à peine, tant sa personnalité est forte et son expérience assurée, de relatives anicroches à l'arrière-plan (flûtes et hautbois un peu ternes, entrées des cors parfois négligées).

Quelque quatre-vingts musiciens au total : cette transparence, cette finesse, vont bien avec le jeu de Brendel. Vont-elles aussi parfaitement avec le style, autrement haletant et torturé (dans les premier et quatrième mouvements en tout cas) de la *Troisième Symphonie* de Brahms ? Et Kurt Masur est-il capable de l'engagement – physique et métaphysique – nécessaire dans ce monument ? Avec sa battue carrée, sa main gauche poussant toujours vers le sol pour maintenir les violons à la corde, le nouveau titulaire de l'Orchestre philharmonique de New-York (il n'abandonnera pas pour autant la vieille Europe) est un trop sûr technicien, un trop habile rythmicien pour plonger dans le prosaïsme la plus belle et la plus syncopée des symphonies de Brahms. Mais s'il a la force, il n'a pas le goût des élans démesurés. Qui l'a, d'ailleurs, de nos jours ?

ANNE REY

# Hermeto Pascoal en France

Ni ange, ni démon, Hermeto joue à tuer les habitudes. La musique, il ne l'a jamais apprise, juste comprise. Il la voit partout. Comme si ses yeux d'albinos, trop clairs pour les tropiques, possédaient le don de deviner l'usage sonore des choses de ce monde. Une bouilloire sert peut-être à faire chauffer l'eau. Mais c'est aussi une excellente trompette. Une stalactite est peut être une formation calcaire, mais quel merveilleux orgue naturel !

*« Le jazz n'est pas un genre, mais un point de vue d'où l'on peut regarder toutes les musiques »*, disait le pianiste Jerry Roll Morton. Une bonne raison d'en jouer pour Hermeto Pascoal, autodidacte, fils d'un épicier pauvre du Nordeste, profondément imprégné de culture indienne. Débauche sonore, sa musique s'invente à chaque mesure et s'offre en spectacle. De la piscine gonflable amenée sur la scène du Festival d'Antibes-Juan-les-Pins pour servir d'instrument de percussion, aux tubes d'aluminium posés à même le sol, et aux instruments trafiqués, découpés, reconstitués, le joueur de flûte (mais aussi d'accordéon, de piano ou de saxophone), s'en donne à cœur joie. Après neuf ans passés aux côtés d'Airto Moreira au sein du Trio Andraza, et de séjours aux Etats-Unis émaillés de rencontres fructueuses (avec Ron Carter et Miles Davis pour l'album *Live Evil*), le magicien à l'hisurte barbe blanche a décidé de voler de ses propres ailes en 1973.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

▶ Hermeto Pascoal e Grupo, Petit journal Montparnasse, les 13 et 14 novembre, à 21 heures. Tél. : 43-21-56-70. Le 17 à Strasbourg, le 21 à Nice, le 23 à Toulouse... Album : *Hermeto Pascoal e Grupo*, Som da Gente/DAM.

DANSE

# « AnA » de Régine Chopinot

Comme toujours chez Régine Chopinot, l'emballage du paquet cadeau est affriolant – et la pub bien faite. Après le ring tournant de *KOK*, voici l'échiquier géant d'*AnA* : devant une muraille chatoyante de miroirs, soixante-quatre dalles de verre, surélevées, ce qui permet à quelques poignées de spectateurs de voir les danseurs par en-dessous (intérêt très limité), les autres occupant les gradins.

Hélas, Chopinot ne retrouve pas l'inspiration poético-humoristique de *KOK*, et son encéphalogramme chorégraphique reste désespérément plat d'un bout à l'autre d'*AnA*. S'il y a dans la salle des joueurs d'échecs, peuvent-ils suivre la « vraie » partie que disputent, paraît-il, les danseurs au début du spectacle ? On en doute. Pour nous, en tout cas, ce ne sont que sautillements maladroits, avancées et reculées confuses, chutes, redites. Des espèces de Pierrots rouges à pois blancs s'opposent à des espèces de Pierrots blancs à étoiles rouges. On a connu Jean-Paul Gaultier lui aussi infiniment plus imaginatif dans ses costumes.

Après l'entracte, ses tutus noirs à bretelles sur tee-shirts rayés et dessous roses sont un peu plus rigolos. Mais ces dix-neuf Alices (on se réclame de Lewis Carroll) des deux sexes, en perruques mi-longues, font penser aux collégiens en folie de William Forsythe de *Bongo Bongo Nageela*. Vous avez dit coïncidence ?

SYLVIE DE NUSSAC

▶ Grande Halle de La Villette, Espace Charlie-Parker, du 13 au 24 novembre, 21 heures. Tél. : 48-78-75-00. Tournée en France de décembre 1990 à juillet 1991.

□ **Mort de l'actrice américaine Eve Arden.** – Eve Arden vient de mourir à Beverly Hills. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans. Découverte à la fin des années 30 dans les *Ziegfeld Follies*, Eve Arden crée au cinéma, dans *Pension d'artiste* (1937), un personnage vite populaire. Elle a joué notamment dans *l'Entraîneuse fatale*, de Raoul Walsh (1941), ou *le Roman de Mildred Pierce*, de Michael Curtiz (1945), puis Eve Arden a également connu le succès à la télévision dans *Our Miss Brooks*, ou *les Belles-mères*.

□ **Mort du chorégraphe américain Vic Upshaw.** – Vic Upshaw, chorégraphe américain installé en Europe depuis 1964, vient de mourir à Paris. Il était âgé de cinquante ans. Vic Upshaw a beaucoup contribué à la vogue en France de la danse jazzy. Il a réglé à plusieurs reprises les ballets du Lido, a fondé une école, a travaillé avec Zizi Jeanmaire et surtout à la télévision. Ces dernières années, il a partagé son temps entre Hawaï, Los-Angeles et Paris.

# SPECTACLES

## CINÉMAS

**Programmes du mercredi 14 au mardi 20 novembre**

**Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.**
**Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).**

### LA CINÉMATHÈQUE

**PALAIS DE CHAILLOT**
**(47-04-24-24)**

**MARDI**

En collaboration avec le festival de Montpellier : Amours d'esclaves (1907), d'Albert Capellani, la Caduta di Troia (1910), de Giovanni Pastrone, la Sposa del Nilo (1911), Gli ultimi giorni di Pompei (1908), de Luigi Maggi, 16 h ; En collaboration avec le festival de Montpellier : le Village maudit (1929), de Florian Rey, 19 h ; Incognito (1990), d'Alain Bergala, 21 h.

### LES EXCLUSIVITÉS

**A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE** (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

**LES AFFRANCHIS** (**) (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

**L'AIGUILLON DE LA MORT** (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**ALBERTO EXPRESS** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LES ARMES DE L'ESPRIT** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**ATTACHE-MOI !** (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

***L'AVENTURE DE CATHERINE C.*** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU** (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; *George V, 8e (45-62-41-46)* ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**BAD INFLUENCE** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

***BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE*** (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**CASTE CRIMINELLE** (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CHARLIE** (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**LE CHATEAU DE MA MÈRE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE** (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

**58 MINUTES POUR VIVRE** (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**CRY-BABY** (A., v.o.) : *Cinoches, 6e* (46-33-10-82).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

***DADDY NOSTALGIE*** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**LA DÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, *6e (46-33-79-38) ; George V,* 8e (45-62-41-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**DICK TRACY** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

***DOCTEUR PETIOT*** (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**ETOILE CACHÉE** (Ind., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**EXTRÊMES LIMITES** (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

**LA FEMME FARDÉE** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *Pathé Français, 9e (47-70-33-88)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; *Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).*

**LE FESTIN DE BABETTE** (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**GHOST** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

**LA GLOIRE DE MON PÈRE** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, *8e (43-59-19-08)* ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; *Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).*

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**GREMLINS 2** (A., v.f.) : Républic *Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e* (43-21-41-01).

**HALFAOUINE** (Fr.-Tun., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**HENRY & JUNE** (*) (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**ILS VONT TOUS BIEN** (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**JEAN GALMOT AVENTURIER** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**JOURS DE TONNERRE** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LES LIAISONS DANGEREUSES** (A., *v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82)* ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**LUNG TA** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**MADO POSTE RESTANTE** (Fr.) : *Lucernaire, 6e (45-44-57-34).*

**LE MARI DE LA COIFFEUSE** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**LES MATINS CHAGRINS** (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**METROPOLITAN** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**NIKITA** (Fr.) : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

**PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER** (Esp., v.o.) : *Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26)* ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**PREMIERS PAS DANS LA MAFIA** (A., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; *UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95)* ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**PRÉSUMÉ INNOCENT** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**PROMOTION CANAPÉ** (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Convention, *15e (48-28-42-27)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**ROGER ET MOI** (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, *14e (43-21-41-01).*

**SAILOR ET LULA** (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; *Escurial, 13e (47-07-28-04)* ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : *UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94)* ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**LE SOLEIL MÊME LA NUIT** (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

***TAXI BLUES*** (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; *14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81)* ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

**THELONIOUS MONK** (A., v.o.) : *Action Christine, 6e (43-29-11-30)* ; George V, 8e (45-62-41-46).

**TO SLEEP WITH ANGER** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Saint-Germain-des-Prés, *Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23)* ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

**TORCH SONG TRILOGY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**TOTAL RECALL** (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**UN MONDE SANS PITIÉ** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Grand *Pavois, 15e (45-54-46-85).*

**UN WEEK-END SUR DEUX** (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

### LES FILMS NOUVEAUX

**AIR AMERICA.** Film américain de *Roger Spottiswoode*, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *UGC Normandie, 8e (45-63-16-16)* ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

**DAMES GALANTES.** Film français de Jean-Charles Tacchella : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, *14e* (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, *18e (45-22-47-94).*

**DARKMAN.** (*) Film américain de Sam Raimi, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *Pathé Marignan-Concorde, 8e* (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**EUROPA EUROPA.** Film franco-allemand d'Agnieszka Holland, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Pathé Hautefeuille, 6e* (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, *8e (43-59-92-82) ; Sept* Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**LETTRES D'ALOU.** Film espagnol de Montxo Armendariz, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**L'OBSERVATEUR.** Film soviétique d'Arvo Iho, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

**LA PUTAIN DU ROI.** Film franco-italo-britannique d'Alex Corti, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC *Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40)* ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC *Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59)* ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

**RE-ANIMATOR II.** Film américain de Brian Yuzna, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**UN COMPAGNON DE LONGUE DATE.** Film américain de Norman René, v.o. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, *8e (47-20-76-23)* ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le *Gambetta, 20e (46-36-10-96).*

### LES SÉANCES SPÉCIALES

**ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS** (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., lun. 12 h.

**L'AMOUR POURSUITE** (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h, 21 h.

**BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ** (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, sam. *13 h 40, dim. 10 h 15 (25 F).*

**BRAZIL** (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., dim., lun., mar. 20 h, jeu., ven. 16 h, sam. 18 h.

**LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY** (A., v.f.) : *14 Juillet Parnasse,* 6e (43-26-58-00) mer., sam., dim. 14 h 20, 15 h 50.

**LES CHEVAUX DE FEU** (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 18 h 45, lun. 15 h 15.

**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., avec.

**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, *6e (43-26-58-00) mer., séances à 17 h 30, 19 h 50, 22 h film 10 mn* après.

**LE DÉCAMÉRON** (It., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60) séances mer., ven., dim., mar. à 13 h 50, 15 h 55, 18 h, 20 h 05, 22 h 10 film 10 mn après.

**LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 15 h 15.

***DUNE*** *(A., v.o.) : Grand Pavois, 15e* (45-54-46-85) mer. 21 h 30.

**E.T. L'EXTRATERRESTRE** (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 15, sam. 16 h, *dim.* 13 h 15.

**EMMANUELLE** (**) (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

**FANTASIA** (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 15 h 40, sam., dim. 18 h 10.

***FIVE EASY PIECES*** *(A., v.o.) : Saint-*Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 19 h.

**LE GOUT DU SAKÉ** (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) mer., ven., dim., mar., film à 13 h 20, 15 h 30, 17 h 40, 19 h 50, 22 h.

**LA GUERRE DES BOUTONS** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, dim. 11 h 45 (25 F).

**L'HISTOIRE SANS FIN** (All., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 16 h 30, sam. 15 h.

**L'IMPORTANT C'EST D'AIMER** (**) (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) *mer. 21 h, dim. 21 h 15.*

***IN THIS OUR LIFE*** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. à 12 h T.U. : 20 F.

**IVANHOÉ** (A., v.f.) : Escurial, 13e (47-07-28-04) mer., sam., dim. 10 h (- de 15 ans, 15 F).

**LE JOURNAL D'UN CURÉ DE CAMPAGNE** (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer. 11 h 50.

**JULES ET JIM** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

**LE LOCATAIRE** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 21 h, dim. *21 h 15.*

**MAMMA ROMA** (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 18 h 05, ven. 16 h 20, sam. 14 h 40, lun. 19 h 50, mar. 18 h 10.

**MARY POPPINS** (A., v.f.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., sam., dim. 15 h 30 ; Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., dim. 15 h 30.

**MERLIN L'ENCHANTEUR** (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 10 h, 13 h 50, sam., dim. 13 h 50 ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 13 h 30, 15 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 15 h 15.

**MIDNIGHT EXPRESS** (**) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 20 h, lun. 22 h 30.

**LE MIROIR** (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 21 h 50.

**LE MYSTÈRE DE LA TROISIÈME PLANÈTE** (Sov., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 15 h.

**NOCE BLANCHE** (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 18 h 15, sam. 16 h 45.

**NOUVELLE VAGUE** (Fr.-Suis.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., lun. 19 h 30, sam. 20 h 20.

**LA NUIT DE L'IGUANE** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. *18 h*, ven., mar. *22 h*, sam., lun. 19 h 50.

**OLIVER ET COMPAGNIE** (A., v.f.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., sam., dim. 14 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 13 h 40, dim. 10 h 15 (25 F).

**PAS DE PRINTEMPS POUR MARNIE** (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer., jeu., lun. 12 h 05.

**PIÈGE DE CRISTAL** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h 15, jeu. 13 h 30, sam. 22 h 30, mar. 20 h 30.

**LA PRINCESSE ET LE PETIT POIS** (Sov., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 13 h 45.

**RÊVES** (Jap., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) mer., ven., dim., mar. 14 h.

**LE ROI ET L'OISEAU** (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., sam., dim. 14 h, 15 h 45.

**LE SEPTIÈME SCEAU** (Su., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. à 12 h 10 T.U. : 20 F.

**SEXE, MENSONGES ET VIDÉO** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) *mer. 20 h*, jeu., mar. 14 h, lun. 16 h.

**LES SORCIÈRES D'EASTWICK** (A., *v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).* mer. 22 h.

**STALKER** (Sov., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer. 21 h.

**STRANGER THAN PARADISE** (A.-*All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e* (43-26-84-65) mer., sam., lun. 22 h.

**SWEET MOVIE** (**) (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h.

***TANGOS, L'EXIL DE GARDEL*** (Fr.-Arg., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 21 h, dim. 19 h.

**37°2 LE MATIN** (*) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., sam., dim. 16 h.

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) mer., ven., dim. à 13 h 50.

**YEELEN** (malien, v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) mer., sam. 18 h, jeu. 16 h, ven. 20 h 30, dim. 22 h, lun. 20 h.

**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., sam., dim. 10 h Enfants 16 F, adultes 23 F.

### LES GRANDES REPRISES

**L'AVENTURE DE MME MUIR** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**BAL POUSSIÈRE** (ivoirien, v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

**LE CHEVALIER A LA ROSE** (Brit., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

**LE CRI DES HOMMES** (Alg., v.o.) : Institut du monde arabe, 5e (40-51-38-38).

**LA DOLCE VITA** (It., v.o.) : Reflet *Logos I, 5e (43-54-42-34).*

**EASY RIDER** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**FANTASIA** (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

***LES FORBANS DE LA NUIT*** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

**L'ITALIEN DES ROSES** (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**LAURA** (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Action Champs-Elysées, 8e (43-25-71-89).

***LES MILLE ET UNE NUITS*** (It., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

**NOBLESSE OBLIGE** (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

**LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON** (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**TAXI DRIVER** (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**THE SHANGHAI GESTURE** (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

**TRAINS ÉTROITEMENT SURVEILLÉS** (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

**UN HOMME QUI DORT** (Fr.-Tun.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 14 NOVEMBRE**

Exposition « Les maisons de Colette », 11 heures, Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal, vestibule rez-de-chaussée (M. Hager).

« L'ébénisterie », 14 h 30, Musée du Petit Palais.

« Les catacombes : des carrières de pierres qui ont bâti Paris à l'ossuaire », 14 h 30, à l'entrée, place Denfert-Rochereau (visite pour les jeunes. CNMH).

« Le baroque à Paris : l'ancienne église Saint-Louis des Jésuites et la maison professe », 15 heures, 99, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« La franc-maçonnerie », 14 h 30, 16, rue Cadet (P.-Y. Jaslet).

« Jardins et cités d'artistes de Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Paris pittoresque et insolite).

« Le Louvre, des fortifications à l'intérieur de la Pyramide », 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (C. Merle).

« La Défense, ville du troisième millénaire », 14 h 30, RER Défense, hall, sortie L (D. Fleuriot).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Musée de la police », 15 heures, 1 *bis*, rue des Carmes (Paris et son histoire).

« Peinture française de la Renaissance », 18 h 30, Musée du Louvre, passage Richelieu (M.-G. Leblanc).

## CONFÉRENCES

Auditorium de la galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne, 13 heures : *Mémoire des autres*, un film de Roger Pic. Entrée libre (Bibliothèque nationale).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « La vie après la vie », réponses aux questions des auditeurs par A. Lasserre (Usfipes).

Toit de la Grande Arche (salle 2), à la Défense, 16 heures : « Les Algériens en France », par B. Stora (L'Arche de la fraternité).

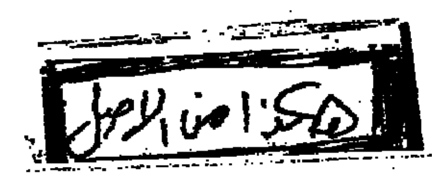
Mairie, 4, place du Louvre, 17 h 30 : « Cinquante Ségur et Rostopchine écrivains autour de la comtesse de Ségur », par F. Lanchy (Académie du Second Empire).

18, rue de Varenne, 18 h 15 : « L'épanouissement de la vie dans le judaïsme », avec le rabbin P. Touitou (Fraternité d'Abraham).

Musée national des monuments français, palais de Chaillot, 19 heures : « Citoyenneté et urbanité : la citoyenneté à l'âge post-moderne », par G. Lipovetsky (Délégation interministérielle à la Ville).









# Cholestérol ou pas ?

Il y a des questions qu'il faut poser à temps.

La formation des Biologistes de votre Laboratoire d'Analyses Médicales vous garantit la qualité de vos analyses.

**LES BIOLOGISTES**

*Des spécialistes indispensables à la vie!*

C.N.B. CENTRE NATIONAL DES BIOLOGISTES

# SCIENCES ◆ MEDECINE

## Guerre du feu stellaire

*Les grandes manœuvres politico-financières autour de la recherche sur la fusion thermonucléaire menacent la suprématie européenne*

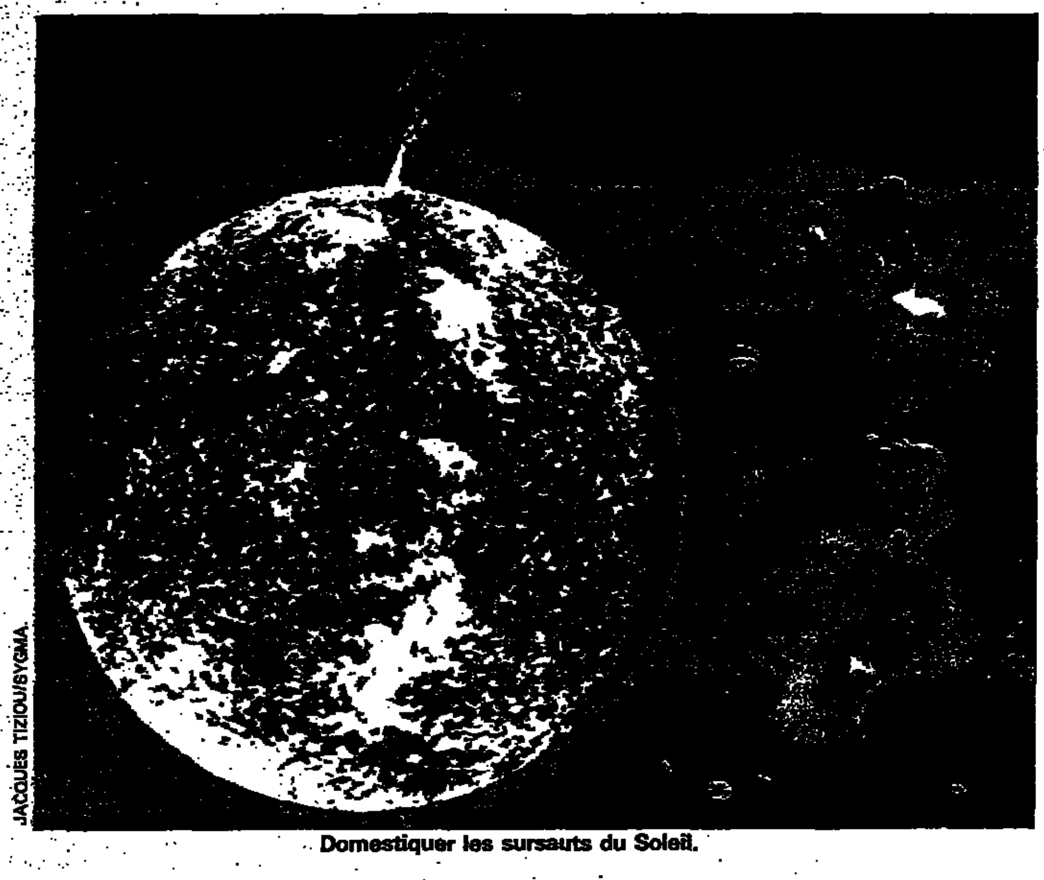
« *LA bataille pour la domestication de la fusion thermonucléaire n'est pas perdue pour l'Europe, mais elle est bien mal engagée. Si les Européens ne font pas preuve d'un minimum de fermeté et de dynamisme, ils joueront, au mieux, les seconds rôles derrière les Etats-Unis, l'Union soviétique et le Japon.* » Le constat de ce spécialiste de la fusion peut paraître sévère, mais il est largement mérité. Et cette situation est d'autant plus navrante que l'Europe fait, depuis plusieurs années, figure de leader dans cette course à la domestication de l'énergie « H », celle-là même qui anime le cœur des étoiles et fait briller notre Soleil.

Depuis une trentaine d'années, les pays industrialisés se sont lancés dans cette quête avec des fortunes diverses. Des chaudrons thermonucléaires, fondés sur le principe des Tokamaks inventés il y a une vingtaine d'années par les Soviétiques, ont donc fleuri un peu partout dans le monde pour les besoins de la recherche. Les plus puissants d'entre eux ont pour nom JET (Joint European Torus) et TORE-SUPRA pour l'Europe, TFTR (Tokamak Fusion Test Reactor) pour les Etats-Unis, JT-60 pour le Japon, et T-15 pour l'Union soviétique.

Le but des scientifiques est donc de créer dans ces enceintes en forme de chambres à air (tores) de ces Tokamaks des températures de plus de 100 millions de degrés nécessaires au déclenchement et à l'auto-entretien de réactions nucléaires de fusion au sein d'un « plasma », gaz de deutérium et de tritium (deux isotopes de l'hydrogène) dont les atomes sont dissociés en noyaux et électrons.

Jour après jour, les physiciens tentent de maîtriser les sursauts du plasma dans ces formidables chaudières. Sur le papier, tout est simple. Pourtant nombreux sont ceux qui ont annoncé sans rire que la fusion thermonucléaire contrôlée était pour dans cinq ans et qu'on allait mettre, sans coup férir, « *l'énergie des étoiles en bouteille* ». Mais il a fallu déchanter : la fusion, qui, demain, doit nous donner des quantités d'énergie presque illimitées, ne se laisse pas domestiquer aussi facilement.

On en voudrait pour preuve les résultats, pourtant encourageants, obtenus ces dernières années dans les laboratoires les plus performants. Les équipes du TFTR ont pu ainsi se glorifier d'avoir atteint les 200 millions de degrés. Celles du JET d'avoir obtenu 140 millions de degrés. Mais pendant combien de temps ces températures ont-elles été maîtrisées ? Et avec quelle densité de plasma ? En général quelques fractions de seconde seulement et avec des densités de plasma de un, voire de plusieurs ordres de grandeur inférieurs à ce qui est nécessaire.


JACQUES TIZIOU/SYGMA

Domestiquer les sursauts du Soleil.

Bien que des progrès considérables aient été faits, force est donc de reconnaître que les machines actuelles sont encore loin du *break even*. Ce point de fonctionnement où les conditions de température et de densité du plasma sont telles que la matière engendre par fusion une énergie équivalente à celle qu'on lui injecte pour la chauffer. Aujourd'hui par exemple, il s'en faut encore d'un facteur 1 à 2 pour que le Joint European Torus (JET) de Culham (Grande-Bretagne), pourtant une des meilleures machines existant au monde, franchisse ce seuil convoité.

### Une nouvelle étape

Chacun est donc conscient dans la communauté scientifique que, pour domestiquer la fusion, il faut franchir une nouvelle étape. Construire un nouveau Tokamak qui, sans être encore un véritable réacteur à fusion (à l'image des premiers réacteurs à fission, ancêtres du parc électronucléaire français), permette d'aller au-delà du *break even* et d'atteindre ce que les physiciens appellent l'ignition.

Ce nouvel objectif est ambitieux, car il doit conduire à la construction d'une machine délivrant pendant un temps certes limité mais important – environ 1 000 secondes – une puissance cinq fois supérieure à celle nécessaire pour le *break even*. Bref, une chaudière thermonucléaire dans laquelle le cinquième de la puissance servirait à maintenir le plasma dans de bonnes conditions de fusion et les quatre cinquièmes restants étant utilisés pour produire de l'énergie.

Très tôt, les Européens ont songé à créer une telle installation, le Next European Torus (NET), prolongement du JET de Culham et du TORE-SUPRA, la machine à fusion supraconductrice de Cadarache (Bouches-du-Rhône), et les Américains firent de même. Mais les Soviétiques, pourtant pionniers de cette technique, préférèrent jouer la diplomatie et la carte de l'internationalisation d'un tel programme pour raccrocher au peloton de tête. C'est ainsi que fut lancée l'idée de la construction d'une telle machine par les quatre grands de la fusion. Le projet, baptisé ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) séduisit le président Reagan au grand dam des Européens et des Japonais. En février 1988, les douze Etats de la CEE donnaient cependant leur aval à une coopération sur ce projet, à condition qu'elle soit menée sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Bref tout cela était un peu vague, loin dans le temps et de nature à préserver les intérêts de chacun.

Les choses se sont toutefois précipitées ces derniers mois. Souvent d'une manière un peu confuse. Soucieux de revenir dans une course à laquelle les performances de leur T-15 ne devraient pas leur permettre de participer, les Soviétiques maintiennent, évidemment, la pression pour le lancement d'ITER. Les Américains, poussent fermement leurs pions bien décidés qu'ils sont à reprendre le leadership mondial de la fusion. Mais ils sont en pleine bagarre interne. Les équipes d'Oakridge, de Livermore et San-Diego jalousent celle de Princeton et son TFTR. Le laboratoire de Princeton vient de perdre son directeur, et le département de l'énergie américain n'a pas de responsable chargé de la fusion.

Comme pour accroître la confusion, le secrétaire d'Etat à l'énergie, James Watkins, a fait savoir en juillet que les Etats-Unis ne pourraient tout faire dans le domaine de la fusion et qu'il fallait se donner des priorités. Fort de cet avertissement, le laboratoire de Princeton a fortement poussé ses projets en suggérant de construire une machine qu'elle avait sur plans, le Compact Ignition Tokamak (CIT), dérivée du TFTR et qui serait capable d'atteindre l'ignition, mais pour des périodes de l'ordre de 3,7 secondes seulement. Coût de l'opération : 1,2 milliard de dollars pour une machine dont la mise en service n'interviendrait pas avant 1999.

Pour mieux convaincre, Princeton a profité de la tenue à Washington, début octobre, de la conférence biannuelle de l'AIEA sur la fusion, pour annoncer que le TFTR était sur le point de réaliser le fameux *break even* que tout le monde recherche. Ce coup de bluff aurait pu passer si certains experts suspicieux n'avaient fait remarquer que les performances annoncées étaient, en fait, le résultat de savants calculs montrant que dans des conditions optimales de fonctionnement du matériel il serait possible que... Possible seulement car le même calcul, effectué par les physiciens du JET, pour le JET n'aboutit qu'à frôler le *break even*. Pas question donc pour les Européens de se rallier à quelque CIT que ce soit, en faisant du futur ITER un simple programme de développement technologique. « *Ce qu'il faut si l'on fait ITER*, commente un expert, *c'est disposer d'une machine qui permette d'atteindre les conditions d'ignition pendant des périodes de 1 000 secondes.* »

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

*Lire la suite page 23*

(1) Dans une réaction thermonucléaire de fusion, les noyaux d'atomes légers de deutérium et de tritium fusionnent entre eux pour donner un noyau d'hélium et de l'énergie sous forme de particules (neutrons). Dans la réaction de fission (celle qui permet à nos centrales nucléaires de fonctionner), en revanche, les noyaux d'atomes lourds d'uranium et de plutonium ne fusionnent pas, mais se brisent en plusieurs morceaux sous l'impact des neutrons.

## Un froid dans la fusion

Dix-huit mois après l'annonce de la découverte de la « fusion froide » par MM. Stanley Pons et Martin Fleischmann, « *les preuves du phénomène, de plus en plus ténues, tendent vers l'invisible : le tritium s'est évaporé, les rayons gamma ont disparu, ...et Stanley Pons lui-même se fait rare* », écrivait récemment l'hebdomadaire scientifique *Nature*.

Cet humour tout britannique n'est plus d'actualité. MM. Pons et Fleischmann, que bien peu de leurs collègues avaient pu rencontré depuis plusieurs mois, ont en effet réapparu, mercredi 7 novembre, au grand soulagement des autorités de l'université et de l'Etat américain de l'Utah, qui financent l'Institut national de la fusion froide.

L'annonce de cette découverte, le 23 mars 1989, avait fait l'effet d'une bombe. Les deux hommes affirmaient en effet être parvenus à obtenir à température ambiante et par simple électrolyse une réaction de fusion nucléaire (*le Monde* du 24 mars 1989). Celle-là même qui se produit au cœur du Soleil et des étoiles, et que des milliers de chercheurs s'efforcent en vain de domestiquer, et que des milliers de physiciens voudraient bien obtenir dans d'énormes machines dévoreuses d'énergie *(lire ci-contre)*.

Depuis, malheureusement, leur expérience n'a pas pu être reproduite. Le débat tourne au dialogue de sourds entre une majorité de chercheurs pour qui MM. Pons et Fleischmann se sont – au mieux – trompés, et leurs défenseurs, dont aucun n'a cependant pu apporter une preuve convaincante de la réalité de la fusion froide. Enfin, malgré des promesses réitérées, les deux hommes n'ont toujours pas publié de compte-rendu précis de leurs expériences.

Cette situation inquiète, évidemment, les responsables de l'Etat et de l'université de l'Utah qui ont investi 5 millions de dollars (complétés par 20 millions de dollars de fonds privés) dans l'Institut national de la fusion froide, depuis la fondation de cet organisme l'an dernier. Ils ont exigé qu'une commission d'experts se prononce avant de décider s'ils continueront ou non cet effort. Les deux hommes, qui ne s'exprimaient plus que par l'intermédiaire de leur avocat, ne s'étaient pas présentés pour une première réunion, le mois dernier. M. Fleischmann était, paraît-il, souffrant. Quant à M. Pons, il avait vendu sa maison, retiré son fils du lycée, et disparu de la circulation.

On imagine le soulagement général quand les deux hommes ont réapparu, suffisamment mal à l'aise cependant pour tenter de se cacher des caméras de télévision. « *J'ai demandé une année sabbatique pour travailler à plein temps sur la fusion* », a affirmé M. Pons aux experts qui l'interrogeaient. Avant de leur promettre, à nouveau, la publication d'articles sur ses derniers travaux, « *dès que cela sera possible sans mettre en cause le dépôt de nouveaux brevets* ». Les experts commis par l'Utah se sont, en revanche, fixé une date précise : ils remettront leur verdict à l'université le 15 décembre prochain.

J.-P. D.

## Forza la dope !

*Les athlètes italiens ne nient pas avoir fréquemment recours à des produits dopants mais ils en reportent la responsabilité sur leur entourage*

UNE nouvelle tendance est-elle en train de naître, au sein même de la communauté des athlètes de haute compétition, pour que soit mis fin à l'utilisation des produits dopants ? Une enquête, publiée dans l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet* (daté du 27 octobre), et réalisée sous l'égide du Comité national olympique italien et du Conseil national italien pour la recherche, montre en effet que, si la pratique du dopage est effectivement répandue chez les sportifs transalpins, ces derniers souhaitent la mise en œuvre de contrôles plus stricts et plus fréquents, y compris lors des périodes d'entraînement.

Au total, mille quinze athlètes de compétition et deux cent seize médecins, entraîneurs et dirigeants sportifs ont participé, dans le courant de 1989, à cette enquête unique en son genre. Ils avaient été recrutés, selon la méthode des quotas, par l'Institut Gallup, et il leur était demandé de répondre à un questionnaire très précis tentant de cerner les habitudes en matière de dopage.

Première indication : 30 % d'entre eux estiment qu'il est possible d'améliorer les performances athlétiques grâce à l'utilisation de produits dopants. Environ 10 % des athlètes avouent utiliser fréquemment des amphétamines et des stéroïdes anabolisants pour des compétitions nationales ou internationales et 27 % reconnaissent en prendre, mais seulement occasionnellement.

Enfin, 7 % des athlètes interrogés avouent qu'il leur est arrivé d'avoir eu recours à des transfusions sanguines en vue d'améliorer leurs performances.

### A contrecœur

Ces chiffres sont bien entendu – du fait même des conditions de l'enquête – en deçà de la réalité. Il n'en démontrent pas moins l'importance de la pratique du dopage. Les raisons avancées par les athlètes pour expliquer ce choix sont multiples, avant tout l'envie de gagner (pour 63 % d'entre eux), le désir d'améliorer les performances (9 %), l'espoir de voir s'amoindrir les douleurs physiques (6 %).

Fait important, une majorité de sportifs (62 %) affirment n'avoir pas décidé d'eux-mêmes de se doper mais avoir cédé aux pressions multiples de leur entourage (entraîneurs, dirigeants, etc.). Seulement 28 % des athlètes interrogés reconnaissent s'être dopés du fait de leur seule volonté.

Se doper semble en tout cas chose facile : 35 % des athlètes reconnaissent qu'il leur serait « très facile », et 39 % « pas très difficile », de se procurer des produits dopants. Les substances les plus utilisées sont les amphétamines et les stéroïdes anabolisants. Viennent ensuite les antalgiques narcotiques, les transfusions sanguines, les diurétiques, les vasodilatateurs et les béta-bloquants. Classés par ordre décroissant d'efficacité, on trouve les stéroïdes anabolisants, les amphétamines, les analgésiques narcotiques et les transfusions sanguines. La nocivité de ces produits est bien connue, en particulier celle des anabolisants et des amphétamines, jugés comme étant, de loin, les plus dangereux.

Tout le paradoxe de cette situation vient du fait que, si le dopage est une pratique répandue parmi les athlètes de haute compétition, c'est en quelque sorte « à contre cœur ». Deux tiers des athlètes et des techniciens réclament des contrôles plus stricts et plus fréquents ; 82 % des athlètes demandent que de tels contrôles soient pratiqués, y compris durant les périodes d'entraînement.

Ces données, certainement sous-estimées, doivent être considérées avec une certaine prudence dans la mesure où la représentativité de cette étude peut être sujette à caution. Sans doute les sportifs ayant le plus recours à des produits dopants sont-ils les moins enclins à jouer le jeu de la vérité. Notons néanmoins que peu d'athlètes ont refusé de répondre. D'autre part, le caractère inédit en Europe d'une telle étude rend impossible toute comparaison.

Il n'en reste pas moins vrai que la plupart des sportifs italiens de haute compétition – mais cela vaut sans doute également pour les athlètes des autres pays européens – connaissent bien les techniques de dopage. Et que – fait particulièrement alarmant – lorsqu'ils en arrivent à se doper, c'est bien souvent à la suite de fortes pressions de leur entourage.

Ces données, après bien d'autres, devraient inciter les fédérations sportives, en coordination avec les médecins du sport, à intensifier l'information auprès des athlètes afin qu'ils connaissent exactement les risques qu'ils prennent en ayant recours à de telles pratiques.

FRANCK NOUCHI

# Sida : prévenir en urgence

*En l'absence de thérapeutiques efficaces, la prévention demeure la seule arme contre le sida. Comment, au plus vite, le faire comprendre au plus grand nombre ?*

**MONTREUX**

*de notre envoyé spécial*

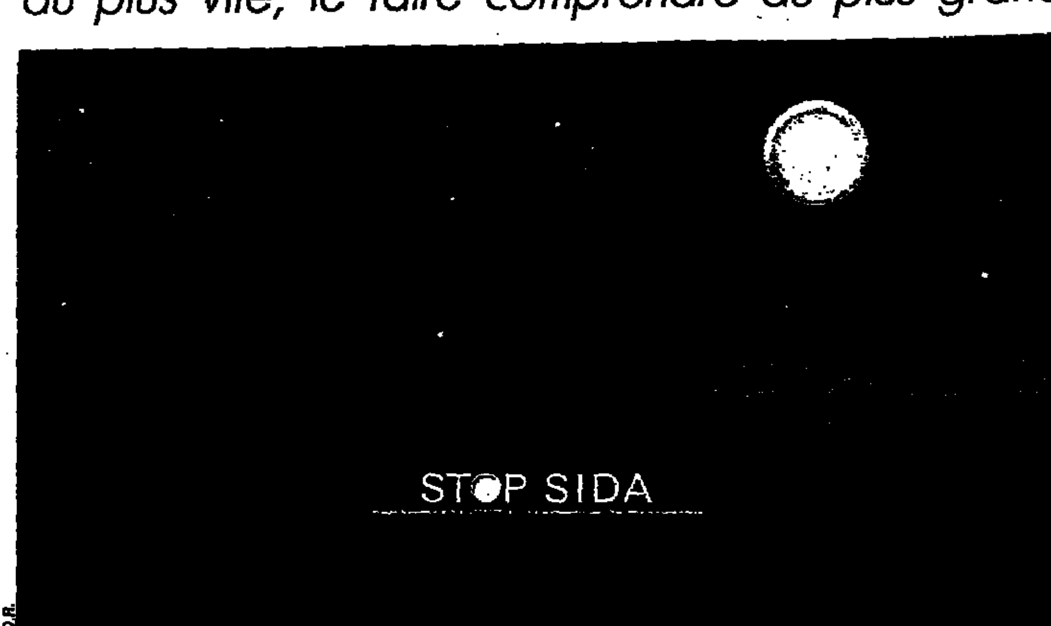
A quelques mètres du lac Léman, violemment agité par les bourrasques d'automne, on avait, dans les sous-sols aseptisés du Palais des congrès, affiché quelques dizaines de posters, ces affiches résumant les communications scientifiques qui n'ont pas trouvé place dans les sessions plénières. Là, parmi celles venues du monde entier, une équipe suédoise expliquait comment elle avait pu enquêter sur l'infection par le virus du sida chez les clients des restaurants et des cinémas gays d'Oslo. Plus loin on trouvait les bandes dessinées qui au Surinam incitent à l'usage du préservatif. Au premier étage les responsables du programme suisse contre le sida proposaient de luxueuses brochures et des dépliants informatifs, ainsi que divers modèles plus ou moins sophistiqués de préservatifs.

Au programme officiel de la réunion, à laquelle participaient plus de trois cents spécialistes, figuraient aussi bien des travaux sur l'utilisation des condoms par les adolescents norvégiens que les changements de comportement des homosexuels gallois, ou que les actions de prévention organisées dans les motels de Managua. Montreux accueillait ainsi il y a quelques jours, à l'initiative de la CEE, l'une des premières réunions internationales consacrées à l'évaluation des multiples actions de prévention lancées ces dernières années un peu partout à travers le monde (1). Cette manifestation tout à fait originale, après celles qui ont été organisées à Paris et consacrées aux recherches biologiques (*le Monde* du 31 octobre), puis à l'action des ONG (*le Monde* daté 4-5 et du 6 novembre), témoigne de l'ampleur et de la diversité des problèmes soulevés aujourd'hui par l'épidémie de sida.

L'évaluation des actions de prévention est un sujet encore neuf en médecine, limité pour l'essentiel au dépistage de certains cancers ou à certaines affections cardiovasculaires. *« Avec l'épidémie de sida, est apparue une donnée tout à fait nouvelle, un véritable sentiment d'urgence, qui a eu pour conséquence d'accélérer les programmes d'évaluation des actions mises en œuvre,* explique le professeur Fred Paccaud (institut universitaire de médecine sociale et préventive, Lausanne), l'un des principaux organisateurs de la réunion de Montreux. *Lancées pour l'essentiel en Europe à partir de 1986, les campagnes de prévention contre le sida sont entrées dans une nouvelle phase. Et pour les pays les plus avancés dans ce domaine, comme le Danemark, on commence à enregistrer certaines difficultés pour maintenir la prévention, pour continuer à susciter de l'intérêt. Il s'agit dès lors de savoir comment nous devons poursuivre des actions plus que jamais indispensables. »*

A la différence des autres entreprises de prévention médicale, celle qui concerne le sida implique, compte tenu des caractéristiques de cette infection, d'aborder des sujets extrêmement complexes, au premier rang desquels figurent les comportements sexuels. Le mode de transmission dominant aujourd'hui à l'échelon international ne pouvant plus être réduit aux seules relations homosexuelles, la prévention doit intégrer les multiples formes de l'hétérosexualité à hauts risques de contamination. Il s'agit de s'adresser au plus grand nombre pour rappeler les dangers que peuvent constituer les relations sexuelles sans protection avec des partenaires plus ou moins anonymes ou connus pour être dangereux eu égard à leur toxicomanie, à leur bisexualité ou à la multiplicité de partenaires.

Spots télévisés, brochures, affiches, bandes dessinées, encarts publicitaires, incitation à l'usage des préservatifs, promotion de la fidélité, mises en garde répétées, on ne compte plus le nombre, la forme ou le mode de diffusion des messages de prévention contre le sida. Est-il possible aujourd'hui d'en mesurer l'impact et l'efficacité ? La réunion suisse a montré que rien dans ce domaine n'était évident. *« Dans les premières années qui ont suivi l'apparition de l'épidémie, les communautés homosexuelles ont réussi, grâce notamment à leurs réseaux associatifs, à mettre en œuvre des actions de prévention efficace,* explique le professeur Peter Piot (institut de médecine tropicale d'Anvers). *Aujourd'hui, il s'agit de s'adresser aux toxicomanes, aux jeunes, aux populations migrantes... Cet objectif est d'autant plus difficile à atteindre que nous ne disposons pas d'outils permettant une évaluation précise et objective des actions entreprises. »*




D.R.

**Illustration de la campagne suisse contre le Sida**

Comment en effet mesurer les évolutions et les changements de comportement dans un domaine aussi complexe que celui de la sexualité humaine ? En pratique, les observateurs peuvent avoir recours à une série d'instruments complémentaires. *« Nous disposons de trois grands types d'indicateurs,* résume le docteur Jean-Baptiste Brunet (centre collaborateur de l'OMS sur le sida, hôpital Claude-Bernard, Paris). *Il y a d'abord des critères chiffrés, comme l'évolution des ventes de préservatifs, ensuite les résultats d'études socio-comportementales comme celles réalisées en France par l'équipe de M. Jean-Paul Moatti. Enfin, il y a les évaluations de l'impact des campagnes de prévention qui, à mon sens, doivent être prises avec beaucoup de précaution puisqu'elles mesurent plus la satisfaction immédiate de l'auditoire que leur véritable efficacité. »* Les spécialistes accordent aussi désormais un grand intérêt à un nouveau type d'indicateur épidémiologique, celui donné par l'incidence des cas de maladies sexuelles transmissibles aiguës (comme les gonococcies) dans la mesure où elles fournissent un reflet – indirect mais fidèle – des comportements sexuels à hauts risques vis-à-vis du sida.

D'une manière générale, les quelques chiffres concernant la prévalence de l'infection dans la population générale ne sont pas – ou difficilement – interprétables pour ce qui concerne l'état réel de l'épidémie ou ses formes évolutives. Seuls quelques indicateurs peuvent être tirés d'études réalisées auprès de certaines catégories, au premier rang desquelles figurent les femmes enceintes. Chez ces dernières, on trouve en Europe de l'Ouest des fréquences de contamination très variables dans des rapports de 1 à 100.

### L'ouverture vers l'Est

D'une manière générale, on estime que le taux moyen de la contamination par le virus du sida dans ce groupe est, au sein de la CEE, de 0,1 % avec de notables différences entre les pays, les villes, voire certains quartiers. A leur manière, les cas déclarés de sida reflètent aussi une certaine réalité épidémique en dépit des temps, parfois très longs, existant entre l'infection et l'apparition de la maladie. Tous les pays de la CEE n'ont pas, comme la France, réalisé d'études visant à une approximation raisonnable du nombre des séropositifs – ces derniers ne seraient pas plus de 200 000 en France selon les études récemment publiées sur ce thème (*le Monde* du 22 septembre) mais, selon certaines informations, ce nombre, à l'échelon de la Communauté européenne, pourrait se situer aux environs de 400 000.

La plupart des spécialistes de l'épidémiologie du sida sont aujourd'hui inquiets des possibles conséquences infectieuses liées à l'ouverture vers l'Est du continent européen dans la mesure où les épidémies se développent avec la circulation des populations. Beaucoup donnent aussi une grande importance, après celle accordée aux homosexuels et aux toxicomanes, aux migrants, ces populations marginales souvent rejetées par leur pays d'origine et par leur pays d'accueil, éloignées des systèmes de distribution des soins et dont les comportements sexuels sont généralement très difficiles à étudier.

Ces mêmes spécialistes, notamment ceux de nationalité belge, regrettent que les responsables religieux en général, catholiques en particulier, ne s'impliquent pas plus directement dans les actions concrètes de prévention du sida (2). Ils soulignent enfin que, compte tenu de la multiplicité des situations socio-culturelles existant sur le Vieux Continent, il est tout à fait illusoire d'espérer aujourd'hui que des messages européens standardisés de la lutte contre le sida puissent voir le jour.

*« On ne peut nullement imaginer que les actions de prévention contre cette épidémie soient similaires dans les régions à forte dominante catholique du sud de l'Italie et dans celles, protestantes, du nord de l'Allemagne,* explique le docteur Brunet. *Pour ce qui est de la France, pays latin à dominante catholique, nous en sommes restés à l'opposition quelque peu simpliste entre le préservatif et la fidélité. De la sorte, nous évitons de parler directement des pratiques sexuelles qui permettent de réduire le risque de contamination. Il est de fait difficile d'imaginer que l'on puisse, dans notre pays, aborder cette question dans un spot télévisé à une heure de forte audience... »*

Plus généralement, la réunion de Montreux a souligné avec force que les travaux actuels de prévention contre la diffusion de l'épidémie impliquaient la participation de diverses disciplines des sciences humaines qui jusqu'à présent n'étaient, peut-être à tort, que fort peu associées aux recherches de la médecine préventive. Les avis sont encore très partagés sur l'apport réel de ces disciplines et sur la qualité ou l'efficacité de la greffe tentée avec les sciences plus fondamentales inhérentes à la formation et à la recherche médicales.

Il n'en est pas moins vrai que dans ce domaine, le progrès passera par l'obtention d'une véritable complémentarité entre des spécialités tenues jusqu'alors pour étrangères les unes aux autres. La lutte contre le plus dangereux des *« effets secondaires »* des campagnes de prévention (la discrimination vis-à-vis des personnes malades, contaminées, ou à haut risque de contamination), soit en d'autres termes la défense des droits de l'homme, qu'ils soient ou non malades, impose qu'on y parvienne au plus vite.

**JEAN-YVES NAU**

(1) *« Assessing AIDS prevention »* Montreux 29 octobre-1er novembre. Cette réunion était organisée par la CEE, l'Organisation mondiale de la santé et les autorités sanitaires suisses.

(2) Lors de la récente conférence consacrée à l'action des ONG face au sida, un texte rédigé par le groupe de travail « Religions et sida » et approuvé par la conférence, indique que dans ce domaine *« nombre d'Eglises constituent un obstacle pour les indispensables efforts d'éducation et de prévention et deviennent ainsi un facteur de risque ».*

*POINT DE VUE*

# La mort, main dans la main

par Geneviève Laroque

AVANT d'être si malade, il avait affirmé, en toute conviction, ferme et calme, qu'il ne supporterait pas la déchéance, la dépendance et qu'il demanderait qu'on « l'aide à partir » quand il estimerait le moment venu. Il refusait une thérapie illusoire. Il réclamait l'euthanasie.

Déjà malade et conscient de sa maladie, il n'avait accepté de traitement que sous conditions : une promesse, sincère, que le médecin à qui on lui demandait de se confier était un « bon », un « très bon technicien », qui, de plus, ne trompait pas ses malades, qui avait une bonne relation avec eux, qui savait « passer contrat » avec eux, et qui, s'il fallait « pousser la seringue », le faisait lui-même. Il a gagné presque un an de vie normale, de bonne qualité, presque sans effets secondaires ; presque un an de bonheur inespéré, avidement, pleinement vécu.

Quand la souffrance a menacé, les palliatifs efficaces ont été utilisés. Les ajustements techniques, minutieux, délicats, ont été élaborés, appliqués, avec une sereine compétence, dans un environnement affectif intense, solide, les réseaux professionnels, familiaux, amicaux, soigneusement vérifiés, activés, entretenus. Quand la dépendance est survenue, par l'affaiblissement, l'incapacité de faire seul les gestes les plus ordinaires de la vie, les glissements entre les sites hospitaliers et les domiciles ont pu être faits de manière souple, huilée, sans à-coups meurtriers. Pendant quelques jours encore, il a savouré intensément chaque instant de cette existence, qu'il aurait repoussée avec horreur quelques mois seulement auparavant.

Il savait où il allait ; il savait comment il y allait. Il savait que son confort, son absence de souffrance, la maîtrise des malaises surajoutés, l'accompagnement affectueux, les présences relayées, le soutien à sa compagne, étaient nos priorités absolues.

Il est mort, paisiblement, dans son sommeil, sans nécessité de « renforcer » celui-ci. Il avait encore répété, quelques jours plus tôt, qu'il n'avait pas changé d'avis, qu'il voulait, – si nécessaire, – maîtriser le moment de sa mort. La promesse en avait été réitérée : cette loyauté dans la promesse, et l'attention minutieuse à son bien-être, j'ose dire à son bonheur pendant ces derniers jours lucides, difficiles – car, a-t-il dit, c'est difficile de mourir quand on a envie de vivre, – cette combinaison du « vouloir l'aider à vivre jusqu'au bout » et du respect de sa propre volonté, ont permis d'attendre, sans autre nécessité, le bout de la vie.

Il a su, au plus profond de lui, qu'on n'aurait pas besoin de le tuer, même si pour calmer les derniers jours ou dernières heures – pour lui, et, plus encore, pour sa compagne –, on était amené à l'apaiser jusqu'au sommeil. Il savait que la promesse serait tenue, d'une mort paisible et digne, quand elle viendrait – bientôt, – mais « nul ne sait ni le jour ni l'heure ».

Pendant ce temps, d'autres n'ont pas ces « privilèges », et c'est un scandale. Qu'a-t-il fallu pour mener cette stratégie qui a permis, par des thérapeutiques savantes, « pointues », coûteuses, de lui donner un an, un an seulement – mais d'autres gagneront plus – d'une vie d'homme, pleine et entière ? Qu'a-t-il fallu pour tricoter à cette thérapeutique une élaboration et une pratique de soins dits palliatifs adaptés, utiles, « réussis », pour achever un parcours réputé difficile ?

### L'humilité d'apprendre

Il a fallu, d'abord, une volonté et une obstination communes à ceux qui l'aimaient. Beaucoup de nos contemporains sont entourés d'amour. L'amour ne suffit jamais. Il a fallu des compétences, qui s'apprennent, et ne sont pas encore assez répandues.

Compétences des médecins, d'abord, pour savoir les drogues utiles, pour oser s'en servir, contrebalancer finement les unes par les autres, prendre des décisions rapides sans précipitation, faire les gestes techniques nécessaires. Ces compétences s'acquièrent. Elles sont différentes de celles des thérapeutes qui cherchent, poursuivent une guérison, même partielle et temporaire. Elles en sont complémentaires. Ces compétences s'apprennent, mais trop nombreux encore sont ceux pour qui elles sont secondaires et faciles. Ils croient sincèrement savoir et ne savent pas. Il faut au médecin beaucoup d'humilité pour apprendre, apprendre sans relâche, alors que sa science ne servira « plus qu'à » soulager, à accepter et accompagner cette mort que toute sa pratique – nécessaire – le conduit à combattre.

### Dialogue ultime

Ces compétences, on les trouve dans les récentes « unités de soins palliatifs », creusets nécessaires, et nécessairement rares, de recherche, de formation, de réflexion. On les trouve aussi ailleurs, chez des médecins de ville, dans des services hospitaliers ou l'équipe médicale peut être suffisamment polyvalente, et c'est aussi pour cela qu'il faut des équipes, et pas de hommes seuls.

Compétences des équipes infirmières, qui savent voir et informer, qui savent exécuter et prendre des initiatives, qui connaissent les gestes qui soulagent et les gestes qui gênent. Le rôle infirmier est continu, de la thérapie à la palliation : rôle technique, certes indispensable, rôle aussi de carrefour entre le médecin, le malade et l'entourage, rôle difficile de médiation discrète. Les infirmiers de ville, libéraux, et plus encore – car l'accompagnement des fins de vie exige le plus souvent un travail d'équipe – les quelques centaines de services d'hospitalisation à domicile ou de soins infirmiers à domicile doivent, pour cela, être informés, formés et multipliés.

Il n'empêche que, souvent, l'hôpital, structure organisée, permanente, reste le lieu le plus rassurant, le mieux outillé pour ces tâches, s'il apprend à s'ouvrir plus largement, dans ses murs comme dans son mode de fonctionnement, à l'entourage naturel du malade.

La compétence « froide » ne suffit pas à entourer le mourant et sa famille. Encore faut-il y ajouter cette attitude compréhensive, relation d'aide par excellence, qui respecte l'autonomie de pensée, d'attitude, de demande, sans infantiliser, sans abandonner. Ce n'est qu'appuyés, confortés par ces compétences, qu'à la maison – si on le veut, si on le peut – ou à l'hôpital qui sait, s'il le veut, devenir accueillant, « hospitalier », l'amour, l'affection, la spontanéité tendres peuvent apporter au malade le confort suprême de se savoir aimé, donc important, de savoir que cette fin de vie est peut-être un des moments les plus riches et les plus remplis de son existence.

Et l'euthanasie, dans tout ça ? D'abord, toutes les équipes françaises ou étrangères (anglo-saxonnes ou canadiennes surtout) qui pratiquent depuis des années les soins palliatifs, en unités spécialisées ou ailleurs l'affirment fermement, là où il y a préoccupation majeure du confort matériel et psychologique du malade et de son entourage et où il y a compétence dans la réponse, la demande d'euthanasie devient infime.

Il faut donc informer, former aux soins palliatifs et d'accompagnement tous les professionnels de santé pour qu'ils les pratiquent « naturellement » ou sachent appeler ceux qui les pratiquent.

Ensuite, subsisteront malheureusement toujours des situations insoutenables. Elles ne peuvent pas, ne doivent pas être réglementées : on ne bureaucratise pas la mort. Elles restent de ce ressort singulier, intime, dangereux, du dialogue ultime entre le médecin (même s'il a pris avis de son équipe) et le malade (même s'il a pu s'exprimer avec les siens). Hors d'un champ juridique propre, l'euthanasie reste, en droit français, un crime, comme elle reste, en morale, une transgression. La liberté finale est aussi de transgresser dans la douleur, la clarté, le risque, quand il n'est plus possible de respecter les lois mais seulement de respecter les consciences.

**▶ Mme Geneviève Laroque fut présidente du groupe de travail ministériel sur l'aide aux mourants en 1985-1986.**

# L'éros en France

Si la Commission nationale informatique et libertés n'oppose pas son droit de veto, une enquête de grande ampleur concernant les comportements sexuels des Français sera mise en oeuvre à partir du premier semestre de 1991. Réalisée à l'initiative de l'Agence nationale de recherche sur le sida, cofinancée par la direction générale de la santé et le Comité français d'éducation pour la santé, cette enquête devrait être menée auprès de 20 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, vivant en France métropolitaine. Elle mobilisera une vingtaine de chercheurs du CNRS, de l'INED et de l'INSERM.

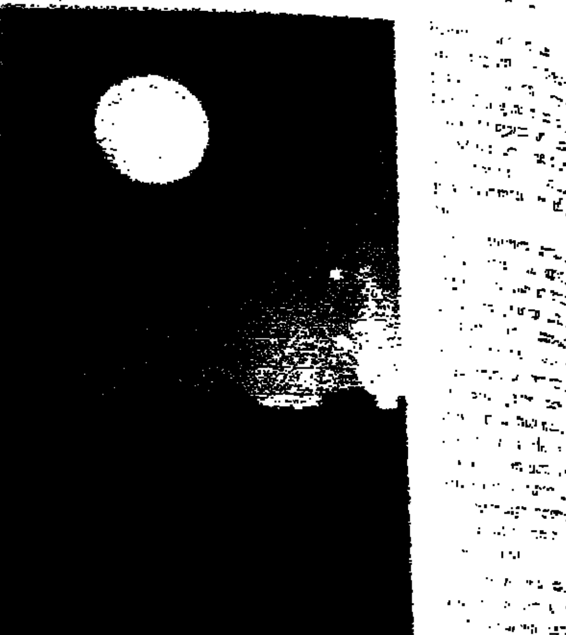
Une première étude de terrain menée auprès de 800 personnes, dont les résultats ont été présentés à Montreux (Nathalie Bajos, Alfred Spira, unité 293 de l'INSERM), a montré les avantages et les inconvénients des deux méthodes pouvant être utilisées : l'entretien face à face ou celui par téléphone. Aucune décision n'a encore été prise sur ce sujet.

Cette enquête vise avant tout, après le rapport Simon de 1970, à fournir à partir d'un échantillon large et représentatif un ensemble de données précises et chiffrées sur les différents types de comportement sexuel. Il s'agit aussi, avec toutes les garanties indispensables d'anonymat, de quantifier l'ensemble des pratiques connues pour être à risque vis-à-vis des maladies sexuellement transmissibles en général, du sida en particulier. Entre autres renseignement cette enquête devrait par exemple établir le pourcentage des Français homosexuels ou bisexuels, l'importance réelle de la prostitution, etc.

D'autres enquêtes complémentaires pourraient par ailleurs être menées auprès des quinze-dix-huit ans ainsi que dans la région Antilles - Guyane. On devrait ainsi disposer d'une photographie précise de la sexualité en France, un outil essentiel pour améliorer l'efficacité des actions entreprises contre l'épidémie de sida.

**J.-Y. N.**

gence







# Les débris d'un mystère

*Trois jours auront suffi pour donner une explication à un phénomène étrange apparu dans le ciel d'Europe*

LE mystère n'aura duré que trois jours. Vendredi 9 novembre, les phénomènes lumineux observés le 5 novembre dans le ciel de France étaient identifiés. Ainsi que le confirmait un communiqué du Centre national d'études spatiales (CNES), ils provenaient de la désintégration du troisième étage d'une fusée soviétique, lancée le 3 octobre dernier pour mettre en orbite un satellite de télécommunications, Gorizont-21. Après cinq semaines de voyage orbital, les débris de la fusée en combustion ont pénétré les couches denses de l'atmosphère, le 5 novembre à 19 heures (heure française), selon une trajectoire allant de Pau à Strasbourg.

Trois jours durant lesquels, pourtant, *tous les rêves furent permis*. Les conditions météorologiques, particulièrement nettes ce soir-là au-dessus de l'Europe de l'Ouest, avaient permis à des milliers de témoins, simples passants ou professionnels de l'aviation, d'observer le phénomène (*le Monde* du 8 novembre). Les témoignages, dans un premier temps, sont contradictoires : *« Trois boules, orange, jaune et verte, disposées en triangle »*, *« Un objet très lumineux en forme de Y, qui se déplaçait sans bruit »*, *« Une soucoupe volante en losange »*. Mais, très vite, le portrait-robot de l'objet volant non identifié (ovni) se précise. De Bischwiller (Bas-Rhin) à l'aéroport de La Rochelle (Charente-Maritime), des Landes aux Ardennes, ainsi qu'en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne et en Italie, la plupart des observations s'accordent à décrire *« des points lumineux rouge orangé se déplaçant simultanément, en forme de triangle ou de trapèze, suivis d'une tache plus brillante de couleur blanche »*.

L'affaire, cette fois, est immédiatement prise au sérieux par les spécialistes. Infiniment plus qu'au printemps dernier, durant lequel les avions de chasse belges décollèrent à plusieurs reprises pour *traquer de mystérieux engins survolant* le ciel de Bruxelles (*le Monde* du 9 mai). *« Depuis le 5 novembre, nous avons recueilli sur les trois quarts du territoire français des milliers de témoignages concordants, dont l'un émane d'un cosmonaute français, d'autres d'une vingtaine de pilotes civils et militaires, d'autres encore de clubs d'astronomes amateurs. Un cas exceptionnel qui exclut totalement l'hypothèse d'une hallucination collective »*, soulignait dès le 7 novembre M. Jean-Jacques Velasco, directeur à Toulouse du service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique (SEPRA) du CNES.

Un ovni, donc, mais encore ? Pour le SEPRA, l'enquête ne fait alors que commencer. Vingt-quatre heures à peine après l'apparition lumineuse, ses responsables appelaient les *témoins* à leur fournir toutes les précisions sur leurs observations, par l'intermédiaire de la gendarmerie et de la police *nationales*, des services de météorologie ou de l'aviation civile et militaire. Quelques jours plus tard, le service d'expertise croulait sous les appels. Un mal nécessaire, puisque seule la multiplication des témoignages aurait permis, si le phénomène n'avait été élucidé dans les jours suivants, d'évaluer très précisément l'altitude et les caractéristiques de trajectoire de l'ovni observé.

Dès les premiers jours, et tout en n'excluant *« aucune hypothèse »*, les chercheurs du SEPRA avaient quasiment éliminé celle de la « pierre tombée du ciel ». *« Les points de lumière ont été observés plusieurs minutes d'affilée, alors que la rentrée d'un corps céleste dans l'atmosphère n'excède jamais quelques dizaines de secondes*, objectait déjà M. Velasco. *De plus, les données recueillies donnent une idée de l'envergure et de la trajectoire approximative de l'objet. S'il s'agissait d'une météorite, elle serait de grande taille et serait très probablement tombée sur le sol, non dans la mer. Or aucun impact important n'a été signalé depuis le 5 novembre... »*

### Aucun écho sur les radars

Restait donc l'hypothèse d'un objet artificiel, débris de satellite ou de fusée. Depuis le lancement, le 4 octobre 1957, du premier satellite artificiel de la Terre, Spoutnik-1, plus de trois mille cinq cents engins spatiaux ont été volontairement envoyés dans l'espace. Soit des millions d'objets divers *mis en orbite dans la même* période, le lancement d'un engin spatial s'accompagnant obligatoirement de la satellisation non désirée de tout un tas de débris, boulons, éléments de protection ou restes d'étages de fusée en désagrégation. Selon l'hebdomadaire britannique *New Scientist* (1), trois millions et demi de débris d'une taille supérieure à 10 centimètres seraient ainsi, actuellement, en orbite autour de la Terre, la plupart *provenant d'engins* spatiaux soviétiques et américains.

*Du fait de leur faible altitude* (moins de 300 km pour les orbites basses), la plupart des débris satellisés finissent par se consumer dans les couches denses de l'atmosphère, le plus souvent sans que les Terriens s'en aperçoivent. Il suffit cependant qu'un débris de grande taille entre dans l'atmosphère avec une vitesse et un angle d'incidence importants pour que sa combustion devienne visible, à condition, bien sûr, que l'événement survienne de nuit et au-dessus d'un continent.

C'est précisémment ce qui s'est produit dans la soirée du 5 novembre. Encore fallait-il pouvoir le confirmer au terme d'une enquête rigoureuse. Encore fallait-il, également, ne pas se laisser impressionner par un détail apparemment déroutant : observé par des milliers de témoins, le troisième étage en combustion de la *fusée soviétique* n'a *fourni aucun* écho aux radars civils et militaires. *« Ce qui signifie simplement que l'objet est passé plus haut ou plus bas que la zone d'altitude détectée par les faisceaux radar »*, soulignait dès le lendemain M. Velasco, avec une logique toute scientifique. Familiers de l'étrange depuis plus de treize ans *(voir encadré)*, les responsables du SEPRA *prirent* contact, dès les premiers témoignages, avec la NASA.

Très vite, celle-ci évoqua la piste de *la fusée soviétique*, dont le troisième étage se trouvait jusqu'alors *en orbite d'attente*. Quelques jours encore, et le centre de *calcul du CNES de Toulouse* vérifiait que la rentrée dans l'atmosphère *de ces morceaux de fusée* coïncidait exactement avec les *horaires et la trajectoire du phénomène* observé.

Le mystère de l'ovni disparaissait. Reste une enquête exemplaire et rondement menée, un peu de déception, et le souvenir de trois jours durant lesquels tout, ou presque, fut possible.

CATHERINE VINCENT

(1) *New Scientist* nº 1 738, 13 octobre 1990.

## Deux vrais ovnis

*« Plutôt que d'inciter chaque individu à rapporter systématiquement à la gendarmerie locale toute observation de bizarrerie céleste, nous voudrions surtout lui permettre de procéder à un tri préalable et de mieux interpréter les phénomènes naturels, si étranges soient-ils, ou les objets connus susceptibles d'apparaître dans le ciel. »* Ainsi se définissait dès sa naissance le Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés (GEPAN), créé le 1er mai 1977 par le CNES et *récemment rebaptisé SEPRA* (Service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique).

Depuis cette date, le service de Toulouse a examiné environ deux mille procès-verbaux de gendarmerie, dont 20 à 25 % ont résisté à l'analyse statistique et nécessité une enquête plus poussée. C'est dire que ses trois responsables ont acquis une expérience à toute épreuve en matière de canulars, d'effets d'optique et de petits hommes verts.

En treize ans, deux ovnis sont pourtant parvenus à défier leur rigueur scientifique. Le cas le plus connu s'est produit le 8 janvier 1981, *dans le petit* village de Trans-en-Provence (Var), où un témoin avait affirmé avoir vu *« un engin ayant la couleur du plomb »* tomber à trente mètres de lui. L'enquête démontra que la végétation avait subi une profonde transformation à l'endroit désigné de l'atterrissage.

Un autre phénomène *observé deux ans plus tard* reste inexpliqué : une forme stationnaire, repérée en plein jour dans la banlieue parisienne, avait fait, au moment de sa disparition, se lever les brins de gazon comme sous l'effet d'un fort champ magnétique.

Ca. V.

## Guerre du feu stellaire

*Suite de la page 21*

*« C'est à ce prix que l'on pourra démontrer qu'il est possible de faire de l'énergie à partir de la fusion et tester, sans souci d'endurance, des matériels destinés au futur réacteur à fusion. Il faut être raisonnable*, dit-il, *avancer pas à pas et ne pas s'imaginer que l'on peut tout faire en même temps. »*

Si la voie de la raison semble devoir l'emporter sur ce point, celle de la politique risque fort de balayer les espoirs européens. Car, au mois de juillet, les Japonais, qui renâclaient sur le projet ITER, ont fait soudain volte-face et apporté leur soutien le plus total aux Soviétiques. Les voici prêts à brûler les étapes et à faire en sorte qu'un accord complet sur le site, sur les caractéristiques de la machine, sur son directeur, sur son financement, soit signé au 1er janvier 1991.

Mission impossible ? Peut-être pas tant que cela. Les Américains pourraient, en effet, se montrer un peu plus souples sur ce projet de 5 milliards de dollars, à condition que les Japonais acceptent de financer une part (2 milliards de dollars) des 9 milliards de dollars que leur coûtera une autre grosse machine : le Superconducting Super Collider (SSC), un accélérateur de particules géant que les Etats-Unis veulent construire au Texas pour effacer la suprématie du Large Elctron Positon Collider (LEP) européen du CERN. Un tel accord risquerait, s'il n'y prend pas garde, de laminer le Vieux Continent.

J.-F. A.



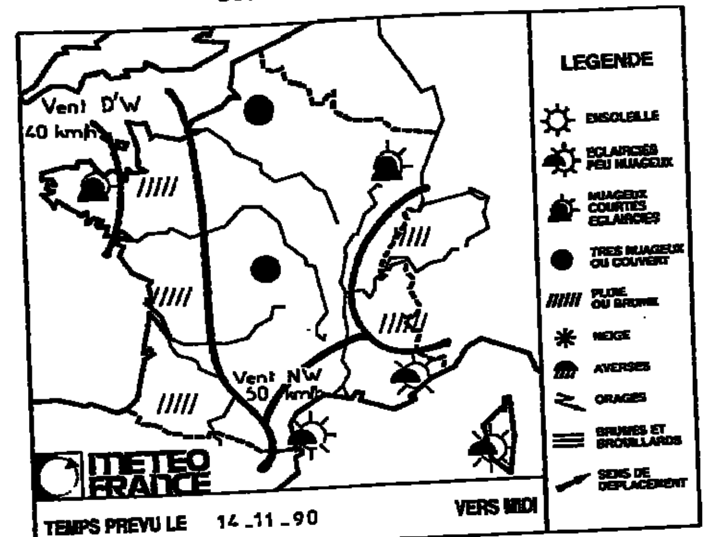
L'eros en Fra

# AGENDA

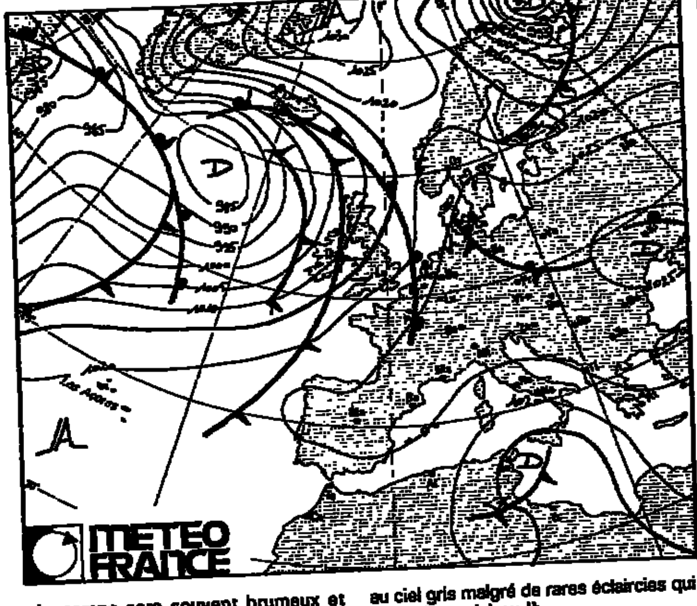
## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 14 novembre

**Couvert, doux, pluvieux.**




**SITUATION LE 13 NOVEMBRE 1990 A 0 HEURE TU**




Le temps sera souvent brumeux et très nuageux sur la France. Les pluies faibles et éparses se renforceront à partir de vendredi soir. Seul le pourtour méditerranéen sera favorisé avec de bons moments ensoleillés.

Jeudi : beaucoup de grisaille. – Sur les Alpes, le ciel bien nuageux le matin s'éclaircira l'après-midi.

Sur le pourtour méditerranéen la journée sera bien ensoleillée.

De la Vendée et de Poitou-Charentes au Limousin, à l'Aquitaine et à Midi-Pyrénées ainsi que sur la Bourgogne, la Franche-Comté et l'Auvergne, il y aura des brumes et des bancs de brouillard le matin. L'après-midi, la tendance sera au ciel gris malgré de rares éclaircies qui apparaîtront ici ou là.

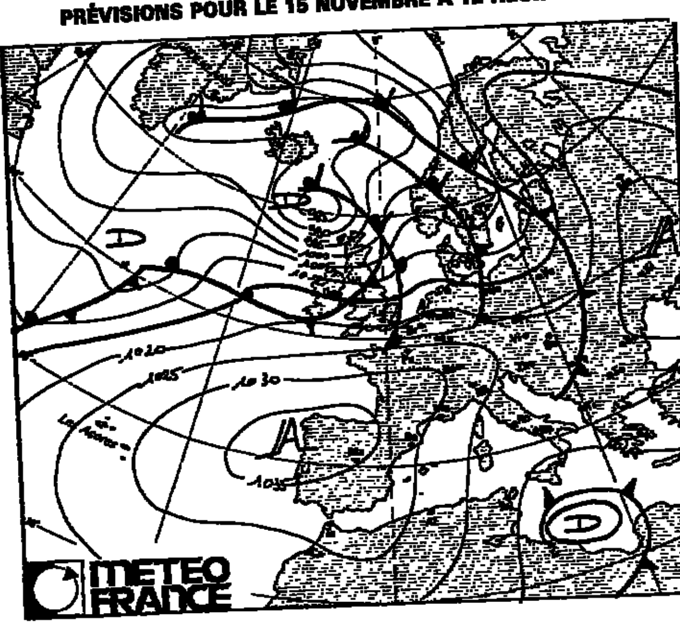
Sur les régions plus au nord, soit sur la Bretagne, la Normandie, le Nord, le Bassin parisien, les Ardennes, l'Alsace et la Lorraine, le ciel sera gris et bas. Il pleuvra un peu par moments. Le vent de sud-ouest sera assez fort près de la Manche.

Les températures du matin seront de 3 degrés à 6 degrés dans l'intérieur. Sur les côtes, elles atteindront 7 degrés à 10 degrés.

L'après-midi, il fera de 11 degrés à 14 degrés et même 16 degrés à 19 degrés près de la Méditerranée.



**PRÉVISIONS POUR LE 15 NOVEMBRE A 12 HEURES TU**




**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 13-11-90**

Valeurs extrêmes relevées entre le 12-11-90 à 6 heures TU et le 13-11-90 à 6 heures TU

| | | | |
|---|---|---|---|
| **FRANCE** | | | |
| AJACCIO | 18 | 7 | D |
| BIARRITZ | 18 | 8 | D |
| BORDEAUX | 17 | 8 | N |
| BOURGES | 14 | 9 | C |
| BREST | 15 | 12 | P |
| CAEN | 15 | 11 | N |
| CHERBOURG | 14 | 11 | N |
| CLERMONT-FER. | 15 | 4 | D |
| DIJON | 12 | 6 | B |
| GRENOBLE-SM-H | 12 | 7 | C |
| LILLE | 11 | 11 | P |
| LIMOGES | 14 | 7 | D |
| LYON | 13 | 3 | P |
| MARSEILLE-MAR. | 17 | 6 | D |
| NANCY | 12 | 2 | B |
| NANTES | 14 | 10 | B |
| NICE | 19 | 9 | D |
| PARIS-MONTS | 13 | 12 | P |
| PAU | 18 | 7 | D |
| PERPIGNAN | 20 | 6 | D |
| RENNES | 16 | 12 | C |
| ST-ETIENNE | 14 | 3 | D |
| STRASBOURG | 9 | 5 | B |
| TOURS | 13 | 11 | N |
| TOULOUSE | 16 | 6 | D |
| POINTE-A-PITRE | 31 | 24 | C |
| **ÉTRANGER** | | | |
| ALGER | 21 | 14 | C |
| AMSTERDAM | 9 | 8 | P |
| ATHÈNES | 16 | 10 | C |
| BANGKOK | 30 | 22 | P |
| BARCELONE | 19 | 12 | N |
| BELGRADE | 2 | 1 | C |
| BERLIN | 9 | 5 | C |
| BRUXELLES | 11 | 9 | P |
| LE CAIRE | 22 | 12 | D |
| COPENHAGUE | 7 | 6 | P |
| DAKAR | 30 | 25 | D |
| DELHI | 27 | 17 | D |
| DJERBA | 22 | 15 | O |
| GENÈVE | 12 | 4 | C |
| HONGKONG | - | - | - |
| ISTANBUL | - | - | - |
| JÉRUSALEM | 15 | 7 | D |
| LISBONNE | 15 | 12 | D |
| LONDRES | 14 | 12 | C |
| LOS ANGELES | 31 | 15 | D |
| LUXEMBOURG | 9 | 6 | B |
| MADRID | 17 | 3 | D |
| MARRAKECH | 30 | 11 | D |
| MEXICO | 23 | 3 | B |
| MILAN | 11 | 1 | B |
| MONTRÉAL | 2 | -7 | D |
| MOSCOU | -3 | -7 | N |
| NAIROBI | 25 | 15 | P |
| NEW-YORK | 9 | 3 | N |
| OSLO | 2 | 1 | C |
| PALMA-DE-MAJ. | 20 | 7 | D |
| PÉKIN | 19 | 2 | D |
| RIO-DE-JANEIRO | 25 | 20 | D |
| ROME | 15 | 6 | D |
| SINGAPOUR | 32 | 24 | A |
| STOCKHOLM | 4 | 0 | N |
| SYDNEY | 23 | 15 | D |
| TOKYO | 19 | 11 | N |
| TUNIS | 17 | 13 | A |
| VARSOVIE | 4 | 2 | C |
| VENISE | 15 | 2 | D |
| VIENNE | 6 | 5 | P |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

# Mardi 13 novembre

### TF 1

**20.35 Cinéma : Urgence.** ■
Film français de Gilles Béhat (1985). Avec Richard Berry, Bernard-Pierre Donnadieu, Fanny Bastien.
**22.25 Magazine : Ciel, mon mardi !**
Invité : Richard Bohringer.
**0.15 Journal, Météo et Bourse.**
**0.35 Série : Passions.**

### A 2

**20.40 Les dossiers de l'écran : Norma Rae.** ■■
Film américain de Martin Ritt (1979). Avec Sally Field, Beau Bridges, Ron Liebman.
**22.50 Débat : Où en est le syndicalisme en France ?**
Animé par Gilbert Kahn. Avec Marc Blondel, secrétaire général de FO, Sylvie Salmon-Tharreau, secrétaire général de la Fédération des transports de la CGT, Pierre Eelsen, PDG d'Air Inter, Pierre Rosanvallon *(la Question syndicale)*, Jean-Yves Coz, membre du comité de coordination des portuaires dunkerquois, Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT.
**0.00 Journal et Météo.**
**0.20 Sans frontières.** Jazz à Antibes : Spécial Blood Sweat and Tears, par Jean-Christophe Averty.

### FR 3

**20.40 ▶ Téléfilm : Alcyon.**
De Fabrice Cazeneuve, avec François Négret, Hito Jaulmes.
*Un vieil homme et un adolescent.*
**22.15 Journal et Météo.**
**22.35 Sport : Voile.** La Route du rhum.
**22.50 Télévision régionale.**
**23.30 Traverses.**
Une certaine idée de la France (rediff.).
**0.25 Musique : Carnet de notes.**

### CANAL PLUS

**20.30 Cinéma : L'orchestre rouge.** ■■
Film italo-franco-belge de Jacques Rouffio (1989). Avec Claude Brasseur, Daniel Olbrychski, Dominique Labourier.
**22.30 Flash d'informations.**
**22.40 Cinéma : Blue jean cop.** ■
Film américain de James Glickenhaus (1987). Avec Richard Brooks, Peter Weller, Antonio Farges (v.o.).

### LA 5

**20.40 Cinéma : Bête mais discipliné.** ■
Film français de Claude Zidi (1979). Avec Jacques Villeret, Kelvine Dumour, Michel Aumont.
**22.30 Magazine : Goool.**
De Pierre Cangioni.
**23.30 Sport : Tennis.**
Résumé des Masters 1990.
**0.00 Journal de minuit.**

### M 6

**20.35 Téléfilm : Marie et sa bande.**
D'Eric Till, avec Gema Zamprogna, Gwynyth Walsh.
*Une gamine se fait passer pour un garçon...*
**22.20 Téléfilm : Messages de l'au-delà.**
De Jack Bender, avec Kathleen Beller, Michael Brandon.
*Un jeu dangereux.*
**0.00 Six minutes d'informations.**
**0.05 Magazine : Dazibao.**
**0.10 Magazine : Ciné 6.**
**0.25 Musique : Boulevard rock'and hard.**

### LA SEPT

**20.59 Une minute pour une image.**
**21.00 Magazine : Mégamix.**
**22.00 Magazine : Dynamo.**
**22.30 Téléfilm : Trois amours**
(dernière partie). De Lars Molin.

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Archipel médecine.** L'édition de santé.
**21.30 Vies à crédit.** Le surendettement des particuliers (rediff.).
**22.40 Les nuits magnétiques.**
Un Nagra devant Marseille.
**0.05 Du jour au lendemain.**
**0.50 Musique : Coda.**

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concerts de jazz** (donné, le 14 août à Marciac) : Secret love, de Fain ; Cool walk, de Peterson ; Someone to watch over me, de Gershwin ; The gentel waltz, de Peterson ; Reunion blues, de Jackson ; Nightime, de Peterson ; Seven come eleven, de Goodman ; Who can I turn to, de Bricusse ; Sweet Georgia Brown, de Pinkard, par Oscar Peterson, piano, Herb Ellis, guitare, Ray Brown, contrebasse, Jeff Hamilton, batterie. (Donné le 23 juillet 1981, à Juan-les-Pins) : Falling in love with love, de Rodgers ; Cool walk, Who can I turn to/ Love ballade, de Peterson ; You look good to me, de Wells ; Soft winds, de Goodman ; Old folks, de Foster, Blues etude, de Peterson, Mack the knife, de Wells, par Oscar Peterson, piano, Dave Young, contrebasse, Martin Drew, batterie.
**23.07 Poussières d'étoiles.**

# Mercredi 14 novembre

### TF 1

**15.30 Club Dorothée.**
**17.30 Série : Starsky et Hutch.**
**18.20 Jeu : Une famille en or.**
**18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.**
**19.18 Tirage du Tac-O-Tac.**
**19.20 Jeu : La roue de la fortune.**
**19.48 Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
**19.50 Tirage du Loto.**
**20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.**
**20.40 Variétés : Sacrée soirée.**
Présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Michel Fugain, Roch Voisine, les Inconnus, Marian Carrey, Félix Gray et Didier Barbelivien, Dave Stewart, Richard Clayderman.
**22.40 Série noire : Un chien écrasé.**
De Daniel Duval.
**0.05 Journal, Météo et Bourse.**

### A 2

**13.43 Feuilleton : Constance et Vicky**
(7ᵉ épisode).
**14.35 Eric et toi et moi.**
**16.30 Jeu : Le chevalier du labyrinthe.**
**17.05 Magazine : Eve raconte.**
Marilyn Monroe (3ᵉ partie).
**17.30 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.**
**17.55 Magazine : Giga.**
**18.20 INC.**
**18.25 Magazine : Une fois par jour.**
**20.00 Journal et Météo.**
**20.40 Feuilleton : Le mari de l'ambassadeur.**
De François Velle.
**21.35 Sport : Football.** Championnat d'Europe des Nations. Tchécoslovaquie-Espagne, en différé de Prague.
**23.10 Magazine: Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ?**
Présenté par Christine Ockrent.
Invité : L'abbé Pierre.
**0.10 Journal et Météo.**
**0.30 Magazine : Extra.**
Enfants : Le nouveau monde.

### FR 3

**14.05 Magazine : Thalassa** (rediff.).
**14.50 Questions au gouvernement.**
En direct de l'Assemblée nationale.
**17.05 Magazine : Graine d'infos** (rediff.).
**17.30 Allô Bibizz.**
**18.15 Magazine : C'est pas juste.**
**18.30 Jeu : Questions pour un champion.**
**19.00 Le 19-20 de l'information.**
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
**20.10 Jeux : La classe.**
**20.40 Magazine : La marche du siècle.**
Valéry Giscard d'Estaing-Jacques Chirac : Le nouveau combat.
**22.20 Journal.**
**22.40 Sport : Voile.** La Route du rhum.
**22.50 Magazine : Faut pas rêver.**
Inde : Les gamelles de Bombay ; Australie : Bruce Larkin et ses machines à sous ; Guadeloupe : La nuit des clindindins.
**23.45 Documentaire : L'obscur chemin des vaisseaux de lumière.**
**0.40 Musique : Carnet de notes.**

### CANAL PLUS

**15.00 Documentaire : Oiseaux de proie.**
De Moshe Alpert.
**15.30 Téléfilm : Un amour de banquier.**
De Ian Toynton, avec Martin Sheen, Jacqueline Bisset.
**17.00 Les Nuls... l'émission** (rediff.).
**17.50 Dis Jérôme « ... ? ».**
Présenté par Jérôme Bonaldi.
**18.00 Cabou cadin.**
*En clair jusqu'à 21.00*
**18.30 Dessins animés : Ça cartoon.**
Présentés par Philippe Dana.
**18.50 Top albums.**
Présenté par Marc Toesca.
**19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.**
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
**20.30 Cinéma dans les salles.**
**21.00 Cinéma : The assault.** ■■
Film hollandais de Fons Rademarkers (1986). Avec Derik De Lint, Marc van Uchelen, Monique van de Ven.
**23.00 Flash d'informations.**
**23.05 Sport : Football.**
Championnat d'Europe des Nations : Tchécoslovaquie-Espagne, en différé de Prague.
**0.45 Cinéma : Génération perdue.** ■
Film américain de Joël Schumacher (1987).

### LA 5

**14.35 Série : Le renard.**
**15.35 Série : Soko.**
**16.30 Dessins animés.**
**18.00 Sport : Tennis.**
Masters 1990, en direct de Francfort.
**19.00 Journal images.**
**19.10 Sport : Tennis** (suite).
**19.45 Journal.**
**20.30 Drôles d'histoires.**
**20.40 Histoires vraies.**
Le droit au meurtre, téléfilm de Jeffrey Bloom.
**22.25 Débat : Autodéfense.**
Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönberg.
**23.45 Sport : Tennis.**
Résumé des Masters 1990.
**0.00 Journal de minuit.**

### M 6

**14.45 Téléfilm : Le retour de Sherlock Holmes.**
De Dean Hargrove.
**15.55 Musique : Boulevard des Clips**
(et à 0.25).
**16.40 Série : Les têtes brûlées.**
**17.35 Variétés : Tungstène.**
Emission présentée par Fatine.
**18.00 Jeu : Zygomusic.**
**18.26 Six minutes d'informations.**
**18.35 Série : Campus show.**
**19.00 Série : Magnum.**
**19.54 Six minutes d'informations.**
**20.00 Série : Mariés, deux enfants.**
**20.35 ▶ Téléfilm : Nom de code Rebecca.**
De David Hemmings (1ʳᵉ partie).
**22.25 Série : Brigade de nuit.**
**23.20 Documentaire : 60 minutes.**
De Gaulle vu d'ailleurs...
1. Naissance d'un mythe, 1939-1946.
**0.15 Six minutes d'informations.**
**0.20 Magazine : Dazibao.**

### LA SEPT

**14.00 Cours d'italien** (7).
**14.30 Documentaire : Histoire parallèle.**
**15.30 Magazine : Mégamix.**
**16.30 Documentaire : Les patients.**
De Claire Simon.
**17.45 Cinéma d'animation : Images.**
**17.55 Les documents interdits.**
**18.00 Cinéma : Bellissima.** ■■■
Film italien de Luchino Visconti (1951).
**20.00 Musique de l'Afrique noire**
(Musique de Centrafrique).
**20.59 Une minute pour une image.**
**21.00 Documentaire : Les derniers marranes.**
**22.05 Cinéma d'animation : Images**
(La main).
**22.25 Les documents interdits.**
**22.30 Cinéma : Deux sous d'espoir.** ■■
Film italien de Renato Castelli (1951).
**0.05 Court métrage : Histoire de Catherine.**
De Maselli.

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Antipodes.**
**21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
**22.00 Communauté des radios publiques de langue française.**
**22.40 Les nuits magnétiques.**
Un Nagra devant Marseille.
**0.05 Du jour au lendemain.**
**0.50 Musique : Coda.**

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert** (donné le 24 octobre en l'église Notre-Dame de la Gloriette à Caen) : Autour des cantates de Nicolas Bernier. Œuvres de Lambert, Bernier, Leclair, par Les Arts florissants, clavecin Christophe Rousset.
**23.07 Poussières d'étoiles.** Jazz club en direct du Petit Journal Montparnasse : Hermeto Pascoal e Grupe.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

**« ZAPPINGE »**

Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

## Audience TV du 12 novembre 1990 Le Monde / SOFRES NIELSEN

*Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers*

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF1 | A2 | FR3 | CANAL + | LA 5 | M6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 h 22 | 58,3 | Bande ann. 17,6 | Une fois... 5,7 | Act. région. 25,8 | Bande ann. 2,2 | Télé contact 2,3 | Magnum 3,9 |
| 19 h 45 | 61,4 | Roue fortune 28,0 | Une fois... 5,7 | 19-20 infos 16,6 | Nulle part 3,3 | Journal 2,7 | Magnum 4,8 |
| 20 h 16 | 74,4 | Journal 33,6 | Journal 19,5 | La classe 8,8 | Nulle part 2,8 | Journal 4,2 | Madame... 5,5 |
| 20 h 55 | 73,5 | Stars 90 33,6 | Il était... 7,3 | M. Klein 15,3 | Etalon... 1,4 | Opale 11,0 | Raging Bull 6,0 |
| 22 h 08 | 62,0 | Stars 90 30,3 | Il était ... 4,0 | M. Klein 12,8 | Etalon... 1,0 | Opale 10,2 | Raging Bull 4,4 |
| 22 h 44 | 39,7 | Pub 18,3 | Santé d'abord 7,7 | Soir 3 5,4 | Chine... 0,9 | Jack Killian 4,4 | Raging Bull 5,3 |

# ÉCONOMIE



Le Monde

26 Les limites de l'action sur les quartiers défavorisés.
27 Le budget des postes et télécommunications.
28 Bataille autour des écrans plats.
29 L'endettement du groupe Hachette.
38 Marchés financiers.
39 Bourse de Paris.

BILLET

## Rêves de gouverneurs

Douze hommes sérieux réunis mardi 13 novembre à Bâle devaient achever de dessiner les grandes lignes d'une institution idéale : la future banque centrale européenne.

Le Comité des gouverneurs des banques centrales des Douze devait en effet mettre la dernière main au projet de statuts de l'Eurofed, qui sera examiné le 14 décembre prochain à Bruxelles lors de l'ouverture de la conférence intergouvernementale sur l'UEM (Union économique et monétaire).

Ces spécialistes, à ce stade de la procédure, se sont fait plaisir. Ils ont élaboré, à en croire les informations qui ont filtré sur leurs travaux, une sorte de banque centrale de rêve, entièrement dégagée du contrôle des politiques.

L'exercice est si « théorique » que le gouverneur de la banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, a pu y participer pleinement, alors que son pays est officiellement opposé à l'UEM et défend un projet très différent, où l'écu circulerait en parallèle avec les autres monnaies européennes.

L'objectif majeur de l'Eurofed, et il devrait être inscrit dans les statuts, sera le maintien de la stabilité des prix. La banque n'apporterait son soutien à la CEE que pour des politiques non inflationnistes.

Indépendance : aucun membre des instances de décision de l'Eurofed ne pourrait recevoir d'instruction des instances politiques.

Compétences : l'Eurofed aurait la responsabilité exclusive de la définition et de la mise en œuvre de la politique monétaire communautaire, y compris l'émission de billets et de pièces.

Organisation : le conseil, composé des gouverneurs des douze banques centrales, déciderait à la majorité simple, le président – nommé par le conseil des ministres de la CEE – ayant voix prépondérante.

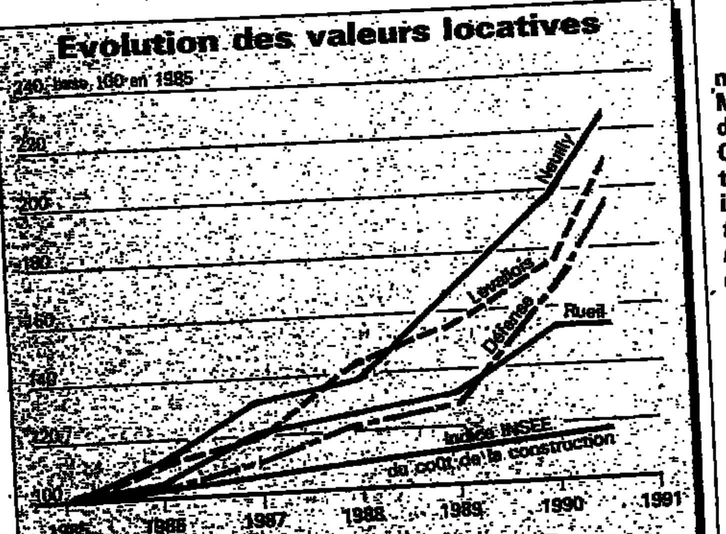
Les banques centrales nationales ne conserveraient que la responsabilité des paiements nationaux et la tutelle des systèmes bancaires. Par les abandons de souveraineté qu'il suppose, un tel projet risque de provoquer de vives oppositions lorsqu'il arrivera sur le bureau des dirigeants politiques. En France notamment.

S. Gh.

Dans l'ouest de la capitale, et en particulier dans les Hauts-de-Seine

## Les loyers des bureaux de la proche banlieue parisienne ont fortement augmenté

On commence à voir, dans Paris, sur des immeubles de bureaux, et dans les beaux quartiers, des pancartes blanches offrant à la location des mètres carrés de bureaux... Après la pénurie (intense jusqu'en 1984), puis la frénésie de construction neuve – surtout en banlieue – accompagnée d'une hausse vertigineuse des prix, le temps est-il venu du retournement de tendance ? Pas vraiment, si l'on en croit l'étude présentée mardi 13 novembre à la presse par M. Jean-Claude Bourdais, spécialiste en immobilier d'entreprise, sur « Le marché des bureaux dans l'ouest parisien » (1). Ce marché, avec un an de stock, aurait trouvé son équilibre.




Depuis qu'à la fin de 1984, le gouvernement Fabius a supprimé la nécessité d'un agrément pour la construction de bureaux *« en blanc »* (entendez : sans affectation préalable), on a beaucoup construit de bureaux dans la région parisienne. A Paris, bien sûr, quand on pouvait, et où on pouvait, mais la capitale offrait peu de terrains disponibles, et ce sont surtout la rénovation et la restructuration de locaux qui ont fourni les 543 000 mètres carrés mis sur le marché.

C'est dans les Hauts-de-Seine que les bureaux sont sortis de terre, comme champignons après l'ondée de la déréglementation : en tout 3,3 millions de mètres carrés en cinq ans (soit 69 % des mises en chantier de la petite couronne) avec, pour la seule année 1989, plus d'un million de mètres carrés. Il semble cependant que la situation se calme, puisque, selon la DREIF (direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France), de juillet 1989 à juin 1990, on n'aura mis en chantier que 850 000 mètres carrés de bureaux. Tout y incitait, il faut bien le dire : outre la liberté recouvrée, l'amélioration de la situation économique permettait aux entreprises de céder à l'envie de se mieux loger, dans des locaux plus fonctionnels et plus confortables ; enfin, pour les entreprises en expansion, s'agrandir supposait presque obligatoirement d'aller en banlieue, Paris intra-muros offrant peu de bureaux neufs sur de grandes surfaces.

Chemin faisant, les prix se sont envolés *(voir graphique ci-dessus)* : si à Rueil, la hausse en cinq ans n'a été que de 53 %, le prix du mètre carré par an passant en moyenne de 950 à 1 450 F, elle est de 108 % à Levallois (de 1 250 à 2 600 F), de 95 % à La Défense, dans le meilleur quartier (de 1 800 à 3 500 F), de 125 % à Neuilly (de 1 600 à 3 600 F). Mais, comme toujours dans l'immobilier, qu'il soit professionnel ou d'habitation, les prix varient fortement, selon *« les prestations offertes par les immeubles, le prestige plus ou moins élevé du site, la qualité de la desserte »*, et même pour des quartiers voisins : 1 400 à 2 000 F à Nanterre, contre 3 500 F à la tête de La Défense...

### Louer plutôt qu'acheter

Jusqu'ici, les entreprises préfèrent louer plutôt qu'acheter, mais lorsque les loyers s'envolent, elles peuvent décider d'acheter ou... lorsque leur activité le leur permet, déménager pour un site moins coûteux. La forte hausse intervenue à La Défense a ainsi conduit des entreprises vers Rueil ou vers Cergy, où l'on trouve des locaux dont le loyer peut être compris entre 600 et 1 000 F du mètre carré. La plupart des responsables considèrent en effet que la charge du loyer ne doit pas dépasser 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise.

Acheter pose bien sûr le problème de l'immobilisation de capitaux. A titre d'exemple, donnons les valeurs maximales du mètre carré de bureau dans les quatre communes déjà citées : 18 700 F à Rueil, 40 000 F à Levallois, 58 000 F à La Défense, et 60 000 F à Neuilly...

Les stocks se sont reconstitués et couvrent *grosso modo* une année de commercialisation. Sur la totalité de la région Ile-de-France, ils atteignaient 5,3 millions de mètres carrés au début de l'année, en progression de 30 % sur 1989. Mais dans la proche banlieue ouest, ils étaient inférieurs à un million de mètres carrés, et de 600 000 mètres carrés en grande banlieue ouest.

Cependant, la révision du schéma directeur de la région, le rééquilibrage des activités entre l'est et l'ouest, la création de grands pôles tertiaires à la Plaine-Saint-Denis, à l'amont de la Seine, à Roissy, à Massy, à Marne-la-Vallée ; la livraison de programmes importants dans Paris même (Tolbiac...) ; le démarrage des conventions Etat/communes (qui engage la collectivité locale à construire 2 mètres carrés de logements pour 1 mètre carré de bureaux) (2), la taxation sur les bureaux construits, qui fait peser une fiscalité plus lourde à l'ouest (50 F le mètre carré à Boulogne-Billancourt, au lieu de 15 F en Seine-et-Marne), tout cela risque de provoquer une évolution du marché, avec l'émergence d'une nouvelle concurrence.

Au demeurant, le premier critère de choix des entreprises, toutes options confondues, reste la proximité des moyens de transport : *« Une desserte de qualité en transports en commun, des accès routiers performants sont des préalables incontournables. »* Et, en fin de compte, l'étude de Bourdais reste optimiste pour l'ouest parisien : *« Malgré la volonté politique de rééquilibrage, l'ouest demeure le secteur privilégié des entreprises (...) ce qui favorise le bon écoulement des stocks. »* N'y a-t-il pas là une sorte d'incantation ?

JOSÉE DOYÈRE

(1) Bourdais, 160, boulevard Haussmann, Paris-8e. 1 500 F.

(2) Suresnes, Boulogne, Levallois, Asnières, Courbevoie ont signé une telle convention, qui devra être visée par le Conseil d'Etat. Rueil devrait le faire bientôt.

La remise des Ecus or

### La fin des OPA ?

Depuis la bataille entre Paribas et la Mixte, il n'y a pas eu, à la Bourse de Paris, de nouvelle OPA hostile. La réglementation, plus favorable aux défenseurs, comme les échecs des attaques récentes conduisent-ils à la fin des OPA inamicales ? Les rapprochements d'entreprises seront-ils désormais le fruit d'un mariage consentant ? *Le Monde* organise à l'occasion de la remise des Ecus or, mercredi 14 novembre au CFCE (10, avenue d'Iéna) de 17 h 15 à 18 h 30, un débat sur ce thème, auquel participeront MM. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, Jacques Henry David, PDG de la Banque Stern, Piet Jochem Etzel, membre du directoire de la Dresdner Bank, et Erik Belfrage, vice-président de la Skandinaviska Enskilda Banken.

A l'issue des débats, M. Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, remettra les Ecus or, en présence de M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie. Le ministre d'Etat prononcera ensuite un discours de conclusion.

L'évolution des rémunérations en 1991

## « Les grands axes de la politique salariale ne doivent pas être modifiés » estime le CNPF

**Dans sa traditionnelle recommandation salariale annuelle, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, considère que les incertitudes économiques actuelles imposent aux entreprises *« de faire preuve de prudence et de réalisme »* en 1991. Il précise que *« les grands axes de la politique salariale ne doivent pas être modifiés »*.**

La lettre de cadrage adressée mardi 13 novembre par le CNPF aux fédérations et unions patronales ne déroge pas aux habitudes. C'est justement, serait-on tenté d'écrire, ce qui en fait l'intérêt. Alors que l'année 1990 *« s'est caractérisée par une réelle progression de la masse des rémunérations des salariés du secteur privé qui garantira une augmentation du pouvoir d'achat »* (pour le premier semestre, l'INSEE évalue à 1,4 % le gain de pouvoir d'achat du salaire mensuel brut) et que *« l'environnement économique paraît moins favorable »*, le patronat ne semble guère redouter un dérapage en 1991.

Dans sa missive, M. Giral rappelle que les revalorisations *« doivent être compatibles avec la situation propre à chaque branche professionnelle et plus que jamais à chaque entreprise »*. Le développement de l'intéressement et *« la prise en considération des performances individuelles »*, à condition qu'elles soient *« objectivement mesurées »*, sont une nouvelle fois encouragés. *« Une telle politique se doit d'être menée dans un esprit de concertation qui passe par la recherche d'accords collectifs »*, poursuit M. Giral. Le CNPF, qui a renoncé depuis 1983 à avancer une référence salariale chiffrée, insiste sur *« la nécessité impérieuse »* de ne pas relancer l'inflation et de *« proscrire tout retour à l'indexation »*. Mais il n'est pas question de changer de cap.

Ainsi, prend soin de préciser M. Giral, il importe que les branches professionnelles *« persévèrent dans leur démarche contractuelle et soutiennent la dynamique dont elles sont à l'origine en poursuivant des négociations portant notamment sur tous les éléments de nature à faciliter la résolution du problème des garanties de salaires applicables aux salariés les moins qualifiés.* Traduction : les engagements pris en juin dernier auprès des pouvoirs publics et des syndicats pour améliorer le déroulement de carrière des salariés du bas de l'échelle seront tenus. Ce qui n'empêche pas le patronat de réaffirmer sa volonté d'aboutir à *« la mise en place, dans certaines professions, de barèmes de garanties annuelles hiérarchiques prenant en compte l'ensemble des éléments de rémunération »*.

J.-M. N.

A trois semaines de la fin de l'« Uruguay Round »

## Le directeur général du GATT juge que la négociation est « compromise »

La réussite de l'« Uruguay Round », le cycle de négociations commerciales multilatérales qui doit s'achever début décembre à Bruxelles, est désormais *« compromise »*, a déclaré lundi 12 novembre à Genève le directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), M. Arthur Dunkel.

A moins qu'une volonté politique générale ne se manifeste *« dans les prochaines heures ou au maximum dans les prochains jours »* a ajouté M. Dunkel, *« je ne vois pas comment nous pourrons apporter à Bruxelles une base de travail pour des décisions finales réellement multilatérales »*.

La dramatisation dans la phase finale d'une négociation aussi vaste n'a rien en soi d'étonnant. Samedi, déjà, les Etats-Unis et les quatorze pays du groupe de Cairns ont rejeté l'offre de la Communauté économique européenne concernant la réduction des subventions agricoles et interrompu les pourparlers.

Est-ce la rupture ? Pas du tout, à en croire le commissaire européen à l'agriculture, M. Ray McSharry, qui a estimé lundi que les discussions avaient simplement été *« ajournées »* à cause de plusieurs rencontres à haut niveau prévues cette semaine. D'abord à Washington mardi où le chef du gouvernement italien, M. Giulio Andreotti, et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, rencontreront le président George Bush. Jeudi à Bruxelles ensuite où le secrétaire d'Etat James Baker discutera des relations commerciales entre les Etats-Unis et la CEE.

Faut-il s'étonner de cette différence d'appréciation entre les responsables européens d'une part, les autres pays et la direction du GATT de l'autre ? La CEE est habituée aux moments de forte tension qui précèdent les grands accords. Mais il est vrai qu'un cycle du GATT est une affaire encore plus complexe qu'un « paquet » communautaire, et que le temps presse.

M. Dunkel n'a pas voulu laisser planer l'éventualité d'un report de la réunion ministérielle finale du Round prévue du 3 au 7 décembre. Celle-ci aura lieu aux dates prévues mais ses résultats risquent d'être maigres, estime-t-on dans son entourage. De très sérieux blocages demeurent dans la plupart des quinze volets de cette grande négociation visant à une nouvelle libéralisation du commerce mondial, le plus grave portant sur le dossier de la réduction des subventions agricoles.

S. Gh.

Les projets de réforme de la Sécurité sociale

## La longue marche de la contribution sociale généralisée

**La contribution sociale généralisée (CSG) ne constitue pas seulement l'aboutissement d'une idée née au début des années 80. Les projets de réforme visant à élargir le financement du régime général sont, en effet, presque aussi anciens que la Sécurité sociale elle-même.**

L'originalité du « modèle français » de sécurité sociale, créé en 1945, était qu'il reposait à la fois sur des cotisations patronales et des cotisations salariales. Alors qu'à l'étranger protection sociale obligatoire rime généralement avec fiscalité, cette construction française atypique a suscité assez rapidement des critiques et inspiré dès le début des années 50 de multiples projets de réforme (1).

En 1951, M. Théo Braun, futur ministre délégué chargé des personnes âgées (de juin 1988 à octobre 1990), présente au Conseil économique et social (CES) un rapport qui insiste sur les défauts d'un système auquel on reproche de peser excessivement sur le coût du travail et de décourager l'embauche, notamment dans les industries de main-d'œuvre. Quelques années plus tard, le IIIe Plan (1958-1961) propose de transférer *« une partie des prestations sociales sur un financement soit par l'impôt direct, soit par l'élévation des taux de TVA sur les besoins non essentiels »*. Quant aux Ve Plan (1966-1970) et VIe Plan (1971-1975), ils préconisent un déplafonnement partiel des cotisations. Engagé en 1967, celui-ci deviendra effectif en 1983 pour l'assurance-maladie et en 1990 pour la branche famille.

D'autres propositions, comme un prélèvement assis sur la valeur ajoutée des entreprises – proposé notamment en 1974 par le CES, – feront des adeptes dans les rangs syndicaux mais connaîtront moins de succès. La nécessité d'un élargissement du financement reste néanmoins d'actualité car, au fil des années, le hiatus se creuse entre un financement par des cotisations – reflet d'une logique d'assurance basée sur la solidarité professionnelle – et une protection sociale qui tend de plus en plus à se généraliser sans tenir compte de l'effort contributif de ses bénéficiaires.

### Une fiscalisation rampante

De fait, la fiscalisation est rampante : la part des cotisations dans les recettes de la « Sécu » régresse peu à peu (elle perdra six points entre 1959 et 1985) au profit de taxes affectées et de prises en charge directes par l'Etat (Fonds national de solidarité, allocation aux adultes handicapés), même si ce dernier s'avère souvent mauvais payeur. De plus en plus d'experts considèrent qu'il convient d'aller plus loin, mais chacun s'accorde pour considérer que l'impôt sur le revenu n'est pas l'instrument adéquat. D'où l'idée de créer un prélèvement proportionnel sur l'ensemble des revenus prenant le relais des cotisations. En 1981, une note du commissariat du plan – rédigée notamment par M. Dominique Strauss-Kahn, actuel président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale – fixe les principes de ce que pourrait être ce futur prélèvement. Celui-ci permettrait d'atténuer l'effet dégressif des cotisations sociales, d'intégrer les revenus de remplacement et de répondre aux prévisibles besoins de financement des régimes sociaux. Or ces derniers se font de plus en plus pressants et, en 1983, le ministre des finances, M. Jacques Delors, propose de recourir à ce nouvel instrument.

Hostile au projet, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, obtient gain de cause : le « 1 % Delors » aura un caractère « exceptionnel » et il sera prélevé non pas sur tous les revenus mais sur les seuls revenus imposables. En 1985, il sera supprimé pour les salaires (mais non sur les revenus du capital) avant d'être rétabli en 1986 au taux de 0,4 %. Toujours à titre « exceptionnel », le concept de prélèvement généralisé garde néanmoins de nombreux adeptes. On le retrouve dans les propositions du Xe Plan, dans celles du CES ou dans le programme du Parti socialiste. Le rapport du comité des « sages » installé en 1987 par le gouvernement de M. Jacques Chirac lors des Etats-généraux de la Sécurité sociale la reprend à son compte. Les « sages » recommandent un prélèvement *« de nature fiscale »*, déductible du revenu imposable et affecté à un fonds de régulation permettant de combler les déficits des régimes de base. Mis à part la CGT, ni les syndicats ni le patronat ne repoussent le principe d'une telle réforme.

### L'enfant de MM. Juppé, Séguin, Chotard...

Dans un article paru dans *le Monde* du 21 mai 1987, M. Alain Juppé, ministre du budget, plaide en faveur d'un *« prélèvement étendu à l'ensemble des revenus, de faible taux, voté par le Parlement et prélevé autant que possible à la source »*. Soutenu par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, M. Juppé ne parviendra pas non plus à ses fins. Un an plus tard, le pré-rapport rédigé par M. Yvon Chotard, ancien président de la commission sociale du CNPF, va dans le même sens mais, pour d'autres motifs, il sera rejeté.

Le projet de CSG, qui ne figure pas dans la *Lettre à tous les Français*, aura finalement été imposé par M. Michel Rocard avec l'approbation du président de la République au terme de deux années d'un interminable bras de fer interministériel marqué par l'opposition résolue de M. Bérégovoy. Il reste encore à cette réforme un obstacle à franchir, à partir du 15 novembre à l'Assemblée nationale. Ce ne sera pas l'un des moindres.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) M. Jean-Marc Dupuis, du Laboratoire d'études et de recherches économiques de l'université de Caen, en dresse un inventaire complet (« La réforme du financement de la protection sociale », ministère des affaires sociales-Mission recherche-expérimentation, décembre 1989).

... Espagne, 175 PTA ; ... Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,25 $.

ÉCONOMIE

# Espoirs et limites de l'action sur les quartiers défavorisés

## *Ils vivent un mal-être insupportable dans des banlieues inhumaines. On essaie d'améliorer leur sort. Mais on ne sait pas créer la ville*

*« Aucun de nous ne saurait tolérer plus longtemps que des hommes, des femmes et des enfants vivent dans de pareilles conditions. »* Ainsi s'exprimait M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, il y a bientôt un quart de siècle, visitant bidonvilles et garnis.

Les bidonvilles ont à peu près disparu, les garnis – moins visibles, moins recensés – perdurent vaillamment, mais de grands ensembles dégradés ont largement pris le relais de la honte. Il y a quelques semaines, Vaulx-en-Velin s'enflammait, témoin du mal-vivre de villes trop hâtivement bâties, devenues des ghettos inhumains et dangereux, où seuls restent ceux qui n'ont pas les moyens d'aller vivre ailleurs : chômeurs, souvent en fin de droits, jeunes sans formation, familles monoparentales, Français et étrangers de couleur et aussi RMistes, salariés en invalidité, tous souffrant à des titres divers de leur situation d'exclus.

### *Pas de recette infaillible*

Pourtant, les actions n'ont pas manqué. De fonds d'action sociale en délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain, de programme « Habitat et vie sociale » en procédure DSQ (développement social des quartiers), de loi sur le « droit au logement » en projet de loi « anti-ghettos », pour n'en citer que quelques-unes, les initiatives se sont multipliées, au fil des années, avec des fortunes diverses.

A mi-parcours du programme « Développement solidarité » *(voir encadré ci-contre)*, la Caisse des Dépôts a jugé qu'était venu *« le temps de la réflexion »*, selon la formule de son directeur général, M. Robert Lion. Un colloque, à La Villette, le 25 octobre, a été l'occasion pour quelques acteurs du terrain (chefs de projet DSQ ou DSU, maires, animateurs, responsables d'organisme d'HLM, chefs d'entreprise d'insertion) et quelques témoins spécialisés (chercheurs, sociologues, psychanalystes...) de confronter leurs réflexions sur la pérennité des actions entreprises, sur l'utilité collective des expériences, sur la difficulté de saisir la demande sociale.

Les efforts faits, les expériences menées n'ont pas donné naissance à une recette sinon infaillible, du *moins applicable partout dans* ses grandes lignes. On a ainsi pu se rendre compte qu'il était aussi difficile de créer la ville que de créer la vie. Enfin, on prend aujourd'hui conscience que réparer les erreurs accumulées est une gageure.

Tout le monde est d'accord désormais sur l'absolue nécessité de réunir tous les acteurs autour d'un même projet, de regrouper tous les moyens, humains et financiers, d'agir de façon concertée, de galvaniser, dans un endroit donné, à un moment choisi, les énergies de tous les protagonistes. L'absolue nécessité en question est plus facile à définir qu'à mettre en pratique, tant les acteurs sont nombreux et les comportements difficiles à changer.

Comment organiser un véritable partenariat entre la municipalité, les organismes d'HLM, les divers services départementaux (équipement, action sociale...), les directeurs d'école, les organismes de formation professionnelle, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers, le commissariat de police, les juges, les associations de locataires, les travailleurs sociaux, les animateurs, etc. ? Est-ce possible, ou faut-il croire avec Christian Bachmann, chercheur en sciences sociales, que la simple *« globalisation des budgets départementaux est un vœu pieux, le représentant du ministère de l'intérieur n'étant pas prêt à donner un sou à celui de l'éducation nationale, pendant que des gens s'épuisent sur le terrain »* ?

Encore faudrait-il, pour que les expériences des uns puissent servir aux autres, que les dispositifs mis en place et les politiques adoptées *« ne se développent pas à des rythmes différents »*, comme le dénonce M. Pierre Maclouf, professeur à l'université de Limoges. La capitalisation de dix ans d'expérience ne peut plus reposer sur le postulat d'une « contagion », qui gagnerait de proche en proche naturellement. Trois objectifs peuvent s'attacher aux expériences positives menées ici ou là : les faire durer dans le temps ; agréger ces micro-initiatives ; faire que les nouvelles politiques transforment les règles du jeu au niveau national...

### *Béquilles à usage temporaire ?*

Quant au rôle des institutions, des structures, il est controversé. Indispensables pour mettre en route les projets, rassembler et fournir les financements, pour harmoniser et coordonner les actions, doit-on en attendre qu'elles assurent, machineries lourdes, lentes à ébranler mais capables de fonctionner longtemps, la pérennité de l'action entreprise ? Ou bien sont-elles des béquilles à usage temporaire, susceptibles d'être mises de côté quand ça marche ?

Encore faudrait-il connaître la demande profonde des intéressés, de ceux qui vivent – mal – ces pseudo-villes . Selon les associations, la demande porte sur l'emploi, le logement, la considération, la dignité. La recherche des besoins et des souhaits est récente : *« Il a fallu connaître l'échec cuisant de la première vague de réhabilitation pour prendre l'avis des habitants »*, dit M. Michel Bonetti, chercheur au CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment).

De l'écoute nouvelle, on peut craindre une dérive technocratique, qui consiste à *« faire le bonheur des gens malgré eux et faire croire qu'on le fait avec eux ; c'est une offre très terroriste même sous le couvert d'un libéralisme avancé »* (la formule est de Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, et chargé d'une étude par la Caisse des dépôts). Assurer une formation, créer des emplois, entretenir sans relâche le cadre bâti et son environnement, cela va de soi, mais ne suffit pas.

Selon M. Bourdieu, enregistrer une demande, la prendre au pied de la lettre est insuffisant, car *« il n'est pas certain que les gens sachent très bien ce qui leur manque »*. Comment formuler une demande culturelle, par exemple, quand on n'a jamais assisté au moindre spectacle ? Il faut *« transformer des malaises en symptômes »*, *« inventer une manière d'interroger différente »*, et *« faire rencontrer l'information informulée et la surdité sélective de l'administration »*, car, souvent, *« les gens concernés ne se retrouvent pas dans la démarche des administrations, même si les mesures adoptées évitent des drames plus graves encore »* (Alain de Romefort, homme de terrain à Saint-Fons, dans le Rhône). En gros, Pierre Bourdieu ambitionne de *« fournir à la société un organe qu'elle n'a pas, faire savoir aux responsables qu'ils ne savent pas, que c'est très compliqué »*.

### *La pauvreté, une fatalité*

Au passage, les « évaluateurs » de la demande et du résultat des actions entreprises, fabricants d'études en tout genre, s'égratignent eux-mêmes. Si l'objectif louable est de *« faire de l'évaluation un instrument de pilotage de l'action »* (A. de Romefort), trop souvent les évaluateurs ont une *« fonction décorative »*, à l'efficacité immédiate et limitée : *« On leur demande des études (qui ne servent à rien et dont personne ne tiendra compte) pour avoir des subventions. »* (Ch. Bachmann.)

Au reste, selon Bernard Préel, du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques), *« l'opinion publique ferme les yeux sur les pauvres »*, et beaucoup *« considèrent que la pauvreté est une fatalité, inévitable dans l'évolution du monde moderne »* : *« La maladie de notre société, c'est que les gens sont de plus en plus conscients, mais de moins en moins prêts à agir ; c'est le soutien sans participation. »* Et, de plus, un jugement moral sous-tend inconsciemment l'analyse : il est pauvre, laid, malade, sans emploi, donc il l'a mérité.

Enfin, comment obtenir que les pouvoirs (locaux et nationaux) définissent en la matière des politiques à long terme, et cessent d'avoir recours aux expédients, comme on le fait depuis longtemps, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la retraite, de l'emploi ou... des quartiers dégradés ? En fait, *« les politiques ne se saisissent de ces problèmes que lorsque l'ordre est menacé »* (M. Bonetti).

Constat déprimant ? Pas complètement. M. Michel Rocard, lointain successeur de M. Chaban-Delmas à la tête du gouvernement, n'a-t-il pas souligné, en clôture de ce colloque, la nécessité de la durée et celle de *« réinventer la démocratie de base, celle du quartier, du voisinage ou de l'agglomération »* ? Le discours a évolué, et ne doutons pas que les exclus de toutes sortes obligeront au fil du temps – fût-ce par des flambées de colère excessives – les responsables de tous niveaux à assurer la pérennité de la lutte contre l'exclusion.

JOSÉE DOYÈRE

### *Dix milliards de francs en trois ans*

Le programme « Développement Solidarité » de la Caisse des dépôts est né d'une demande du premier ministre, en juillet 1988. Les ressources mobilisées pour trois ans atteignent 10 milliards de francs : 8,6 milliards de prêts viennent du livret A des caisses d'épargne (que gère la Caisse) et 1,4 milliard de subvention des fonds propres de la Caisse. Un grand nombre de projets se développent selon trois axes d'action avec les partenaires les plus divers : développement économique et social des quartiers et des villes (16 villes, appui à la délégation interministérielle à la ville, programme « déplacements et sécurité en ville », etc.), insertion (logement des personnes défavorisées, adaptation des centres sociaux, des foyers de jeunes, des résidences pour personnes âgées, aide à la délégation interministérielle au RMI), éducation-formation (relance des zones d'éducation prioritaires, modernisation des lycées...).

# ÉCONOMIE

**CEE**

Des normes européennes pour les produits alimentaires ?

## *La menace du cassoulet aux pois chiches*

**Le groupe de réflexion sur la normalisation dans l'agro-alimentaire, créé il y a un an sur l'initiative des ministères de l'agriculture et de la consommation, des organismes interprofessionnels et de l'AFNOR (Association française de normalisation) vient de rendre, mardi 13 novembre, ses premières conclusions.**

Qu'est-ce qu'un yaourt ? Elémentaire, selon le dictionnaire : *« Lait caillé par un ferment spécial, originaire de Bulgarie. »* Pas si simple, répondent les professionnels laitiers français : pour eux un bon yaourt est un yaourt « vivant », autrement dit contenant un million de bactéries par gramme. Ce qui exclut de la dénomination tout produit ayant subi un traitement par la chaleur, tel le yaourt *thermisé* allemand. Et il existe au moins autant de débats de ce genre que de produits alimentaires sur le marché européen...

La perspective du « grand marché » est venue compliquer encore un peu plus les choses. Par souci d'harmonisation, les autorités communautaires ont limité depuis 1985 le champ d'application des règles européennes au strict minimum, santé publique et information du consommateur, principalement. Par exemple, la Communauté définit les qualités du lait liquide, mais les dénominations de vente restent libres pour les produits transformés, matières grasses, crème ou yaourt.

*« A la limite, rien ne s'oppose à ce qu'on vende un cassoulet à base de pois chiches »*, s'inquiète M. Pierre Creyssel. Conseiller d'Etat, spécialiste de ces questions – il présidait, en 1987, la Commission d'experts sur la modernisation du droit alimentaire – il dirige depuis un an un groupe de réflexion sur une *« stratégie de normalisation dans l'agro-alimentaire »*.

Dans le rapport d'étape qui devait être présenté, mardi 13 novembre, le groupe Creyssel, composé de quarante-quatre experts, professionnels et représentants de l'administration, tente de définir une *« voie moyenne »*. C'est-à-dire s'éloigner du laissez-faire actuel – le cassoulet aux pois chiches – sans tomber dans l'illusion d'un gigantesque corpus de normes universelles : *« Il a fallu 18 ans pour établir une norme confiture »*, ironise M. Daniel Hirsch, membre du groupe et responsable de l'agro-alimentaire à l'AFNOR (Association française de normalisation).

### *Un logo pour différencier les produits*

Entre ces deux écueils, le groupe propose d'abord de développer l'acquis européen par l'adoption de réglementations « verticales » concernant *« un certain nombre de produits de base »*. Mais surtout, les experts français souhaitent mettre en place *« un système de régulation volontaire fondé sur la normalisation (...) et la certification »* par un organisme tiers indépendant, en respectant *« le principe de reconnaissance mutuelle des règles techniques et des normes d'un Etat à l'autre »*. En clair, le consommateur français pourra trouver dans les rayons, sous le nom de yaourt, son produit habituel aussi bien que la recette en vigueur outre-Rhin. A condition, imagine M. Creyssel, qu'il puisse les différencier immédiatement *« grâce à un logo, par exemple »*.

Schéma idéal : il n'entrave pas le libre-échange, puisque tout industriel peut choisir de ne pas respecter la norme et s'exposer à la concurrence des produits « estampillés » ; il assure en même temps l'information du consommateur sur la composition et l'origine de ses achats. Un système qui risque toutefois de favoriser les *« exigences privées »*. *« L'AFNOR est un lieu de pressions »*, reconnaît M. Hirsch. Si le groupe Creyssel préfère se féliciter de la *« concertation »* amorcée et de la *« prise de conscience »* des professionnels, il sera bien difficile d'empêcher tel grand groupe, leader sur un produit, d'essayer d'obtenir une norme aussi proche que possible de sa propre gamme.

**FRÉDÉRIC BEGHIN**

**AGRICULTURE**

## Le cabinet de M. Mermaz

*Le ministre de l'agriculture*, M. Louis Mermaz, a communiqué lundi 12 novembre la composition de son cabinet dont le directeur est M. Jacques Berthomeau (auparavant directeur adjoint du cabinet de M. Henri Nallet). Les conseillers du ministre sont MM. Georges Morin et Jean-Pierre Philippe. Ancien conseiller technique de M. Nallet, M. Daniel Basset devient chargé de mission auprès de M. Mermaz, chargé des questions laitières, du bois, de la forêt et des relations avec les organisations professionnelles agricoles. Mme Monique Elfassy a été nommée chef de cabinet et M. Didier Lauga directeur adjoint. Ont été nommés ou maintenus conseillers techniques MM. Jacques Bernard (budget, financement, fiscalité), Joseph Bonnemaire (enseignement, recherche, développement), Alain Le Berre (productions végétales, viticulture), Marcel Jamet (protection sociale, calamités), Michel Prost (productions animales), Luc Serot-Almeras (relations internationales bilatérales), Jean-Louis Tonati (agroalimentaire), Jean-Claude Vial (aménagement rural) et Mme Riou-Canals (GATT, affaires européennes). Mme Elisabeth Vinot est chargée de la communication et M. Olivier Blanchard des relations avec le Parlement.

**PTE**

A l'Assemblée nationale

## M. Quilès fait adopter le nouveau budget des postes et télécommunications

**Les députés ont adopté, lundi 12 novembre, le projet de budget du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (PTE), qui représente 601,4 millions de francs. Compte tenu de la loi du 2 juillet dernier, le ministère de M. Paul Quilès ne comprend plus les services d'exploitation de la Poste et de France Telecom, qui deviendront, à partir du 1er janvier 1991, des personnes morales de droit public, dotées de l'autonomie financière.**

En cette période de « vaches maigres » pour le gouvernement (huit budgets adoptés sur vingt), le projet de budget de M. Quilès a remporté un beau succès en recueillant 286 voix en sa faveur (les socialistes, M. Pierre de Bénouville (RPR) et treize non-inscrits) contre 248 voix (RPR, UDF, PCF, six non-inscrits). Les députés centristes se sont abstenus, ainsi que deux députés RPR (MM. Gorse et de Rocca-Serra) et deux députés UDF (MM. Pelchat et José Rossi).

*« Pour la première fois depuis 1923, il n'y a pas de budget annexe des PTT. Entre-temps, une page administrative de notre pays a été tournée, et l'autonomie de gestion a été attribuée aux deux exploitants publics : la Poste et France Telecom. A partir du 1er janvier prochain, ils vont vivre leur vie, et j'ai veillé à ce que la représentation nationale dispose des moyens pour s'assurer qu'ils mettent bien leurs succès techniques, économiques et sociaux au service du pays et des Français, de tous les Français »*, a expliqué le ministre des PTE pour « cadrer » ce budget d'un nouveau type. S'agissant de la délicate question des prêts que pourrait consentir la Poste (sujet qui avait suscité une certaine polémique à l'Assemblée comme au Sénat lors de la session de printemps), M. Quilès a précisé que le gouvernement déposera bien, devant le Parlement, un rapport sur cette question.

Le ministre souhaite, en effet, pouvoir remettre en route cette affaire dans un climat plus serein que celui qui avait prévalu lors de la discussion du projet de séparation de la Poste et de France Telecom. Le gouvernement vient donc de confier une mission sur ce sujet à M. Yves Ullmo, conseiller-maître à la Cour des comptes et secrétaire général du Conseil national du crédit. *« Le rapport aura également pour objet d'évaluer les conséquences pour le système financier français d'un accès de la Poste aux activités de prêts »*, a expliqué le ministre, en ajoutant que l'étude sera remise au Parlement dans les prochains mois et sera discutée lors de la session de printemps.

M. Quilès a enregistré, au cours de ce débat, nettement plus de louanges que de critiques. C'est ainsi qu'un député centriste, M. Jean-Pierre Foucher (Hauts-de-Seine), s'est montré sensible aux efforts déployés pour que la réforme se fasse dans la concertation. *« Nous nous réjouissons que la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications, à laquelle participent deux parlementaires centristes, se soit mise en place dans les délais prévus »*, a-t-il dit. M. Daniel Le Meur (PC, Aisne), dont le groupe s'était retrouvé seul pour voter contre la loi du 2 juillet, a dénoncé la politique de M. Quilès. *« Votre politique livre le service public des P et T aux impératifs des grandes sociétés. (...) Pour faire passer le service public sous la coupe du privé, votre loi a permis de supprimer « le carcan administratif » dont vous parliez le 27 octobre 1989 : l'heure serait à la déréglementation venue des Etats-Unis... »*

**PIERRE SERVENT**

## EN BREF

□ ***Métallurgie* : la révision de la prime d'ancienneté est évoquée.** – Lors de la séance de négociation du 12 novembre, l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) a évoqué l'avenir de la prime d'ancienneté qui peut représenter 15 % du salaire au bout de 15 ans d'ancienneté. La réforme éventuelle est liée au relèvement des salaires minima, sur lesquels sont calculés les primes d'ancienneté, et qui peuvent être inférieurs au SMIC. Elle serait nécessaire, selon la délégation patronale, dans le cadre de la revalorisation des bas salaires qui impliquerait une refonte des barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques, cette fois supérieure au SMIC. Cela *« ne signifie en aucun cas une diminution des ressources du salarié »*, a précisé M. Bernard Leroy, secrétaire général de l'UIMM. La CGT a *« refusé le marché de dupes de l'UIMM »*.

□ **Les importations d'automobiles japonaises en Europe : M. Rocard pour une transition de *« pas loin de dix ans »*.** – M. Michel Rocard s'est prononcé lundi 12 novembre à Tokyo pour une période transitoire de *« pas loin de dix ans »* jusqu'à l'arrivée sans restriction en Europe des voitures japonaises après l'instauration du marché unique de 1993. Le premier ministre français, qui a eu un entretien avec le ministre japonais du commerce extérieur et de l'Industrie (MITI), M. Kabun Muto, a estimé que la transition de cinq ans (jusqu'au début 1998) proposée par la Commission européenne *« n'était pas assez »*. Les constructeurs automobiles français demandent une période transitoire de dix ans.

□ **Volvo va supprimer 900 emplois en Suède.** – Près de 900 emplois seront supprimés en 1991 dans les usines Volvo de Torslanda, près de Göteborg (sud de la Suède) à la suite de la disparition des équipes du soir et de la nuit, a annoncé lundi 12 novembre le constructeur automobile suédois. Par ailleurs, la production de voitures sera ramenée de 120 000 à 100 000 par an. Selon Volvo, *« l'équipe du soir disparaîtra dès la deuxième semaine de 1991 et l'équipe du nuit à partir du 1er juin de l'année prochaine »*. Quelque 8 000 personnes sont actuellement employées à Torslanda, où Volvo fabrique les modèles des gammes « 200 », « 700 » et « 900 ».

□ **Grève à la Sorenolif.** – La restauration est de nouveau interrompue sur le TGV Sud-Est, les grévistes de la Sorenolif (filiale des Wagons-lits, 980 salariés), ayant à nouveau bloqué l'approvisionnement lundi 12 novembre. La direction, qui avait suspendu le service vendredi 9, puis l'avait repris dimanche à la suite de la levée des piquets de grève, a envoyé des lettres de licenciement à 44 salariés pour *« entrave à la circulation des camions et des chariots transportant la nourriture »*. Soutenus par la CGT et la CFDT, les salariés en grève depuis deux semaines (50 % des « roulants » selon la CGT) réclament une hausse des salaires mensuels de 1 000 F et une amélioration des conditions de travail.

# TECHNOLOGIES

Ordinateurs et téléviseurs : un enjeu mondial

## Les Japonais accroissent leur avance dans le domaine stratégique des écrans plats

**L'Europe, qui essaie à grands renforts de milliards de francs de *défendre sa position dans le* domaine des composants électroniques, doit s'apprêter à livrer *une bataille tout aussi stratégique*, celle des écrans plats. Les Japonais ont déjà environ deux ans d'avance.**

Peut-on imaginer une industrie de téléviseurs qui n'auraient pas *d'écran*, de *micro-ordinateurs* dépourvus également de tout organe de *visualisation, ou de Minitel* également infirmes ? La réponse est bien évidemment *négative*. Les fabricants européens de téléviseurs et de micro-ordinateurs pourraient pourtant se retrouver dans quelques années dans cette situation, signant ainsi leur arrêt de mort. Car à l'écran cathodique, au «tube» lourd et encombrant qui équipe actuellement pratiquement tous les téléviseurs et la grande majorité des micro-ordinateurs, succède petit à petit l'écran plat, de quelques centimètres d'épaisseur. Or les Japonais sont passés maîtres dans la *fabrication* de cet *élément* essentiel. Après avoir perdu la bataille des *composants électroniques, l'Europe* et les Etats-Unis sont donc en train de perdre une autre *bataille*, d'un enjeu tout aussi important, celle des écrans plats. *Si rien n'était* fait pour enrayer ce phénomène, on pourrait alors se demander si les dizaines de milliards de francs dépensés dans des programmes de recherche comme Jessi l'ont été à bon escient ; car peu importerait que l'Europe ait rattrapé son retard dans le domaine des composants électroniques si un autre maillon de la chaîne a lâché d'ici là.

Des raisons techniques ont pour l'instant limité la généralisation des *écrans plats. Légers et peu encombrants*, leur mauvaise lisibilité était *un inconvénient rédhibitoire. Mais* ce défaut est en passe d'être corrigé. *Le 8 novembre* dernier, *le* constructeur japonais Toshiba présentait un micro-ordinateur *portable*, *le* T3200SXC, doté d'un écran plat couleur d'une résolution équivalente à celle des écrans graphiques couleur à tube qui équipent actuellement les PC compatibles. La technologie utilisée est celle des cristaux liquides à matrice active de transistors ou TFT (thin film transistor). Comme pour *les écrans* à cristaux liquides «classiques», l'écran est formé de deux plaques *de verre retenant en sandwich* le cristal liquide. Selon que les *molécules du cristal reçoivent ou non le* courant électrique, les molécules s'orientent différemment et deviennent ou non opaques. Mais, à la différence des écrans classiques, ce sont des transistors (un pour les écrans noir et blanc et trois pour chaque couleur fondamentale pour les écrans couleur) qui commandent l'allumage *de chaque point de l'image*. Ce qui améliore considérablement le *contraste de l'image obtenue. Le* procédé employé pour fabriquer ce type d'écran est assez voisin de celui nécessaire à la réalisation des composants électroniques. Mais la maîtrise de cette technologie est extrêmement délicate et pose surtout de gros *problèmes pour passer du stade de* prototype au stade industriel. Un écran de 25 centimètres environ de diagonale nécessite en effet plus de neuf cent mille transistors (en noir et blanc) et donc trois fois plus pour un écran couleur. Il suffit qu'un seul de ces transistors soit en panne pour qu'au milieu de l'image un point noir apparaisse sur l'écran.

### *Quatre équipes européennes*

Or jusqu'à présent les «rendements», c'est-à-dire les pourcentages de produits sans faute en sortie de chaîne, étaient mauvais : de l'ordre de 15 à 20 %. C'est-à-dire que 80 % de la production pouvaient être mis à la poubelle. Toshiba, en collaboration avec IBM, pourrait être le premier à avoir trouvé la solution à ce problème, *puisqu'il* annonce la commercialisation du T3200SXC dès le *mois de février* prochain. Le leader sur ce marché, un autre constructeur *japonais*, Sharp, *affirme quant* à lui démarrer courant 1991 la commer*cialisation de ses écrans couleur à* cristaux liquides à matrice active.

En Europe, quatre équipes travaillent actuellement sur les écrans plats : Philips, Thomson, le LETI (laboratoire grenoblois du Commissariat à l'énergie atomique) et la *SAGEM et le CNET (au sein du* groupement d'intérêt économique *Planécran). Mais elles sont loin de* pouvoir faire de tels pronostics. La *SAGEM* n'envisage pas de pouvoir démarrer une production industrielle avant deux ou trois ans, et Thomson sortait il y a trois semaines les premiers prototypes de son usine grenobloise. Quant au LETI son cas est un peu différent. La technologie sur laquelle il travaille est encore plus futuriste que celle des cristaux liquides *(voir encadré)*. Ce laboratoire de recherche public, en tête mondialement pour cette technologie, n'a pas réussi pour l'instant à trouver d'industriels européens pour prendre le relais. Une situation qu'il connaît bien. En 1985 déjà, il avait mis au point un écran à cristaux liquides classique et cherché un industriel pour exploiter ses travaux. Aucune société européenne ne s'étant montrée *intéressée, c'est finalement à une* firme japonaise, Stanley, qu'il a cédé la licence.

Les raisons expliquant l'avance japonaise sont exactement les mêmes que celles *qui ont permis* aux constructeurs nippons d'acquérir une *position dominante sur* le *marché* des mémoires à semiconducteurs. *D'abord*, une vision à *long terme qui* leur a permis d'investir en moyenne 500 millions de francs par entreprise (et beaucoup plus pour certains, on cite le chiffre de 5 milliards pour Sharp) dans cette technologie. Alors que Thomson, le LETI ou la SAGEM n'y ont chacun investi que 100 millions de francs. Ensuite, une stratégie «technologique» basée sur la maîtrise puis l'exploitation tous azimuts d'une technologie, ce *qui* justifie aussi des investissements *massifs. Toshiba est tout à la fois* vendeur de téléviseurs, d'ordinateurs *et de pièces détachées pour les fabri*cants des uns ou des autres. La recherche et la production des écrans plats est commune aux deux marchés. Après avoir vendu leurs écrans *montés sur des micro-ordinateurs*, il pourra réaliser des économies *d'échelle* et faire *suffisamment* baisser les coûts pour en justifier l'utilisation sur les téléviseurs. Alors qu'en Europe Thomson n'est plus fabricant de micro-ordinateurs et que Philips vient de décider d'en faire autant, arrêtant par là même ses recherches sur les écrans plats pour ordinateurs. Les firmes européennes, positionnées *sur un marché plus étroit, ont une* stratégie par marché qui divisent leurs équipes de recherche *elles-mêmes*. Ainsi, au sein du groupe Thomson, deux équipes distinctes travaillent sur les écrans plats. L'une, Thomson tube électronique, mène des recherches sur les écrans à plasma, pour des applications militaires. L'autre, dans le cadre de la filiale grand public Thomson Consumer Electronics, étudie les écrans à cristaux liquides pour des applications *dans le domaine de l'avionique* d'une part (en partenariat avec l'Aérospatiale) et *celui de la télévision* d'autre part.

Aux *Etats-Unis*, les quelques rares fabricants d'écrans plats (technologie classique) en sont à faire des procès anti-dumping aux producteurs japonais (*Wall Street Journal* du 1er septembre 1990). Air connu signalant que l'on est en passe de perdre la bataille. Tout comme ce fut le cas pour les mémoires, si le dumping était prouvé, des mesures douanières conduiraient à un renchérissement du prix des écrans aux Etats-Unis, ce qui pénaliserait les fabricants de micro-ordinateurs américains intégrant ces produits dans leur production ; leurs produits auraient en effet un prix de revient supérieur à celui de leurs concurrents japonais. Pour protéger le marché des écrans, on affaiblirait encore davantage celui des ordinateurs.

### *Alliance américano-japonaise*

Seul IBM a su prendre les devants... en s'alliant à Toshiba. L'écran qui équipe le T 3200 SXC de Toshiba sortira des usines de Display Technology, société japonaise dont le capital est détenu pour moitié par Toshiba et pour moitié par IBM Japan.

Ceux qui préconisent une alliance *américano-européenne pour* contrer l'offensive nippone partent donc déjà *avec une position très affaiblie* dans ce secteur des écrans plats. IBM est en effet un *partenaire de choix* puisqu'il est le constructeur d'ordinateurs maîtrisant le *mieux la technologie* des composants électroniques, utiles pour industrialiser les écrans à cristaux liquides.

Reste à compter sur ses propres forces au niveau de l'Europe et à réunir les moyens, pour l'instant dispersés, des différents acteurs de ce domaine : Thomson et Philips en particulier. Et si l'on y parvenait, encore faudrait-il s'attaquer à un autre élément de la chaîne : celui des machines nécessaires à la fabrication des écrans. Et là aussi les places sont déjà prises... par des firmes japonaises.

Au jeu de go et des techniques d'encerclement, les Japonais sont bien décidément les maîtres.

ANNIE KAHN

## *Le CEA vend ses travaux à Tokyo*

*Inutile cette semaine de chercher* Jacques Duchene, responsable du programme «écrans plats» au Leti (laboratoire d'électronique, technologie et *instrumentation), l'un des cen*tres de recherche du Commissariat à l'énergie atomique. Ce dirigeant de laboratoire public de recherche est au Japon. Pour *deux raisons. Rendre visite à* son licencié, Stanley *(voir article ci-contre)*. Et rencontrer les constructeurs nippons intéressés par une autre technologie mise au point avec son équipe : les écrans à micropointe.

Au lieu du canon à électron unique qui équipe les téléviseurs *actuels, elle utilise des millions* de *microcanons* (environ mille pour chaque point de l'image). Cette technologie a fait sensation lors de sa présentation aux Etats-Unis en juillet dernier (1). *Epoque à laquelle Thomson, qui* finançait une partie de ces travaux a interrompu son aide. Si cette technologie s'avérait effectivement prometteuse, le *Japon tirerait à nouveau* les bénéfices d'une technologie développée dans un laboratoire public de recherche français.

A. K.

(1) *Un article consacré à la technologie des écrans à micropointe mise au point par le Leti a été publié dans le* mensuel scientifique américain *Scientific American, d'octobre 1990.*

# COMMUNICATION

## L'endettement d'Hachette atteint son niveau maximal

# L'inébranlable foi en l'avenir de M. Lagardère

**« Le groupe Maxwell doit faire face à une lourde échéance financière dès maintenant ; celui de Murdoch est astreint à rembourser ses dettes très bientôt, quant au géant Time-Warner, son endettement record doit être réglé dans les deux ans. En comparaison de ces groupes multimédias de rang mondial, l'endettement d'Hachette, étagé sur des emprunts à long terme, croît normalement. Et il n'y a pas d'explosion prévisible » : lundi 12 novembre, M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette, s'est employé pendant près de deux heures à convaincre les analystes financiers de la bonne santé du premier groupe de communication français.**

La plupart des groupes mondiaux affrontent une phase délicate – le premier d'entre eux, Time-Warner vient de se mettre en quête de partenaires pouvant l'aider à régler sa dette de 10,8 millions de dollars – et Hachette doit lui aussi faire la preuve de ses capacités à digérer et relancer ses acquisitions. A la fin de cette année, le groupe dont le chiffre d'affaires devrait s'établir à 30,2 milliards de francs (contre 7,8 milliards lors de son rachat par M. Lagardère il y a dix ans), va atteindre un niveau d'endettement global de 11,7 milliards.

Même si la plus grande partie de cette somme est couverte pas des prêts à long terme, le niveau maximal est atteint. *« Nous n'allons plus faire d'acquisitions qui risqueraient d'augmenter notre dette ; contracter d'autres emprunts ne fait pas partie de notre stratégie »*, assure le PDG d'Hachette, qui estime que *« les investissements de l'ordre de trois milliards de francs réalisés ces derniers temps, l'ont été au détriment du résultat 1990 mais au bénéfice du futur »*.

### Une dimension mondiale

Depuis trois ans, le groupe a acquis une dimension mondiale en s'implantant aux Etats-Unis par le biais de l'achat du réseau de distribution Curtis, de la maison d'édition Grolier puis du groupe de presse Magazines Diamandis rebaptisé il y a quelques semaines Hachette Magazines Inc.

En Europe, le rachat de la maison d'édition espagnole Salvat puis de 25 % de la Cinq font partie d'une même stratégie de conquête. Mais si Curtis se révèle *« une bonne affaire qui détient 28 % de part de marché dans la distribution aux Etats-Unis, contre 13 % lors de son rachat »*, les activités édition et presse magazine – et surtout cette dernière confrontée à la récession outre-Atlantique, – sont grevées par leur endettement.

En dépit de la conjoncture économique, M. Lagardère garde cependant bon espoir. Selon lui, en 1991, le cours des choses devrait s'inverser et la filiale américaine de presse magazine devrait dès l'an prochain couvrir *« largement »* ses frais financiers grâce à ses bénéfices.

Le groupe assure avoir les reins solides. En plus d'une ligne de crédit de deux milliards de francs, Hachette pourrait en cas de difficultés mobiliser rapidement deux autres milliards de francs en cédant certains actifs. Mais M. Lagardère reste mystérieux sur ceux-ci. Il nie vouloir céder le groupe de presse régional le Provençal, *« pour lequel, lors du rachat, il a souscrit l'engagement moral et écrit de le conserver au sein d'Hachette »*, ou vendre la société d'affichage Giraudy, ou encore se désengager du *Parisien*. Restent les immeubles de la librairie Hachette, voire celui d'Europe 1, autour desquels les rumeurs de cession vont bon train.

Quant à la Cinq, elle a coûté pour l'instant 620 millions de francs au groupe Hachette, dernière augmentation de capital incluse. Il n'est bien sûr pas question d'envisager de céder cette chaîne, *« qui représente pour le vingt et unième siècle d'Hachette ce que le livre fut au vingtième »*, déclare avec emphase celui qui est aussi le patron de Matra.

Afin d'atteindre 18 % d'audience en 1994 (contre 12 % aujourd'hui), le groupe Hachette prévoit d'éponger de nouvelles dépenses avec 1,75 milliard de francs issus de la vente de son immeuble des NMPP. La chaîne devrait se muscler en couvrant 85 % des foyers en 1991 contre 66 % actuellement et en accueillant *« dans les jours qui viennent »* les grands professionnels tant attendus...

YVES-MARIE LABÉ

□ **Canal J réclame des émetteurs plus puissants.** – La chaîne thématique payante Canal J, qui doit émettre sur un réseau hertzien couvrant Paris et 22 villes, va réclamer au CSA des émetteurs plus puissants, notamment à Paris, et plus nombreux. Handicapée par les problèmes des satellites TDF1/TDF2 (*le Monde* du 10 novembre), la chaîne demande en compensation des garanties sur une bonne couverture technique du territoire avant de poursuivre ses investissements. Elle espère ainsi, à son lancement définitif en mars prochain, pouvoir toucher une quinzaine de millions de Français.

## A Rouen, FMR disparaît

# La fin d'une vraie radio locale

ROUEN

*de notre correspondant*

La radio locale associative FMR de la région de Rouen, installée à Mont-Saint-Aignan, créée il y a neuf ans, a définitivement fermé son antenne au début de la semaine, après la mise en liquidation de l'association lundi dernier. Ainsi prend fin le rêve d'une équipe constituée avant la libéralisation des ondes en 1981.

Radio FMR était née de la fusion de diverses initiatives dont une station pirate (Radio-Méandres) qui avait fait l'objet de saisies spectaculaires en 1980. Elle a par la suite réussi à conserver son indépendance tout en restant généraliste, réunissant une centaine de bénévoles sur son antenne. Elle employait trois permanents dont un journaliste professionnel. Radio FMR produisait quinze heures d'émissions quotidiennes avec des journaux d'information, des magazines, un programme culturel reconnu pour sa qualité, comprenant notamment des créations (feuilletons). Elle travaillait régulièrement avec l'éducation nationale.

Pour se développer, FMR avait créé un service de formation continue en communication et montait des radios locales ponctuelles pour des animations communales. L'ensemble de ses revenus couvrait les deux tiers d'un budget de six cent mille francs, le reste étant en principe fourni par le fonds de soutien à l'expression radiophonique versé par le ministère de la culture et de la communication.

*« Malheureusement, nous avons souffert de l'irrégularité des versements du ministère »*, constate amèrement Laurent Delabouglise, directeur de la station disparue. Les banques n'ont donc jamais voulu s'engager dans des plans de financement à long terme. Pour tenter de s'en sortir, FMR s'était tourné vers les collectivités locales comme le suggère la loi pour les radios associatives, avait échafaudé un plan avec le Sivom, (syndicat intercommunal à vocation multiple) de l'agglomération de Rouen (quatre cent mille habitants) présidé par M. Laurent Fabius. *« Nous étions la seule radio généraliste dans la zone de diffusion recouvrant l'agglomération. Forts de cet avantage, nous avions proposé au Sivom la réalisation d'un radio-guidage original pour aider les automobilistes pendant les importants travaux de construction du futur métro de Rouen »*, raconte Laurent Delabouglise.

Seules quatre communes avaient répondu. A ce peu d'écho, s'est ajouté l'ajournement d'octobre 1990 à février 1991 de la décision du Sivom de lancement des travaux du métro (deux milliards de francs). Déjà handicapée par les aléas de la loi sur les radios locales privées, Radio FMR a eu le tort de s'appuyer sur l'agglomération rouennaise, paralysée par des querelles entre la droite, le PS et le PCF. *« Nous nous sommes trompés, car l'agglomération de Rouen n'existe pas »*, conclut le dernier directeur de Radio FMR.

ETIENNE BANZET







# CARNET DU Monde

## Naissances

– Nadine et Luc LEGAL

sont heureux d'annoncer la naissance de

**Jérémie,**

le 11 novembre 1990, à la villa Tarnier, à Chartres.

Rue de l'Eglise,
28700 Levainville.

## Mariages

– *Martine ALLIGON* et Charles ARICH

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, le 10 novembre 1990, à Nîmes.

## Décès

– Le président,
Le conseil d'administration,
La direction générale et le personnel de la Mutuelle des architectes français,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. Marc BISSUEL,**
architecte DPLG,
ancien président de la MAF,
croix de guerre 1939-1945,
officier de l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 15 novembre 1990, à 14 h 30, en l'église Saint-Claude de Tassin (69160).

9, rue Hamelin,
75116 Paris.

– Nous apprenons le décès, survenu lundi 12 novembre 1990, de

**M. Jacques MANSION,**
compagnon de la Libération,

*dont les obsèques seront célébrées*, mercredi 14 novembre, à 14 h 30, en l'église d'Olonne-sur-Mer (Vendée).

[Né le 7 mars 1914 à Saint-Denis, dans la banlieue de Paris, Jacques Mansion se réfugia, le 17 juin 1940, en Angleterre, où, après l'appel du général de Gaulle, il est volontaire pour effectuer des missions spéciales en France. Il accomplira notamment quatre longues missions clandestines (dont certaines durèrent entre quatre et six mois) de 1940 à 1942. Au total, ces différentes missions de renseignement représentent trente-trois mois de séjour en France occupée. En 1944, avant le débarquement allié sur les côtes normandes, il commande l'une des écoles de la Direction générale des études et recherches (DGER), qui, sous le contrôle de Jacques Soustelle, puis du colonel Passy, avait pris la suite des services spéciaux gaullistes et qui devait devenir, en 1946, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), l'ancêtre de l'actuelle Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). En juin 1944, il est parachuté en Bretagne. Le 7 mars 1945, Jacques Mansion a été fait compagnon de la Libération, comme capitaine à la DGER. Titulaire de la Bronze Star Medal, il était officier de la Légion d'honneur.]

– M. André Orsini,
son époux,
Mme Danielle Orsini-Labos,
M. et Mme Gérard Orsini,
ses enfants,
Géraldine, Blandine et Lionel,
Raphaëlle et Maxime,
ses petits-enfants,
Mlles Antonia et Cécile Campana,
Mme Valérie Balliccioni-Campana,
ses sœurs,
Mme Pépita Cosimo-Orsini,
sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Ses filleuls,
Ses parents et alliés,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

**Joséphine-Raphaëlla ORSINI,**
née Campana,

survenu le 12 novembre 1990.

Une cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Pierre de Montrouge, place Victor-Basch, Paris-14e, le mercredi 14 novembre, à 13 h 45. Elle sera suivie de l'inhumation dans le tombeau familial, à Poggio-Mezzana (Corse), après une absoute en l'église Saint-Jean.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille exprime sa reconnaissance aux diverses équipes médicales, et particulièrement à tous les membres de l'unité de soins palliatifs de l'Hôpital international de l'Université de Paris.

12, rue Emile-Faguet,
75014 Paris.
20, boulevard Paoli,
20200 Bastia.

*« Verrà la morte e avrà i tuoi occhi. »*

– Mme Delphine Roumailhac,
son épouse,
*Jean et Anita Roumailhac*,
ses enfants,
Etienne,
son petit-fils,
Ses neveux, ses nièces,
La famille et les familles alliées,
*ont la douleur de faire part du décès de*

**Jean ROUMAILHAC,**
*directeur départemental*
adjoint honoraire des impôts,
militant syndical et mutualiste,
*chevalier de l'ordre du Mérite,*

survenu subitement le 5 novembre *dans sa quatre-vingt-huitième année.*

Selon la volonté du défunt, la cérémonie *s'est déroulée dans la plus stricte* intimité familiale.

68, rue Champ-Lagarde,
78000 Versailles.

– Mme Raymond Popelin,
son épouse,
M. et Mme Michel Popelin,
M. et Mme Gérard Popelin,
ses enfants,
Olaf, Alexandra, Marie-Hélène, Florence, Ludovic, Delphine et Jean-Marie,
ses petits-enfants,
M. et Mme Arnaud Meunié,
et leurs enfants,
M. et Mme Gautier-Meunié,
et leurs enfants,
ses neveux et nièces,
Mlle Jacqueline Louviot,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Raymond POPELIN,**

*survenu en son domicile dans sa quatre-vingt-douzième année*, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8e, sa paroisse, le mercredi 14 novembre 1990, à 13 h 45.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

7, rue Rembrandt,
75008 Paris.

– On nous prie de faire part du décès de

**Mme Pierre RINER,**
née Marcelle Marie Fremond,
dite « Doudouce »,

survenu le 10 novembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Belles-sœurs,
Beau-frère,
Neveux, nièces,
Cousins,
Parents, alliés et amis.

Les familles Riner, Couturier, Fremond, Sarda, Scheffer, Roux et Manois.

*La messe a été célébrée le lundi* 12 novembre, en sa paroisse de Crest, suivie de l'inhumation au cimetière de Divajeu.

On rappelle à votre souvenir son mari,

**Pierre RINER,**

décédé le 14 novembre 1970.

Ni fleurs ni couronnes.

Ambassade de France à Tananarive (Madagascar).
44, boulevard des Invalides,
75007 Paris.
26400 Crest.

– On nous prie de faire part du décès de

**Pierre ROLAND-LEVY,**
*déporté-résistant.*

Oranienburg, Sachsenhausen, no 58128.

Sonia Vanular,
Janice Roland-Levy,

Danielle, Fabien, Christine, Jean-Pierre et Marie-Caroline,
ses enfants,
Et leurs conjoints,

Pauline, Benjamin, Franklin, Adèle, Paul et Blanche,
ses petits-enfants,

*ont le chagrin d'annoncer le décès de*

**Pierre ROLAND-LEVY,**

magistrat honoraire,
ancien membre du Conseil supérieur
*de la magistrature,*
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
*croix du combattant volontaire*
de la Résistance,
croix du combattant,
médaille de la déportation
et de la Résistance,

survenu le 9 novembre 1990 à l'hôpital Begin, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Une cérémonie aura lieu le vendredi 16 novembre au grand salon du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue du Mont-Thabor,
75001 Paris.

– Mme Micheline Treves,
son épouse,
Daniel et Martine Treves,
Les docteurs Alain et Thérèse Treves,
Les docteurs Philippe et Muriel Treves,
Laurence et Lionel Beylard,
Jean-Michel et Galit Treves,
ses enfants,
David, Mélanie, Benjamin, Ariel, Maya, Rachel, Jonathan, Tali, Eytan, Nathanel,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Jean-Louis TREVES,**

survenu le 8 novembre 1990 à Jérusalem.

38 Rehov Ramban,
Jérusalem.
139, chemin des Bulesses,
La Tour-de-Peilz (Suisse).
64, rue de Vaugirard,
75006 Paris.

## Erratum

– Dans l'avis de décès de

**Marie-Louise PLESSIS,**

il convenait de lire :

leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

## Remerciements

– Sommières (Gard). Londres. Jersey Island.

Françoise Kestsman,
sa compagne,
Penelope Hope-Durrell,
sa fille,
et son époux, John Hope,
Gerald et Lee Durrell,
ses frère et belle-sœur,
remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur amitié lors de la disparition, le 7 novembre 1990, de

**Lawrence DURRELL.**

La crémation a eu lieu, selon son désir, à Orange (Vaucluse), le 9 novembre, *dans la plus stricte intimité.*

Que son esprit et son cœur qui ont tant donné à ses lecteurs trouvent paix et repos.

(*Le Monde* du 9 novembre.)

– Saint-Quentin. Catenoy.

Mme Zahra Romenteau
Et toute la famille,
La direction régionale des affaires culturelles de Picardie,
Le personnel de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales,
La Société archéologique de Picardie,
Le CRAVO
et ses collègues archéologues,
Les équipes de l'autoroute A-16
*et du TGV,*
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui ont été témoignées *lors du décès de*

**M. Pierre ROMENTEAU,**
archéologue,

prient toutes les personnes ayant assisté aux obsèques ou qui, empêchées, leur ont exprimé leur sentiment de condoléances, celles qui se sont associées à leur deuil par un envoi de fleurs, de trouver ici avec leurs remerciements émus, l'expression de leur vive gratitude.

P.-F. Vignon, Saint-Quentin.
P.-F. Grigaut, Liancourt.

## Anniversaires

– Il y a deux ans, le 14 novembre 1988, *nous quittait*

**Christiane GALLENCA,**
professeur des universités.

Son souvenir est vivant parmi nous.

Priez pour elle.

*« All days are nights to see till I see Thee. »*

## Manifestations du souvenir

**– Anciens de la 10e division,**

un service solennel à la mémoire des camarades de la 10e D.I. tombés au champ d'honneur sera célébré, le dimanche 25 novembre, en l'église des *Blancs-Manteaux, rue des Blancs-Manteaux* (métro Hôtel-de-Ville), à 10 h 45.

## Communications diverses

– Première conférence du cycle : *HALAKHA – du Collège des études juives* de l'Alliance israélite universelle, jeudi 15 novembre 1990, à 20 h 30, à *l'AIU, 45, rue La Bruyère, Paris-9e, par* le rabbin Saül Naouri, sur le thème : « Le shabbat » PAF.

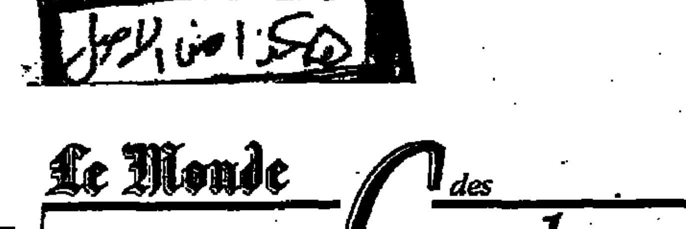
## Soutenances de thèses

– *IEP* de Paris, le *jeudi 15* novembre 1990, à 9 h 15, salle André-Siegfried, M. Gaetano Manfredonia : « Etudes sur le mouvement anarchiste en France, 1848-1914 ».

– Université Paris-XII « sciences », le jeudi 15 novembre, à 14 h 30, salle des Thèses, bâtiment P, M. Denis Bemer : « Exploitation des propriétés physiques d'un aérosol pour la mesure de la taille des particules et de leur concentration. Applications ».

– Université Paris-III, Sorbonne nouvelle, le vendredi 16 novembre, à 13 h 30, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, Mlle Suzanne Fraysse : « Folie, écriture et lecture dans l'œuvre de Vladimir Nabokov ».

– Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le vendredi 16 novembre, à 15 heures, salle 113, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste-Dumas, Sorbonne, Mme Françoise Oppikofer-Brutsch : « Gaston Chaissac : totems, masques, pierres et objets enluminés ».







# Le Monde des Cadres

## "La communication interne au GAN, une assurance de réussite"

En pointe dans notre métier d'assureur, nous le sommes aussi au niveau de la communication interne et offrons une opportunité nouvelle à un

### Jeune Chargé de Communication Interne

Au sein d'une petite équipe et en liaison étroite avec les correspondants communication locaux, vous assumez une double mission :
• rédaction d'articles, suivi des publications ;
• participation à la conception et à la réalisation de divers chantiers (séminaires, conventions, documents audiovisuels...).

*Diplômé d'études supérieures de communication complétées par une bonne culture économique,* vous justifiez d'une première expérience en communication interne, acquise idéalement au sein d'une structure importante du secteur financier. Au-delà de vos solides compétences techniques incluant une excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées ainsi que votre esprit *d'initiative vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de l'entreprise.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. ED/LM/56 à GAN, Gestion et Recrutement des Cadres, 2 rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie de tous les projets — gan assurances

MEDIA-SYSTEM

---

## Importante organisation humanitaire

(Association reconnue d'utilité publique)
orientée vers le soutien au développement
des Tiers-Mondes
recrute

### RESPONSABLE DE SON SERVICE AMÉRIQUE LATINE

**Missions et objectifs :**
Sous la responsabilité du Directeur du Département Projets et Programmes, il met en œuvre les objectifs de développement définis par l'Association pour le continent latino-américain.
Il gère et contrôle un budget de *15 MF et assure le suivi* des réalisations mises en œuvre dans le continent.
Il assure la gestion des ressources humaines de son service (quatre personnes).

**Profil attendu :**
• Expérience réussie de plusieurs années de gestion d'un budget, d'encadrement d'équipe et expérience de vie associative.
• Connaissance et expérience du continent latino-américain.
• Niveau de culture générale et technique : bac + 3.
• Bonne pratique de l'espagnol.
• L'expérience des problèmes de *développement,* la pratique du portugais ainsi que la pratique de l'informatique sont un plus.

**Intérêt de la fonction :**
• Action et innovation dans un contexte international en changement.
• Finalité et environnement riches.

**Conditions offertes :**
• Grande autonomie et importantes responsabilités.
• Rémunération en relation avec environnement associatif et selon l'expérience (référence 160 KF).

**Ecrire sous nº 8127 - Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy - 75007 Paris.**

---

## JEUNES DIPLOMÉS (HEC, ESSEC, ESCP ........ CENTRALE, MINES, SUPELEC.)

Au sein du groupe *Calan Ramolino et Associés,* partner-firm de Spicer and Oppenheim International, 12ème entreprise mondiale de consulting, choisissez *le conseil en organisation* dans des conditions idéales.

Nous vous offrons une structure de dimension internationale (55 pays), une formation soutenue à notre méthodologie, et des missions variées auprès d'entreprises prestigieuses.

Nous saurons en plus vous accueillir dans une équipe solidaire à taille humaine, où chacun participe à l'enrichissement des outils en place.

Nous saurons enfin, grâce à notre développement, vous faire évoluer très rapidement au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous référence LM 10, à Sandra Soriaux, Groupe Calan Ramolino et Associés, 2 rue Paul Cézanne, 75008 Paris.




alliance RH

---

## CHARGÉ DE MISSION
### RESSOURCES HUMAINES

La branche béton prêt à l'emploi du groupe des ciments français compte aujourd'hui 2000 personnes et représente un CA de 2,5 milliards de francs.

De formation supérieure BAC + 4, + 5 (DECS - Ecole de Commerce...), vous justifiez d'une première expérience acquise dans le domaine des Ressources Humaines. Vous maîtrisez l'outil micro-informatique.

*Nous vous confierons la mise en place de notre système informatique de gestion* des Ressources Humaines. Vous organiserez l'harmonisation des systèmes de rémunération, de retraite et de prévoyance et assurerez toute étude statistique dans le domaine social.

Votre goût des contacts, votre rigueur et votre sens du *travail* en équipe seront vos meilleurs atouts pour réussir au sein de notre groupe.

*Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. CM007 au Département des Ressources Humaines* - UNIMIX - 15 quai le Chatelier 93454 L'ILE SAINT DENIS CEDEX.

Le Groupe Ciments Français, diversifié dans les matériaux de construction : ciment, granulats, béton prêt à l'emploi, bétons industriels réalise un C.A. de 16 Mds F.
Présents dans 14 pays, 17.000 collaborateurs dont plus de la moitié à l'international partagent le même objectif : progresser parmi les tout premiers producteurs mondiaux.
Aujourd'hui, CIMENTS FRANÇAIS affirme sa volonté d'être un groupe industriel de dimension internationale.

GROUPE CIMENTS FRANÇAIS

L'INSTINCT DU FUTUR

---

GROUPE IMMOBILIER 3F




*2,5 MILLIARDS DE C.A.
100.000 LOGEMENTS LOCATIFS
1.500 COLLABORATEURS*

## Directeur d'agence Orléans

L'agence Centre du Groupe Immobilier 3F rayonne sur 6 départements. Elle a construit et gère 2.400 logements répartis en 45 programmes.

Directeur de l'Agence vous animez, coordonnez, gérez une équipe de trente collaborateurs dont vous optimisez la productivité. Impliqué fortement dans la recherche foncière et le montage d'opérations, vous déployez votre dynamisme relationnel pour devenir rapidement une personnalité reconnue dans la région.

*Diplômé d'une école supérieure de commerce ou de* gestion, votre expérience opérationnelle de l'immobilier vous a permis d'acquérir des compétences juridiques et financières ainsi qu'une sensibilité aux techniques de construction.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo sous référence 3425 B
BOSSARD CARRIERES - 4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS.

---




Notre Groupe est présent sur deux métiers, le commerce avec des boutiques de produits haut de gamme et la restauration. Il développe ses activités principalement sur les aéroports et évolue vers le milliard de chiffre d'affaires avec le concours d'un millier de personnes.

Nous recherchons, pour notre filiale de restauration de ROISSY CDG 2, site de 300 personnes, un :

## CHEF DU PERSONNEL

Vous interviendrez sur tous les aspects de la fonction : • "Gestion des Ressources Humaines" : intégration, appréciation, mobilité... • Formation : Elaboration du plan, suivi et animation des structures internes. • Recrutement. • Administration du Personnel. • Relations avec les partenaires sociaux avec participation à la négociation annuelle.

Directement rattaché au Directeur Opérationnel Restauration, en liaison avec la DRH Groupe, vous serez assisté d'une équipe de quatre personnes que vous animerez.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure et une expérience "terrain" de 4/5 ans dans la fonction Personnel. Vos qualités personnelles seront déterminantes dans notre choix et votre réussite.

*Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) à* **SARESCO**, Direction des Ressources Humaines, 74/76 rue Laugier, 75017 PARIS.

DESSEIN

---

## LA BOURSE Le I AUX STAGES

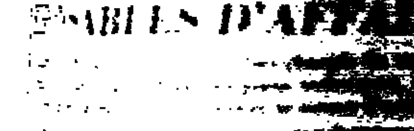
Ces entreprises vous offrent
**DES STAGES A VOCATION INTERNATIONALE**

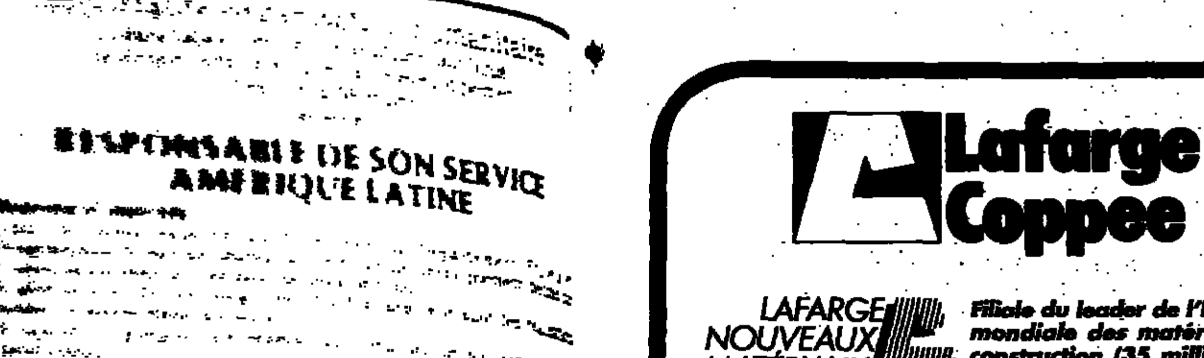
EXXON CHEMICAL — QUILLE — BEFS — PROGEMINE DE METALLURGIE — WATERMAN — BANQUE POPULAIRE — NEURONES ASSOCIES — Spie Batignolles — CLESTRA HAUSERMAN — SKF — RENAULT — Société Française Hoechst — Schlumberger — THOMSON — MUST SOFTWARE INTERNATIONAL — GEC ALSTHOM — Seita — SOMMER ALLIBERT

Le Monde INITIATIVES CAMPUS

AVEC LA PARTICIPATION DE GROUPE ESCP

AVEC EUROPE 1











# Le Monde des Cadres



... Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,25 $.









**La Matière Bleue**
*l'audace d'aller jusqu'au bout pour de jeunes diplômés*

**La Matière Bleue est force et élan. Elle est la force que Sema Group confère à tout projet, elle est l'élan qui porte le projet personnel de chacun.**

Présentes dans tous les secteurs de l'économie (Banque, Assurance, Industrie, Secteur Public, Défense, Services...), *les équipes de la Branche* Conseil et Informatique de Gestion France s'appuient sur les méthodes et outils du Groupe. Au coeur de nos projets, vous relèverez de nouveaux défis au sein d'un groupe de 7500 personnes présent dans *toute l'Europe.*

## RECHERCHE DÉBUTANTS DÉLIBÉRÉMENT

**1. Vous venez d'achever vos études d'ingénieurs, vous êtes diplômé d'une grande école, ou universitaire du 3e Cycle.**
Trouver un emploi n'est pas, pour vous, un problème. Mais le plus souvent vous vous heurtez à l'exigence d'une première expérience.
**Sema Group n'a pas peur des débutants**, car nous sommes passés maîtres dans l'art de vous former et de vous intégrer, c'est-à-dire d'adapter vos connaissances et vos aspirations aux métiers de l'informatique.

**2. *Nous avons un plan pour vous début janvier :***
D'abord un stage de formation qui constituera pour vous un **véritable 4ème cycle**, puis une intégration dans nos équipes pour participer au *développement des systèmes d'information.*

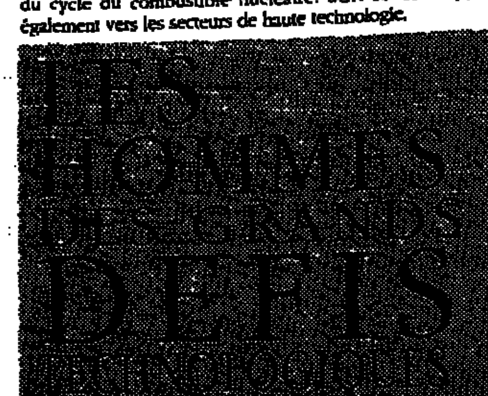
***3. Ensuite ?***
Toutes les opportunités de carrière en informatique de gestion que peut offrir **un groupe de conseil et d'ingénierie informatique**, *intervenant dans tous les secteurs de l'économie.*

SEMA GROUP

**Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence MCB12 à Pascale Rajaofera, SEMA GROUP, *16-18 rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.***

## JEUNES CADRES FINANCIERS

Filiale de la COGEMA, le groupe SGN (3000 personnes, 3 milliards de frs de CA) a acquis des compétences mondialement reconnues dans le domaine de l'ingénierie du cycle du combustible nucléaire. SGN se développe également vers les secteurs de haute technologie.



Fort de notre croissance, nous recherchons pour le Service Plan de notre Direction Financière située à ST-QUENTIN-EN-YVELINES, un JEUNE CADRE FINANCIER.
Au sein d'une équipe de quatre personnes et en relation avec les autres Directions, vous participerez :
- à l'élaboration des prévisions à court terme et du plan moyen terme de la société et de *ses filiales*,
- à la réalisation d'analyses financières et d'études économiques.

De formation supérieure (Ecole de Commerce : option Gestion, Science Po, Dauphine...), vous justifiez d'une première expérience dans un poste similaire. Votre dynamisme, votre capacité de synthèse et votre aptitude à travailler en équipe sont les qualités que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), s/réf. OJ/JCF/LM, à SGN, D.P.R.H., 1, rue des Hérons, Montigny-le-Bretonneux, 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

SGN

## RECRUTEMENT

### DEVELOPPER LES ACTIVITES D'UN GRAND CABINET EN AQUITAINE

*Nous sommes un important Cabinet Français de recrutement de Cadres et de Dirigeants (par annonces et approche directe).*

*Nous recherchons un **Responsable** motivé et de bonne envergure, capable et désireux d'animer une équipe et de développer une activité déjà solidement implantée.*

*Nous confierons cette responsabilité à un candidat de formation supérieure (psychologue, Grande Ecole de Gestion, Sciences Po, ...), ayant au moins 5 ans d'expérience dans le recrutement de cadres (acquise en Cabinet ou en entreprise).*

*Nous avons une réputation de qualité, d'efficacité et de sens du service aux Clients et il est évidemment indispensable de partager notre éthique, de participer à notre dynamisme commercial et de témoigner de la disponibilité et de la sagacité qu'implique une activité de conseil.*

*Connaissance de l'anglais et/ou de l'italien très souhaitée.*

*Rémunération :* ***350.000 F +***

*Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) et prétentions sous réf. 2916-M à **JLT** 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.*

## Consultant en recrutement

Pour renforcer notre équipe (5 personnes), nous souhaitons intégrer un jeune consultant.
Vous aurez la responsabilité complète de missions de recrutement, vous gérerez une partie de notre clientèle et en assurerez le développement.

Plus qu'une formation supérieure, plus qu'une première expérience, de préférence en ressources humaines, c'est une **personnalité** que nous recherchons avant tout.

*Créé il y a 3 ans, notre cabinet conseille des entreprises de secteurs variés dans la constitution de leurs équipes de cadres. Généralistes du conseil en recrutement, par annonce et par approche directe, nous fondons notre démarche sur la confiance établie tant avec nos clients qu'avec les candidats, et sur la qualité de notre service.*

*Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence ALCOLM à Alcane - 26, rue du Quatre Septembre 75002 Paris*

ALCANE

NC communication

## Responsable de production

***Moulins***

**Voyou** *Filiale d'un important groupe agro-alimentaire (7 000 p - CA 9 MF), nous fabriquons et distribuons des aliments pour chiens et chats.*

Rattaché au Directeur d'usine et dans un contexte de fabrication élaboré, vous prenez en charge l'ensemble de la production depuis le contrôle-réception jusqu'à l'expédition des produits (planning, organisation et suivi de fabrication, respect des normes qualité et des délais...); vous encadrez une équipe de 40 professionnels et travaillez en liaison étroite avec notre atelier maintenance et le labo contrôle-qualité.

Jeune ingénieur AGRI (spécialisation IAA), vous avez une première expérience de la production en agro-alimentaire, vous vous sentez motivé pour évoluer à terme vers des responsabilités de direction d'usine.
Rejoignez notre groupe qui sait proposer à ses cadres de valeur des opportunités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MO/10992, à notre conseil PG Consultants, 21 rue Emile-Zola, 37000 Tours.




***ANGERS - BORDEAUX - NANTES - PARIS - RENNES - TOULOUSE - TOURS***

MEDIA-SYSTEM

## PROMOTEUR IMMOBILIER DE LOISIRS

Filiale d'un important groupe financier, recherche

### RESPONSABLE DE PROGRAMME

basé à Montpellier.
Sous l'autorité du Directeur de la Promotion, en véritable gestionnaire, vous réaliserez le montage des projets immobiliers au niveau juridique, administratif, financier et technique.
Avec rigueur, vous veillerez au strict respect des coûts, délais et qualités d'exécution.
De formation supérieure (Ecoles de Commerce, IEP, Droit...), vous justifiez d'une première expérience de montage et de gestion d'opérations immobilières.
***Merci d'adresser, sous pli confidentiel,*** **votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.L. AZAM - ROCAMAR S.A. 316, rue de Casseyrols - 34080 MONTPELLIER.**

## Consultant(e) Junior

Vous souhaitez entrer de plein pied dans l'action *avec responsabilités et autonomie : nous vous offrons* d'intégrer notre Cabinet Conseil en Recrutement et de participer activement à son développement.
*Une formation à nos méthodes*, une bonne culture générale, un niveau Bac + 4 et une première expérience (même petite) dans le domaine des *relations humaines vous permettront* d'appréhender avec aisance les missions que nous allons vous confier.
Tonus, disponibilité, ouverture et rigueur sont vos meilleurs atouts.

Ghislaine CAIRE traitera confidentiellement votre *dossier de candidature* (lettre + CV + *prétentions*) sous réf. 9011/77/M.

**L.T.M. Ressources Humaines**
28 rue Bergère 75009 PARIS.

**LTM**
*Tous les métiers du transport*

*MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT*

Autoroutes du Sud de la France

**Autoroutes du Sud de la France, première société française d'autoroutes (3 200 personnes)**

**recherche**

## SON RESPONSABLE DE LA PRESSE ET DE LA COMMUNICATION INTERNE

Rattaché hiérarchiquement au directeur de la communication, vous avez entre 25 et 35 ans environ. Vous bénéficiez d'une première expérience réussie en entreprise. De formation Sciences-Politiques, CELSA ou Lettres, vous possédez de solides capacités rédactionnelles et vous maîtrisez bien les techniques de relations avec la presse.

Le poste est disponible immédiatement. Il est basé à Paris avec de fréquents voyages en province.

***Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :***

***AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE***
***Direction de la Communication***
***16, avenue Elisée-Reclus — 75007 Paris***

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

**LA VILLE DE MEUDON (HAUTS-DE-SEINE)**

**RECRUTE PAR VOIE DE MUTATION, DÉTACHEMENT OU CONTRAT**

## SON DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Sous l'autorité du Maire, il définit et coordonne l'*ensemble* des actions de communication et de relations publiques de la Ville.

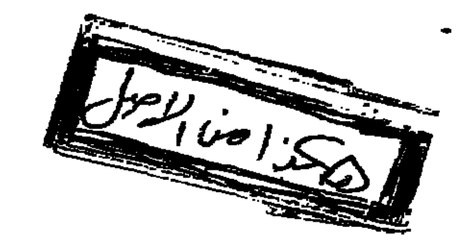
**Profil du poste :**
- *Connaissance indispensable des collectivités territoriales.*
- Qualités rédactionnelles affirmées.
- Sens de l'organisation et du travail en équipe.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 250 à :
Monsieur le Maire de Meudon
Hôtel de ville - 92190 MEUDON.













# Le Monde des Cadres

NANCY (54)

**VALORISEZ VOS ACQUIS : CREEZ NOTRE FONCTION PERSONNEL**

Au travers d'un réseau national de 40 points de vente, notre groupe (240 personnes, 200 MF de CA), spécialisé dans la vente de travaux PHOTO, *pellicules et accessoires, connaît un développement exemplaire* (10 nouveaux magasins en 1990).

Pour mettre en place une stratégie Ressources Humaines qui accompagne notre expansion, nous créons la fonction :

## RESPONSABLE DU PERSONNEL

Force de proposition, vous participez, auprès de notre Direction Générale, à l'élaboration de la politique "Ressources Humaines" de l'entreprise et êtes responsable de sa mise en œuvre.

*Vous agissez sur la totale étendue de la fonction* : administration, législation, relations sociales, gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, recrutement, formation, communication.

A 30 ans environ, de formation juridique, Maîtrise de Droit Social, Droit du Travail, IEP, vous souhaitez valorisez *les acquis d'une expérience réussie d'adjoint au Responsable du Personnel* dans une PME/PMI, par exemple dans une fonction globale à responsabilité élargie, que vous créerez à votre image.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 3610/PHOM à notre conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

---

## RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Chargé de l'ensemble des recrutements, de la formation (gestion + animation de certaines sessions de management), du développement *de la stratégie Qualité, de la gestion prévisionnelle des Ressources* Humaines et de la communication interne, vous serez directement impliqué dans notre politique de développement des Ressources Humaines.

Pour ce poste diversifié, rattaché au Directeur des Ressources Humaines, nous souhaitons intégrer une personne d'environ 30 ans, de formation supérieure (ESC, 3ème cycle ou Maîtrise) ayant **impérativement pratiqué** *le recrutement à tous niveaux.*

La connaissance des autres aspects de la fonction sera un plus.

**L'anglais est indispensable.**

Upjohn

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions), sous référence 9018/M à la Direction des Ressources Humaines, Bruno COLOMB, **Laboratoires UPJOHN**, *Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 11.*

VOCATION MEDIA

---

***Région parisienne Ouest 180/200 000 F***

**Important groupe industriel français, nous avons atteint une taille mondiale au cours de ces dernières années. Au sein de la Direction des Affaires Sociales et des Ressources Humaines, nous renforçons la structure Relations Sociales Européennes en créant le poste :**

## *Assistant du responsable des relations sociales européennes*

Rattaché au Responsable du Service, vous l'assistez dans ses missions. Vos domaines d'intervention : • **Les relations sociales** : analyse et création d'une banque de données des législations en vigueur dans chaque pays et des spécificités locales en terme de rémunération ;
• La **Gestion de la mobilité internationale des Cadres** : participation à la création des procédures, en conformité avec les accords internationaux, mise en place d'un système de gestion *des Cadres étrangers.*

Diplômé de l'IEP, ou titulaire d'une *Maîtrise de Droit*, vous parlez **couramment l'anglais** et si possible **l'allemand**, vous justifiez d'une expérience d'un an au sein d'une Direction du Personnel d'une entreprise industrielle. Aisance rédactionnelle, *organisation, esprit d'analyse et* de synthèse, goût de l'opérationnalité, sont les atouts nécessaires pour réussir dans la fonction. Ce poste comporte des déplacements de courte durée.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature *qu'elle traite confidentiellement, sous référence* 9054/LM *au* 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42 89 10 25.

GRP& Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

---

## Jeune organisateur

**ingénieur généraliste - 1re expérience ou débutant à fort potentiel**

## Pilotez nos projets commerciaux

*C'est le challenge proposé par notre important groupe de communication, partenaire privilégié des éditeurs.*

Le candidat retenu se verra confier les missions suivantes : • définir les besoins des utilisateurs et organiser des réunions de synthèse avec notre Direction Commerciale • rédiger les cahiers des charges et proposer des solutions adaptées aux spécificités de notre métier • superviser, en liaison avec notre *Direction Informatique, la réalisation des projets et assurer leur intégration dans l'entreprise* • former le personnel aux nouveaux outils de travail.

Outre un excellent niveau de formation (Bac + 4 minimum), une première expérience réussie ou des stages significatifs vous ont permis de développer des compétences méthodologiques et informatiques.

Votre rigueur, vos qualités relationnelles et votre réalisme sont les atouts dont vous disposez pour réussir dans une fonction polyvalente.

Au-delà de ce poste, notre groupe par sa taille et ses perspectives de développement offre de réelles possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence I 137 LM.

*15, rue Daumier*  *75016 Paris*

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Carré Turenne

---

**Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (7 000 personnes, 3,7 milliards de CA) bénéficie d'un potentiel technique et humain de premier plan. Pour renforcer nos équipes, suite à une promotion, nous recherchons *aujourd'hui* pour notre Siège Social de Paris IVe, un**

## *Responsable systèmes d'information et études sociales*

Rattaché au Responsable des Affaires Sociales et à la tête d'une équipe de trois personnes :
• vous supervisez le système central de paie • vous réalisez les études d'innovation sociale,
• vous avez la responsabilité des outils d'aide à la décision (tableaux de bord, études diverses...).
De formation supérieure à dominante économique (Bac+4), complétée par une expérience réussie d'au moins trois ans dans des fonctions similaires, vous êtes familiarisé avec la paie, l'informatique de gestion et les *méthodes quantitatives. Pragmatique et méthodique*, vous saurez être une force de proposition en matière de prospective sociale dans une société résolument engagée dans une démarche "Qualité Totale".
Bien sûr, vous appréciez le travail en équipe.

SNPE

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. M1211, à : SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.

MEDIA-SYSTEM

---

## ANIMER, GERER ET FAIRE EVOLUER NOS SERVICES GENERAUX

**Groupe d'Assurances à forte *notoriété* Internationale, *nous recherchons notre* RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX**

Rattaché au Directeur de l'organisation, vous animez l'ensemble des équipes qui composent les Services Généraux (Achats, Gestion des Stocks, Imprimerie, Courrier, Archives, etc...), soit en tout une soixantaine de personnes. Vous en optimisez l'organisation, avec le souci constant du service rendu et de la maîtrise des coûts.

A 30/40 ans, vous êtes diplômé d'études supérieures à dominante technique. Imaginatif et ouvert, vous possédez impérativement une expérience probante de l'animation des Hommes.

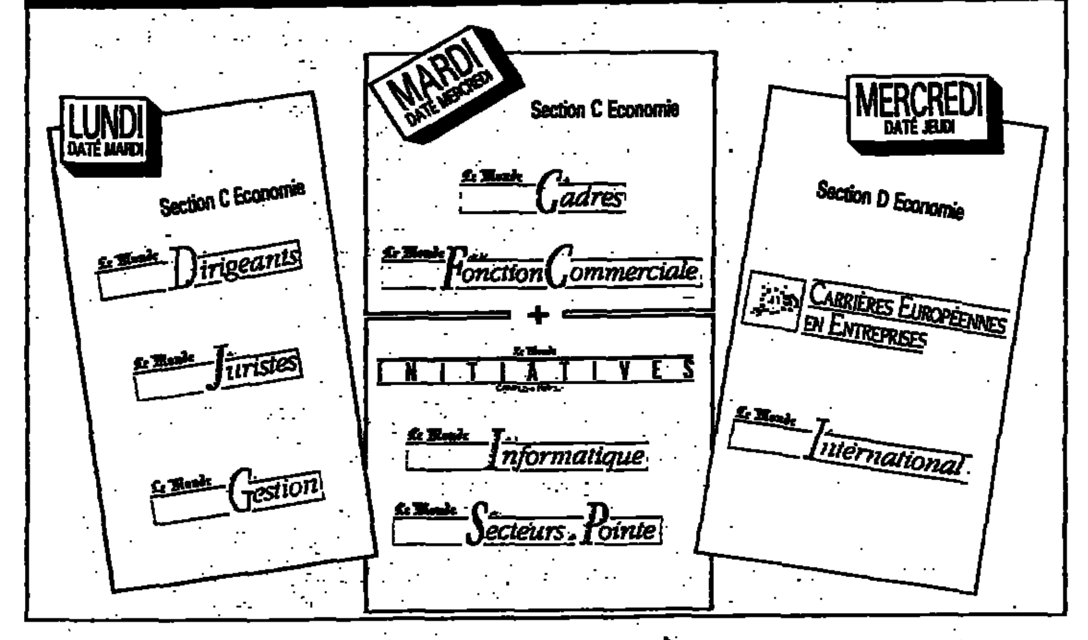
ZURICH ASSURANCES

*Merci d'adresser CV, photo et prétentions à J.L. VICHERAT - ZURICH ASSURANCES*
14, boulevard Poissonnière - 75009 PARIS

MEDIAPA

---

## 3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »




---

**FRANCE CONSTRUCTION**

**Société de promotion immobilière, habitat résidentiel région parisienne, nous recherchons**

## RESPONSABLE DE PROGRAMME CONFIRME(E)

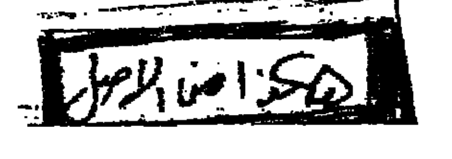
Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur *et possédez une expérience de 3 / 4 ans dans* la gestion d'opérations en promotion immobilière.
Assisté(e) d'une équipe de 3 responsables programme adjoints, vous participerez au montage des opérations et assurerez :
- la définition de la stratégie commerciale des opérations,
- *le suivi de la commercialisation,*
- la gestion acquéreur,
- l'établissement des bilans d'opérations,
- la livraison des opérations en collaboration avec le service technique.

Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez C.V. + lettre + photo à l'attention de
Laurence VAN EECKHOUT
FRANCE CONSTRUCTION - 42, rue de Bellevue
92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

FILIALE BOUYGUES IMMOBILIER

MEDIAPA

Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,25 $.





Le Monde des Cadres



Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche

## 2 ASSISTANTES SOCIALES

• D.E. Assistante Sociale et diplômée conseillère du travail, vous avez une première expérience de plusieurs années du service social du travail et si possible de l'encadrement. Vous serez chargée de l'animation, la coordination et l'encadrement du service social du travail.
Ce poste est basé à Paris. (réf. AC/90/502).

• Diplômée et si possible conseillère du travail, vous avez de préférence une première expérience en entreprise.
Ce poste est basé à Orly. (réf. AC/90/389).

Adressez lettre manuscrite + C.V. sous la référence choisie aux AEROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - 291 bd Raspail 75675 PARIS CEDEX 14.

MEDIAPA

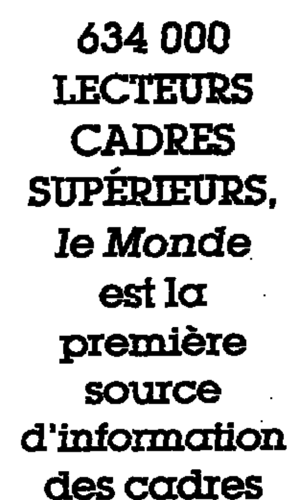
---

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS, *le Monde* est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSOS 90)

---

**Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.**

---





## PIERRE FABRE

recherche son

## CHEF DE CABINET

Vous remplacerez l'actuel titulaire appelé à occuper une fonction opérationnelle au sein de l'Entreprise.

Les LABORATOIRES PIERRE FABRE emploient 4 000 personnes en FRANCE et à l'ETRANGER.

En 1989, notre EXPANSION a permis une AUGMENTATION du C.A. de 35% et l'arrivée de 670 Collaborateurs.

L'Entreprise est présente dans trois secteurs d'activités :
- PHARMACEUTIQUE (Médicaments),
- MEDICATION FAMILIALE (O.T.C.),
- DERMO-COSMETIQUE (sélective).

Agé d'environ 35 ans, ancien élève d'une GRANDE ECOLE de MARKETING ou de Gestion, ou de formation équivalente, vous avez une EXPERIENCE SIGNIFICATIVE dans l'INDUSTRIE.

Vous ASSISTEREZ le PRESIDENT dans toutes les tâches non directement assumées par les Opérationnels ou les Fonctionnels spécialisés... mais vous êtes à la croisée de toutes les actions et informations !

Le poste est basé à CASTRES (50 000 habitants), dans le TARN, où sont situées toutes les Directions, y compris, bien entendu, la Direction Générale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), à PIERRE FABRE S.A. Direction des Ressources Humaines - Réf. D 266/2 11, rue Théron Périé - 81106 CASTRES CEDEX.

Pierre Fabre
Industrie Pharmaceutique et Cosmétiques (4 000 personnes CA 3 Milliards)

MEDIAPA

---



SAFEGE, *spécialiste de l'ingénierie de l'environnement pour le monde entier, recherche pour travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire :*

**UN HYDROBIOLOGISTE**

*Bénéficiant d'une expérience en bureau d'ingénierie de l'environnement ou au sein d'une administration, vous assurerez la responsabilité de l'aspect qualité des eaux faune et flore aquatiques dans les études destinées à nos clients publics.*
*Réf 1041/E.LM*

**UN INGENIEUR GENIE CHIMIQUE**

*Vous serez responsable de nos interventions auprès de clients industriels concernant les rejets liquides et gazeux.*
*Réf. 1041/F LM*

*Pour ces deux postes basés à Nanterre, vous avez une formation d'ingénieur ou équivalent complétée de préférence par un 3ème cycle ou un doctorat.*
*A 30 ans environ, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine concerné. Anglais impératif.*
*Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + prétentions, sous référence) à Danielle MERKEL Cabinet SWITCH 40, rue Amelot - 75011 PARIS.*

Partenaire de vos ambitions SWITCH — *Département Recrutement*

VOG

---

SMITHKLINE BEECHAM
LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

*Diriger une de nos deux unités affaires réglementaires*

## PHARMACIEN H/F

**Votre mission :** Rattaché au Directeur Pharmaceutique, vous serez assisté par un pharmacien et le secrétariat correspondant. Dans le cadre d'un fonctionnement en équipe-projet, vous développerez les produits de plusieurs gammes thérapeutiques, en collaborant à l'établissement des objectifs et en déterminant le cahier des charges technico-réglementaire.
Responsable des dossiers et procédures d'enregistrement, vous assurerez pour les médicaments commercialisés, les activités réglementaires d'extension, d'amélioration, de publicité et l'export.

**Votre profil :** Pharmacien Diplômé (si possible DESS *Droit de la Santé*), vous avez une expérience de plusieurs années des Enregistrements. De plus, vous connaissez le développement pharmaceutique en Laboratoire ou Société de services. Anglais courant souhaité.
Personnalité de contact, vous apporterez une authentique contribution au travail de groupe.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et desiderata à notre Conseil Olivier de LANGENHAGEN, GROUPE PANISSOD Activités Santé 109, rue de Turenne - 75003 PARIS, qui vous garantit réponse rapide et stricte confidentialité.

GROUPE PANISSOD S.A. RECRUTEMENT

VOG

---

CIGNA

Grand Groupe International d'Assurances recherche pour la France

## SON FUTUR DIRECTEUR des ASSURANCES DE PERSONNES

PROFIL :
- 35 - 45 ans,
- Grande écoles ou équivalent.
- Sens du contact et de la négociation,
- Esprit créatif et innovateur,
- Expérience à haut niveau dans la profession,
- Anglais courant.

MISSION :
- Atteindre les objectifs d'un plan à 4 ans ambitieux,
- Définir les stratégies pour atteindre ces objectifs,
- Adapter notre savoir faire international au marché français,
- Manager et faire progresser une équipe qui atteindra rapidement 70 personnes.

Adresser C.V., photo et prétentions à **CIGNA - Direction des Ressources Humaines - 14, rue Ballu - 75009 PARIS**

P.R.

---

## FORMATEUR

**Salaire de départ 130 KF**

Cabinet de conseil et formation (7 intervenants) recherche **UN COLLABORATEUR** pour intervenir dans grandes entreprises tous secteurs, sur les thèmes du management, de la qualité, des méthodes de travail et de la communication.

★ *Formation supérieure*
★ Connaissance de l'entreprise
★ Fortement motivé par l'animation de groupes et le travail en équipe
★ Charisme personnel
★ *Déplacements fréquents en province (20 à 25 semaines/an).*

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à :
GAME CONSEIL - 10, rue d'Hautpoul - 75019 PARIS.

---

## ADJOINT(E) DE DIRECTION

Conseil de direction, nous apportons aux entreprises une contribution de qualité en management des ressources et structures humaines : évaluation, recherche et sélection de cadres et dirigeants, audit psycho-social, actions spécifiques de formation.

Nous souhaitons accueillir un adjoint de direction en charge directement auprès de notre directeur général de responsabilités opérationnelles diversifiées afférentes à la préparation et à la réalisation de nos missions de conseil et à la gestion du cabinet.

Bac + 3 minimum, droit, sciences-éco, sciences humaines... (DESS apprécié), *vous connaissez l'entreprise de l'intérieur et* souhaitez enrichir votre acquis et développer votre personnalité au sein d'une structure à taille humaine.

Merci d'écrire avec CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. AD/M au Cabinet PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES, 93 rue Jouffroy, 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES



---

*Presse Professionnelle*

## JOURNALISTE

Notre revue mensuelle spécialisée s'adresse à tous les professionnels de la chaîne graphique. Elle informe sur les équipements, les fournisseurs, les marchés ainsi que sur les stratégies des différents acteurs de cette branche d'activité. Connue de longue date pour le sérieux de ses investigations et pour son action professionnelle, la rédaction cherche aujourd'hui à étoffer son équipe de permanents.

Entre 25 et 30 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience du journalisme et vous avez un intérêt pour les problèmes de fabrication ou d'édition. Prêt à vous immerger totalement dans ce milieu, vous parlez l'Anglais, l'Allemand ou l'Italien.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 46/3366 F à :

**EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS**
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

---

*Chilly-Mazarin 91*




CSEE Transport est une entreprise qui utilise les techniques les plus avancées de l'informatique, de l'électronique et du traitement du signal.

Elle recherche, un **Adjoint administratif.**

De formation Sciences PO, *Essec, Dauphine, vous serez chargé* de mission administratif financier, juridique, dans le cadre de la gestion de gros contrats.

*Assistant direct du chef de projet, vous* serez en contact avec notre clientèle, les sous-traitants et différents services internes : comptabilité, achats...

Votre aisance relationnelle assurera votre succès dans cette mission.

De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes au sein de notre Direction administrative et financière.

Adressez votre candidature à l'attention de R. PETAIN - CSEE Transport - *ZI de la Vigne-aux-Loups* rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.




Carré Turenne

---

Société d'Économie Mixte

recherche pour COLOMBES

## INSPECTEUR FONCIER

Négociateur

pour réaliser acquisitions foncières et participer à l'action de développement foncier de la collectivité locale.

Formation juridique supérieure ou expérience aménagement indispensable.

Écrire avec C.V. et prétentions, sous nº 8129
*Le Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris

---

Ville de La Ciotat (Bouches-du-Rhône)
classée 40 000/80 000 habitants
recherche

• **1 directeur des affaires sociales**
• **1 directeur adjoint des affaires sociales**
pour gérer les actions concernant le logement, l'emploi, la santé et la famille, l'action sociale et le RMI
• **1 attaché responsable RMI**
aux conditions statutaires ou détachement
• **1 directeur de l'Office Municipal du Tourisme**

Adresser candidature manuscrite avec C.V. et photo à :
Monsieur le Maire - RSCG - Mairie de La Ciotat
BP 121 - 13712 La Ciotat Cedex.

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE BATIMENT
Région Parisienne
recherche
pour son Département ENERGIE et ENVIRONNEMENT

**1) TECHNICIEN SUPÉRIEUR CHAUFF./CLIM. (D.U.T., B.T.S. ou équivalent)**

pour travailler en équipe dans les domaines du chauffage urbain, de la maintenance et du traitement des déchets.

Perspective d'évolution pour candidat ayant le sens du contact et du travail en équipe. Intervention sur le territoire national.

**Adresser lettre manuscrite + C.V. sous le numéro 3846 à Agence Centrale de Publicité, BP 229 93523 Saint-Denis Cedex qui transmettra.**

# Le Monde de la Fonction Commerciale



# Le Monde des Cadres

# Le Monde de la Fonction Commerciale

*Génie Climatique Régulation Thermique*

## DIRECTEUR DE REGION

*Paris - Ile de France*

*Filiale Française de l'un des plus importants fabricants européens de matériels de Régulation et de* Télégestion, Thermique et Climatique, cette société est réputée pour la qualité de ses produits qu'elle fabrique et commercialise. Elle réalise une progression constante de son chiffre d'affaires. Pour accélérer son développement, elle recherche le **Directeur de sa Région Paris - Ile de France.**

Dans le cadre de la politique de l'entreprise, le candidat aura pour mission d'élaborer et de mettre en place une stratégie commerciale offensive à même de développer le niveau d'activité de la Région auprès d'une clientèle d'installateurs, de revendeurs et de prescripteurs dans le domaine du chauffage, et du *génie climatique. Il disposera pour cela des moyens humains et financiers nécessaires à sa réussite.*

Nous recherchons pour ce poste un **candidat autonome**, de formation Ingénieur ou Technicien supérieur avec de fortes connaissances en génie climatique, thermique et/ou électronique industrielle qui souhaite bâtir sa réussite sur le terrain. Un esprit de développeur et une expérience confirmée de manager sont indispensables pour cette fonction.

L'entreprise bénéficie d'une excellente notoriété. Le statut et la rémunération qu'elle propose sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, *C.V. complet, photo et rémunération sous réf. M 44/2630* H à :

**EGOR CARRIERES COMMERCIALES**
63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.56.01.44

**EGOR**

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE ET EXPORT

**Ensembles industriels automatisés** - Notre société est spécialisée dans les équipements industriels de projection de *poudre et peinture* par procédé électrostatique. Notre renommée internationale est fondée sur la qualité des systèmes mis en œuvre, notamment auprès des "grands" de la technologie aéronautique et automobile. Poursuivant notre expansion, nous recherchons un ingénieur commercial confirmé qui prendra en charge le développement de notre activité en France et à l'export. Au sein de la direction commerciale, il est responsable du suivi de la clientèle, depuis la préparation de l'offre jusqu'à la réalisation de l'affaire. Ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous avez déjà réussi une ou plusieurs expériences de la vente de biens d'équipements industriels, par exemple dans le secteur automobile. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Ecrivez à D. BONNEFOY en précisant la référence A/3244M - **PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63** (Minitel 36.15 code PA)




## *Au service des grands comptes*

Nous sommes une des premières SSII (1760 personnes dont 80 % d'ingénieurs) partenaire d'un grand groupe international. Notre Division Gestion connaît un fort développement et renforce son équipe commerciale. Nos prestations, forfaits ou assistance technique sont reconnues dans les domaines de la gestion administrative et comptable, la finance, la gestion du personnel et la *logistique.*

## INGENIEUR COMMERCIAL

Vous devez assurer le développement d'un centre de profit, entretenir des relations à haut niveau avec les administrations, les entreprises para-publiques et les grands groupes industriels et financiers. Vous êtes entreprenant et accrocheur et possédez une expérience de 5 ans minimum de la vente de prestations intellectuelles. Cette dynamique vous intéresse...

Adressez votre dossier de candidature sous référence 1289 à
SYSECA - 315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex.




*Celui qui part de rien pour n'arriver à rien... n'a à dire de merci à personne...*
PIERRE DAC

## COMMERCIAUX

*Vous aimez la facilité et vos pantoufles !*
*Ceci ne vous concerne pas.*

*Vous connaissez le verre, produit noble, vous voulez vous battre, relever un défi,*

**VENEZ NOUS REJOINDRE**

*Vous ne connaissez pas le verre, mais vos clients l'utilisent, alors n'hésitez pas*

**VENEZ NOUS REJOINDRE**

*Située au nord de Paris, notre Société, de taille moyenne, a pour activité le négoce du verre et son environnement.*
*Vous contacterez* **Claudine BOURGY** *au :*
**(1) 48-26-40-24**

## DSM France

**Filiale française de commercialisation de Matières Plastiques, du Groupe Hollandais D.S.M.,** nous recherchons

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

**Après une période de formation, nous vous confierons le suivi et le développement d'affaires auprès des transformateurs de matières plastiques.**

Pour ce poste, une formation supérieure (Technique ou Commerciale) ainsi qu'une première expérience réussie de la vente auprès d'industriels est nécessaire.

Compte tenu de notre contexte international, **une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.**

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. *2447R/M* ou transmettez-le à **CVCADRE** en composant le **36.15 code JCM** sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

*JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL*
12, RUE PONTHIEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES
TOULOUSE - BARCELONE

Membre de Syntec



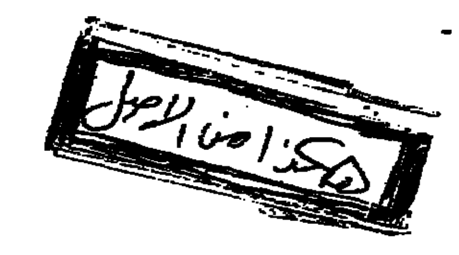

Nous sommes l'un des leaders dans l'organisation du transport public de voyageurs et du tourisme par autocars. Nos 20 filiales emploient 2.000 personnes et gèrent 1.800 véhicules. Notre forte expansion nous conduit à intégrer à **PARIS** et à **LYON** deux

## *JEUNES RESPONSABLES MARKETING*

Avec une large autonomie, vous conduirez des missions très variées de marketing (anticipation du marché, actions visant à améliorer le CA, la qualité et l'image de services réguliers...), d'ingénierie des transports (réponse aux appels d'offres, études d'implantation et de restructuration de lignes...), de négociation et de conseil à haut niveau auprès des collectivités locales. Au siège ou en région, vous prendrez appui sur le savoir faire de nos équipes et sur des outils informatiques performants.
*A votre solide formation de type Ingénieur ou Ecole de* Commerce, vous ajoutez une première expérience opérationnelle incluant des contacts commerciaux. Vous avez des aptitudes à concevoir et à mettre en oeuvre des projets d'envergure. Ces postes débouchent à moyen terme sur la direction d'un centre de *profit.*

Merci de confier votre dossier complet (CV, lettre man., *photo, sal. act.) à Gisèle GUILLOU sous réf.* SCE 5 M - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57 rue des Mathurins - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.









erciale

COMMERCIAUX

pouvez répondre … à l'offre … votre vie

# Le Monde des Cadres



# FORMATION PROFESSIONNELLE



# DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 27 ans, BTS secrétariat bureautique, 2 ans exp., cherche poste motivant, aimerait investir son dynamisme et son professionnalisme dans poste à responsabilités motivant. Maîtrise TTX (World 4, Textor). Disponible rapidement. Ouverte à toutes propositions sérieuses. Tél. : 47-38-58-33.

Homme 45 ans bilingue français/esp. Licence pub. Exp. TV. Traduct. et enseign. (prof. de français au Mexique) cherche poste stable. Etudie toutes propositions. Ecrire sous le nº 6054 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

**RESPONSABLE COMPTA-FINANCE**

18 ans d'exp. en P.M.E. et en multinat., spécial. en redress. de situat. diffic. ; reprend tt serv. adminis. ou compta à organis. ou à mettre en place. Ecrire sous nº 8128 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.H. 24 ans format. sup. de commerce internat., parfait trilingue all./angl., 3 ans exp. prof. à l'étranger. Mobile et motivé par les contacts internationaux. Très intéressé par travail d'équipe et création d'entreprise. Examine toutes propositions, privilégie secteur tourisme et commerce internat. Libre de suite. 78-89-45-84- ap. 18 h.

JOURNALISTE RÉDACTRICE Solide expérience presse et pub. Assure journal d'entreprise et tous textes pub (annonces, mailings, dossiers, etc.) Etud. toutes offres. Tél. : 43-45-76-09.

Expert-comptable spécialiste en audit consolidation intégration fiscale cherche missions ponctuelles. Tél. : 30-40-94-63 ap. 18 h.

J.H. TRENTAINE formation DECS 7 ans Audit, méthode, restructuration analyse financière dans filiale sénégalaise multinationale étudierait toutes propositions. Mobilité acceptée. Ecrire sous réf. : 8126 au Monde Publicité 5, rue de Monttessuy — 75007 Paris.

AGENT D'ACCUEIL LIBRE fin novembre cherche emploi dans organisme de formation. Ecrire sous nº 8135 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F. médecin et historienne bilingue allemand cherche poste à temps plein dans/près ville universitaire. Ecrire sous nº 8130 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

INGÉNIEUR Génie civil, informatique, calcul de structures, souhaite travail d'équipe dans bureau d'études. Ecrire sous réf. 8113, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS.

Homme 31 ans. Directeur commercial. Niv. maîtrise d'économie. Aptitude à motiver, ch. à donner nouvelle impulsion à sa carrière. Etudie tres propos. sérieuses. Ecrire s/réf. M/11 à : HYPERBOLE 2, bd de Magenta, 75010 Paris, qui transm.

J.F., 26 ans, bac + 5, réalisation vidéo, dynamique et créative, ch. un poste dans la communication audiovis. Etudie toutes propositions. Ecrire sous réf. 8137 au Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Juriste, bilingue anglaise, 6 années d'expérience au Royaume-Uni en droit international, arbitrage, construction, droit bancaire, cherche poste à partir de janvier 1991. Tél. : 19-44-81-4648317.

J.F., 24 ans, bac + 5, études sup. à Paris et à Londres. Relations internationales et affaires européennes. 1 an expérience prof. entreprise et Commission Communautés européennes, anglais et espagnol courant, cherche poste affaires internationales ou gestion des ressources humaines. (1) 34-62-82-47.

Secrétaire de direction, 30 a., exp. de l'organisation événementielle, rech. emploi secteur tourisme, communication, rel. publiques. Tél. : 47-81-99-49 ap. 20 h.

J.F. 24 a., juriste spécialisée : propriété, littéraire, artistique, industriel et droit communautaire, recherche emploi. Tél. : (16) 82-33-11-94

J.F. trilingue, diplômée de l'ENC, BTS de commerce international, DEUG de langues étrangères appliquées au commerce, deux diplômes d'études européennes, cherche emploi Paris ou région parisienne. Disponible immédiatement. Tél. : 60-20-16-28

J.F., 23 ans, maîtrise commerce intern., trilingue anglais-allemand, formation inform. et gestion, rech. poste gestion import-export de préfér. 48-89-98-92.

Jeune fille, 25 ans, expérience des enfants, cherche emploi dès 1er avril dans une famille sympathique en France. Toute région possible. Jrene Uhr Saatenstr. 34 CH-8051 Zürich 1941/1/321-16-08.

Diplômée, anglaise, bilingue, avec expérience en édition et enseignement, ch. emploi à Paris, c.v. et références sur demande. Boîte postale.

Chercheur histoire avec formation scientifique, langue maternelle espagnol. Ecrire sous réf. 8136 le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS.



## L'AGENDA

### Conférences

Si l'art vous intéresse l'Association PALETTE vous propose des conférences et des visites-conférences. Pour tous renseignements, appelez le 42-71-52-87 ou le 45-54-28-88.

### Cours

ATELIERS écriture et chorégraphie pour adultes. Paris 5e UNE FOIS PAR MOIS. Tél. : 30-58-89-51.

**COURS D'ARABE** JOURNÉE, SOIR, SAMEDI. AFAC 42-72-20-88

**COURS D'ALLEMAND** Groupes, individuels. Tél. : 46-40-86-65.

### Stages

**A LOUER** pour séminaires ou stages **MAS PROVENÇAL** Tout cft. 13 ch., 2 dortoirs, grande salle pour réunions, piscine. Possibilité d'hébergement 40 personnes. Jacques FOREST Tél. : (1) 43-30-20-81.



… Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,25 $.



# MARCHÉS FINANCIERS

Baisse des cours du brut

## Le marché pétrolier commence à être affecté par la surproduction

Les cours du pétrole brut ont continué à chuter lundi 12 novembre sur le marché new-yorkais, où ils ont terminé en recul de plus de 2 dollars par baril en raison notamment de l'apparente moindre tension dans le Golfe. Le baril de brut de référence aux Etats-Unis *(light sweet crude)* pour livraison la plus rapprochée en décembre a clôturé en baisse de 2,02 dollars à 31,87 dollars. Vendredi soir 9 novembre en clôture, il avait déjà cédé 1,64 dollar (à 33,89 dollars). Selon les observateurs, une certaine surproduction de brut se fait même jour.

Les pays de l'OPEP ont plus que compensé les productions irakienne et koweïtienne gelées par l'embargo, alors que la consommation a sensiblement baissé du fait de la flambée des prix et du ralentissement économique mondial. Depuis trois mois, l'OPEP a augmenté sa production de 4,2 millions de barils/jour, soit 14 % de plus que la production sous embargo. En octobre, la production des pays membres de l'OPEP a frôlé 23 millions de barils/jour alors que l'organisation, fin juillet, s'était fixé un quota de 22,5. Quelque 60 millions de barils sont stockés ou bloqués en mer en attente de clients.

## Le dollar au plus bas la livre attaquée

Le dollar a battu à nouveau ses records de baisse vis-à-vis du *mark*, tombant à 1,4788 DM contre 1,48 DM la semaine dernière. A Paris, il a glissé à 4,9720 francs contre 5 francs à la veille du week-end, mais se maintient vis-à-vis de la devise *japonaise, aux environs de 129 yens.*

A New-York, on attend une nouvelle diminution des taux d'intérêt, que la Réserve fédérale pourrait décider après le succès de l'émission trimestrielle d'emprunts du Trésor et l'annonce d'une stabilité des prix de gros *en octobre, hors pétrole* et produits alimentaires.

La livre sterling a sensiblement fléchi, revenant à 2,9060 DM, bien en-dessous de son cours pivot de 2,95 DM et à 9,77 francs. Le recul est attribué à la rumeur d'une baisse des taux d'intérêt britanniques, alimentée par l'annonce d'une diminution de 1,1 % des ventes au détail en octobre et d'une augmentation de 0,4 % « seulement » des prix de gros, signes avant-coureurs, estime-t-on, d'un ralentissement de l'économie et de l'inflation.

□ **Fusion prochaine de deux grandes banques japonaises.** – Deux grandes banques japonaises, la Kyowa Bank et la Saitama Bank, ont annoncé mardi 13 novembre qu'elles allaient fusionner pour former le neuvième établissement du pays, avec 33 000 milliards de yens (environ 1 300 milliards de francs) d'actifs. La fusion prendra effet le 1er avril prochain. La Saitama Bank, dont le siège est à Urawa (nord de Tokyo), est la douzième banque japonaise avec 16 700 milliards de yens d'actifs *(650 milliards de francs), tandis* que la Kyowa Bank, de Tokyo, est classée treizième, avec 16 500 milliards de yens (645 milliards de francs). Cette fusion, si elle est menée à son terme, sera la première entre deux grandes banques nippones depuis celle, l'an dernier, de Mitsui Bank et Taiyo-Kobe Bank. Ces dernières avaient formé le second établissement du pays et du monde avec 63 000 milliards de yens (2 460 milliards de francs) d'actifs.

□ **La Mondiale s'oppose à l'augmentation de capital du Comptoir des entrepreneurs.** – M. Jean-Jacques Piette, président du Comptoir des entrepreneurs (CDE), a déclaré, lundi 12 novembre, au cours d'une conférence de presse, que la compagnie d'assurances La Mondiale, qui détient 30,66 % du capital du Comptoir des entrepreneurs, menace de « bloquer » en assemblée générale la prochaine augmentation de capital. Selon M. Piette, La Mondiale craint d'être diluée au cours de cette opération qui doit rapporter 244 millions de francs et permettre au CDE de se réorienter vers de nouvelles activités.

□ **La distribution en Allemagne : Asko acquiert 90 % de Co-op.** – Asko Deutsche Kaufhaus AG, géant allemand de la distribution, a annoncé lundi 12 novembre qu'il reprenait 90 % du groupe Co-op, rachetant ainsi les participations contrôlées par la DG Bank (Deutsche Genossenschaftsbank) et la BfG (Bank für Gemeinwirtschaft, du groupe *Aachener und Muenchener*). Cette reprise devra cependant être soumise à l'avis de l'office ouest-allemand des cartels. Après différentes opérations de cession (120 *magasins berlinois à une* coopérative est-allemande, les Plaza au groupe Promodès, 400 magasins au groupe coopératif ouest-allemand Rewe...), le groupe Co-op « amaigri » *pèse environ 4 milliards de DM* (14 milliards de francs) de chiffre d'affaires contre près de 12 milliards précédemment.





### NEW-YORK, 12 novembre ↑

#### Au-dessus des 2 500 points

*Début de semaine en fanfare à* Wall Street. Sur sa lancée du vendredi précédent, la Bourse de New-York a refranchi la barre des 2 500 points à l'indice Dow Jones et à la clôture, son fameux thermomètre inscrivait un niveau de température jamais revu depuis quelques semaines, 2 540,34 (+ 51,73 points), soit 2,08 % de hausse. Le bilan de la séance a été excellent. Sur 1 968 valeurs traitées, 1 154 ont progressé, 381 ont baissé et 433 n'ont pas varié.

Au lieu de déprimer le marché, *les signes persistants d'affaiblissement* économique encourage les opérateurs à reprendre des *positions dans l'espoir, pour quelques-uns un peu vain,* d'un abaissement des taux d'intérêt en vue d'éviter une vraie récession. Selon certaines rumeurs, la Réserve fédérale pourrait assouplir sa politique de crédit dès ce mardi. Mais la baisse des prix du pétrole sur le marché libre, en liaison avec l'éloignement momentané du danger de guerre dans le golfe Persique, a eu également un effet stimulant sur la demande. L'activité s'est encore accrue et 161,39 millions de titres ont changé de mains contre 145,16 millions la veille.

| VALEURS | Cours du 9 novembre | Cours du 12 novembre |
|---|---|---|
| Alcoa | 50 1/2 | 52 1/4 |
| ATT | 33 | 33 7/8 |
| Boeing | 44 7/8 | 45 3/4 |
| Chase Manhattan Bank | 10 3/8 | 11 |
| Du Pont de Nemours | 34 5/8 | 35 1/8 |
| Eastman Kodak | 40 3/4 | 41 1/2 |
| Exxon | 50 1/2 | 50 1/4 |
| Ford | 27 1/2 | 28 1/2 |
| General Electric | 53 3/4 | 55 3/8 |
| General Motors | 37 1/2 | 38 3/4 |
| Goodyear | 13 1/2 | 14 |
| IBM | 110 1/4 | 113 |
| ITT | 46 3/4 | 47 1/8 |
| Mobil Oil | 59 3/4 | 59 3/8 |
| Pfizer | 78 1/4 | 77 7/8 |
| Schlumberger | 58 3/4 | 58 3/4 |
| Texaco | 58 7/8 | 58 7/8 |
| UAL Corp. ex-Allegis | 95 5/8 | 100 1/4 |
| Union Carbide | 15 3/4 | 16 |
| USX | 31 5/8 | 31 3/4 |
| Westinghouse | 27 1/8 | 28 |
| Xerox Corp. | 31 3/4 | 33 3/8 |

### LONDRES, 12 novembre ↑

#### Petite hausse

*Les cours des valeurs ont terminé* en progrès lundi au Stock Exchange, soutenus par les gains *réalisés à l'ouverture de Wall* Street et par un relâchement apparent de la tension dans le Golfe. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11,3 points, à 2 051,9, soit une hausse de 0,55 % par rapport à la clôture de la séance précédente, sur un marché qui s'est montré plus actif qu'à l'accoutumée, 478,3 millions de titres ayant été échangés contre 368,7 millions de livres. L'annonce d'une baisse de 1,1 % des ventes de détail en octobre a confirmé les craintes de récession des opérateurs et *provoqué un affaiblissement de la* livre, éloignant tout espoir d'une réduction prochaine des taux d'intérêt. *Les fonds d'Etat ont* terminé partagés, affectés par le repli du sterling.

### PARIS, 13 novembre ↑

#### Poursuite du redressement

Le redressement amorcé timidement vendredi (+ 0,18 %), puis très concrètement lors de la première séance de la semaine (+ 1,56 %), s'est poursuivi mardi matin dès les premiers échanges. L'indice CAC 40 après avoir ouvert sur une note positive (+ 1,18 %) avoisinait les 1,9 % très rapidement. Toutefois, en début d'après-midi, le baromètre de la place parisienne revenait à + 1,13 %. Avant l'ouverture de Wall Street il se maintenait à + 1,06 %. Or, c'est le raffermissement spectaculaire de la Bourse new-yorkaise (+ 2,08 %) qui avait donné la veille un élan à l'ensemble des places internationales. *Etant fermé lundi, en raison du sacre* de l'empereur du Japon, le Kabuto-cho en réagissant avec vingt-quatre heures de retard s'est vivement apprécié (+ 4,5 %) mardi matin.

A Paris, la progression était vraiment significative durant une grande partie de la journée. Mais le volume demeurait modeste.

Parmi les plus fortes hausses figuraient Hachette à la suite de l'intervention de son président M. Jean-Luc Lagardère, destinée à rassurer les *intervenants (lire p. 29). Le groupe* aurait pour 2 milliards de francs d'actifs n'entrant plus dans sa stratégie et pouvant être cédés. Du côté des baisses on notait la chute du droit de souscription Eurotunnel, de l'Auxiliaire d'entreprise et de Cérus. Après *la fusion de la Lyonnaise des eaux et* de Dumez, deux valeurs entrant dans le calcul de l'indice CAC 40, le conseil scientifique chargé de la composition de cet indicateur a décidé d'introduire deux nouvelles valeurs Schneider et Sources Perrier et de retirer Merlin-Gérin.

### TOKYO, 13 novembre ↑

#### « Banzai ! »

A sa façon, le Kabuto-cho a salué mardi la montée sur le trône d'Akihito, 125e empereur du Japon. « Banzai ! » (longue vie) marmonnaient les professionnels impavides sur le parquet. Au lendemain d'un week-end de trois jours, cet accueil respectueux au nouveau dieu vivant s'est traduit *par une vigoureuse reprise. Déjà à mi-séance,* l'indice Nikkei enregistrait une avance de 773,04 points *(+ 3,4 %). A la clôture, il s'établissait* à 23 973,67 avec un gain de 1 041,87 points, soit une hausse de 4,54 %, la huitième plus forte de toute l'histoire de la Bourse tokyote.

*Les investisseurs* ont également été sensibles à la baisse des prix du pétrole. Et après quatre séances consécutives de baisse, le facteur technique a lui aussi exercé ses effets. D'assez importants achats au comptant liés pour arbitrer des contrats liés aux indices boursiers ont été enregistrés.

| VALEURS | Cours du 9 nov. | Cours du 13 nov. |
|---|---|---|
| Akai | 526 | 600 |
| Bridgestone | 1 110 | 1 120 |
| Canon | 1 280 | 1 320 |
| Fuji Bank | 1 940 | 2 050 |
| Honda Motors | 1 340 | 1 350 |
| Matsushita Electric | 1 630 | 1 680 |
| Mitsubishi Heavy | 689 | 711 |
| Sony Corp. | 5 770 | 6 180 |
| Toyota Motors | 1 780 | 1 810 |

## FAITS ET RÉSULTATS

□ **Moulinex : hausse de 15,2 % des ventes.** – Le groupe français Moulinex (petit électroménager) a réalisé au cours des neuf premiers mois de l'année un chiffre d'affaires consolidé de 3,79 milliards de francs, en hausse de 15,2 % sur son niveau de la même période de 1989. Le périmètre de consolidation est identique à partir de septembre 1989, intégrant les nouvelles filiales britannique Swan et *italienne Girmi. Le chiffre d'affaires* de la maison mère Moulinex SA s'est établi en baisse de 1,3 %, *à 2,78 milliards de francs.*

□ **Paribas prend 25 % du holding espagnol Arana Maderas.** – La Compagnie financière de Paribas a pris une participation de 25 % dans la société holding Arana *Maderas (Espagne), qui a pour* vocation des prises de participations majoritaires dans le secteur agro-alimentaire. « *Cet investissement confirme la volonté de Paribas d'internationaliser son portefeuille industriel* », indique la compagnie de la rue d'Antin. Cette acquisition intervient après la prise de participation dans la société aéronautique Ceselsa et la prise de contrôle du laboratoire pharmaceutique Cepa

□ **SAE : OCISA a porté sa participation à 5 %.** – Le groupe espagnol de BTP OCISA a porté comme prévu à 5 % sa participation dans la Société auxiliaire d'entreprises (SAE). OCISA possédait *depuis le printemps dernier* un peu moins de 2,5 % du capital, et s'était engagé à augmenter sa *participation dans les proportions* réalisées. Le président de la SAE avait annoncé, fin août, qu'il avait réussi à verrouiller le capital de la société en obtenant une minorité de blocage du capital et la majorité absolue des droits de vote, grâce à l'appui de la Société générale (5 %), de Paribas (5 %), de l'autocontrôle (5 %), du personnel et des cadres dirigeants (3 %), des familles des anciens dirigeants (2,5 %), du Comptoir des entrepreneurs (4 %), de la Société mutuelle d'assurances du BTP (4 %) et du groupe espagnol OCISA (2,5 % maintenant portés à 5 %).

□ **Amersham et Kodak s'associent dans les immunodiagnostiques.** – Le groupe pharmaceutique britannique Amersham International a décidé de s'associer avec Eastman Kodak afin de développer le secteur des immunodiagnostiques et d'en devenir l'un des leaders mondiaux. Un accord a été signé, qui entraîne la création d'une nouvelle société, Amerlite *Diagnostics, dans laquelle les deux* firmes détiendront 50 % chacune. Kodak paiera 42 millions de livres *(410 millions de francs)* à Amersham pour la moitié des parts de la nouvelle entité. Simultanément Amersham a annoncé une hausse de 18 % de son bénéfice semestriel net avant impôts à 7,2 millions de livres, par rapport à la même période de 1989.

□ **Asahi rachète 17 % d'Elders.** – Asahi Breweries, le second brasseur japonais, a racheté 17 % des actions du conglomérat australien Elders-IXL, portant sa part dans le capital à 19,9 %. Le montant total de l'acquisition – 590 millions de dollars – a été révisé à la baisse, puisque l'offre initiale d'Asahi en septembre se montait à 745 millions de dollars, avant la chute des actions Elders obligeant le brasseur australien à renégocier la vente. Deux représentants d'Asahi entreront au conseil d'administration du groupe au plus tard le 29 novembre, tandis que M. John Elliott a été démis de ses fonctions de président d'Elders lundi 5 novembre et nommé vice-président. Il sera remplacé par M. Nobby Clark, ancien directeur de la National Australian Bank, la deuxième banque du pays.



# PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| Arnault Associés | 390 | 390 | IDIA | 318 | 321 |
| Asystel | 105 | .... | Idianova | 122 | .... |
| B.A.C. | 166 | 166 | I.M.S. | 935 | 915 |
| B.I.C.M. | 840 | 840 | IN2 | 335 | 335 |
| Boiron (Ly) | 405 40 | 407 | I.P.B.M. | 117 | 120 |
| Boisset (Lyon) | 203 | .... | Loca investis. | 295 | .... |
| Câbles de Lyon | 2980 | 3010 | Locamic | 80 | 80 |
| C.A.L.-de-Fr. (C.C.L.) | 938 | 960 | Mazer Comm. | 120 10 | 120 |
| Calberson | 320 | 307 20 o | Molex | 180 | .... |
| Cardif | 427 20 | 427 20 | Olivetti Logabax | 590 | 599 |
| C.E.G.E.P. | 185 | 184 | Presbourg | 89 90 | 87 30 |
| C.F.P.I. | 258 | 284 | Publ.Filipacchi | 294 | 279 |
| Ciments d'Origny | 421 | 410 | Razel | 680 | 670 |
| C.N.I.M. | 819 | 800 | Rhone-Alp.Ecu (Ly.) | 318 | 318 |
| Codetour | 277 | 276 50 | St-H. Matignon | 190 | 183 30 |
| Comareg | 278 50 | 281 | Select Invest (Ly) | 93 | 86 60 o |
| Conforama | 791 | 792 | Serbo | 420 | 425 |
| Creeks | 283 | 287 | S.M.T. Goupil | 176 | 178 |
| Dauphin | 405 | 405 | Sopra | 160 10 | .... |
| Delmas | 600 | 590 | Supra | 110 | 106 |
| Demachy Worms Cie | 540 | 541 | Thermador H. (Ly) | 235 | 233 |
| Desquenne et Giral | 238 | 236 60 | Unilog | 169 | 168 |
| Devanlay | 793 | 800 | Union Fin. de Fr. | 340 | 353 60 |
| Deville | 415 | 410 | Viel et Cie | 110 | .... |
| Dollsos | 185 | 177 60 | Y. St-Laurent Groupe | 897 | 880 |
| Editions Belfond | 231 | 221 80 o | | | |
| Europ. Propulsion | 385 | 380 10 | | | |
| Finacor | 130 | 125 | | | |
| Frankoparis | 162 50 | 162 50 | | | |
| GFF (group.fon.f.) | 350 30 | 350 | | | |
| Grand Livre | 405 | 399 | | | |
| Gravograph | 185 | 185 | | | |
| Guintoli | 835 | 835 | | | |
| I.C.C. | 230 | 225 | | | |



## Marché des options négociables le 12 nov. 1990

Nombre de contrats : 16 845

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Déc. dernier | Mars dernier | Déc. dernier | Mars dernier |
| Bouygues | 480 | – | 6,50 | – | – |
| CGE | 560 | 18 | 35 | 24 | – |
| Elf-Aquitaine | 720 | 2,50 | – | 100 | – |
| Eurotunnel SA-PLC | 44 | 0,60 | 2 | 9 | – |
| Euro Disneyland SC | 90 | 8 | – | – | – |
| Havas | 562 | 7 | – | 45,50 | – |
| Lafarge-Coppée | 340 | 12 | – | 16,10 | – |
| Michelin | 70 | – | – | 7,50 | 11,50 |
| Midi | 1 000 | 4,60 | – | – | – |
| Paribas | 480 | 18 | – | – | – |
| Pernod-Ricard | 1 000 | 27,50 | – | – | – |
| Peugeot SA | 520 | 17 | – | 38 | 50 |
| Rhône-Poulenc CI | 180 | – | – | 0,80 | – |
| Saint-Gobain | 440 | 3 | 11,50 | – | 70 |
| Source Perrier | 1 200 | 78 | – | – | – |
| Société générale | 380 | 23 | – | – | – |
| Suez Financière | 280 | 26 | 35 | 5,50 | 12,50 |
| Thomson-CSF | 90 | 9,50 | – | 2,80 | 4,50 |

## MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 12 nov. 1990
Nombre de contrats : 33 888

| COURS | ÉCHÉANCES | | |
|---|---|---|---|
| | Décembre 90 | Mars 91 | Juin 91 |
| Dernier | 98,06 | 97,98 | 97,90 |
| Précédent | 97,82 | 97,74 | 97,64 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|---|---|---|---|---|
| | Déc. 90 | Mars 91 | Déc. 90 | Mars 91 |
| 98 | 0,58 | 1,47 | 0,49 | 1,48 |

## INDICES

### CHANGES

**Dollar : 4,9720 F ↓**

Le dollar s'inscrivait de nouveau *en baisse mardi 13 novembre,* après être tombé la veille à un nouveau plus bas niveau historique *contre le mark. A Paris,* la monnaie américaine s'échangeait à 4,9720 F contre 4,9750 F lundi à la cotation officielle. La livre sterling restait également très faible, cotant 9,7650 F contre 9,7720 F la veille au fixing.

| FRANCFORT | 12 nov. | 13 nov. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,4793 | 1,4788 |
| **TOKYO** | **12 nov.** | **13 nov.** |
| Dollar (en yens) | Clos | 128,77 |

### MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (13 novembre) ... 9 9/16 – 11/16 %
New-York (12 novembre) ... Clos

### BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

| | 9 nov. | 12 nov. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 73,60 | 74,50 |
| Valeurs étrangères | 76,40 | 77,20 |
| (SBF, *base 100 : 31-12-81*) | | |
| Indice général CAC | 419,80 | 420,26 |
| (SBF, *base 1000 : 31-12-87*) | | |
| Indice CAC 40 | 1 572,83 | 1 597,34 |

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

| | 9 nov. | 12 nov. |
|---|---|---|
| Industrielles | 2 488,61 | 2 540,35 |

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

| | 9 nov. | 12 nov. |
|---|---|---|
| Industrielles | 1 582,60 | 1 589,70 |
| Mines d'or | 166 | 163,50 |
| Fonds d'Etat | 80,20 | 80,26 |

TOKYO

| | 9 nov. | 13 nov. |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 22 931,80 | 23 973,67 |
| Indice général | 1 707,40 | 1 773,02 |

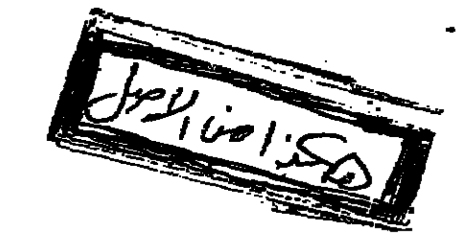
## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + | ou dép. – | Rep. + | ou dép. – | Rep. + | ou dép. – |
| $ E.-U. | 4,9625 | 4,9645 | + 82 | + 92 | + 147 | + 167 | + 500 | + 560 |
| $ can. | 4,2578 | 4,2632 | – 90 | – 64 | – 172 | – 127 | – 364 | – 283 |
| Yen (100) | 3,8454 | 3,8484 | + 52 | + 68 | + 90 | + 117 | + 279 | + 344 |
| DM | 3,3594 | 3,3623 | + 35 | + 51 | + 47 | + 72 | + 133 | + 196 |
| Florin | 2,9787 | 2,9817 | + 30 | + 44 | + 49 | + 73 | + 138 | + 196 |
| FB (100) | 16,2919 | 16,3091 | + 109 | + 232 | + 161 | + 388 | + 541 | + 1004 |
| FS | 3,9732 | 3,9780 | + 53 | + 71 | + 86 | + 115 | + 282 | + 355 |
| L (1 000) | 4,4627 | 4,4685 | – 86 | – 38 | – 138 | – 61 | – 298 | – 167 |
| £ | 9,7612 | 9,7701 | – 376 | – 326 | – 637 | – 568 | – 1407 | – 1248 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 7 3/4 | 8 | 7 7/8 | 8 | 8 | 8 1/8 | 7 15/16 | 8 1/16 |
| Yen | 7 3/4 | 8 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 5/16 | 8 7/16 | 8 5/16 | 8 7/16 |
| DM | 8 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 3/8 | 8 3/4 | 8 7/8 | 8 15/16 | 9 1/16 |
| Florin | 8 1/4 | 8 1/2 | 8 3/8 | 8 1/2 | 8 5/8 | 8 3/4 | 8 13/16 | 8 15/16 |
| F.B.(100) | 8 3/8 | 8 5/8 | 8 13/16 | 9 1/16 | 8 7/8 | 9 1/8 | 9 1/4 | 9 1/2 |
| F.S. | 7 7/16 | 7 11/16 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 3/8 | 8 1/2 | 8 5/16 | 8 7/16 |
| L(1 000) | 12 | 13 | 11 3/8 | 11 7/8 | 11 1/4 | 11 3/4 | 11 | 11 1/2 |
| £ | 14 3/16 | 14 7/16 | 14 1/8 | 14 1/4 | 13 7/8 | 14 | 13 3/16 | 13 5/16 |
| Franc | 9 5/8 | 9 7/8 | 9 3/4 | 9 7/8 | 9 15/16 | 10 1/16 | 10 1/16 | 10 3/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 13 NOVEMBRE

Cours relevés à 14 h 30

### Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + - |
|---|---|---|---|---|---|
| 3755 | C.N.E 3% | 3821 | 3820 | 3825 | + 0 10 |
| 850 | B.N.P. T.P. | 940 | 940 | 940 | .... |
| 984 | Cr.Lyon. T.P. | 970 | 971 | 971 | + 0 10 |
| 1452 | Renault T.P. | 1240 | 1240 | 1232 | - 0 65 |
| 1480 | Rhone Poul. T.P. | 1480 | 1505 | 1500 | + 1 35 |
| 1101 | Saint Gobain T.P. | 1107 | 1100 | 1100 | - 0 63 |
| 950 | Thomson T.P. | 881 | 881 | 875 | - 0 68 |
| 780 | ACCOR | 720 | 729 | 725 | + 0 69 |
| 675 | Air Liquide | 687 | 668 | 680 | - 2 55 |
| 1600 | Alc.Alsthom | 1584 | 1585 | 1585 | + 0 06 |
| 345 | A L S P I | 363 | 371 | 364 | + 0 28 |
| 1820 | Arjom. Prioux | 1619 | 1630 | 1617 | - 0 12 |
| 845 | AGF Sté Centrale | 793 | 780 | 792 | - 0 13 |
| 830 | Aux. Entrepr. | 1024 | 1000 | 979 | - 4 39 |
| 260 | Avenir H. Média | 254 20 | 260 | 263 | + 3 46 |
| 210 | Axa Midi Ass. | 212 | 214 20 | 214 20 | + 1 04 |
| 230 | Bafip | 230 | 233 | 232 | + 0 87 |
| 164 | Bail-Equipem. | 149 70 | 145 | 147 | - 1 80 |
| 770 | Bail Investiss. | 843 | 843 | 820 | - 2 73 |
| 440 | Bancaire | 436 | 445 | 444 | + 1 83 |
| 600 | Bazar H.-V. | 625 | 640 | 645 | + 3 20 |
| 735 | Béghin-Say | 888 | 885 | 889 | + 0 16 |
| 1120 | Berger (M) | 1300 | 1300 | 1310 | + 0 77 |
| 510 | Bic | 492 | 492 | 495 | + 0 61 |
| 850 | B.I.P. | 820 | 825 | 800 | - 2 44 |
| 350 | BIS | 277 | 275 | 277 | .... |
| 255 | B N P (CI) | 224 | 228 | 229 | + 2 23 |
| 790 | Bolloré Tech. | 829 | 828 | 819 | - 1 21 |
| 2300 | Bongrain | 2350 | 2380 | 2380 | + 0 65 |
| 655 | Bon-Marché | 685 | 670 | 683 | - 0 30 |
| 440 | Bouygues | 382 | 384 | 386 80 | + 1 26 |
| 103 | BP France | 89 | 88 10 | 89 | .... |
| 760 | B S N | 732 | 743 | 742 | + 1 37 |
| 940 | Canal Plus | 897 | 920 | 905 | + 0 89 |
| 370 | Cap Gem.S. | 359 | 361 | 356 | - 0 84 |
| 3540 | Carrefour | 3490 | 3520 | 3520 | + 0 86 |
| 130 | Casino | 134 | 134 70 | 136 10 | + 1 57 |
| 100 | Casino ADP | 96 | 96 60 | 98 | + 2 08 |
| 920 | Castorama D.L. | 887 | 890 | 890 | + 0 34 |
| 151 | C.C.F. | 149 | 153 | 152 50 | + 2 35 |
| 60 | CCMC Ly. | 58 40 | .... | .... | .... |
| 340 | C.D.M.E. | 309 90 | 309 90 | 305 | - 1 58 |
| 495 | C.E.G.I.D. | 447 | 445 | 445 | - 0 45 |
| 230 | Cemast (My) | 230 | 230 | 230 | .... |
| 525 | C.E.P. Comm. | 490 | 491 | 481 50 | - 1 73 |
| 151 | Cerus | 126 | 127 10 | 124 | - 1 59 |
| 425 | Cetelem | 416 | 425 | 434 | + 4 33 |
| 390 | C F A O | 401 | 394 | 394 | - 1 75 |
| 395 | CF Int. | 376 | 380 | 380 | + 1 06 |
| 570 | C G E | 552 | 560 | 554 | + 0 36 |
| 330 | CGI Info. | 314 | 315 | 316 | + 0 64 |
| 880 | C G I P | 822 | 835 | 838 | + 1 95 |
| 500 | CSP | 517 | 516 | 518 | + 0 19 |
| 765 | Chargeurs S.A. | 771 | 780 | 781 | + 1 30 |
| 620 | C I C A (M) | 516 | 518 | 517 | + 0 19 |
| 1050 | Ciments franc. | 961 | 975 | 972 | + 1 14 |
| 415 | Club Méditer. | 423 | 425 | 418 10 | - 1 16 |
| 118 | CMB Packa. | 105 30 | 107 | 105 60 | + 0 28 |
| 90 | Codetel | 95 | 95 | 95 50 | + 0 53 |
| 440 | Colas | 400 | 400 10 | 403 | + 0 75 |
| 250 | Cpt. Europ. | 255 | 255 | 255 | .... |

### COMPTANT (sélection)

#### Obligations

#### Actions

#### Etrangères

#### Hors-cote

### SICAV (sélection) 12/11

### Cote des Changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 13/11 | COURS DES BILLETS achat | COURS DES BILLETS vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis (1 usd) | 4 975 | 4 972 | 4 780 | 5 210 |
| Ecu | 6 926 | 6 924 | .... | .... |
| Allemagne (100 dm) | 336 070 | 336 120 | 324 500 | 345 500 |
| Belgique (100 F) | 16 288 | 16 297 | 15 750 | 16 800 |
| Pays-Bas (100 fl) | 297 910 | 297 990 | 287 | 307 |
| Italie (1000 lires) | 4 464 | 4 470 | 4 250 | 4 760 |
| Danemark (100 krd) | 87 780 | 87 780 | 84 | 92 |
| Gde.Bretagne (1 L) | 9 772 | 9 778 | 9 450 | 10 250 |
| Grèce (100 drachmes) | 3 280 | 3 277 | 4 050 | 4 050 |
| Suisse (100 f) | 398 520 | 397 840 | 385 500 | 411 500 |
| Suède (100 krs) | 89 690 | 89 630 | 86 500 | 94 500 |
| Norvège (100 k) | 86 110 | 86 070 | 82 500 | 90 500 |
| Autriche (100 sch) | 47 760 | 47 797 | 46 100 | 49 250 |
| Espagne (100 pes) | 5 313 | 5 312 | 5 100 | 5 650 |
| Portugal (100 esc) | 3 815 | 3 815 | 3 400 | 4 200 |
| Canada (1 $ can) | 4 262 | 4 272 | 4 150 | 4 550 |
| Japon (100 yens) | 3 865 | 3 855 | 3 660 | 3 860 |

### Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 13/11 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 61500 | 61500 |
| Or fin (en lingot) | 61950 | 61600 |
| Napoléon (20f) | 388 | 395 |
| Pièce Fr (10 f) | 424 | ..... |
| Pièce Suisse (20 f) | 436 | 434 |
| Pièce Latine (20 f) | 365 | 360 |
| Souverain | 457 | 458 |
| Pièce 20 dollars | 2210 | 2190 |
| Pièce 10 dollars | 1210 | 1230 |
| Pièce 5 dollars | 820 | ..... |
| Pièce 50 pesos | 2390 | 2395 |
| Pièce 10 florins | 370 | 387 |



c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

... Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; ... Pays-Bas, 2,50 fl ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,25 $.

Le Monde

## Les manifestations de lycéens

# M. Jospin propose un « plan d'urgence »

Au terme de sa rencontre avec les délégués des coordinations, M. Lionel Jospin a fait, lundi soir 12 novembre, la déclaration suivante : *« J'ai proposé à mes interlocuteurs que les représentants du mouvement lycéen, à partir des demandes et propositions qu'ils ont élaborées, viennent discuter avec moi (...), selon des modalités définies en commun.*

*» Qu'il s'agisse de nouveaux moyens, humains et matériels, pour les lycées, des conditions de vie à l'intérieur des établissements, des droits et obligations des lycéens, de l'organisation des études ou des rythmes scolaires, les sujets de discussion et de décision paraissent bien établis.*

*» A cet effet, le principe d'un plan d'urgence pour les lycées a été décidé. »*

*« La discussion avec les lycéens,* poursuit le ministre de l'éducation, *sur leurs conditions de vie et d'études doit être aussi menée localement, en fonction des solutions à apporter au sein de l'établissement avec les conseils de délégués des élèves, au niveau régional, dans les conseils de la vie lycéenne. »*

*« Par ailleurs, l'ensemble des partenaires de la communauté éducative seront associés à la nécessaire réflexion sur l'avenir des lycéens, notamment au conseil supérieur de l'éducation. Le dialogue est largement engagé, les moyens d'une issue positive sont réunis,* conclut M. Jospin. *A chacun, en exerçant sa responsabilité, d'y prendre sa part. »*

# M. Mitterrand : « Ils savent de quoi ils parlent »

Au terme de la rencontre, à l'Elysée, entre le président de la République et la délégation des lycéens, M. Hubert Védrine, porte-parole, a indiqué que *« toutes les revendications portant sur la démocratie au lycée sont acceptables ».*

Il a également ajouté que *« toutes les demandes entraînant des charges financières nouvelles, s'ajoutant à l'effort considérable déjà entrepris, méritent d'être discutées et doivent l'être dans les jours qui viennent, aussi vite que possible, en accord avec les lycéens »,* citant les propos de M. Mitterrand à ses jeunes interlocuteurs.

Selon M. Védrine, la parole à été donnée à tous les délégués qui l'ont demandée.

*« Plusieurs lycéens ont décrit de façon concrète la situation dans laquelle ils se trouvent, les problèmes qu'ils rencontrent et ce qui motive leur mouvement. Le président a été frappé par la qualité de la discussion, par la maturité de la plupart de ses interlocuteurs, par leur sérieux et leur sens des responsabilités »,* a souligné le porte-parole de l'Elysée.

*« Ils savent de quoi ils parlent »,* a conclu le président, cité par M. Védrine. Ce dernier a ajouté que M. Mitterrand était disposé, le cas échéant et si une demande en ce sens lui était présentée, à recevoir à nouveau des représentants des lycéens.

# La réponse du pouvoir est obérée par la rivalité entre le président et le premier ministre

**La « gestion » du mouvement lycéen par les socialistes, aux différents pôles du pouvoir et, aussi, à travers les militants investis dans les coordinations, se trouve mise en question par le déroulement de la manifestation du lundi 12 novembre et par les entrevues que les délégations de protestataires ont eues avec MM. Lionel Jospin, Laurent Fabius et François Mitterrand. Elle remet en lumière la rivalité latente entre le président de la République et le premier ministre.**

*Lundi* en début de soirée, M. Nasser Ramdan, principal porte-parole de l'une des coordinations lycéennes, sort de l'Elysée et déclare devant les caméras de télévision : *« Le président de la République est d'accord avec nos revendications. C'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités. »* On ne saurait être plus candide... Quelques heures auparavant, la délégation lycéenne, reçue à la présidence de l'Assemblée nationale par M. Fabius, expliquait que ce dernier jugeait nécessaire une *« loi de programmation sur cinq ans »* et, en guise de commentaire, créditait l'ancien premier ministre d'une véritable volonté de réforme de l'éducation nationale, qu'il aurait été, malheureusement, empêché de mettre en œuvre.

Au même moment, à l'hôtel Matignon, M. Jospin, au triple titre de ministre de l'éducation nationale, de ministre de la jeunesse et de premier ministre par intérim, proposait aux lycéens un plan d'urgence, financé par des prêts bonifiés. Dès le début de la manifestation, la direction du Parti socialiste, par la voix de M. Pierre Mauroy, était venue à l'appui de M. Jospin en rappelant que *« de gros efforts en faveur de l'éducation nationale ont été faits ces deux dernières années »* et en affirmant qu'*« il convient de les intensifier pour les lycées ».*

De ce qui pouvait apparaître comme une subtile répartition des rôles, on est passé, lundi après-midi, à une discordance manifeste entre les responsables du pouvoir, les uns mettant en cause la politique du gouvernement, les autres estimant, au contraire, que la revendication lycéenne va dans le sens de la politique menée depuis deux ans et qu'elle peut et doit y trouver sa place. Ces deux orientations peuvent aboutir, pratiquement, à favoriser l'émergence, chez les lycéens, d'un comportement de type syndical, pris en charge par des militants formés dans l'action et « cornaqués » par de plus anciens, à travers la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), qu'animent des proches de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, chefs de file de la Nouvelle école socialiste (NES). Elle peut, aussi, encourager une radicalisation du mouvement, génératrice de désordres dans la rue et déstabilisatrice pour le gouvernement.

### Changement d'attitude en cours de route

Le déroulement de la manifestation de lundi et le comportement des autorités contribuent à soulever des questions sur les visées tactiques des uns et des autres. A une semaine d'un débat de censure qui s'annonce serré pour M. Rocard, aucun geste ne peut être neutre. Il est patent que les responsables du maintien de l'ordre, c'est-à-dire, en dernier ressort, M. Jospin, premier ministre par intérim, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard (lequel était au Japon), ont changé d'attitude au cours de l'après-midi, après les premiers incidents violents du quartier Montparnasse. L'impression a pu être donnée que ces violences se prêtaient à une exploitation politique, au point que certains, du côté de la FIDL, parlent de provocation.

Posée crûment, la question se formule ainsi : qui avait intérêt à ce que la manifestation et, au-delà, le mouvement lycéen dans son ensemble fussent entachés par des débordements ? Certainement pas M. Mitterrand, qui avait manifesté la confiance qu'il faisait aux jeunes et rappelé au gouvernement la nécessité de les entendre. En revanche, de tels désordres peuvent faire hésiter les centristes devant la perspective d'y ajouter, dans une semaine, une crise *politique,* en *prenant* le *risque* de renverser le gouvernement.

*En tout état de cause,* les *réactions* du pouvoir face aux jeunes révèlent *une difficulté manifeste à tenir un* langage commun. L'entrecroisement des stratégies, dominé par la rivalité entre M. Mitterrand et M. Rocard, obscurcit la réponse donnée au mouvement. La pression exercée par le président de la République sur MM. Rocard et Jospin produit des tensions qui compliquent la perception des enjeux et tendent à déposséder les lycéens de la revendication qu'ils s'efforcent, bon an, mal an, de formuler. Renvoyé à des propositions quantitatives, alors qu'il exprime foncièrement une demande *qualitative,* le *mouvement risque* de s'exaspérer dans le sentiment d'être incompris.

PATRICK JARREAU

## M. Joxe vivement critiqué par le RPR

M. Pierre Joxe a été vivement pris à partie par le RPR, mardi matin 13 novembre, à l'Assemblée nationale, à propos de l'organisation du maintien de l'ordre au cours de la *manifestation* des lycéens à Paris. Intervenant à l'occasion des premiers débats sur le budget du ministère de l'intérieur, MM. Jacques Toubon et Pierre Mazeaud ont mis en cause des instructions données par le pouvoir exécutif aux forces de l'ordre. Le gouvernement a été accusé d'avoir *« laissé faire »* les casseurs, tandis que la *« responsabilité du président de la République »* était visée.

Evoquant les *« très graves »* incidents qui se sont produits en marge d'une manifestation parisienne, elle-même *« pacifique »,* le ministre de l'intérieur a admis que des groupes de plusieurs centaines de jeunes gens ont réussi à *« prendre de vitesse »* les forces de sécurité. Tout en soulignant que plus de trois cent mille lycéens ont manifesté sans heurts en quelque cent cinquante villes de France, M. Joxe s'est interrogé sur les risques que font peser, dans la capitale, des rassemblements massifs de jeunes qui ont pour effet d'attirer des casseurs et des pilleurs venus profiter de la situation. *« Les forces de l'ordre, comme les organisateurs des manifestations, vont devoir tirer des conséquences de cet état de fait »,* a-t-il ajouté. Le gouvernement continuera toutefois de *« privilégier la sécurité des personnes pour éviter des drames, particulièrement lorsqu'il s'agit de très jeunes manifestants, et de demander aux forces de police d'interpeller les fauteurs de troubles. »* E. IN.

## Le retour du maire de Toul

*Quelques jours après* que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar eut annulé partiellement le dossier des fausses factures de Nancy, affaire qui lui avait valu d'être emprisonné pendant six mois et demi, M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul, a repris le chemin de sa mairie.

Lundi 12 *novembre,* il a présidé son premier conseil municipal depuis onze mois. Quolibets, moqueries ont fusé dans la plus grande anarchie sans que le maire puisse faire taire ses opposants. On a même entendu hurler *« Gossot, démission ».* Du côté des adjoints et des conseillers, M. Jacques Gossot a pu également compter *ses troupes.* Dix-huit adjoints et conseillers RPR *sont restés fidèles* au maire, tandis que M. Jean Dalier, le premier adjoint (RPR) qui a assuré l'intérim, a choisi, avec quatre autres membres du conseil de même étiquette, de se désolidariser de lui et de ne pas paraître. Les élus UDF ont adopté la même attitude. – *(Corresp.)*

## L'ESSENTIEL


**SECTION A**

***Débats***
Union politique : « Contre l'Europe de l'apartheid », par Charles Pasqua ; Lycéens : « On veut des claques », par André Bercoff... 2

***La crise du Golfe*** ....... 3 et 4

***La lutte pour le pouvoir en Iran***
Combat d'arrière-garde des « khomeinistes » au Parlement 4

***Transition vers le marché en Tchécoslovaquie***
*Un entretien avec le ministre de l'économie*.......... 5

***Le projet de statut de la Corse***
Un point de fixation : la notion de « peuple corse ».......... 9

**SECTION B**

***Les manifestations lycéennes***.......... 10 à 15

***Diagonales***
« Voir ce mot », par Bertrand Poirot-Delpech.......... 16

***Un certain Ben Nicholson***
A Paris, une exposition consacrée au peintre britannique .... 17

***Keith Jarrett en trio***
Accompagné de Gary Peacock et Jack DeJohnette, le pianiste américain revisite les grands standards .......... *18*

**SCIENCES ♦ MÉDECINE**

• Les grandes manœuvres autour de la recherche sur la fusion thermonucléaire • Sida : prévenir en urgence • Les débris d'un mystère.......... 21 à 23

**SECTION C**

***Politique salariale***
Le CNPF maintient ses positions 25

***Les loyers des bureaux en Ile-de-France***
Une forte augmentation surtout à l'ouest.......... 25

***Les négociations de l'Uruguay Round***
Les propositions agricoles de la CEE sont rejetées.......... 25

***La rénovation des quartiers défavorisés***
Pas de recettes infaillibles ..... 26

***Technologies***
L'avance des Japonais dans la fabrication des écrans plats... *28*

***L'endettement d'Hachette***
M. Lagardère exclut tout désinvestissement .......... 29

***Services***
Abonnements.......... 16
Annonces classées.. 30 à 37
Carnet.......... 29
Marchés financiers ..... 38-39
Météorologie .......... 24
Mots croisés.......... 15
Radio-Télévision .......... 24
Spectacles.......... 19


La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 novembre 1990 a été tiré à 580 418 exemplaires.



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES



SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

# Mascarade

ILS ont bien raison de le rappeler à l'ordre, ce *voyou de* Bush, les parlementaires américains : C'est pas *bientôt* fini, ces menaces contre ce pauvre petit Irakien qui t'a rien *fait* ? Où tu vas, là, avec tes chars et tes blindés ? Qui t'a permis de jouer à la guerre dans la cour de récré du Golfe ? Tu l'as, l'autorisation de tes parents pour sortir d'Arabie, non ? Alors, tu te tiens tranquille et t'arrête d'essayer de *récupérer le Koweït. C'est pas* à toi, de toute façon.

C'est vrai, moi, ça me fait mal au cœur de penser qu'on puisse *s'attaquer à cet amour de* Saddam. Vous avez vu hier, à la télé, *ce qu'il a encore* fait pour prouver sa bonne volonté : ce camp *mondial de la paix rassemblé* dans un square pelé, à Bagdad. *Pas en sa présence, ça non, il* était bien trop occupé à repous*ser du pied l'invitation du Maroc* à un colloque entre chefs d'Etat *arabes.*

N'empêche, il était représenté *par un gigantesque portrait* dominant de haut des panneaux mar*qués de slogans à sa gloire* et une estrade où sont venus chanter *trois, quatre Italiens, je sais* pas d'où il les a sortis. Les *« invités » alignés en rang d'oignon sur* des chaises en plastique, ça, pas de problème, ils venaient ou de l'hôtel Mansour Mélia ou des *sites.* En car ! Fallait voir leurs têtes, ils avaient l'air d'être à la *fête, les mecs* !

Faut dire, on les a gâtés. D'accord, il n'y *avait pas foule,* les pacifistes, dans ces coins-là, ils osent pas trop *afficher* la couleur, des fois que ce serait mal pris par le *pouvoir, allez savoir.* Mais, bon, on a quand même *réussi à attirer un jeune* Jordanien à casquette venu à pied *d'Amman, qui s'est* effondré, complètement crevé, au premier *rang, à côté de deux* anciens ministres fraîchement débarqués *de Copenhague et de* Washington. Oui, parfaitement !

*C'était sublime, cette cérémo*nie, bouleversant ! Quand ensuite *j'ai zappé sur l'intronisation* de l'empereur Akihito, *ça m'a paru d'un minable ! Et ces bagnoles* incendiées à Tokyo par des gau*chos au nez de flics en miniature,* casqués de plexiglas, vous auriez *dit des jouets, c'est pas* à Bagdad que ça arriverait ! Les mili*taires en grand uniforme* et les fonctionnaires du président bien*aimé, eux, ils la surveillaient d'un* œil torve, leur soirée de gala : Au *pas, la paix ! Déposez, armes !*

## Après la polémique sur la décharge de Saint-Aubin

# M. Jean Bazin remplace M. Paul Delpeyroux à la direction du Centre nucléaire de Saclay

M. Jean Bazin, cinquante-deux ans, vient d'être nommé directeur du Centre nucléaire de Saclay (Essonne) dépendant du Commissariat à l'énergie atomique, en remplacement de M. Paul Delpeyroux, *cinquante-six ans, qui occupait* ces fonctions depuis septembre 1988.

Ce remplacement inattendu est la conséquence des négligences du Centre de Saclay dans la gestion du site de Saint-Aubin (Essonne) sur lequel des déchets radioactifs *furent entreposés jusqu'en 1973.* Récemment, en effet, *le Parisien* avait déclenché *une polémique* en révélant que des traces anormales de plutonium polluaient ce site.

Une information maladroite de la *part* de responsables de Saclay avait aggravé le climat de suspicion. M. Delpeyroux, dont l'honnêteté n'est contestée par personne, joue donc le rôle du fusible. *Mais* cette série de maladresses démontre, commente un spécialiste, que *« l'organisation des centres nucléaires du CEA mériterait peut-être un brin de réforme ».*

[Entré au CEA en 1964, M. Jean Bazin a débuté comme ingénieur au Centre de Saclay, à la section de métallurgie des combustibles, puis au laboratoire d'examen des combustibles *irradiés* (LECI), où il *fut successivement* en charge des travaux sur le comportement des combustibles irradiés, avant d'être nommé, en 1976, adjoint au chef du LECI. En 1978, il *rejoint* le département des programmes dont il devient le chef en 1984. En 1987, il est nommé directeur adjoint de la planification et de l'évaluation des programmes, poste qu'il quittera en janvier 1989 pour devenir directeur adjoint des res*sources humaines et des relations* sociales du CEA.]

□ **Un membre présumé de la CIA exécuté à *Téhéran.*** – L'Iran a annoncé lundi 12 novembre l'exé*cution d'un espion à la solde* de la CIA. La victime, qui s'appelait Ali Chahboukhari, a *été présenté par* le président du tribunal militaire qui l'avait jugé, comme *« un citoyen d'un pays étranger »* (Chahboukhari est un nom afghan). – *(AP.)*